

Département des Hautes-Alpes



Commune de **BARATIER**

PLAN LOCAL D'URBANISME

**Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du
21/05/2019**

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :

Le Maire : Jean BERNARD

Janvier 2020

PLU approuvé

Auteurs : CK / AK



Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

1. Rapport de Présentation

Table des matières

CARTE D'IDENTITE DE BARATIER	10
DIAGNOSTIC SOCIO - ECONOMIQUE ET LOGEMENT	14
Evolution de la population permanente	16
Les tendances démographiques	16
Les évolutions de la structure de la population	18
Les ménages	19
Evolution de la Population Active	20
La population de 15 à 64 ans par type d'activité	20
Les conditions d'emploi	21
La géographie de l'emploi	22
Les activités économiques	24
L'importance du tourisme	25
Equipements et Services	27
La mairie	27
L'agence postale	27
Salle des fêtes	27
Office du tourisme	27
Equipements publics extérieurs, sports et loisirs	27
Scolarité	27
Commerces, entreprises, artisanat	27
Eglises	27
Caractéristiques du parc de logement	29
Les Tendances d'Evolution	29
Le Parc de Résidences Principales	30
Le type de logements permanents	30
Âge du Parc de résidences principales	30
Les statuts d'occupation	31
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale	31
Chauffage des résidences principales	32

Prévisions démographiques	33
Scénarios démographiques	33
ARTICULATION AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES SUPERIEURS	34
Stratégie Nationale et Régionale pour la biodiversité	36
Objectifs de préservation et de remise en état des éléments de la TVB régionale du SRCE :	36
Le plan d'action stratégique du SRCE	36
Plans climats national, régional et départemental	37
Le réseau européen Natura 2000	38
Le site Natura 2000 directive habitats «steppique durancien et queyrassin», zone spéciale de conservation (ZSC) FR9301502 :	38
SDAGE Rhône Méditerranée	40
Les inventaires	41
Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sur Baratier:	41
Convention alpine	41
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	42
L'environnement physique	44
Le relief	44
Le climat	45
La géologie	46
L'hydrographie	47
Les risques	48
La Biodiversité	53
Les inventaires et protections règlementaires	53
L'occupation des Sols : les milieux naturels	55
La faune et la flore	58
Les continuités écologiques : la trame verte et bleue	64
L'environnement Humain	69
Les circulations douces, motorisées et le bilan du stationnement	69
Analyse paysagère de la commune	72
L'organisation du bâti	75
Le Patrimoine	77

Servitudes	80
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine	80
Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques	80
Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements	80
Les ressources naturelles présentes	81
Les terres agricoles	81
Synthèse du diagnostic agricole et foncier réalisé par Terr'aménagement	81
Les exploitations agricoles et les périmètres de réciprocité	86
Conclusions du diagnostic agricole et foncier et ZAP	88
Les espaces forestiers	90
La ressource en eau	91
Le potentiel en énergies renouvelables	93
Les ressources en énergie acheminée	94
Les réseaux d'énergie	94
Le réseau de télécommunication numérique	94
Pollutions et nuisances	95
La gestion de l'assainissement	95
La gestion des déchets	96
Le Bruit	97
Les émissions de gaz à effet de serre	98
ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS IDENTIFIES	100
Bilan du Zonage du POS de 1988 et densité constatée	102
Analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés	103
Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour l'habitat au cours des dix années précédentes	104
Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédentes (toute destination confondue)	105
Analyse de la consommation de l'espace au regard de l'Occupation du Sol décrite dans le chapitre « Etat Initial de l'Environnement »	106
Zoom sur la dynamique foncière entre 2015 et 2018 croisé avec les prévisions démographiques du chapitre « Diagnostic sociodémographique »	107

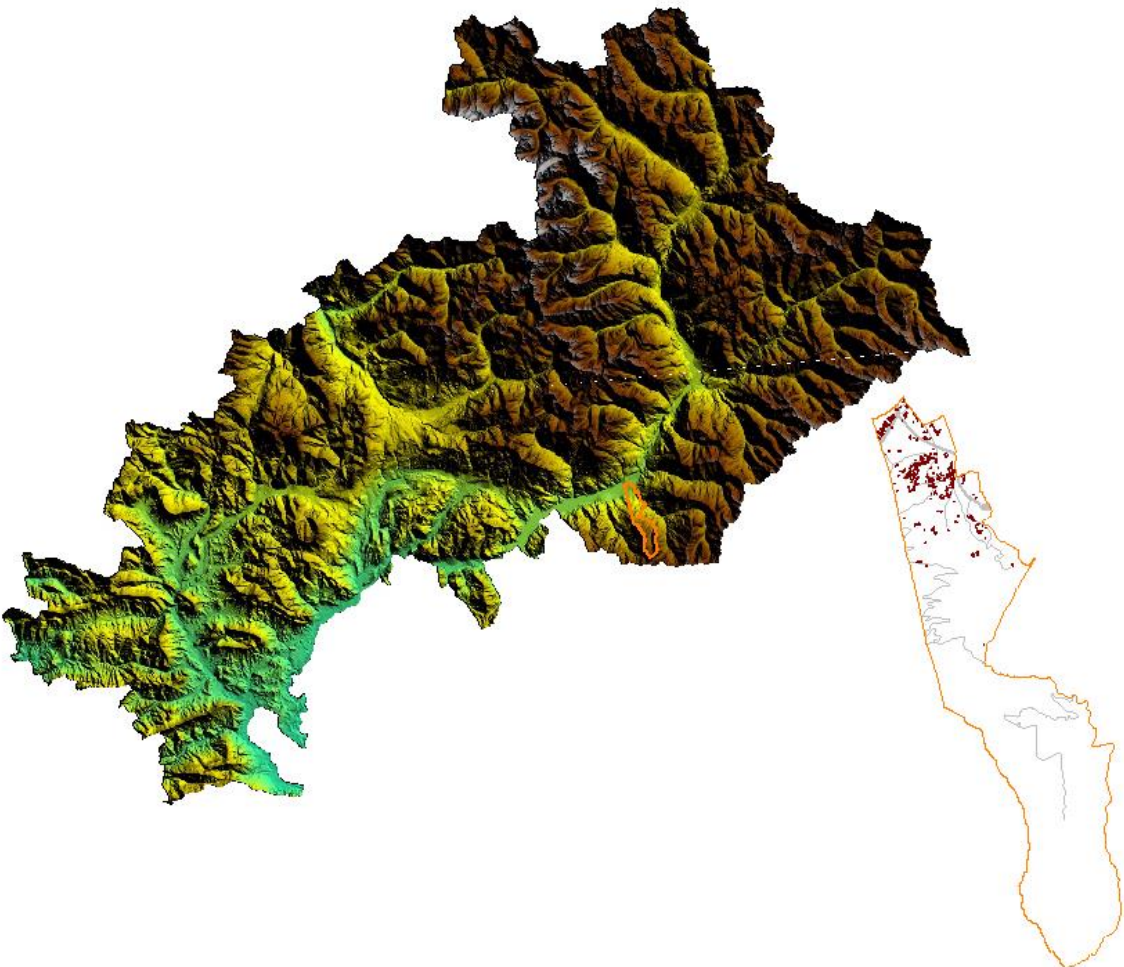
UNE CONCERTATION ADAPTEE	108
Dans le cadre du PLU	111
Dans le cadre de l'Etude de programmation sur la revitalisation du centre village	111
Dans le cadre du PLU	111
EXPLICATION DES CHOIX AYANT CONDUITS LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	112
Mise en parallèle des objectifs retenus pour la révision du PLU avec les axes de développement retenus au PADD	114
Traduction des enjeux du diagnostic et de l'état initial de l'environnement dans les axes de développement retenus au PADD	117
Le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques	118
Le PADD définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs	123
Scénario retenu et objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD	127
COMPLEMENTARITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LE PROJET DE ZONE AGRICOLE PROTEGEE	128
La Zone Agricole Protégée (ZAP)	130
L'objectif de la ZAP	130
Les avantages de la ZAP	130
Les limites de la ZAP	130
Le projet de ZAP sur la commune de Baratier	131
Extraits du PADD	132
Périmètre projeté pour la ZAP	133
Avancement de la procédure d'instauration de la ZAP	133
COHERENCE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) AVEC LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD	134
Situation des secteurs soumis a orientations d'aménagement et de programmation	136
l'OAP « revitalisation du centre village »	137
Contexte	137
Plan de situation	137
Orientations et objectifs du PADD traduits dans l'OAP « revitalisation du centre village »	138
Cohérence spatiale de l'OAP « revitalisation du centre village » avec les orientations et objectifs du PADD	139

Cohérence des principes écrits des OAP avec les orientations et objectifs du PADD	140
L'OAP « Retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre »	142
Contexte	142
Cohérence des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) avec les orientations et objectifs du PADD	143
Cohérence des principes écrits des OAP avec les orientations et objectifs du PADD	143
Cohérence spatiale des OAP avec les orientations et objectifs du PADD	145
NECESSITE DES DISPOSITIONS EDICTEES PAR LE REGLEMENT (ECRIT ET GRAPHIQUE) POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PADD ET DES DIFFERENCES QU'ELLES COMPORTENT	146
Baratier, Porte sud de l'Embrunais	148
Baratier, Un territoire à Vivre	153
Baratier, Un territoire Porteur d'Emplois	157
Baratier, une Qualité de Vie à Préserver	161
Dispositions spécifiques édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD	164
Les emplacements réservés	164
Bâtiment agricole autorisé ou non à changer de destination	170
Éléments remarquables identifiés au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme	171
DISPOSITIONS PARTICULIERES NECESSAIRES EN APPLICATION DU CODE DE L'URBANISME	177
Etude complémentaire au titre du L 122-7 du code de l'urbanisme (loi montagne)	178
COMPLEMENTARITE DU REGLEMENT AVEC LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	181
Complémentarité du règlement avec l'OAP « revitalisation du centre village »	183
Complémentarité du règlement avec l'OAP « Retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre »	183
DELIMITATION DU ZONAGE ET BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE	185
La délimitation du zonage	187
La zone naturelle	187

La zone agricole _____	190
Les zones urbaines et à urbaniser _____	195
Bilan de la consommation de l'espace _____	197
Répartition des surfaces par grands types de zones _____	197
Analyse des capacités d'urbanisation du PLU de 2019 _____	198
Adéquation du projet avec le bilan à 10 ans, indicateur chiffré retenu au PADD dans le cadre des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain _____	199
Adéquation du projet avec la modération de la consommation de l'espace _____	200
Adéquation du projet avec la volonté de conforter les espaces existants pour lutter contre l'étalement urbain _____	201
Adéquation de la consommation d'espace avec le scénario de développement retenu _____	202
Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis _____	203
Limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers (référence sur 10 ans) _____	204
 EFFETS ET INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT INCLUANT LES INCIDENCES NATURA 2000 _____	 205
Modération consommation espace/ densification/ lutte contre étalement urbain _____	207
Incidences prévisibles du PLU _____	207
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation _____	207
Conséquence de l'application du PLU _____	208
Préservation de la qualité urbaine, architecturale et patrimoniale _____	209
Incidences prévisibles du PLU _____	209
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation _____	209
Conséquence de l'application du PLU _____	209
Préservation des espaces et de l'activité agricole _____	210
Incidences prévisibles du PLU _____	210
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation _____	210
Conséquences de l'application du PLU _____	210
Obligations de déplacement automobiles et alternatives _____	211
Incidences prévisibles du PLU _____	211
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation _____	211
Conséquence de l'application du PLU _____	211
Prévention des risques _____	212
Incidences prévisibles du PLU _____	212
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation _____	212
Conséquences de l'application du PLU _____	212

Prévention des pollutions – gestion des eaux pluviales et prise en compte du sdage	213
Incidences prévisibles du PLU	213
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	213
Conséquences de l'application du PLU	213
Préservation de la ressource en Eau Potable	214
Incidences prévisibles du PLU	214
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	215
Conséquences de l'application du PLU	215
Préservation des Espaces Naturels et Forestiers et des Paysages	216
Incidences prévisibles du PLU	216
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	216
Conséquences de l'application du PLU	216
Préservation de la biodiversité et Incidences Natura 2000	217
Incidences prévisibles du PLU	217
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	218
Conséquences de l'application du PLU	219
Maintien des continuités écologiques	220
Incidences prévisibles du PLU	220
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	220
Conséquences de l'application du PLU	220
Lutte contre le changement climatique et adaptation à ce changement	221
Incidences prévisibles du PLU	221
Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation	221
Conséquence de l'application du PLU	221
INDICATEURS NECESSAIRES A L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION	223
RESUME NON TECHNIQUE ET METHODE EE	229
Résumé Non Technique	230
Méthodologie de l'Evaluation Environnementale	236

Carte d'identité de Baratier

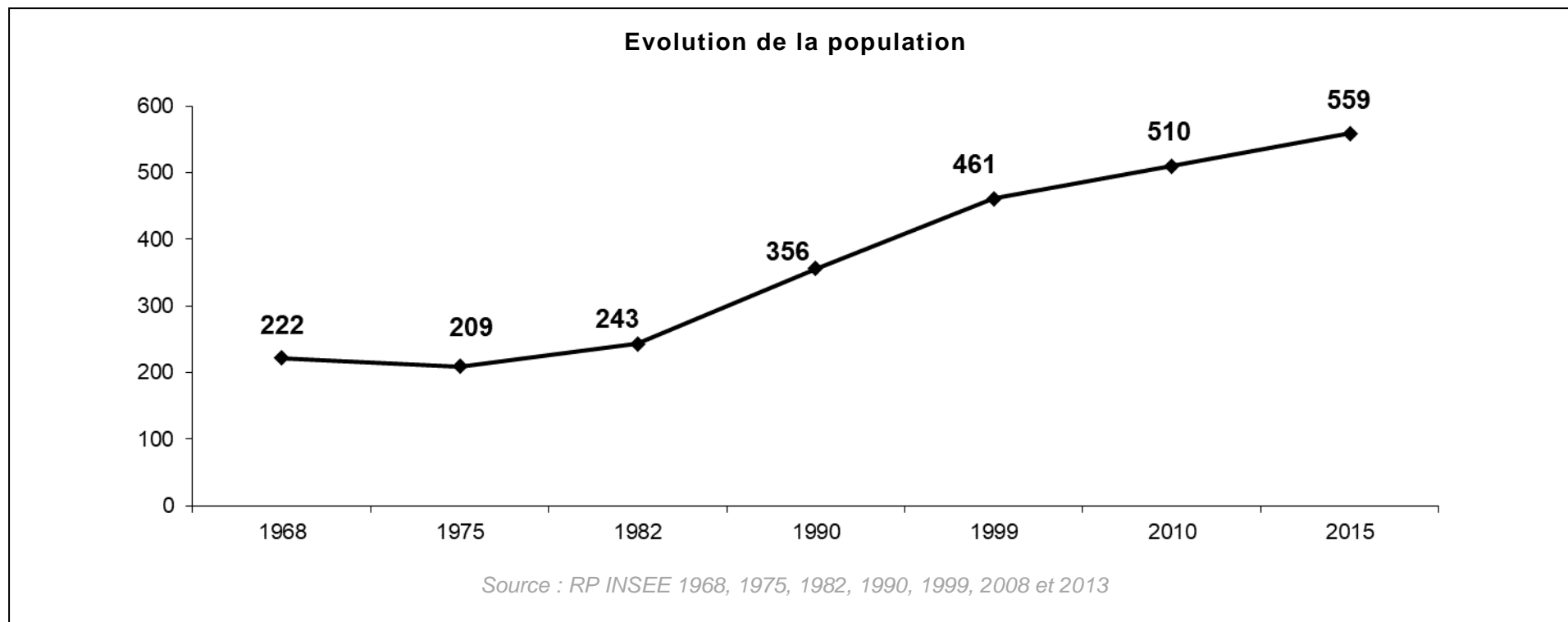
Administration		Localisation
Pays	France	
Région	Provence Alpes Côte d’Azur	
Département	Hautes Alpes	
Arrondissement	Gap	
Canton	Embrun	
Intercommunalité	Communauté de communes de Serre-Ponçon	
Démographie		
Population principale	559 habitants (RP 2015)	
Densité	35 hab/km²	
Géographie		
Altitude	780 m et 2 857 m d’altitude	
Superficie	15,99 km²	

Diagnostic socio - économique et logement

EVOLUTION DE LA POPULATION PERMANENTE

Les tendances démographiques

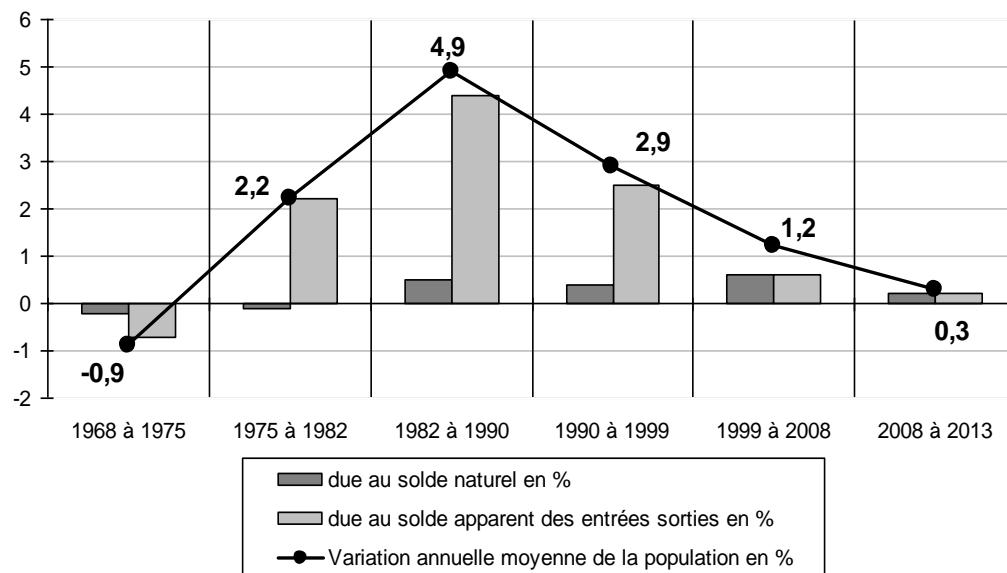
En 2015, Baratier compte 559 habitants (RP INSEE 2015).



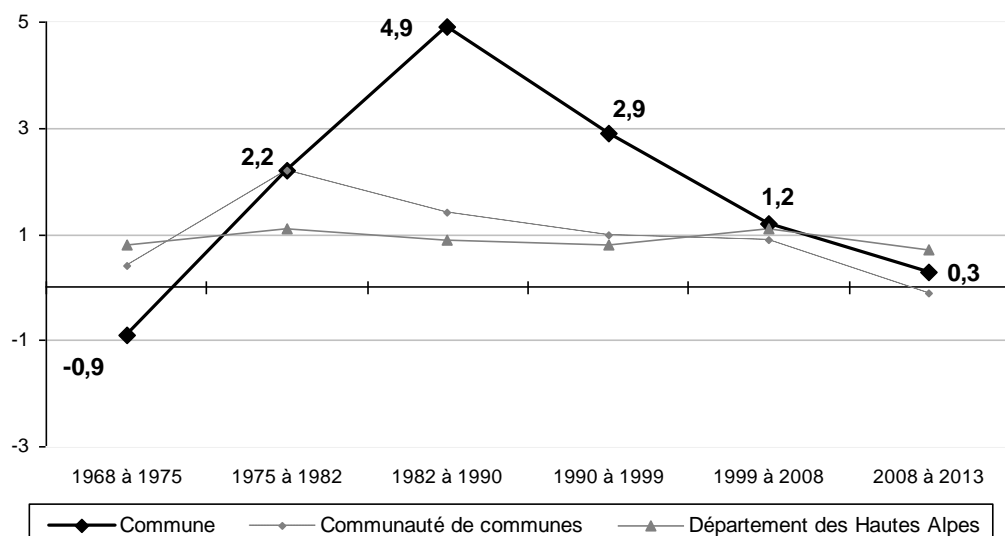
Depuis le milieu des années 1970, la population permanente de Baratier croît régulièrement. En 40 ans, le nombre d'habitants a été multiplié par 2,5. Les augmentations les plus importantes ont lieu dans les années 1980 et 1990, plus de 100 habitants supplémentaires entre 2 recensements. Ce développement de la population se fait de concert avec celui des lotissements, notamment celui du Verger et de La Mure.

Depuis le début des années 2000, le nombre d'habitants supplémentaires pour chaque période intercensitaire est moins élevé : 50 habitants de plus entre 1999 et 2008, 9 habitants de plus entre 2008 et 2013. Cette dernière période est plus courte que les autres périodes intercensitaires, 5 ans pour généralement 8 ou 9 ans.

Variation annuelle moyenne de la population suivant les périodes de recensements de la population



Variation annuelle moyenne de la population sur Baratier, la Communauté de Communes et le Département



La variation annuelle moyenne de la population met en valeur le rythme d'accroissement du nombre d'habitants par année.

La population de Baratier a toujours augmenté depuis le milieu des années 1970 or le graphique ci-contre montre qu'à partir des années 1980, le rythme de variation annuelle diminue d'une période intercensitaire à l'autre. Entre 1980 et 1999, cette baisse s'explique plus par le principe de calcul d'un taux que par une réelle diminution du nombre d'habitants supplémentaires entre 2 recensements. En effet, la population totale augmente d'un recensement à l'autre donc même si le nombre d'habitants supplémentaires reste identique, son importance, son taux dans la population diminue.

Entre 1999 et 2013, le nombre d'habitants supplémentaires est moins important que sur les périodes intercensitaires précédentes. Sur la dernière période, le taux est proche de 0 car Baratier gagne moins de 10 habitants.

A partir de 1999, la part de la variation due au solde naturel devient équivalente à celle due au solde apparent des entrées/sorties, reflet d'une arrivée moins importante de nouveaux ménages sur le territoire communal.

Jusqu'à la fin des années 2000, la commune a un taux d'accroissement annuel supérieur aux taux enregistrés sur la communauté de communes et plus largement dans le département.

Dans les années 2010, son taux rejoint celui du département et reste légèrement supérieur à celui de la communauté de communes.

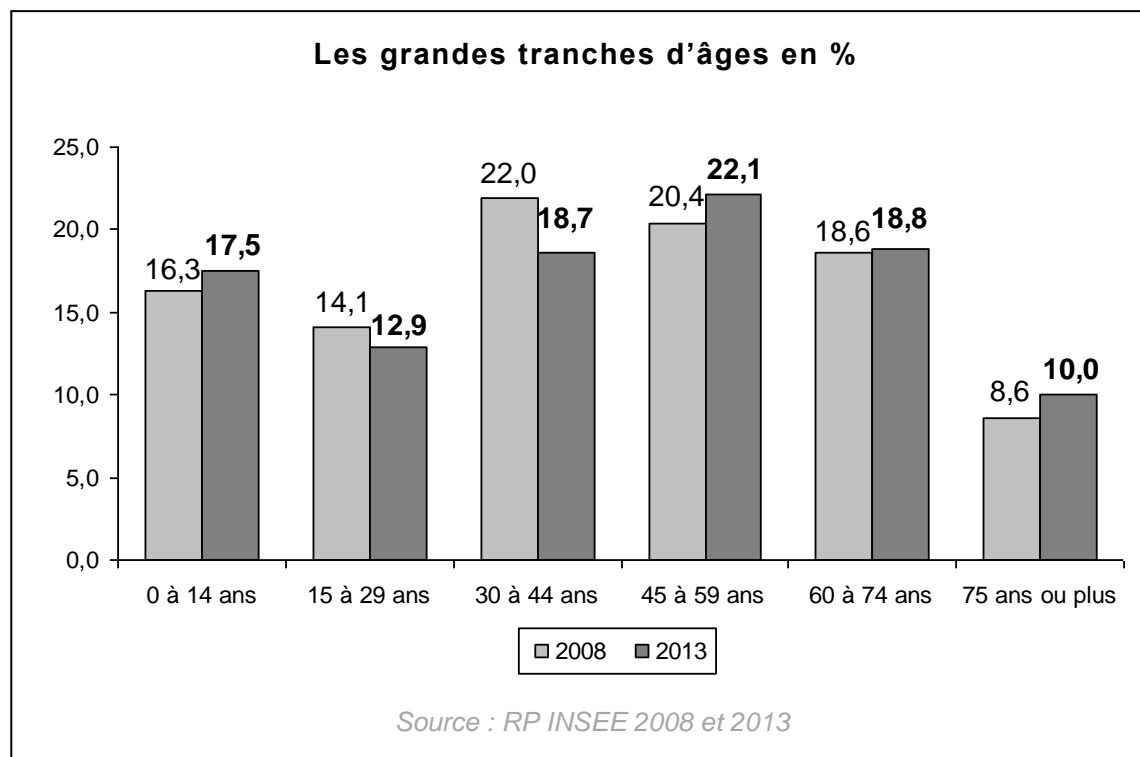
Sur la dernière période intercensitaire, le taux de la communauté de communes passe sous le zéro (-0,1), le taux du département reste positif et supérieur à celui de la commune.

Source : RP INSEE 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008 et 2013

Les évolutions de la structure de la population

La répartition entre les différentes classes d'âges s'est modifiée entre 2008 et 2013 :

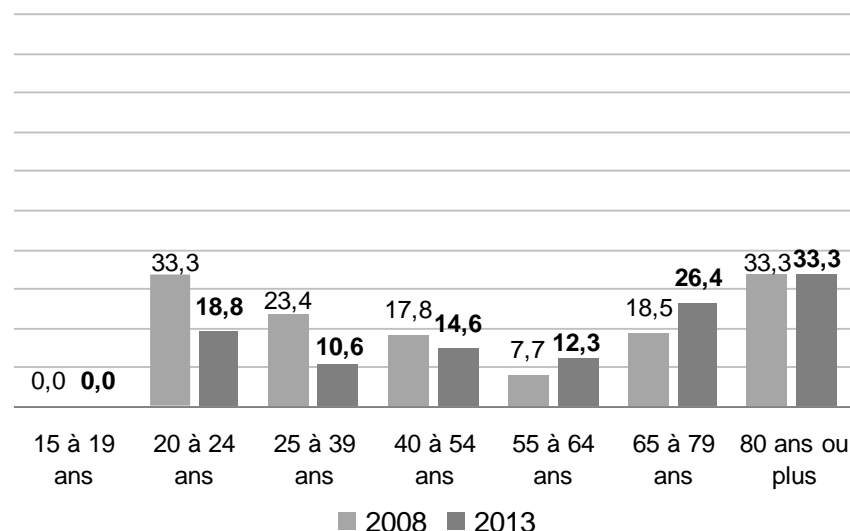
- ⇒ La proportion des 30/44 ans a baissé de 3,3 % soit 15 personnes de moins entre 2008 et 2013, cette diminution peut s'expliquer d'une part par un glissement d'une partie de la classe d'âge des 30/44 ans dans la classe d'âge des 45/59 ans entre 2008 et 2013. D'autre part, une arrivée moins importante, par rapport aux périodes intercensitaires précédentes, de ménages en première partie de vie professionnelle.
- ⇒ Cette arrivée moins importante de ménages entre 30 et 44 ans devrait se traduire par une diminution de la classe d'âge des 0 à 14 ans or ce n'est pas le cas. Cette augmentation des 0/14 ans s'explique par le maintien d'un solde naturel positif depuis 2000.
- ⇒ Le graphique ci-dessous montre une diminution de la classe d'âge des 15-29 ans : - 1,3%. Ce constat est en concordance avec une diminution des ménages de 30 à 44 ans, avec leurs parents pour une partie et, pour une autre partie liée à un départ vers des communes ayant des pôles scolaires du second degré et des universités.
- ⇒ La classe d'âges des plus de 75 ans affiche un différentiel de +1,4% entre 2008 et 2015. En termes de nombre, cette différence représente seulement 8 habitants supplémentaires. Sa proportion dans la population est similaire à celles rencontrées à l'échelle départementale (11%) et nationale (9,1%).



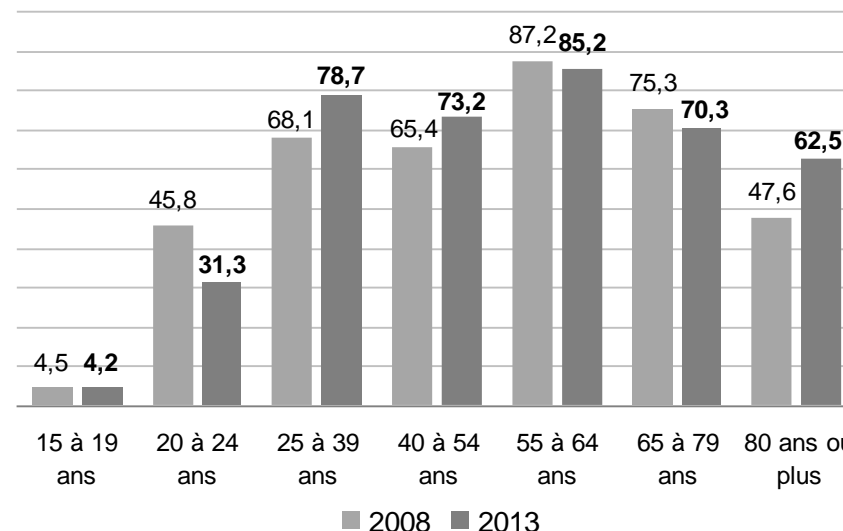
Les ménages

A Baratier, le nombre de personnes par ménage est de 2,16 alors qu'au niveau départemental il est de 2,18 et au niveau national de 2,29.

Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge



Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



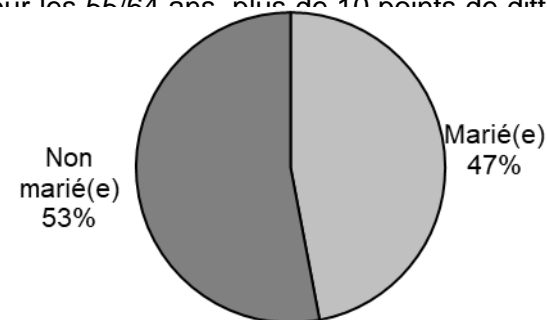
Source : RP INSEE 2008 et 2013

Mise à part pour les classes d'âges entre 55 et 79 ans, les personnes de 15 ans ou plus vivant seules ont diminué entre 2008 et 2013. Pour l'ensemble des classes d'âges, leur part dans la population communale reste inférieure à celles rencontrées à l'échelle départementale et nationale.

Pour chaque classe d'âge, la part des personnes de 15 ans ou plus vivant en couple est nettement supérieure à Baratier par rapport au niveau des Hautes Alpes et plus largement du territoire français. Ce constat est particulièrement vrai pour les 55/64 ans, plus de 10 points de différences avec les chiffres enregistrés dans le 05 et en France.

Etat matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2013

La proportion de personnes de plus de 15 ans mariées est plus importante à Baratier que dans le département (45,5%) et en France (45,5%). Cette proportion est en cohérence avec l'importance des ménages déclarant vivre en couple.



Source : RP INSEE 2013

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE

Définition (source INSEE) :

« La **population active** au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

- ⇒ exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- ⇒ aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- ⇒ être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- ⇒ être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- ⇒ être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- ⇒ être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population correspond donc à la population active occupée à laquelle s'ajoutent les chômeurs en recherche d'emploi et les militaires du contingent tant que cette situation existait.

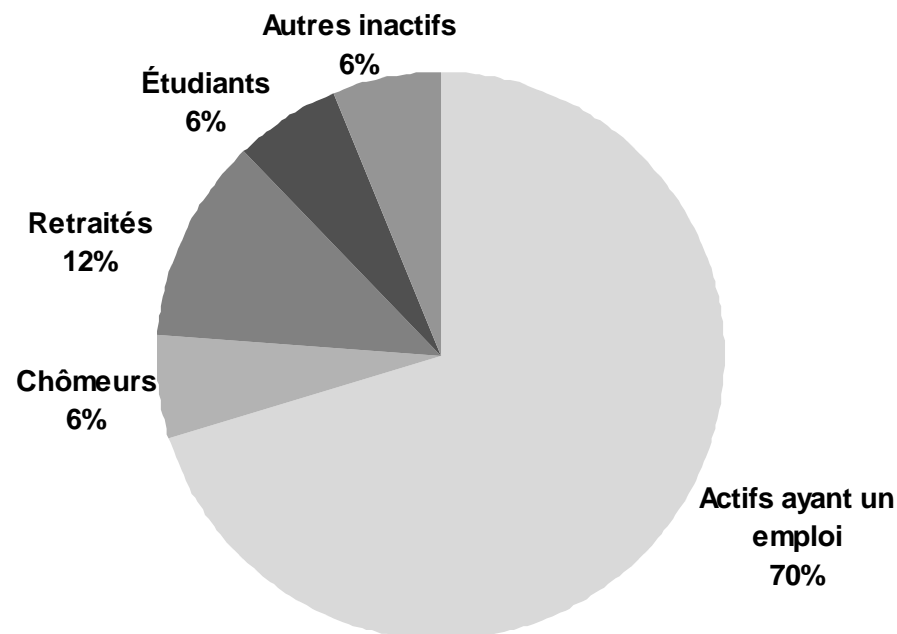
Remarque : ne sont pas retenues les personnes qui, bien que s'étant déclarées chômeurs, précisent qu'elles ne recherchent pas d'emploi. C'est ce qui distingue cette définition de la population active au sens du recensement de la population d'une définition utilisée antérieurement de population active spontanée (ou auto-déclarée) ».

La population de 15 à 64 ans par type d'activité

En 2013, la commune compte 322 actifs. 70% de ces actifs ont un emploi ce qui représente un pourcentage nettement supérieur à celui enregistré au niveau départemental (67,5%) et au niveau national (63,5%).

La part de chômeurs est moins importante qu'à l'échelle départementale et à l'échelle du territoire français (10%).

La part des retraités de moins de 64 ans est supérieure à Baratier (10%) qu'au niveau départemental et national (7%).

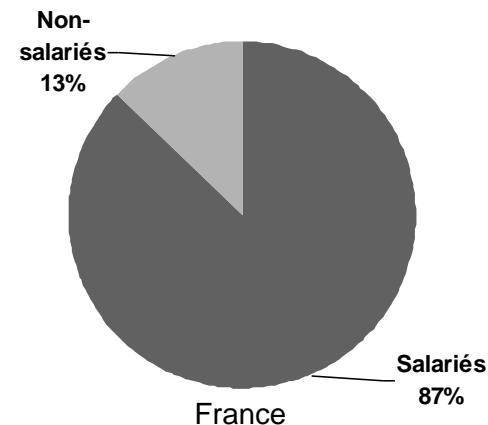
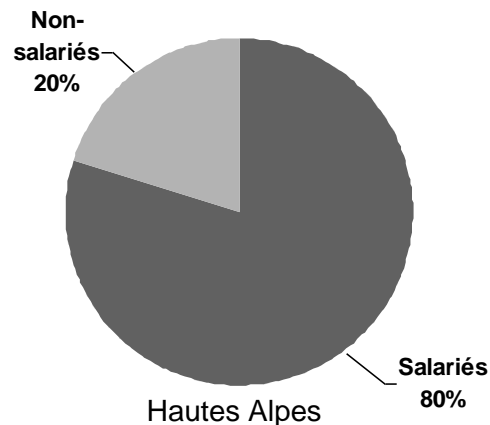
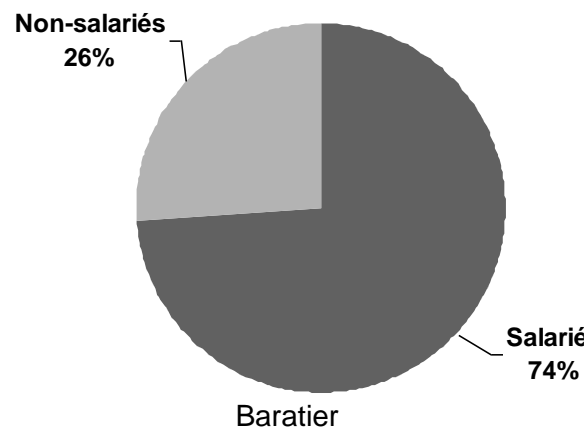


Source : RP INSEE 2013

Les conditions d'emploi

La répartition entre salariés et non salariés sur Baratier est différente de celle des Hautes Alpes et de la France.

Répartition de l'emploi entre salariés et non salariés en 2013



Plus précisément :

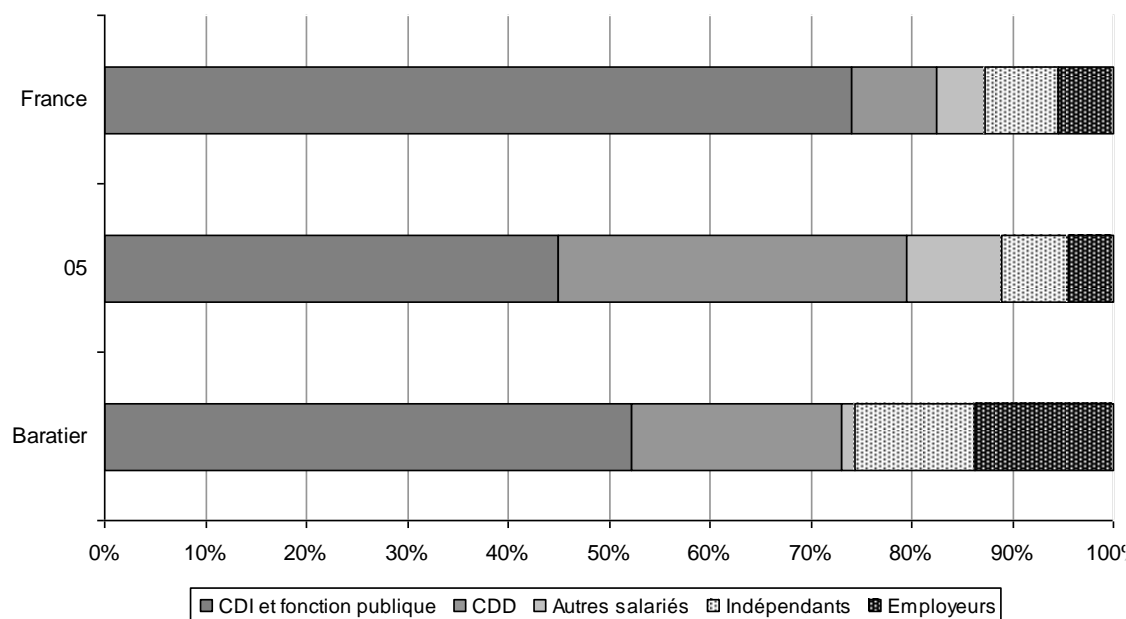
La part des personnes en CDI est moins forte à Baratier qu'au niveau national. Sur de nombreuses communes touristiques et arboricoles du département le constat est similaire, parfois plus marqué.

Elle ne s'accompagne pas d'une part de personnes en CDD plus importante, reflet du travail saisonnier.

Le chapitre sur les activités économiques du territoire permettra peut-être d'illustrer deux caractéristiques :

- ⇒ Malgré le poids de l'économie touristique sur la commune, la part d'actifs en CDD est inférieure de celle enregistrée à l'échelle départementale.
- ⇒ La part des employeurs et des travailleurs indépendants est nettement plus forte.

Répartition de l'emploi suivant le statut et les conditions d'emploi en 2013



Source : RP INSEE 2013

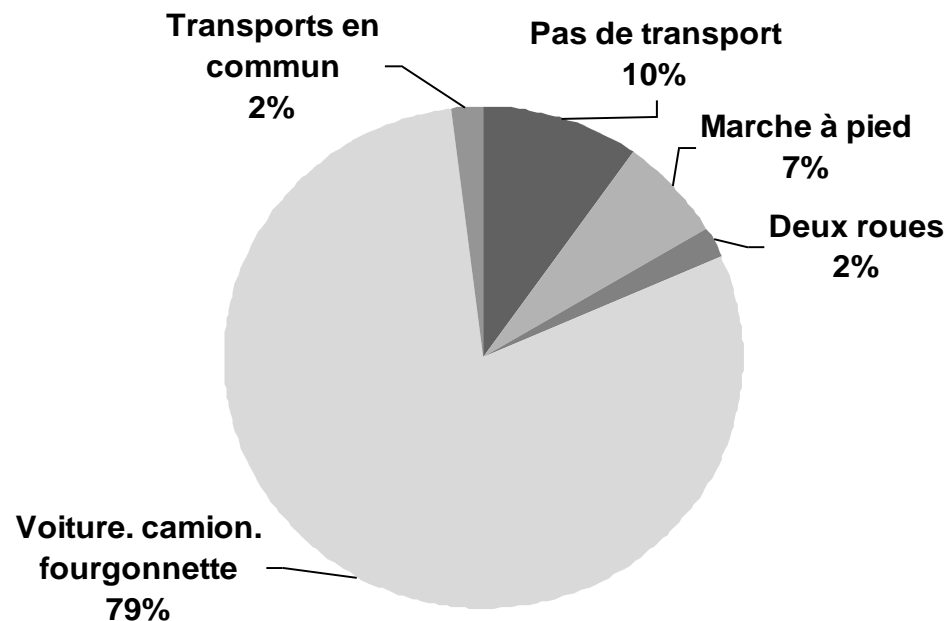
La géographie de l'emploi

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. A Baratier, en 2013, l'indicateur de concentration d'emploi est de 109, ce qui signifie que pour 10 actifs ayant un emploi il y a 10.9 emplois. Sur 248 emplois, 227 sont occupés par des actifs qui travaillent et résident à Baratier, 21 par des actifs résidants dans une autre commune. Et parallèlement, 145 habitants de Baratier partent quotidiennement travailler dans une autre commune.

Pour les actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi et résidant sur la commune, le moyen de transport utilisé pour se rendre au travail en 2013 est principalement la voiture.

145 baratons partent travailler quotidiennement dans une autre commune et près de 80% de l'ensemble des actifs utilisent leur voiture. Dans les contextes économiques et environnementaux actuels, ces données sont importantes car les déplacements pendulaires :

- représentent un coût non négligeable pour les ménages,
- ont un impact environnemental fort, les transports étant des sources principales de production de gaz à effet de serre.



Source : RP INSEE 2013

Coût en carburant par ménage se déplaçant en voiture



Source : Etude sur la vulnérabilité énergétique des ménages, DDT 05, janvier 2011.

La carte ci-contre indique le coût en carburant par an par ménage se déplaçant en voiture. Il s'agit donc uniquement du coût de l'essence.

Le tableau ci-dessous indique le coût des trajets par voiture par an pour 1 ménage résidant sur Baratier et travaillant dans une autre commune.

Le coût mentionné sur ce tableau prend en compte : l'aller et le retour, les congés, les dépenses d'entretien, d'assurance et de carburant. Il ne prend pas en compte les frais de stationnement, de péage et de contravention.

Ce coût peut facilement être multiplié par deux si 2 personnes du ménage travaillent à plein temps sur une autre commune et qu'elles ont chacune leur voiture.

Coût des déplacements pour un plein temps

Lieu de travail	Distance	Coût
Embrun	4.3 km	890 €
Gap	39 km	8 073 €

Source : Calculatrice de l'Ademe

LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Les commerces, services et entreprises du territoire

Relativement à son nombre d'habitant, la commune possède un nombre important d'entreprises.

Cependant la proximité d'Embrun et la présence de zones commerciales sur Baratier et en partie sud d'Embrun pénalise l'installation de commerce en cœur de village.

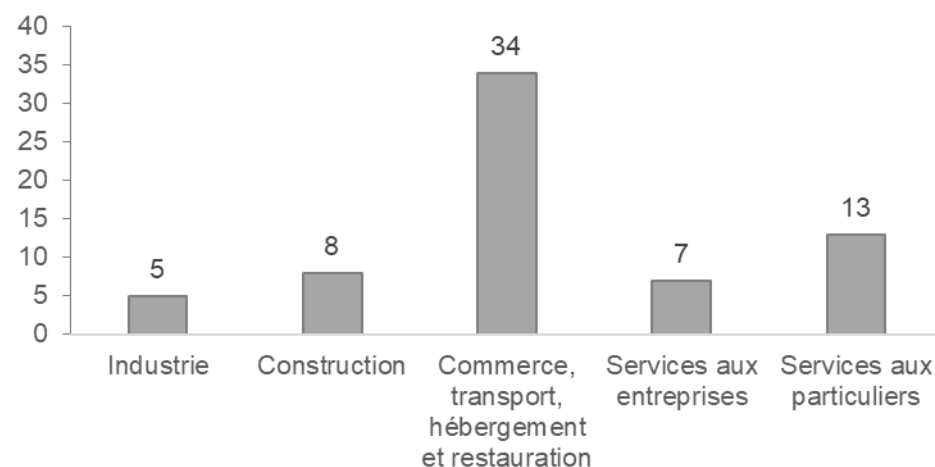
La place du village est un lieu de vie et de rencontres avec la présence d'un bar, restaurant, d'une boulangerie, d'une épicerie, de jeux et de services (mairie, poste, kiné, taxi...) : liste et plan ci-dessous. Il s'agit également de la place du marché.

L'espace commercial « les portes du lac » situé sur la commune de Baratier accueille un nombre important de commerces : liste et plan ci-après.

Baratier est située au cœur d'un territoire très touristique, aussi une large partie de son économie est liée au tourisme, avec notamment une offre importante en termes d'hébergements (détails ci-après).

Ainsi les entreprises relatives aux « commerce, transport, hébergement et restauration sont les plus nombreuses. Elles représentent 50% des entreprises du territoire.

Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés
Ensemble	256	100	118	63	75
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,8	2	0	0
Industrie	10	3,9	10	0	0
Construction	7	2,7	7	0	0
Commerce, transports, services divers	213	83,2	86	52	75
dont commerce et réparation automobile	109	42,6	49	24	36
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	24	9,4	13	11	0

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015

L'importance du tourisme

Les Hautes-Alpes se distinguent du reste de la région par la double saisonnalité de l'emploi touristique. En été, les touristes viennent profiter du patrimoine naturel, notamment du lac de Serre-Ponçon. En hiver, ils se concentrent dans les stations de ski. La commune de Baratier est particulièrement bien positionnée : au pied de la station des Orres et limitrophe du lac de Serre-Ponçon. Elle offre donc une capacité d'hébergement importante :

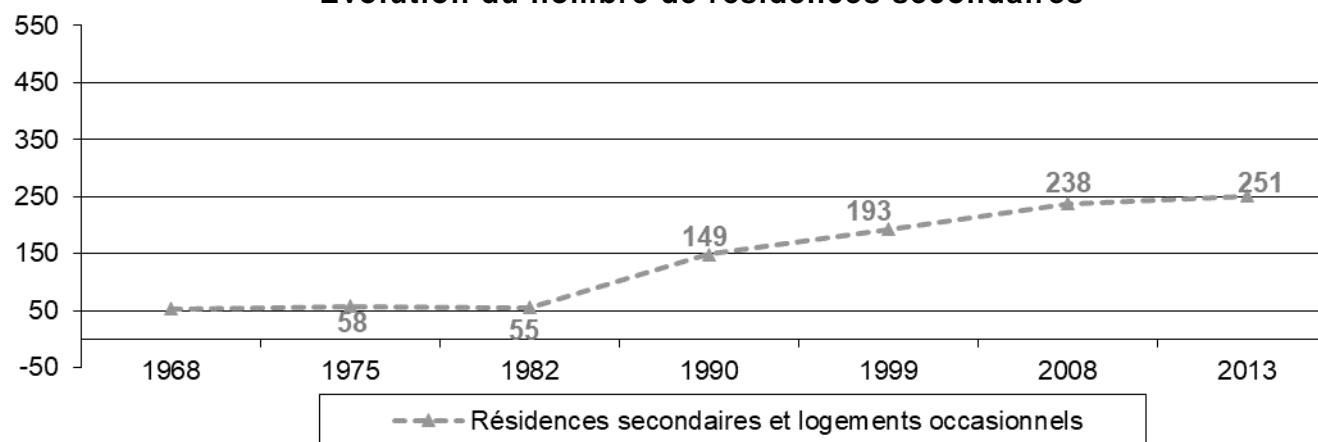
Répartition de l'hébergement marchand selon le guide de l'hébergement de Serre-Ponçon (édité par l'office du tourisme)

Type d'hébergement	Nbre d'établissements	Capacité		Nbre de places lits
Hôtel	1	25 chambres		75
Chambres d'hôtes	1	5 chambres		15
Gîtes	3	15 gîtes et 25 chambres		196
Hébergement insolite	1	7 cabanes et 2 tipis		43
Campings	4	583 emplacements et 93 hébergements autres (gîtes, roulottes...)		2315
Village vacances	1	35 chambres		105
Total				2749

Evolution du nombre de résidences secondaires

En 1968, le nombre de résidences secondaires sur Baratier est de 53 soit environ 200 lits.

En 2013, le nombre de résidences secondaires sur Baratier est de 251 soit environ 1000 lits, la population secondaire a été multipliée par 5 en 45 ans.



Source : RP INSEE 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008 et 2013
2019- Atelier CHADO



EQUIPEMENTS ET SERVICES

La mairie

La mairie est ouverte :

Lundi, mardi, jeudi et vendredi : 9h-12h.

Mardi et vendredi : 13h30-16h30.

L'agence postale

Il existe à Baratier une agence postale reliée à la mairie.

Salle des fêtes

La commune possède 3 salles, de différentes capacités, qui peuvent être louées :

Grande salle : capacité de 150 personnes assises

Petite salle : capacité de 50 personnes assises

Office (salle du foyer) : capacité de 40 personnes assises

Office du tourisme

L'office de tourisme intercommunal de Serre-Ponçon regroupe plusieurs points d'accueil dont un sur Baratier.

Equipements publics extérieurs, sports et loisirs

La commune possède : un terrain de sports (chemin de La Mure), un terrain de tennis (chemin de La Mure), plusieurs terrains de jeux de boules (chemin de Pra Rougon, Jardin de Charamaille, Square des Balladins, stade, Chemin du 140-Verdun), des jeux pour enfants (Jardin de Charamaille, Chemin du 140-Verdun).

Scolarité

La commune accueille dans son école les élèves de maternelle et de primaire.

Le collège et le lycée sont situés sur la commune d'Embrun.

Commerces, entreprises, artisanat

Les nombreux établissements/associations présents sur la commune révèlent son dynamisme. En termes d'hébergements la commune est également bien lotie : chambres d'hôtes, gîtes d'étape et de séjours, campings, locations meublées.

Eglises

La commune compte plusieurs églises.



Source : site internet de la commune

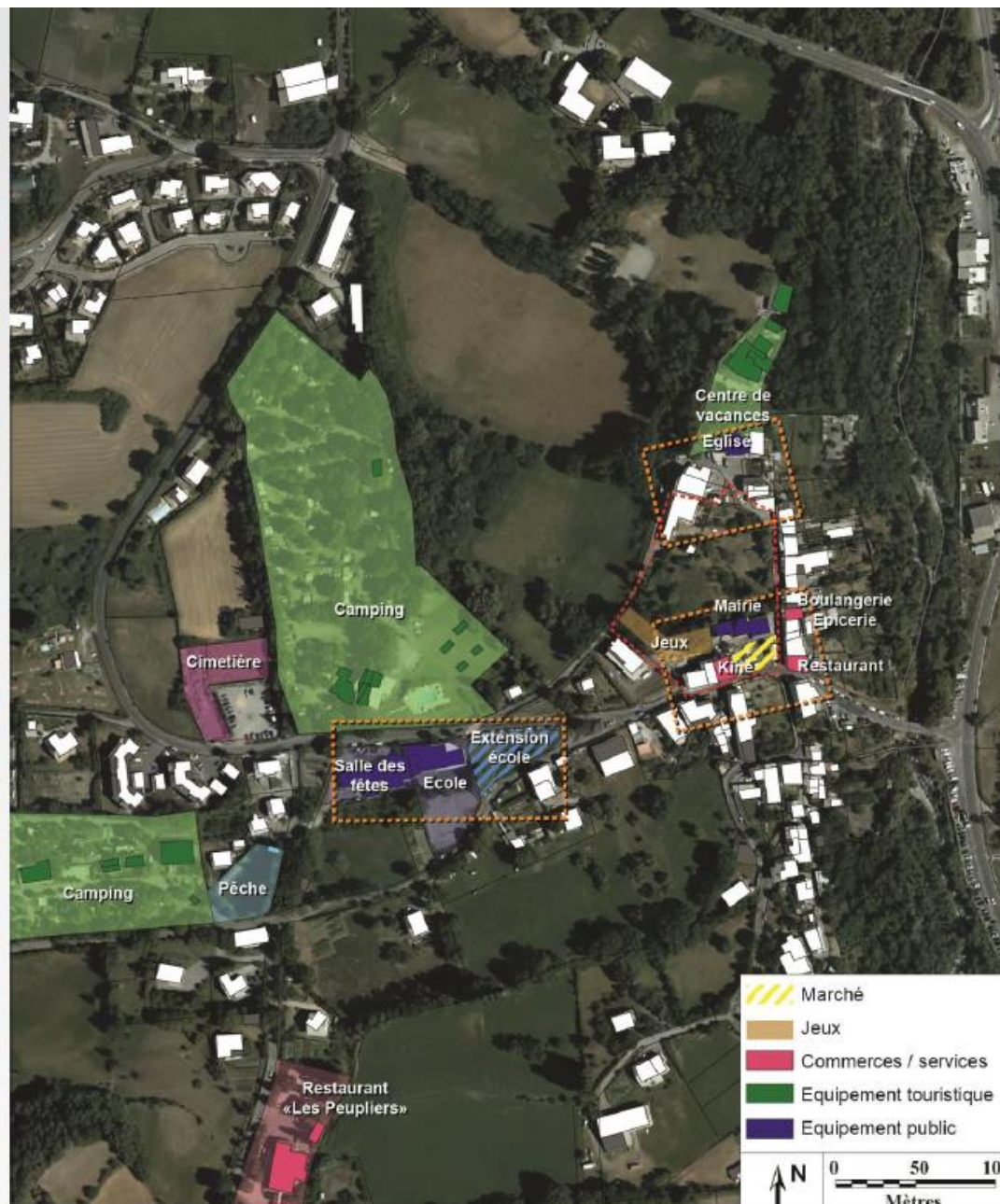
Equipements et activités

La proximité d'Embrun et des zones commerciales du Liou et d'Entraigues pénalise fortement l'installation de commerces en cœur de village d'autant que la masse démographique reste faible en cœur de zone. A cela s'ajoute l'éclatement du tissu urbain et la facilité pour les habitants d'aller sur les zones commerciales.

Malgré ce constat, la commune de Baratier possède des équipements de qualité qui se regroupent autour de trois entités :

- Le complexe salle des fêtes / école avec des possibilités d'extension pour cette dernière. A proximité se trouve deux campings et le cimetière. Il s'agit d'un point d'articulation fondamental entre la partie ancienne et récente de Baratier.
- La place du village qui regroupe l'essentiel des activités avec la présence d'un bar / restaurant, d'une boulangerie / épicerie, un kiné, les jeux d'enfants, la mairie et la halle. C'est place est malheureusement parasitée par la présence de nombreux véhicules. Il s'agit également de la place du marché. C'est le lieu de vie et de rencontre de la commune qui gagnerait à être apaisé
- La place de l'église. Plus à l'écart cet espace respire la tranquillité. Cette espace gagnerait à être valorisé en affirmant sa position et son ambiance.

→ La zone d'étude est au cœur de ce triangle et doit être le moyen d'affirmer la centralité de Baratier en confortant les fonctions existantes et en les développant.



CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENT

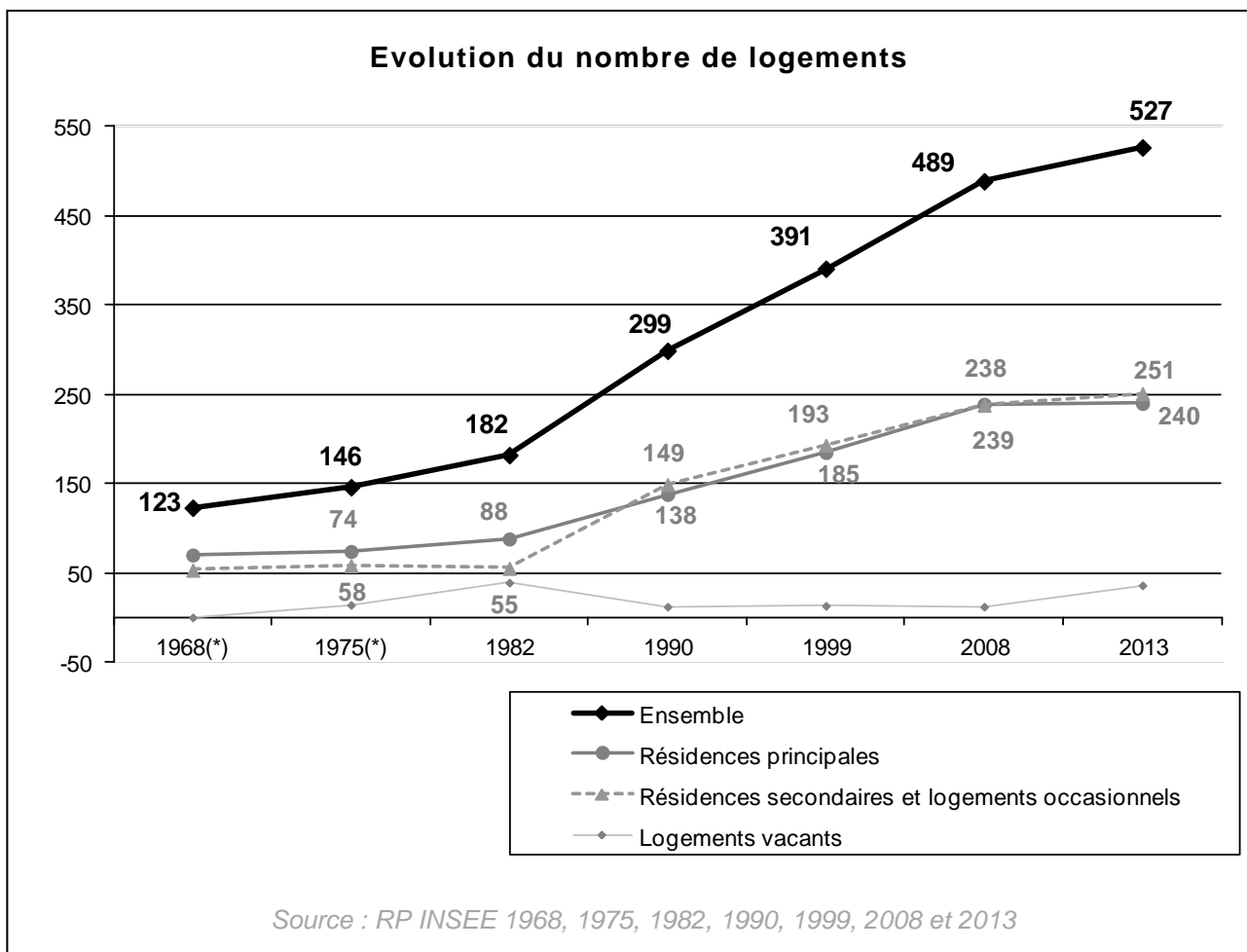
Les Tendances d'Evolution

En 45 ans, le parc de logements n'a cessé de croître sur la commune. Le nombre de résidences principales a été multiplié par 3,4 et celui des résidences secondaires par 4,7. Depuis les années 1960, les parcs de résidences principales et secondaires évoluent de concert sur le territoire communal.

En 1968, le territoire communal compte 70 résidences principales pour 222 habitants, soit une moyenne d'un peu plus de 3,17 personnes par logement. En 2013, il y a 240 logements permanents pour 520 habitants, soit un peu plus de 2 habitants par résidences principales. Cette diminution du nombre de personnes par logement met en valeur le phénomène de décohabitation des ménages.

Le parc de logements est composé à 48,8% d'appartements et 42,2% de maisons.

Le parc de logements est composé à 45.5% de résidences principales, à 47.5% de résidences secondaires et logements occasionnels et à 7% de logements vacants.



LE PARC DE RESIDENCES PRINCIPALES

Le type de logements permanents

L'offre en logement se compose principalement de grands logements : 4 pièces, 5 pièces et plus mais le parc a également des logements de 3 pièces et moins.

Cette répartition du parc de logement est similaire à la majorité des communes résidentielles rurales hautes alpines. Les logements de 5 pièces et plus, représentent très souvent la majorité des résidences principales.

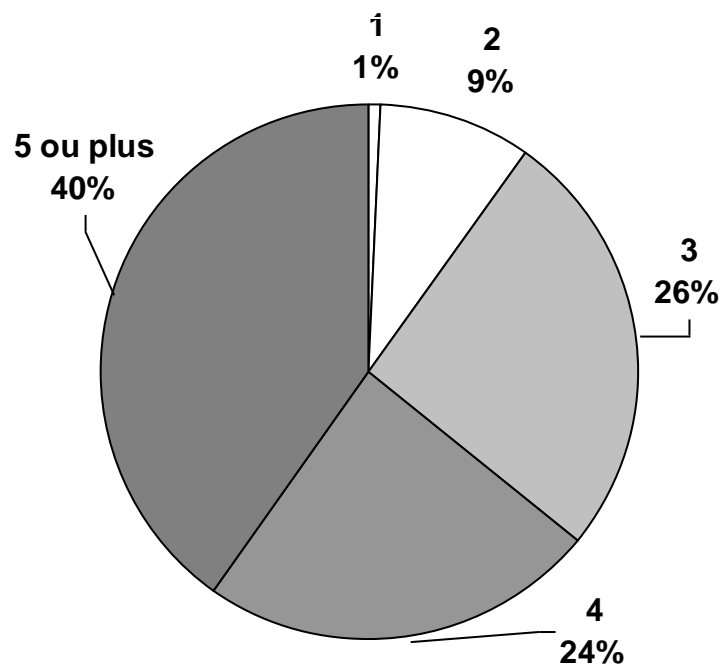
Âge du Parc de résidences principales

Seulement 12% du parc de logements existait à la fin des deux premières guerres mondiales.

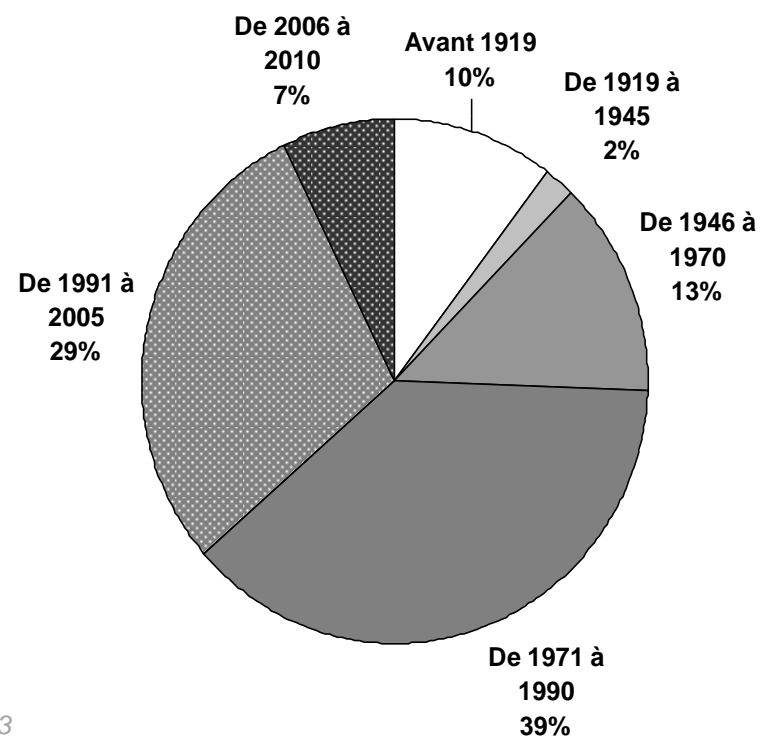
Depuis 1945, le rythme de construction est de plus en plus rapide :

- ⇒ en 45 ans, de 1946 à 1990, 52% du parc s'est bâti avec une moyenne de 2,4 logements supplémentaires par an.
- ⇒ En 20 ans, de 1991 à 2010, les derniers 39% du parc se sont bâtis avec une moyenne de 4 logements supplémentaires par an.

Répartition des résidences principales par nombre de pièces

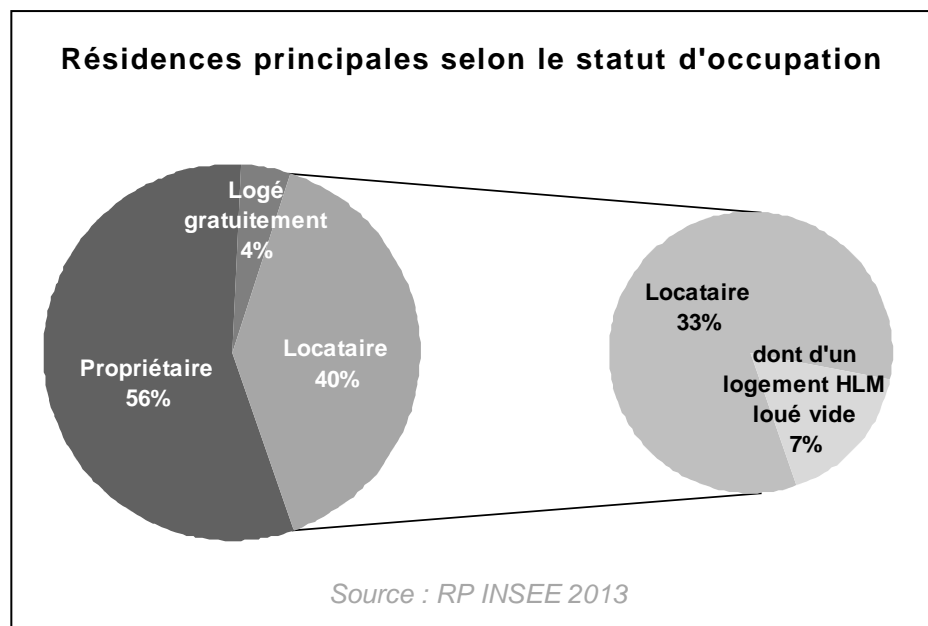


Résidences principales en 2013 selon la période d'achèvement



Source : RP INSEE 2013

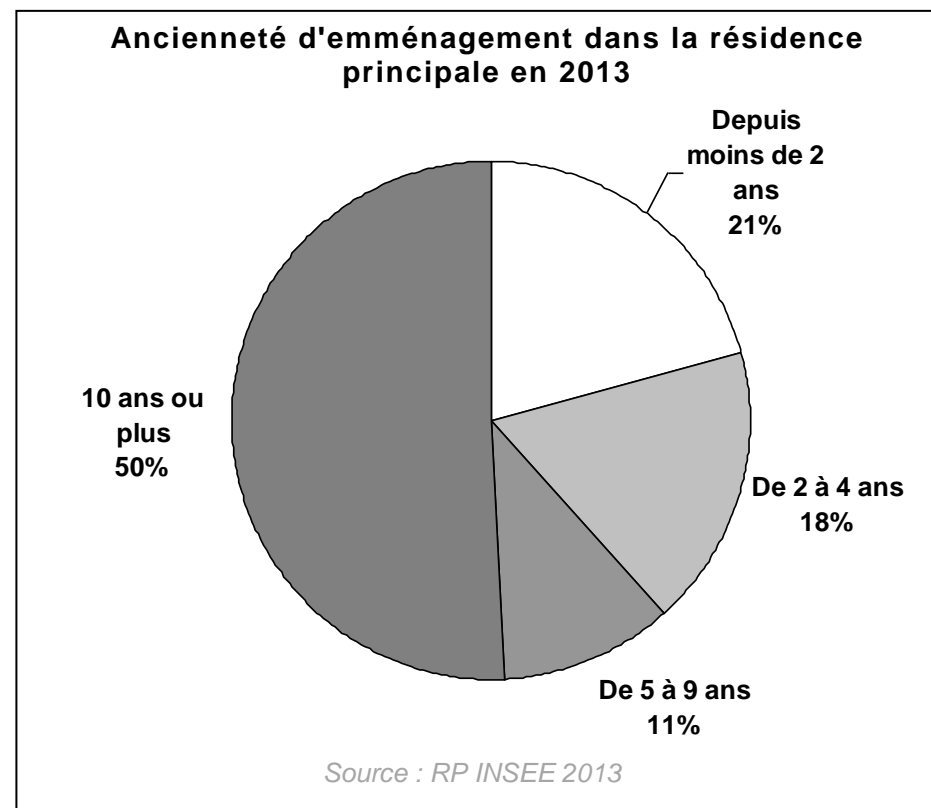
Les statuts d'occupation



Lorsqu'on effectue l'analyse sociodémographique des Hautes Alpes en enlevant les 3 communes principales que sont Gap, Briançon et Embrun, la répartition des statuts d'occupation est totalement modifiée. Sur « cet espace rural », il y a 89% de propriétaires pour 11% de locataires.

Baratier ne s'inscrit pas dans cette logique rurale du territoire Haut Alpin : 40% de locataires pour 56% de propriétaires. Cette différence peut s'expliquer par le fait que Baratier est une petite commune qui bénéficie d'équipements, de services et de commerces (zone d'activités) conséquentes pour son nombre d'habitants permanents. Un indicateur de concentration d'emploi supérieur à 100 en est le reflet. De plus elle est à proximité immédiate d'Embrun.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale

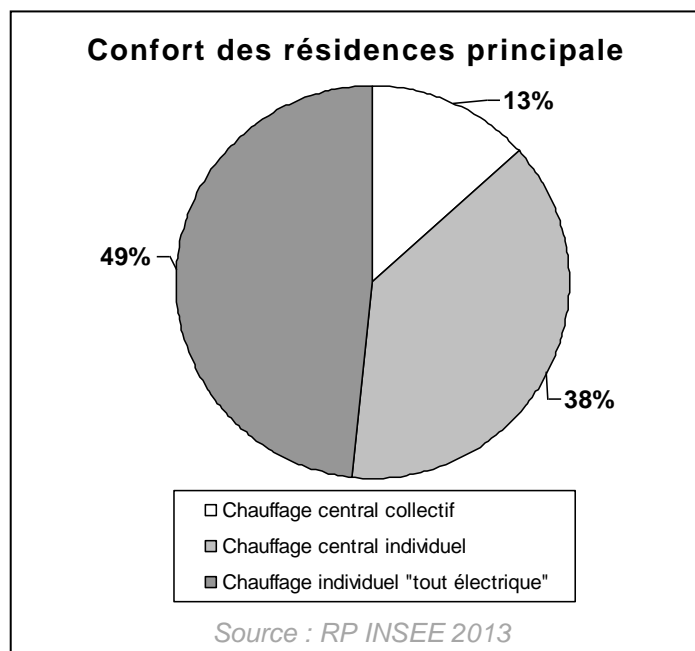


La rotation des ménages dans les résidences principales est importante : 50 % des ménages sont installés dans leur résidence principale depuis moins de 10 ans alors que près de 90% du parc de logements a plus de 10 ans.

Sur les 50% installés depuis plus de 10 ans, 30% ont emménagé depuis plus de 20 ans.

Chauffage des résidences principales

Le chauffage individuel « tout électrique » est utilisé par près de la moitié des résidences principales ce qui est supérieur à la moyenne nationale (32%) mais qui correspond à l'âge d'une grande partie du parc de logements.



Cet élément d'analyse est important car une étude de 2011 réalisée par la DDT 05 sur la vulnérabilité des ménages Hauts-Alpins indique que dans l'Embrunais, les ménages ont entre 2400 et 2600 € de dépenses énergétiques par an. Cette dépense représente entre 7,9% et 9% de leur budget.

Dans cette étude, 2 postes de dépenses énergétiques élémentaires liés au logement sont retenus :

- ⇒ La consommation énergétique domestique (chauffage, eau chaude, cuisson, éclairage),
- ⇒ Les déplacements domicile-travail.

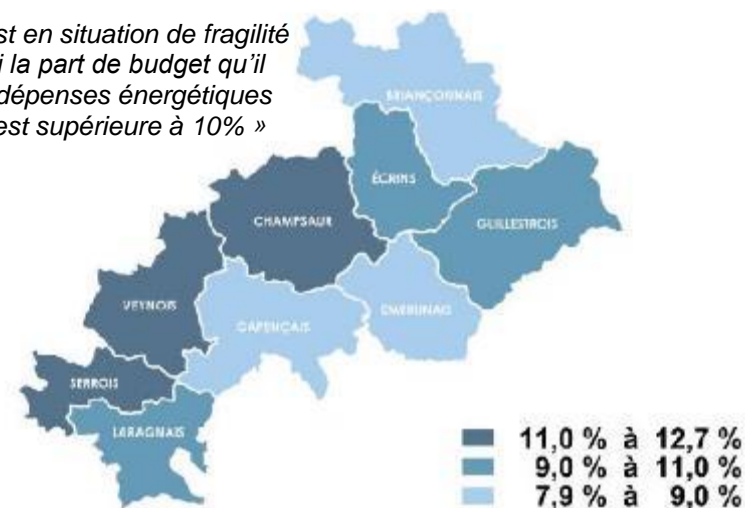
Sur la 1^{re} carte seul le poste lié au logement est analysé, sur la 2^e carte, les 2 postes de dépenses énergétiques sont pris en compte.

Coût moyen en énergie par logement par bassins de vie



Part de l'énergie dans les revenus selon les bassins de vie

« Un ménage est en situation de fragilité énergétique si la part de budget qu'il consacre aux dépenses énergétiques domestiques est supérieure à 10% »



Source : étude sur la vulnérabilité énergétique des ménages, DDT05, janvier 2011

PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES

Scénarios démographiques

A partir des évolutions et des éléments dégagés dans les pages précédentes, 3 scénarios de développement de la population sont envisagés d'ici à 2030 :

- ⇒ Scénario 1, suivant la croissance constatée de 1999 à 2015,
- ⇒ Scénario 2, suivant la croissance constatée de 1990 à 2015,
- ⇒ Scénario 3, suivant la croissance constatée de 1968 à 2015.

Au vue des données INSEE, les projections du nombre d'habitants dans les 10 ans à venir sont :

- ⇒ Si la variation annuelle de la population calculée sur la période 1999 - 2015 se maintient, la population de Baratier devrait atteindre 670 habitants en 2030.
- ⇒ Si le taux enregistré entre 1990 - 2013 est retenu soit 1,82 %, la population devrait atteindre 736 habitants en 2030.
- ⇒ Si on retient le taux moyen de variation annuelle de la population depuis 45 ans, Baratier devrait compter 751 habitants d'ici une quinzaine d'années.

		Projection 2030 à partir de l'évolution de la population		
	En 2015	Evolution 1999 - 2015 Tx croiss annuel +1,21 %	Evolution 1990 - 2015 Tx croiss annuel +1,82 %	Evolution 1968 - 2015 Tx croiss annuel +2 %
Population	559	670	736	751
Nombre habitants supplémentaires	en hbts	111	177	192
Besoin en nouveaux logements (taux occupation 2 pers/log)	en log	55	89	96

En termes de besoin en logement, si on retient une moyenne un petit peu inférieure à celle constatée au recensement 2013 soit 2 personnes par logement cela signifie :

- ⇒ Dans le scénario 1, un besoin de 55 logements supplémentaires d'ici à 2032,
- ⇒ Dans le scénario 2, un besoin de 89 logements supplémentaires d'ici à 2032,
- ⇒ Dans le scénario 3, un besoin de 96 logements supplémentaires d'ici à 2032.

Articulation avec les plans et programmes supérieurs

STRATEGIE NATIONALE ET REGIONALE POUR LA BIODIVERSITE

La Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) a pour finalité le maintien d'espaces naturels diversifiés, de leur connectivité fonctionnelle et de leur bon fonctionnement, ainsi que la conservation des espèces et des ressources génétiques ; elle vise plus particulièrement à améliorer la connaissance opérationnelle sur la biodiversité, à faire reconnaître la valeur du vivant, à mobiliser tous les acteurs et à intégrer la biodiversité dans l'ensemble des politiques publiques et des secteurs d'activités.

Dans la loi dite Grenelle II du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, la Trame verte et bleue a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est le document régional qui identifie la Trame Verte et Bleue régionale (TVB).

Compte tenu de son faible niveau d'opposition, le SRCE a la force de ses faiblesses et conduit ses auteurs, comme les porteurs de projets locaux, à justifier et à argumenter autour de leur conception réciproque de la prise en compte de la biodiversité.

Le projet local sera robuste juridiquement dès lors qu'il aura fait l'objet d'une justification circonstanciée au regard de la biodiversité.

Cette justification doit démontrer que la biodiversité a fait partie intégrante de la conception du projet.

Objectifs de préservation et de remise en état des éléments de la TVB régionale du SRCE :

Trois types d'objectifs ont été définis en effectuant une analyse croisée entre les éléments de la TVB retenus et des indicateurs de pressions (fragmentation due aux infrastructures linéaires, au bâti, à la tache urbaine et à l'évolution démographique). Ces objectifs se décomposent selon trois axes :

- Les **éléments de la TVB** subissant une **pression importante** et devant faire l'objet d'une "recherche" de remise en état optimale. Il s'agit de favoriser la mise en place d'actions qui participent au maximum à la remise en état de ces milieux.
- Les **éléments de la TVB pour lesquels l'état de conservation des fonctionnalités écologiques** est jugé meilleur (au regard des pressions) et devant faire plutôt l'objet d'une recherche de préservation optimale, afin de ne pas dégrader les bénéfices présents.
- **Les autres éléments de la TVB** issus des choix particuliers d'intégrer des espaces complémentaires et sur lesquels des outils de protection ou de gestion existent déjà.

Le plan d'action stratégique du SRCE

Le plan d'action stratégique présente les différentes actions pouvant être mises en œuvre pour atteindre les objectifs de préservation et de remise en état des éléments de la Trame Verte et Bleue régionale. 4 orientations stratégiques et 19 actions constituent la partie opposable du plan d'action du SRCE :

- Agir en priorité sur la consommation d'espace par l'urbanisme et les modes d'aménagement du territoire pour la préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de corridors écologiques => 10 actions,
- Maintenir du foncier naturel, agricole et forestier et développer des usages durables au regard des continuités écologiques => 4 actions,
- Développer les solutions écologiques de demain en anticipant sur les nouvelles sources de fragmentation et de rupture => 5 actions,
- Restaurer, protéger et développer une trame d'interface terre-mer dont le fonctionnement semble directement lié à la

création ou à la conservation de réservoirs de biodiversité littoraux ou marins.

PLANS CLIMATS NATIONAL, REGIONAL ET DEPARTEMENTAL

Le Plan Climat National a été approuvé en 2004, il vise à la **lutte contre le changement climatique**, et intègre donc des orientations relatives au domaine de l'énergie et en particulier de la production d'énergie renouvelable. Il doit être décliné au sein de chaque région en plan climat régional. Ce dernier constitue le plan d'action qui décline également la stratégie du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE).

« Le plan climat-énergie territorial » définit, dans les champs de compétence de la collectivité publique concernée :

- Les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter,
- Le programme des actions à réaliser afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire l'impact des émissions de gaz à effet de serre,
- Un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats. »

Au niveau régional, un schéma régional climat air énergie existe. Le plan climat énergie territorial lancé courant 2012, au niveau départemental lui est compatible.

Le document d'urbanisme de la commune devra également être compatible avec ces plans directeurs.

Le PCET (Plan Climat Energie Territorial) des Hautes Alpes a été approuvé en 2014.

Pour mettre en œuvre sa stratégie d'actions, le Conseil Départemental dispose de deux leviers d'intervention principaux :

- Être force de mobilisation de partenaires pour l'atteinte des objectifs de réduction fixés (énergie-GES) à l'échelle de son territoire et pour la définition de la gouvernance énergétique et climatique ;
- Être exemplaire sur l'intégration des problématiques énergie-climat sur son patrimoine et dans ses politiques publiques.

Actions retenues au PCET 05 dans le cadre de l'Urbanisme / Aménagement / Transports / Déplacements :

- Animer un réseau de structures appartenant aux domaines de l'urbanisme et de l'aménagement durable,
- Valoriser et promouvoir des opérations d'urbanisme et d'aménagement exemplaires,
- Proposer des conseils et une assistance technique dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'urbanisme exemplaires,
- Elaborer et mettre en œuvre un programme d'infrastructures au service d'une politique de transport efficace énergétiquement,
- Contribuer à proposer un bouquet de transports efficace en termes d'émission de GES,
- Valoriser les sites touristiques majeurs avec une offre de transport spécifique,
- Encourager les Plans de Déplacements Entreprises (PDE) et Plans de Déplacements Administration (PDA).

LE RESEAU EUROPEEN NATURA 2000

« Le réseau Natura 2000, constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. L'objectif de la démarche européenne, fondée sur les directives Oiseaux et Habitats faune flore, est double :

- **la préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel** : le maintien ou le rétablissement du bon état de conservation des habitats et des espèces s'appuie sur le développement de leur connaissance ainsi que sur la mise en place de mesures de gestion au sein d'aires géographiques spécialement identifiées, les sites Natura 2000. Le maillage de sites s'étend sur tout le territoire de l'Union européenne pour une politique cohérente de préservation des espèces et des habitats naturels ;
- **la prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales** : les projets d'aménagements ou les activités humaines ne sont pas exclus dans les sites Natura 2000, sous réserve qu'ils soient compatibles avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation des sites.

La France s'est attachée à valoriser le patrimoine naturel des territoires en encourageant la prise de conscience collective des enjeux écologiques dans les gouvernances des territoires. Il s'agit notamment d'articuler les différentes politiques et dispositifs de gestion des territoires en tenant compte du rôle et de la responsabilité des acteurs, à travers des actions de concertation ou de partenariat. La sensibilisation et l'éducation du grand public aux enjeux de la biodiversité tient une place essentielle. La dynamique d'un tel réseau nécessite une animation soutenue des réseaux d'acteurs, favorisant les échanges et les bonnes pratiques. ». *Source : site internet du ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017.*

Le réseau Natura 2000 est mis en place à l'échelle Européenne, en application des directives « oiseaux » de 1979 et « habitats » de 1992. Il vise à assurer la survie des espèces et habitats particulièrement menacés et présentant de forts enjeux à l'échelle Européenne. La gestion de ces sites se fait en concertation avec un comité de pilotage qui assure la mise en place d'un document d'objectifs (docob).

Le site Natura 2000 directive habitats «steppique durancien et queyrassin», zone spéciale de conservation (ZSC) FR9301502 :

Le document d'objectif du site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin, FR9301502 » souligne les éléments suivants :

« Caractéristiques du site : Zone calcaire et morainique à remaniement fluvial. Site exceptionnel de systèmes steppiques rares en Europe.

Qualité et importance : Site exceptionnel de systèmes steppiques rares en Europe. Cette zone calcaire et morainique à remaniement fluvial dispose de la plus belle forêt relique de Genévrier thurifère (vieux sujets de 600 ans) . Présence d'un cortège spécifique ibero-marocain. Les milieux sont très variés : source halophile avec végétation particulière, prairies de fauche montagnardes, bocage très riche, nombreuses forêts subnaturelles. La flore est d'une grande richesse, avec notamment la présence de 4 espèces N2000, dont l'unique station connue à ce jour de l'orchidée *Liparis de Loesel*. C'est le secteur en France accueillant les stations les plus importantes du papillon *Isabelle de France*.

Bryophytes (= mousses) : selon une étude réalisée en 2011, le site recèle une richesse exceptionnelle en taxons du genre *Orthotrichum* et du genre *Syntrichia*. Il n'existe à l'heure actuelle aucun site en France présentant une telle richesse en espèces appartenant à ces deux genres. Les caractéristiques climatiques et géomorphologiques du site permettent de l'expliquer. Plusieurs taxons de ces deux genres sont en outre rarissimes

à l'échelle européenne (*Orthotrichum vitii*, *O. crenulatum*, *Syntrichia caninervis*, *S. handelii*, *S. rigescens*). Ces espèces de bryophytes sont, à la différence d'*Orthotrichum rogeri* (2 micro-stations sur le site), hautement caractéristiques du site Natura 2000.

Précisions concernant les pelouses steppiques subcontinentales (*Stipo-Poion carnolicae*) :

Un des rares sites Natura 2000 présentant ce type de pelouses, constituant un enjeu très fort de conservation car occupant de très faibles surfaces à l'échelle de la France (quelques vallées des Alpes occidentales), des Alpes dans leur ensemble et de l'Union européenne. Pressions de disparition ou de dégradation accentuées ces dernières années (abandon pastoral en raison de leur faible productivité ou a contrario tentative d'intensification par irrigation, urbanisation et développement récent d'installations industrielles de production d'énergie renouvelable).

Vulnérabilité : La problématique est que l'on assiste à une forte déprise agricole avec l'abandon des pratiques d'entretien sur ces pelouses.

Il figure des enjeux socio-économiques de taille à l'échelle du département sur ce site. Dans les décennies à venir, il y aura des emprises anthropiques supplémentaires sur ces milieux (infrastructures de transport, zones artisanales, pôles touristiques). »

A **Baratier**, le site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin » est localisé sur le secteur Nord-Ouest du territoire communal.

Créé par la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré à l'échelle de chaque grand bassin hydro géographique français.

La commune de Baratier est concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée. Son Plan Local d'Urbanisme ainsi que les programmes envisagés sur son territoire devront être compatibles avec ce dernier.

Le SDAGE Rhône- Méditerranée -Corse est entré en vigueur le 21 décembre 2015 pour les années 2016 à 2021.

Le SDAGE définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée, il fixe, pour 6 ans, les grandes priorités, appelées "**orientations fondamentales**", de gestion équilibrée de la ressource en eau.

- S'adapter au changement climatique. Il s'agit de la principale avancée de ce nouveau SDAGE, traduite dans une nouvelle orientation fondamentale ;
- Assurer le retour à l'équilibre quantitatif dans 82 bassins versants et masses d'eau souterraine ;
- Restaurer la qualité de 269 captages d'eau potable prioritaires pour protéger notre santé ;
- Lutter contre l'imperméabilisation des sols ;
- Restaurer 300 km de cours d'eau en intégrant la prévention des inondations ;
- Compenser la destruction des zones humides à hauteur de 200% de la surface détruite ;
- Préserver le littoral méditerranéen.

Les documents d'urbanisme devront permettre de maîtriser :

- La satisfaction des différents usages de l'eau avec une priorité à l'eau potable ;
- Les rejets ponctuels ou diffus et leurs impacts sur la qualité du milieu récepteur ;
- Le risque inondation et la gestion des eaux pluviales (tant vis-à-vis de son impact du point de vue du risque inondation que du risque de pollution) ;
- L'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones

Les SDAGE se traduisent localement par les Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux (SAGE) qui permettent de mener la politique de l'eau à l'échelle pertinente des bassins versants. Autour de la Durance, il existe le contrat de rivière du Val de Durance, qui porte sur les 230 km que la Durance parcourt entre le barrage de Serre-Ponçon et le Rhône. Il est porté par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance. La commune de Baratier est située en amont du barrage et n'est par conséquent pas dans le périmètre de ce contrat. Un contrat de rivière « Haute-Durance Serre-Ponçon » incluant la commune de Baratier est en cours d'élaboration.

LES INVENTAIRES

« Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. » INPN

Les inventaires n'ont pas de portée réglementaire. La loi de 1972 sur la protection de la nature impose aux PLU de respecter les préoccupations d'environnement dont les ZNIEFF constituent un élément d'expertise.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sur Baratier:

ZNIEFF de type I :

- La ZNIEFF n°930020072 : Mares et zones humides de l'adret de Saint-Sauveur entre Baratier et les Manins.

ZNIEFF de type II :

- La ZNIEFF n°930020111 : Massif des Orres - tête de la Mazelière - Aupillon - Grand Parpaillon - ubac de Crévoux.

CONVENTION ALPINE

La Convention alpine, signée le 7 novembre 1991 et ratifiée par la France le 6 décembre 1995, est une convention-cadre portant sur la protection des Alpes. Elle a pour objet l'harmonisation des politiques des pays signataires en vue de concilier les intérêts économiques en jeu dans le massif alpin, avec les exigences de protection d'un patrimoine naturel menacé. Elle se décline en protocoles d'application dans des domaines spécifiques qui définissent les mesures concrètes qu'il faut adopter pour la protection et le développement durable des Alpes.

La commune de Baratier relève du territoire de la convention alpine.

8 protocoles d'application à visée environnementale sont ratifiés par la France :

- Aménagement du territoire et développement durable ;
- Protection de la nature et entretien des paysages ;
- Agriculture de montagne ;
- Forêts de montagne ;
- Tourisme ;
- Energie ;
- Protection des sols ;
- Transports.

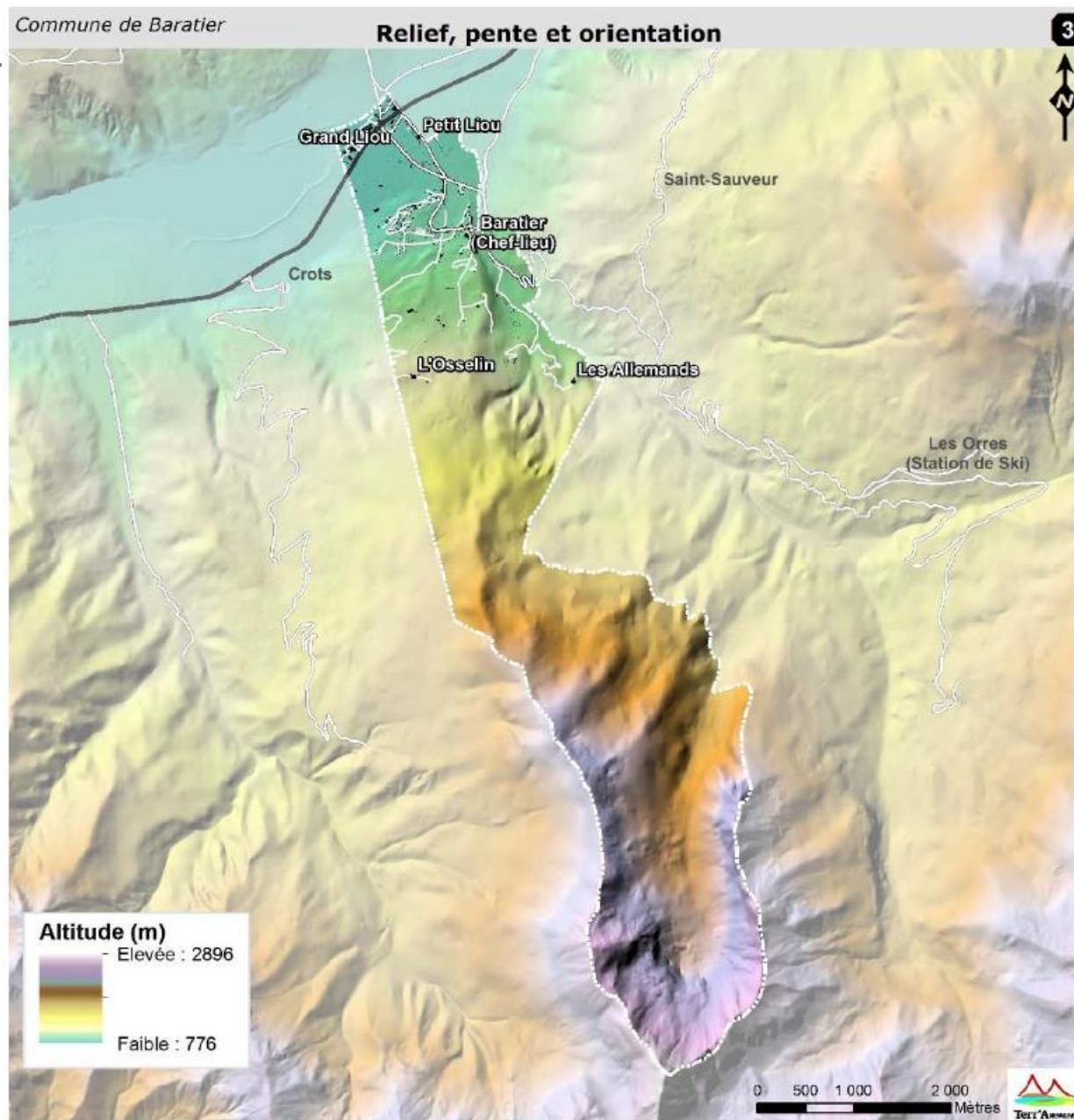
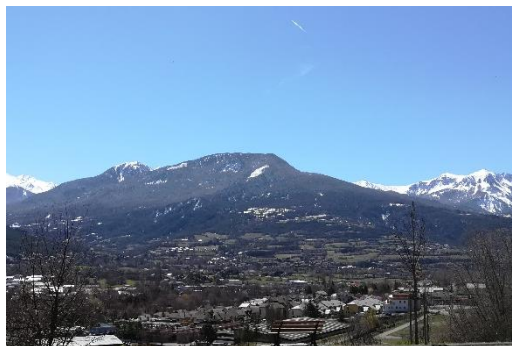
Etat Initial de l'environnement

L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

Le relief

La commune de Baratier est composée d'une plaine au relief doux, entre 780 mètres et 950 mètres, elle abrite la partie habitée de la commune.

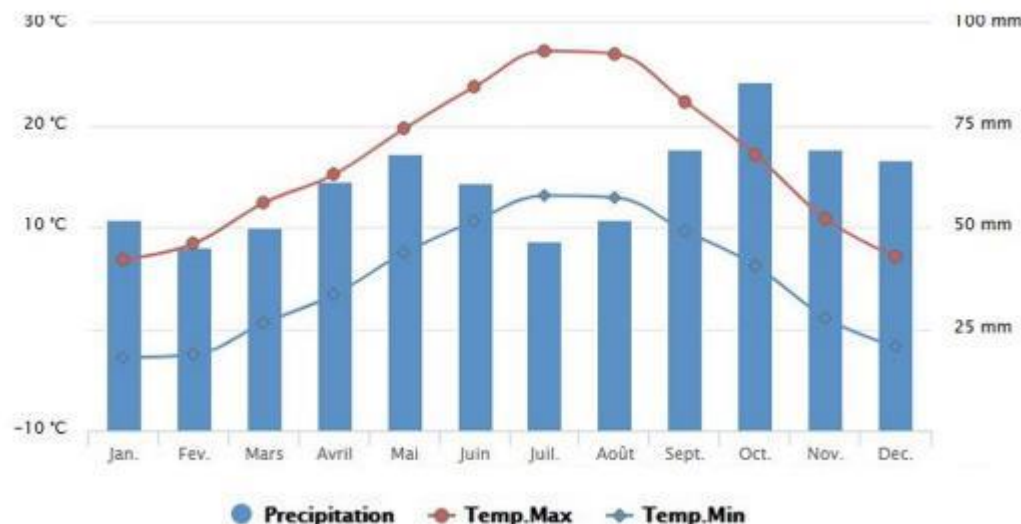
Puis le territoire communal s'échelonne le long du versant nord de la vallée de la Durance jusqu'au point culminant de Baratier, le mont Pouzenc, à 2 898 mètres d'altitude.



Source : Diagnostic agricole & foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, Décembre 2016

Le climat

Diagramme ombrothermique et moyennes de différentes données (1981-2010) de la station météorologique d'Embrun



Témpérature minimale (1981-2010)	4,9 °C
Témpérature maximale (1981-2010)	16,5 °C
Hauteur de précipitations (1981-2010)	726,5 mm
Nb de jours avec précipitations (1981-2010)	83,6 j
Durée d'ensoleillement (1991-2010)	2510,9 h
Nb de jours avec bon ensoleillement (1991-2010)	125,53 j

Les données climatologiques relevées au poste d'Embrun permettent de caractériser le climat sur la commune de **Baratier**. Au niveau des précipitations, le climat est d'allure méditerranéenne : une sécheresse d'été et la période la plus pluvieuse située à l'automne (septembre-novembre). De manière générale le climat est sec : avec en moyenne 700 mm de précipitations annuelles, il s'agit de la région la plus sèche des Alpes du sud.

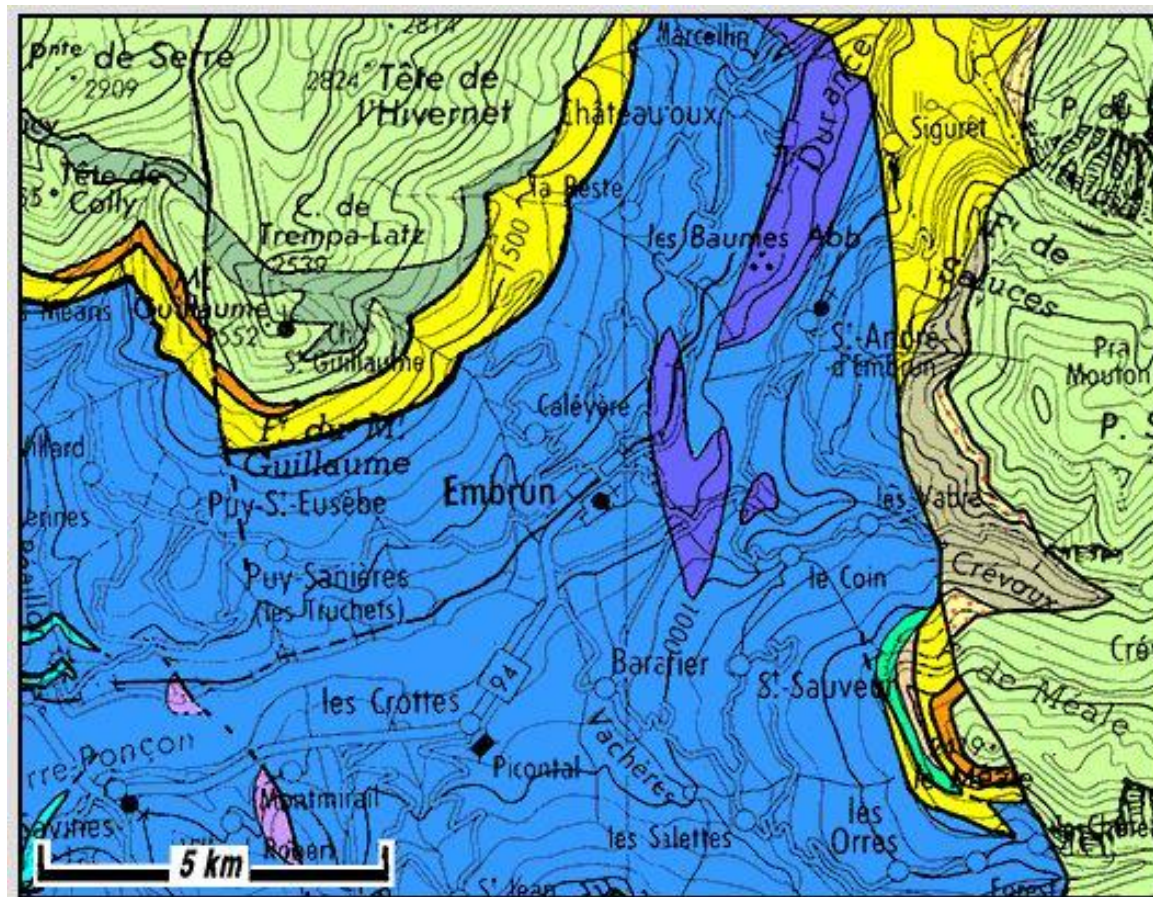
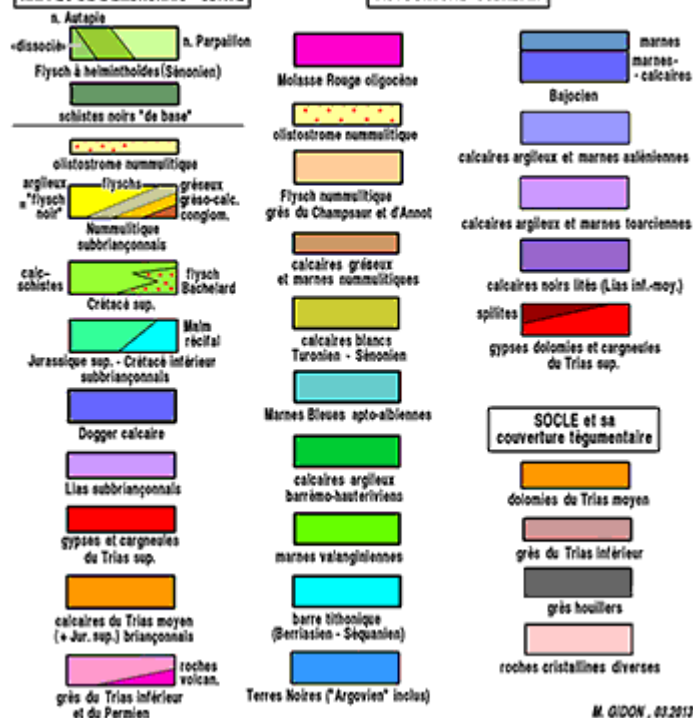
Les températures se situent aux alentours de 25-28° l'été et atteignent des valeurs négatives l'hiver. Elles restent cependant, au niveau des principaux villages (situés vers 1 000 mètres d'altitude) assez douces. Des différences de températures importantes peuvent être observées entre le jour et la nuit.

Au niveau géologique, la commune est principalement installée sur des terres noires.

Légende

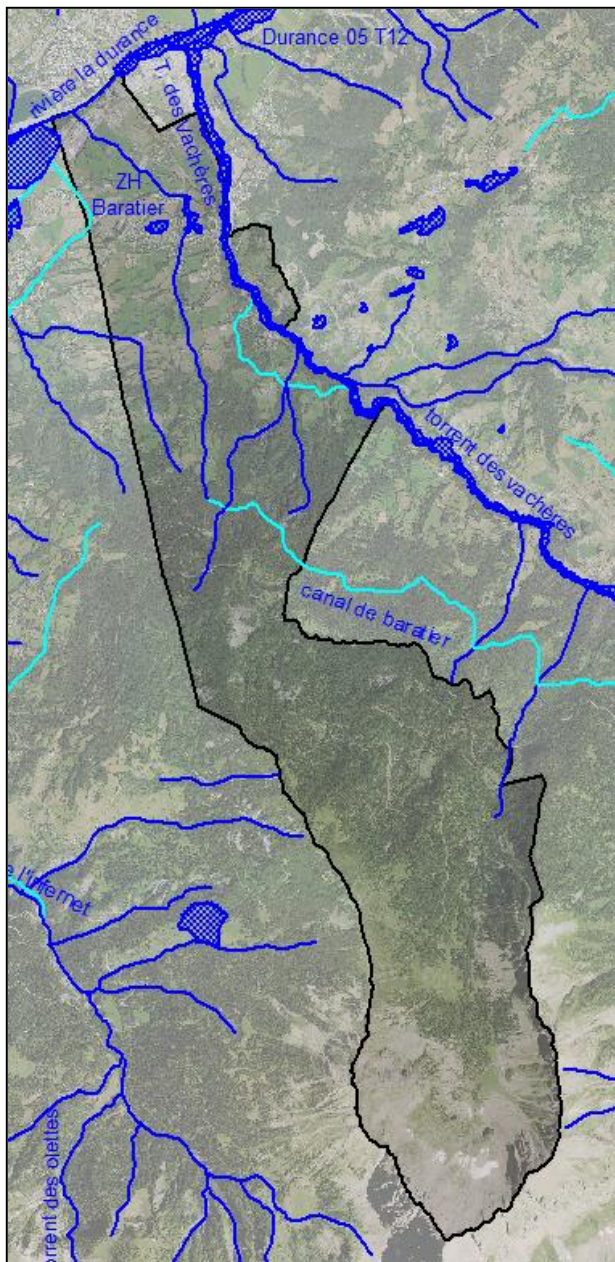
NAPPES DE L'EMBRUNAIS - UBAYE

AUTOCHTONE SUBALPIN



Source : http://www.geol-alp.com/embrunais/pages_embrunais/embrun.html

L'hydrographie



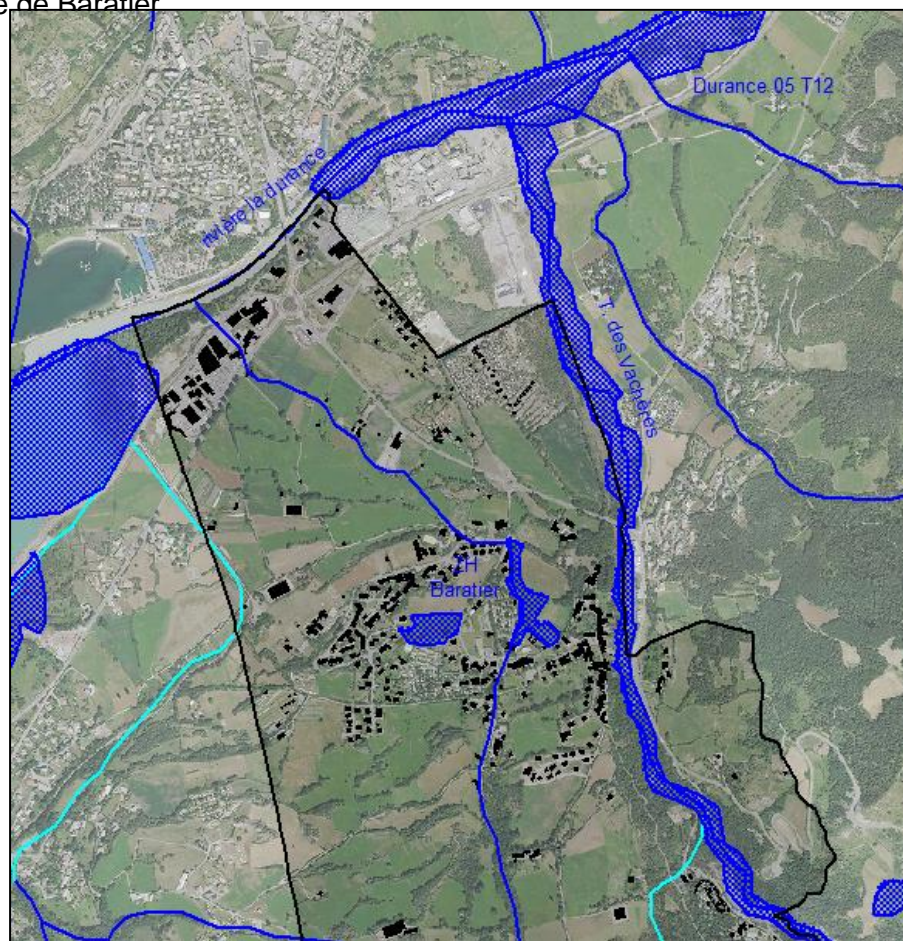
La commune de Baratier est située dans le bassin versant de la Durance. Celle-ci marque la limite nord de la commune.

Le torrent de Vachères marque quant à lui une partie de la limite nord-est de la commune. Il est accompagné d'une zone humide « T. des Vachères T1 ».

D'autres petits cours d'eau (parfois intermittents) traversent la commune du sud vers le nord.

Des canaux traversent la commune d'est en ouest.

Une zone humide : « ZH-Baratier », composé de 2 secteurs se trouve à l'ouest du centre historique de Baratier.

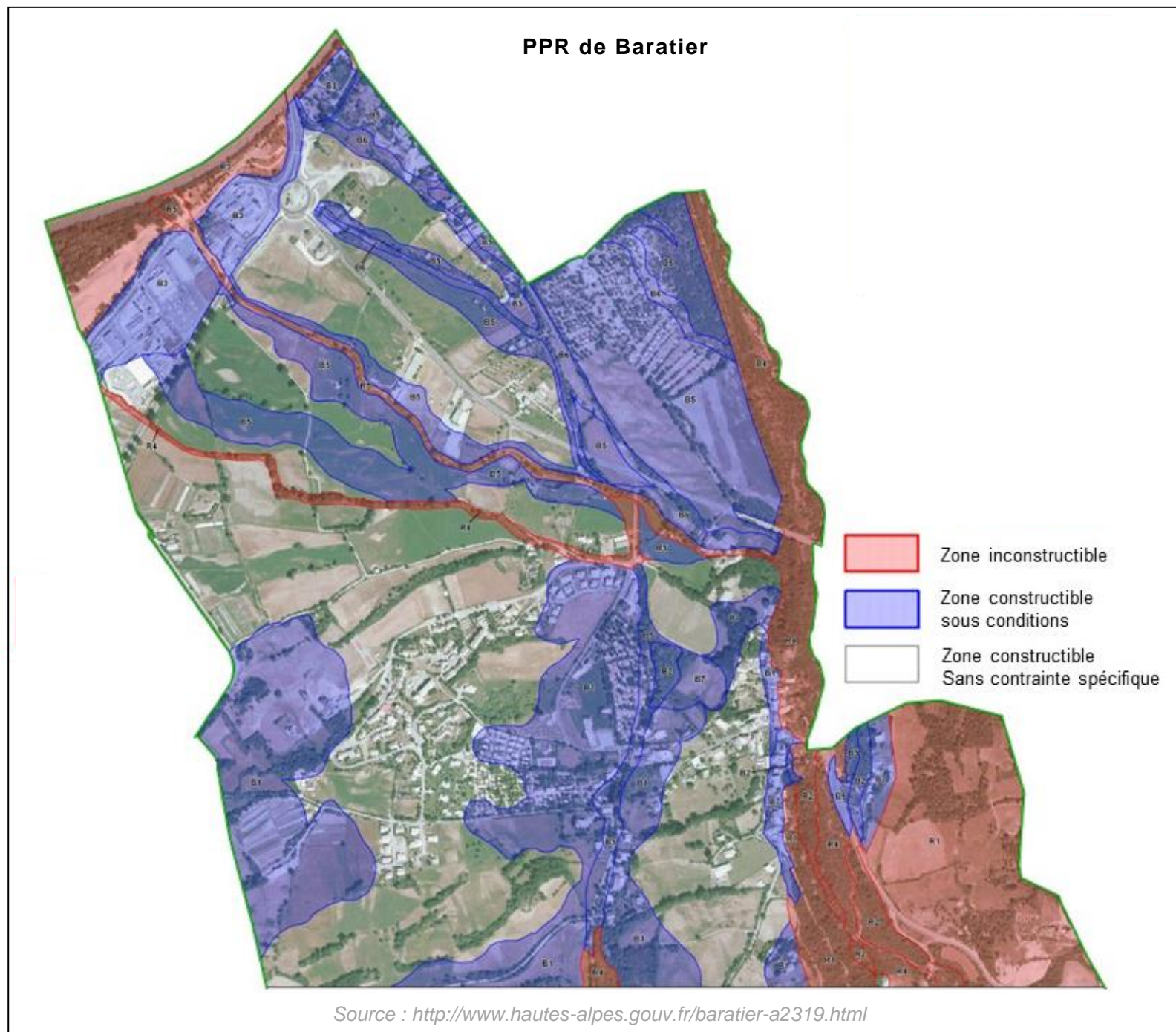


Les risques

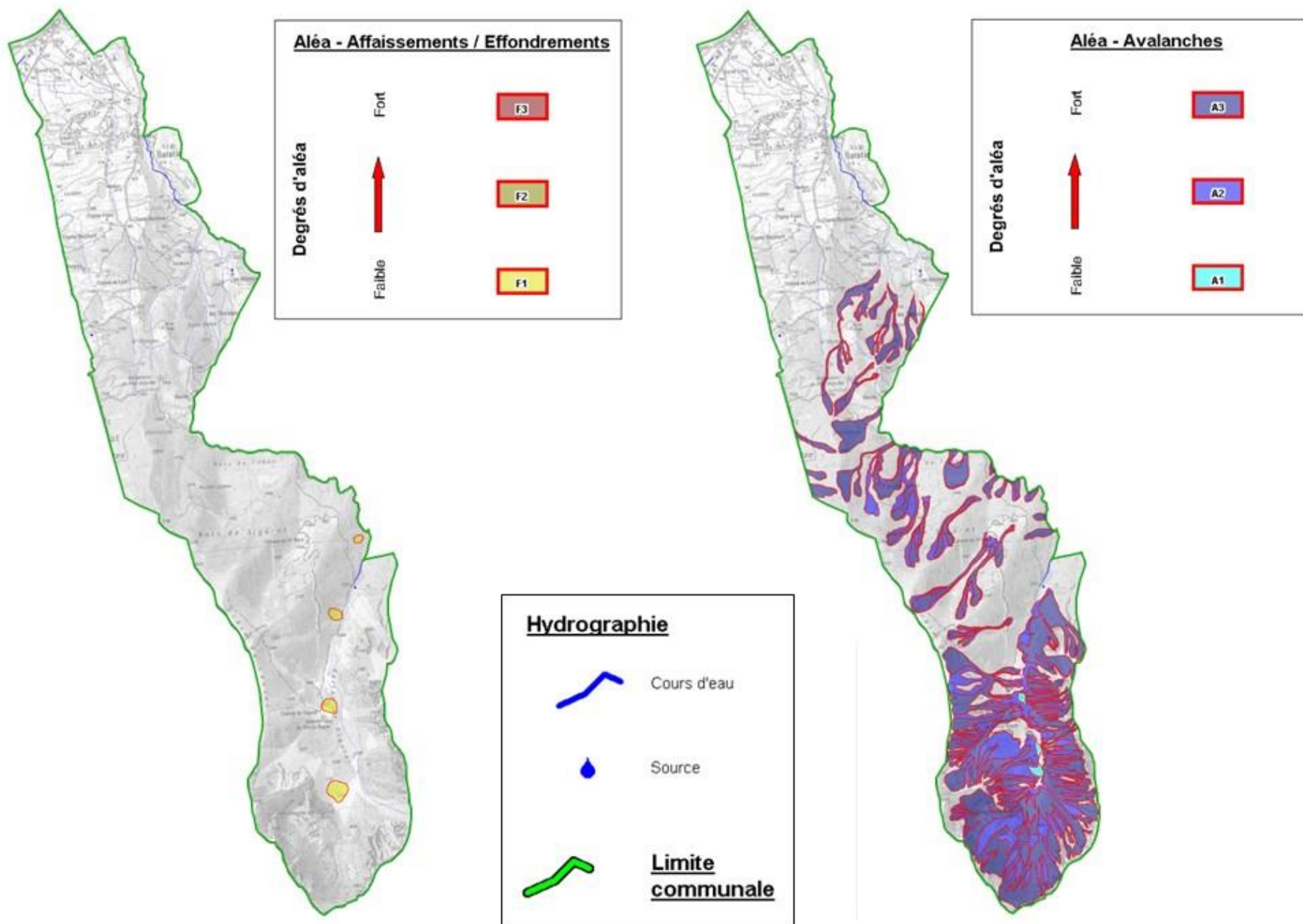
La commune dispose d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPR) approuvé le 24 juillet 2012, modifié par arrêté du 22 février 2018. Ce PPR couvre la partie urbanisée de la commune. Les arrêtés préfectoraux d'approbation du PPR sont annexés au PLU. Les risques naturels forts s'inscrivent jusqu'au contact des zones constructibles.

Pour le reste du territoire communal, la DDT 05 met à disposition une analyse des aléas naturels (cartes ci-dessous).

L'arrêté préfectoral de prévention des incendies de forêts et de réglementation de l'emploi du feu dans le département est également annexé au PLU.

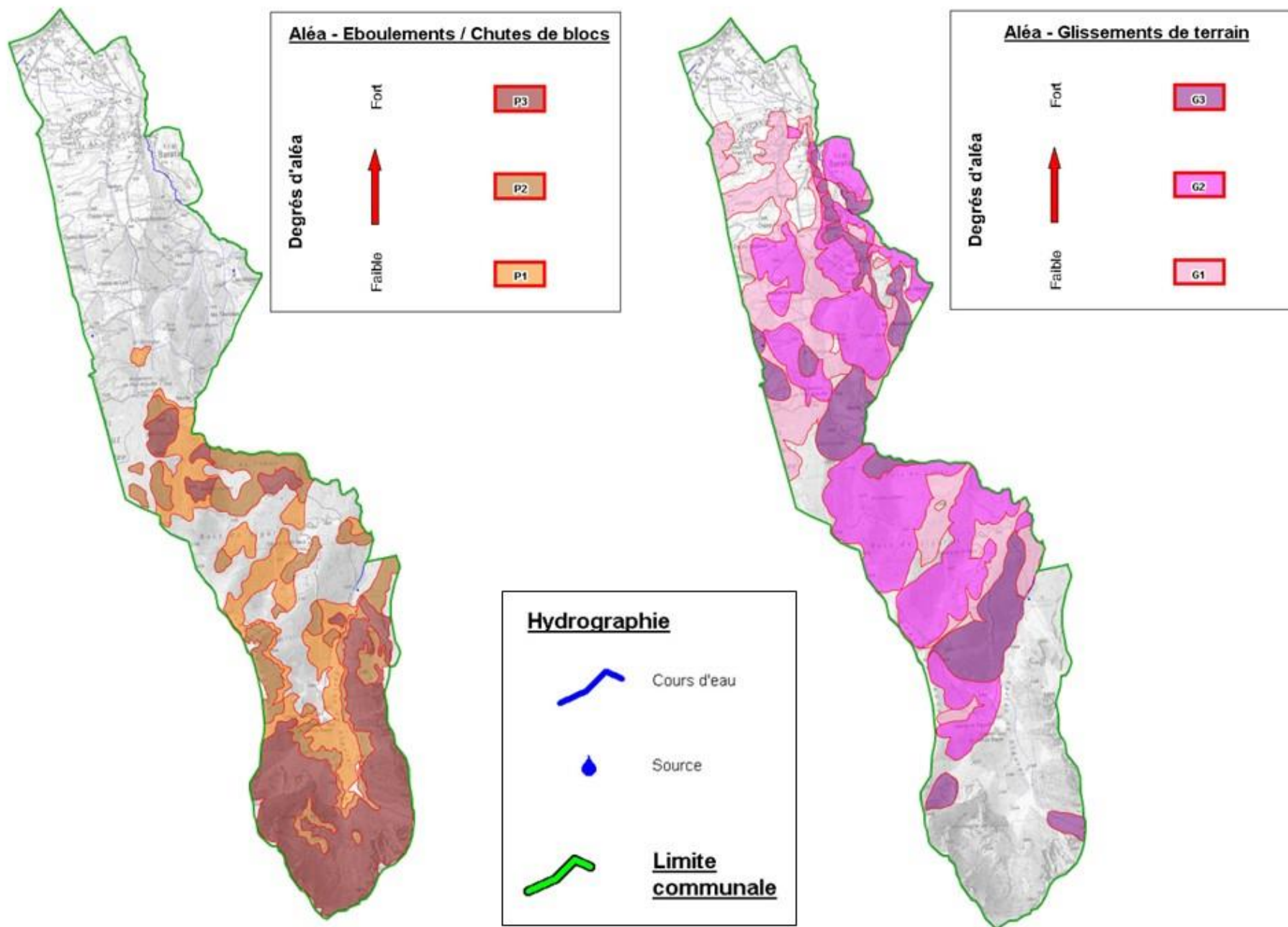


Cartes des aléas sur la commune de Baratier



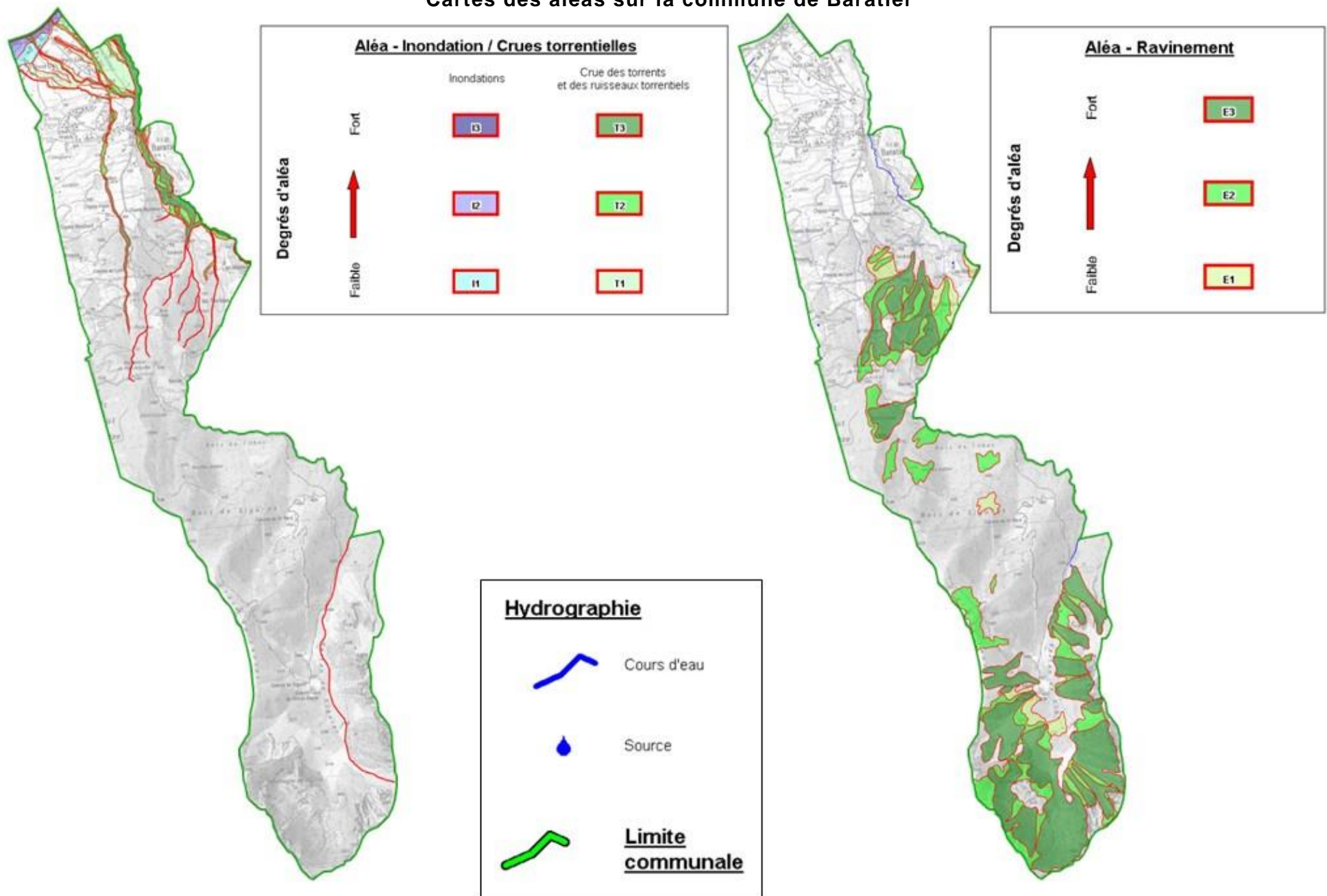
Source : <http://www.hautes-alpes.gouv.fr/baratier-a2319.html>

Cartes des aléas sur la commune de Baratier



Source : <http://www.hautes-alpes.gouv.fr/baratier-a2319.html>

Cartes des aléas sur la commune de Baratier



Source : <http://www.hautes-alpes.gouv.fr/baratier-a2319.html>

Risques liés au radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle produit par certains sols granitiques, il se diffuse dans l'air à partir du sol et peut se concentrer dans les immeubles de conception dégradée ou ancienne (présence de fissure de sol, joints non étanches, matériaux poreux,...). Le radon peut accroître le risque de cancer du poumon.

En conséquence, afin de réduire le risque de concentration du radon à l'intérieur des bâtiments, la conception de ces derniers doit assurer l'étanchéité des sous-sols, des vides sanitaires, des murs, des planchers et des passages des canalisations et assurer une bonne ventilation des vides sanitaires.

Le radon est présent en tout point du territoire, sa concentration dans les bâtiments est très variable : de quelques becquerels par mètre-cube (Bq.m-3) à plusieurs milliers de becquerels par mètre cube. L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a réalisé une cartographie du potentiel radon des formations géologiques. Les communes sont ainsi classées en 3 catégories.

Selon cette cartographie, la commune de Baratier est classée en catégorie 2. Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

Source : <http://www.irsn.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/5-cartographie-potentiel-radon-commune.aspx#.WnQ3VHwiHcs>

Des éléments sur le thème « comment réduire son exposition au radon » sont annexés au PLU.

LA BIODIVERSITE

Les inventaires et protections réglementaires

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

Deux ZNIEFF sont identifiables sur la commune :

ZNIEFF de type I :

- La ZNIEFF n°930020072 : Mares et zones humides de l'adret de Saint-Sauveur entre Baratier et les Manins.

ZNIEFF de type II :

- La ZNIEFF n°930020111 : Massif des Orres - tête de la Mazelière - Aupillon - Grand Parpaillon - ubac de Crévoux.

Le site Natura 2000

Le site Natura 2000 « **steppique durancien et queyrassin** » est en partie situé sur la commune de Baratier (au sud-est du chef-lieu). Il s'agit de la zone spéciale de conservation (ZSC) FR9301502.

Les zones Humides

Elles sont référencées à l'inventaire départemental.

La zone humide « ZH – Baratier » est composée de 2 secteurs situés entre le chef-lieu et La Mure.

La zone humide « T.des Vachères T1 » s'articule autour du torrent des Vachères.

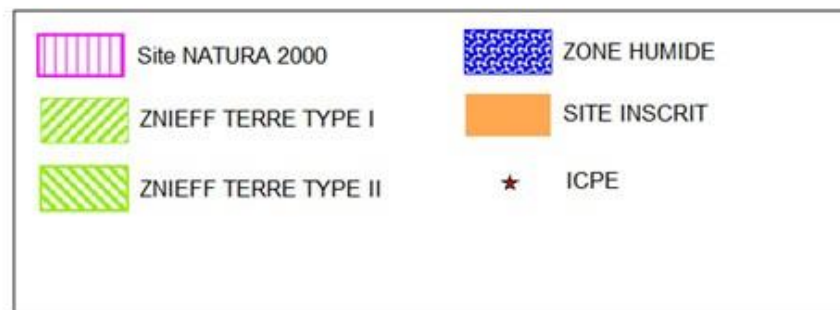
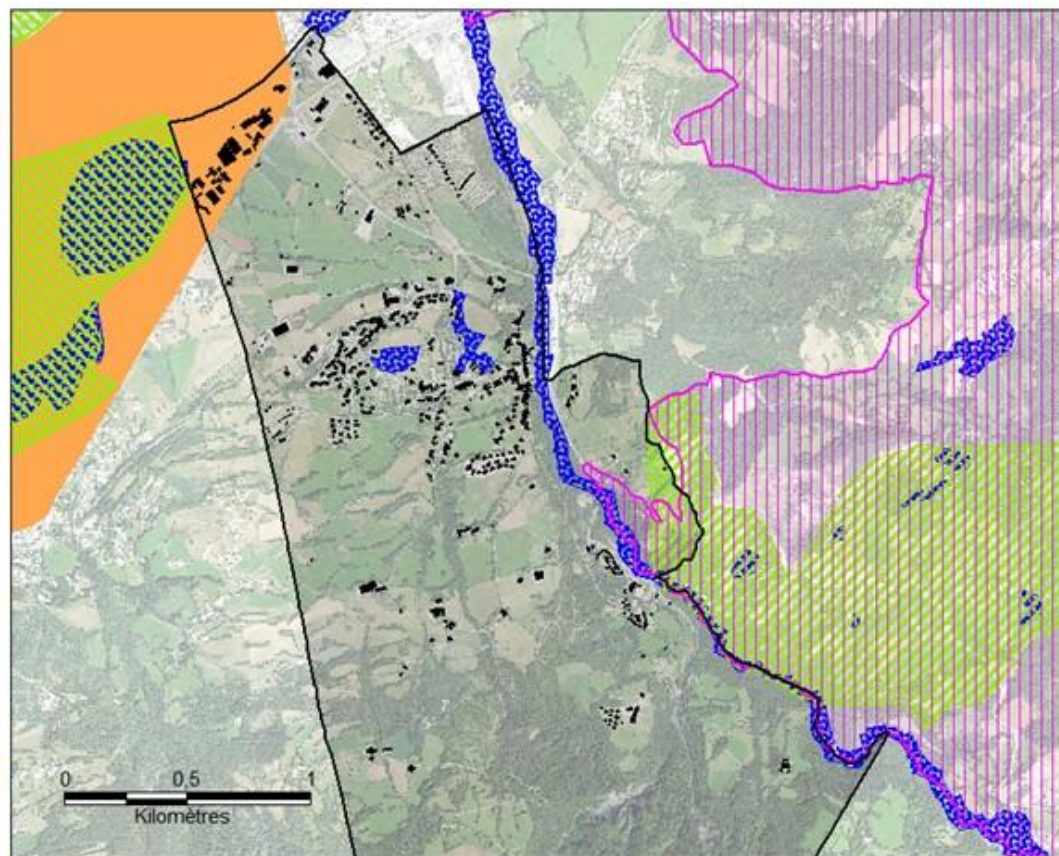
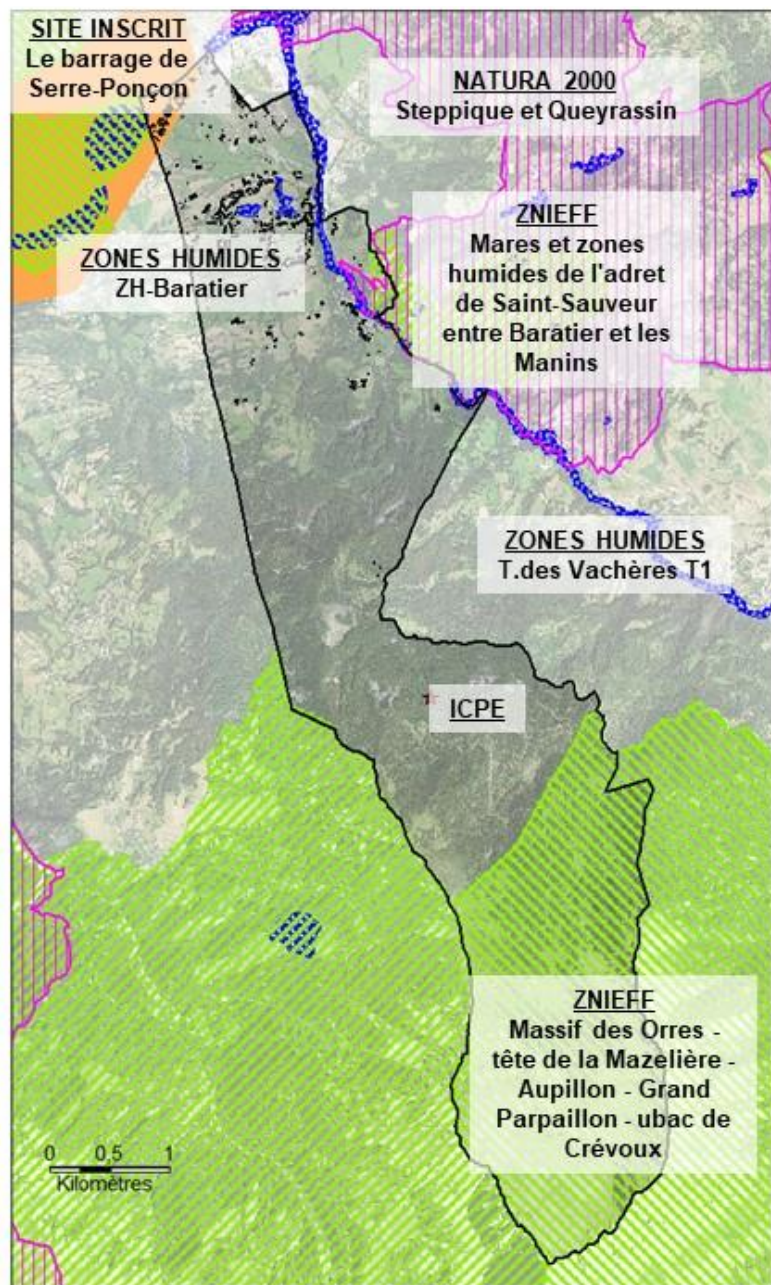
Le site inscrit

Le site inscrit « Le barrage de Serre-Ponçon » défini par arrêté du 24 décembre 1969 comporte une petite partie localisée sur la commune de Baratier : au nord-ouest de la N94.

Une Installation Classée au titre de la Préservation de l'Environnement (**ICPE**) est présente sur la commune :

- Routière du midi « Baratier – Les Crots ».

Localisation du site Natura 2000, des ZNIEFF, des zones humides, du site inscrit et de l'ICPE sur Baratier















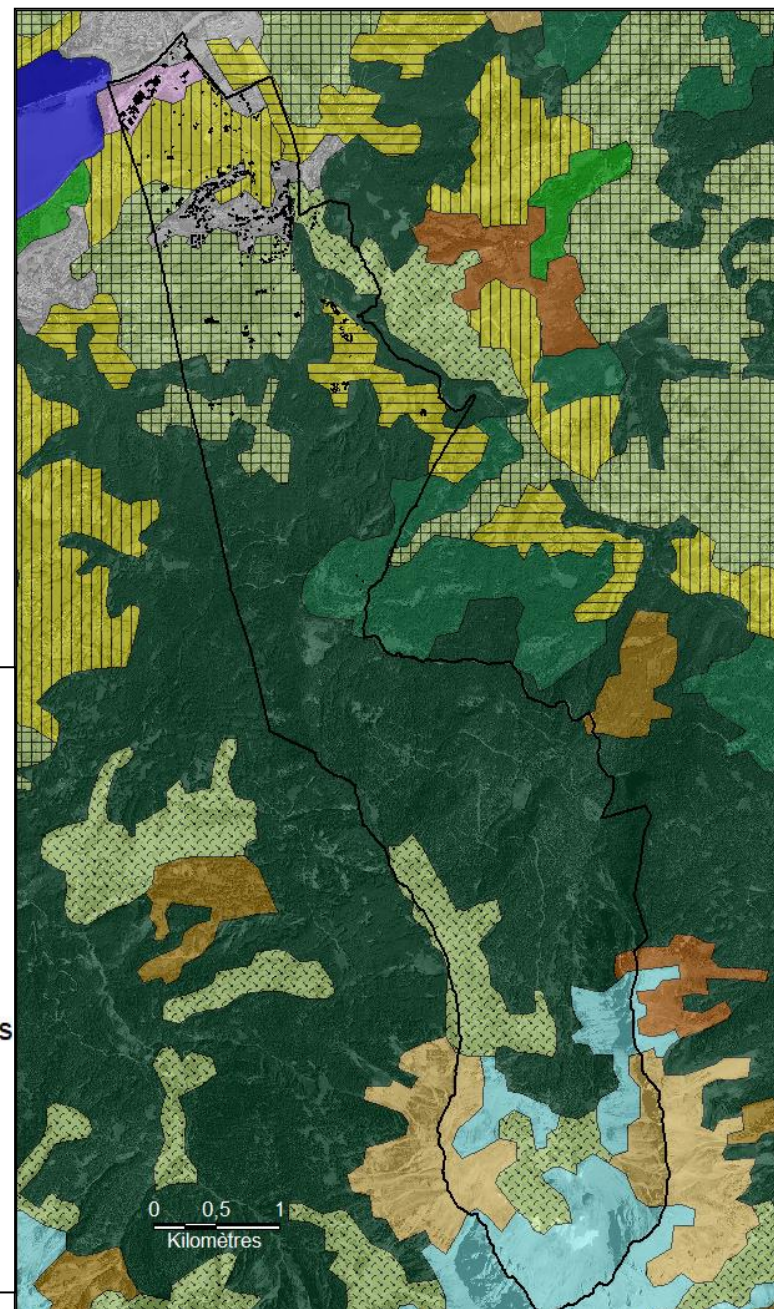
L'occupation des Sols : les milieux naturels

Suivant la base de données Corine Land Cover, on peut dissocier différentes entités sur la commune :

- La plaine agricole composée de cultures, de prairies et affichant le tissu urbain de Baratier.
- A mi hauteur les versants sont colonisés par des forêts, principalement de conifères.
- Les parties les plus hautes sont principalement constituées de pelouses et pâturages naturels, de roches nues et de végétation clairsemée.

Légende

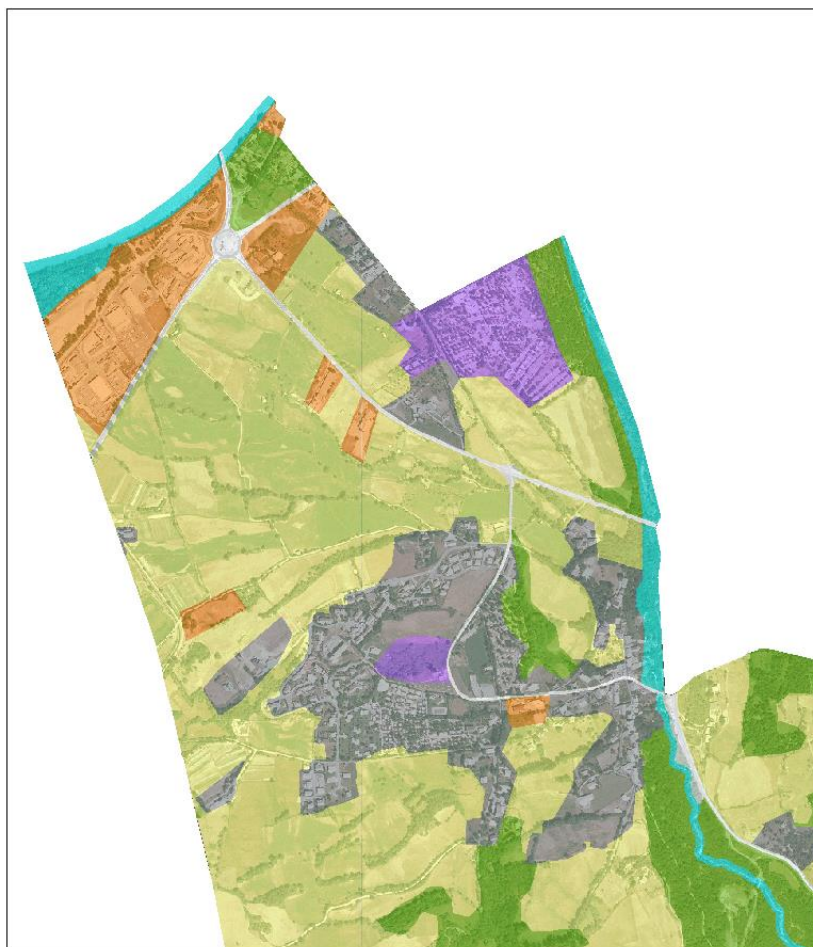
	Forêts de conifères
	Forêts mélangées
	Landes et broussailles
	Végétation clairsemée
	Prairies
	Pelouses et pâturages naturels
	Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels
	Systèmes cultureux et parcellaires complexes
	Plans d'eau
	Roches nues
	Zones industrielles et commerciales
	Tissu urbain discontinu



Source : photo aérienne ortho couleur, 2013, commune, bâtiment, CLC

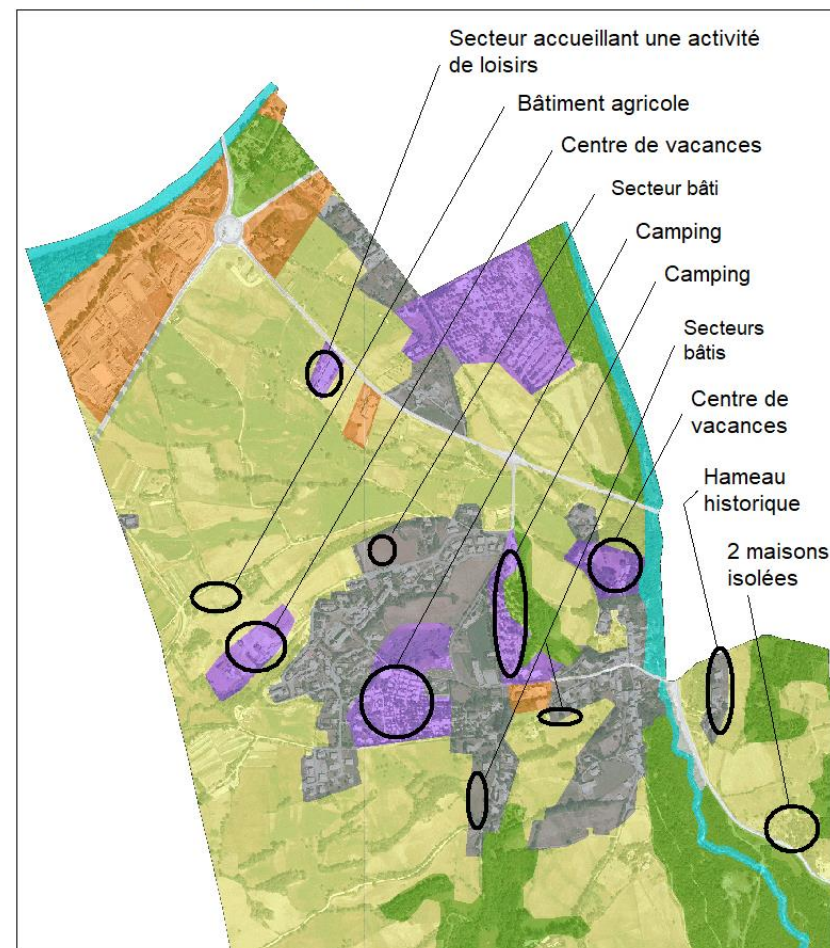
Suivant la base de données Ocsol, il est possible de regarder plus précisément l'occupation du sol autour des espaces urbanisés et leur évolution depuis une dizaine d'années.

Occupation du sol suivant la base OCSOL 2006



source : base de données OCSOL 2006, photoaérienne 2003

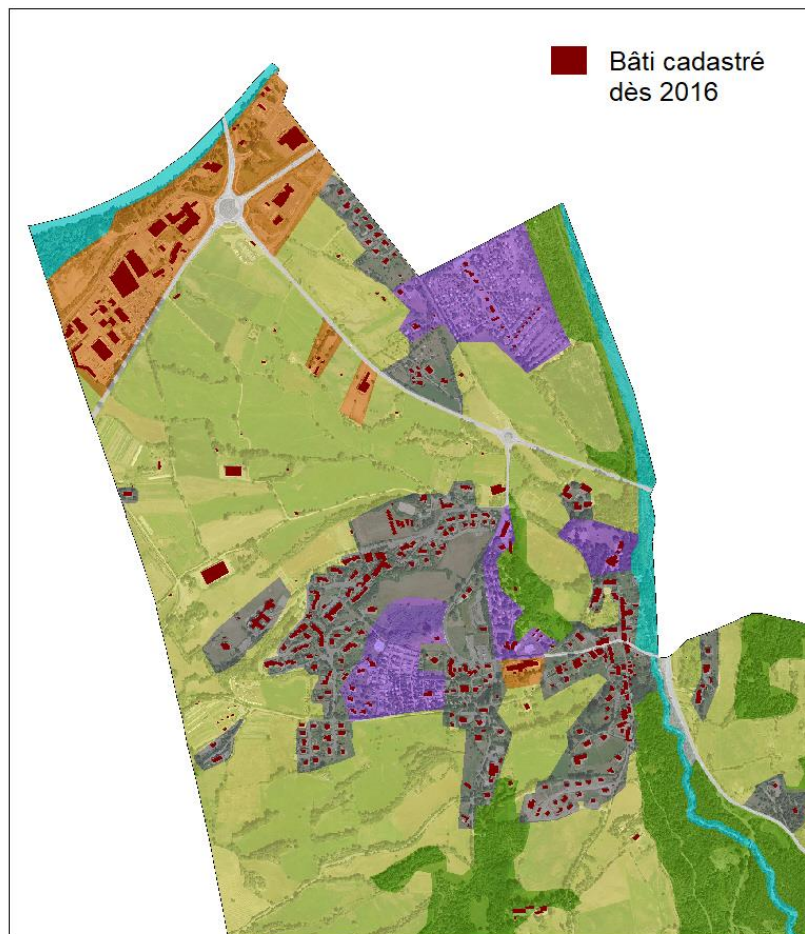
**Occupation du sol suivant la base OCSOL 2006
corrigée par relevés de terrain**



source : base de données OCSOL 2006, photoaérienne 2003

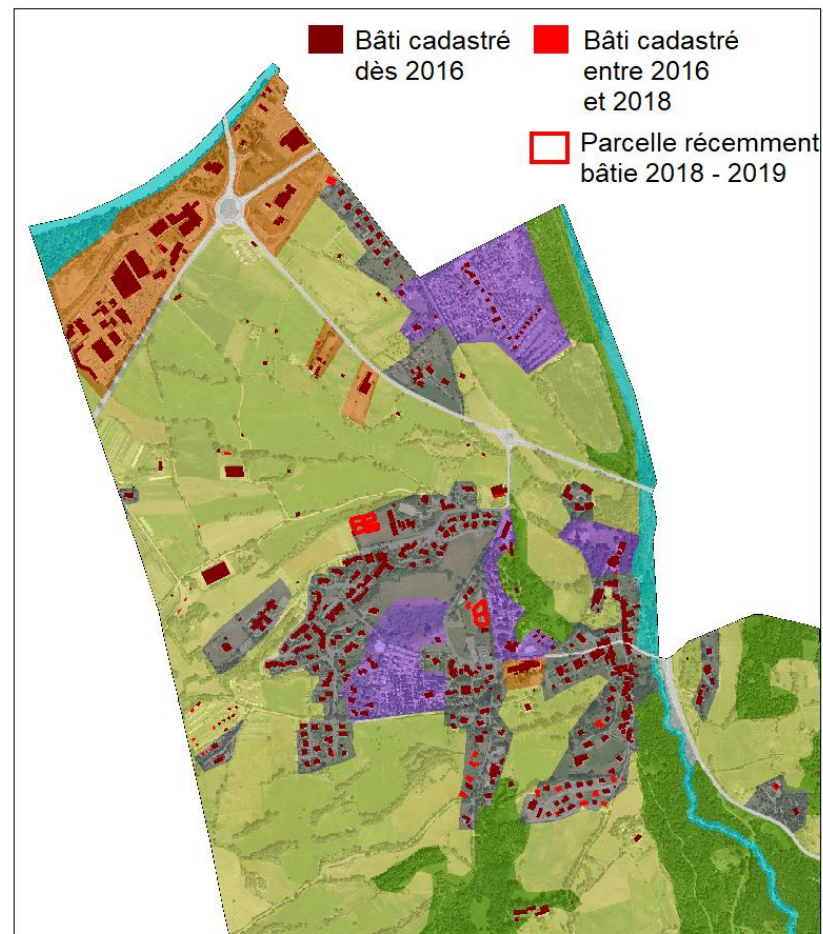


Occupation du sol suivant la base OCSOL 2014
corrigée par relevés de terrain
- bâtiment au cadastre en 2016 -



source : base de données OCSOL 2014, photoaérienne 2013, bâtiment cadastre DGI 2016

Occupation du sol suivant la base OCSOL 2014
corrigée par relevés de terrain et suivant les
bâtiments numérisés au cadastre en 2018



source : base de données OCSOL 2014, photoaérienne 2013, bâtiment cadastre DGI 2018

- | | | | |
|---|---|--|---|
|  Espace urbain à vocation principale d'habitation |  Espace agricole |  Espace naturel |  Cours d'eau |
|  Espace urbain à vocation artisanale, commerciale et d'équipements |  Espace aménagé à vocations d'équipements sportifs et de loisirs | | |

La faune et la flore

La faune

Suivant les données du portail Silène Faune EU **277 espèces ont été observées** sur le territoire communal de Baratier grâce à 838 relevés dont les plus récents ont été effectués en 2018. Sur ces relevés, 475 ont permis d'établir la présence de 116 espèces **remarquables et protégées au titre de protections régionales et nationales et/ou identifiées par les directives habitats et oiseaux**.

- Oiseaux

Suivant les données du portail Silène Faune EU, 556 points de relevés concernant les oiseaux sont répertoriés sur la commune de Baratier.

130 espèces d'oiseaux ont été identifiées lors de ces relevés effectués sur le territoire communal.

99 espèces remarquables et protégées au titre de protections, dont 19 sont identifiées par la directive européenne oiseaux, ont été observées sur la commune.

Liste des espèces d'oiseaux remarquables et protégées observées sur la commune de Baratier

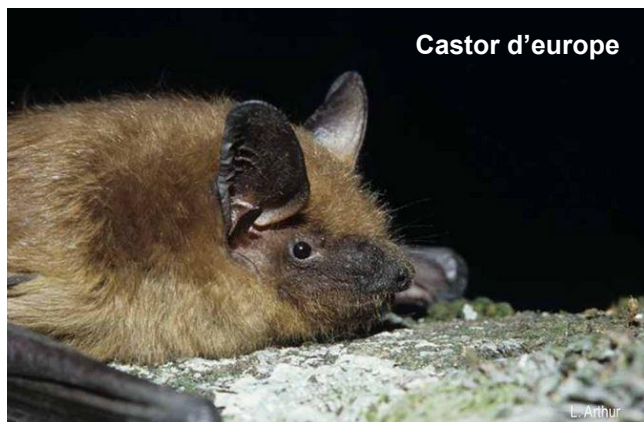
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre d'obs.
Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)	Chouette chevêchette, Chevêchette d'Europe	8
Circaetus gallicus (Gmelin, 1788)	Circaète Jean-le-Blanc	1
Lagopus muta helvetica (Thienemann, 1829)	Lagopède des Alpes	1
Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)	Nyctale de Tengmalm, Chouette de Tengmalm	1
Egretta garzetta (Linnaeus, 1766)	Aigrette garzette	8
Ardea alba Linnaeus, 1758	Grande Aigrette	5
Ixobrychus minutus (Linnaeus, 1766)	Butor blongios, Blongios nain	1
Tringa glareola Linnaeus, 1758	Chevalier sylvain	2
Ardea purpurea Linnaeus, 1766	Héron pourpré	6
Caprimulgus europaeus Linnaeus, 1758	Engoulevent d'Europe	1
Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)	Martin-pêcheur d'Europe	3
Lanius collurio Linnaeus, 1758	Pie-grièche écorcheur	1
Nycticorax nycticorax (Linnaeus, 1758)	Héron bihoreau, Bihoreau gris	6
Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)	Cigogne blanche	1
Luscinia svecica (Linnaeus, 1758)	Gorgebleue à miroir	1
Aquila chrysaetos (Linnaeus, 1758)	Aigle royal	2
Grus grus (Linnaeus, 1758)	Grue cendrée	1
Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	Pic noir	3
Milvus migrans (Boddaert, 1783)	Milan noir	3



Source des photographies INPN

- **Mammifères**

Suivant les données du portail Silène Faune EU **19 espèces de mammifères ont été inventoriées** au travers de 38 points de relevés faunistiques. Sur ces 19 espèces, **9 espèces remarquables et protégées au titre de protections dont 6 identifiées par les directives européennes** ont été observées sur la commune (en gras dans la liste ci-dessous).



Source des photographies INPN

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre d'obs.
Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)	Sérotine commune	1
Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)	Noctule de Leisler	1
Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)	Pipistrelle commune	1
Pipistrellus pygmaeus (Leach, 1825)	Pipistrelle pygmée	1
Pipistrellus kuhlii (Kuhl, 1817)	Pipistrelle de Kuhl	2
Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)	Murin de Daubenton	1
Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758	Écureuil roux	6
Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758	Hérisson d'Europe	4
Arvicola sapidus Miller, 1908	Campagnol amphibie, Rat d'eau	3

- **Reptiles, mollusques, poissons**

Suivant les données du portail Silène Faune EU 11 **espèces ont été inventoriées** au travers de 14 points de relevés faunistiques. Sur ces 11 espèces, 5 sont des **espèces remarquables et protégées au titre de protections dont 4 sont identifiées par les directives européennes**.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Niveau de protection		Nombre d'obs.
		National	Européen	
Lacerta agilis Linnaeus, 1758	Lézard des souches	Nat	DH IV	1
Coronella austriaca Laurenti, 1768	Coronelle lisse	Nat	DH IV	1
Hierophis viridiflavus (Lacepède, 1789)	Couleuvre verte et jaune	Nat	DH IV	1
Helix pomatia Linnaeus, 1758	Escargot de Bourgogne			1
Zonitoides nitidus (O.F. Müller, 1774)	Luisantine des marais			2
Carychium minimum O.F. Müller, 1774	Auriculette naine			1
Vallonia costata (O.F. Müller, 1774)	Vallonie costulée			1
Discus rotundatus rotundatus (O.F. Müller, 1774)	Bouton commun			1
Nesovitrea hammonis (Strøm, 1765)	Luisantine striée			2
Anguis fragilis fragilis Linnaeus, 1758	Orvet fragile	Nat		1
Lacerta bilineata Daudin, 1802	Lézard à deux raies	Nat	DH IV	2



- **Odonates**

6 espèces d'odonates ont été observées sur la commune lors de 11 relevés.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre d'obs.
Ischnura elegans (Vander Linden, 1820)	Agrion élégant	1
Ischnura pumilio (Charpentier, 1825)	Agrion nain (L')	1
Enallagma cyathigerum (Charpentier, 1840)	Agrion porte-coupe	6
Libellula quadrimaculata Linnaeus, 1758	Libellule quadrimaculée (La)	1
Sympetrum pedemontanum (O.F. Müller in Allioni, 1766)	Sympétrum du Piémont (Le)	1
Sympetrum striolatum (Charpentier, 1840)	Sympétrum fascié (Le)	1



Source des photographies INPN

- **Insectes**

Suivant les données du portail Silène Faune EU 104 **espèces ont été inventoriées** au travers de 211 points de relevés faunistiques. Sur ces 104 espèces, **1 espèce remarquables et protégée par les directives européennes** a été observée :

L'Apollon parnassien



- **Amphibiens**

Suivant les données du portail Silène Faune EU 3 **espèces ont été inventoriées** au tarvers de 6 points de relevés faunistiques. 2 **espèces sont remarquables et protégées au titre de protections nationales** et 1 est en plus identifiée par les directives européennes.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Niveau de protection		Nombre d'obs.
		National	Européen	
Bufo bufo (Linnaeus, 1758)	Crapaud commun (Le)	Nat		2
Bufo Garsault, 1764	Crapaud			2
Bombina variegata (Linnaeus, 1758)	Sonneur à ventre jaune	Nat	DH II, DH IV	2



Source des photographies INPN

La flore

Suivant les données du portail Silène Flore EU, 58 relevés effectués sont répertoriés sur la commune de Baratier.

496 taxons ont été identifiés au cours de ces relevés.

Parmi les espèces répertoriées, la présence de **36 espèces protégées** a été notifiée.



Source des photographies INPN

Parmi ces espèces, **4 sont sur liste rouge** :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre d'obs.
Puccinellia fasciculata (Torr.) E.P.Bicknell, 1907	Atropis fasciculé	1
Rorippa amphibia (L.) Besser, 1821	Rorippe amphibie	2
Equisetum hyemale L., 1753	Prêle d'hiver, Jonc hollandais	1
Herminium monorchis (L.) R.Br., 1813	Orchis musc, Herminium à un seul tubercule	2

Parmi les espèces, la présence de **9 espèces envahissantes** a été notifiée :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre d'obs.
Buddleja davidii Franch., 1887	Buddleja du père David, Arbre à papillon, Arbre aux papillons	1
Solidago gigantea Aiton, 1789	Solidage géant, Solidage glabre, Solidage tardif, Verge d'or géante	1
Ambrosia artemisiifolia L., 1753	Ambroise élevée, Ambroise à feuilles d'Armoise, Ambroisie annuelle	1
Lapsana communis subsp. intermedia (M.Bieb.) Hayek, 1931	Lapsane intermédiaire	1
Pinus nigra subsp. nigra J.F.Arnold, 1785	Pin noir d'Autriche	1
Amaranthus hybridus L., 1753	Amarante hybride	1
Amaranthus retroflexus L., 1753	Amarante réfléchie, Amaranthe à racine rouge, Blé rouge	1
Conyza canadensis (L.) Cronquist, 1943	Conyze du Canada	1
Robinia pseudoacacia L., 1753	Robinier faux-acacia, Carouge	1



Source des photographies INPN

Les continuités écologiques : la trame verte et bleue

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces où la biodiversité est plus marquée, mieux représentée et plus représentative des espèces locales et régionales. Dans ces espaces, les espèces présentes ou potentiellement présentes trouvent plus facilement les conditions vitales à leur maintien et au fonctionnement des écosystèmes.

Les corridors biologiques sont des espaces stratégiques, propices aux déplacements de la faune et la flore sauvage entre les réservoirs de biodiversité.

L'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques sous la forme de trames dites « verte et bleue » a pour objectif de préserver les espèces sauvages en maintenant les espaces favorables à la réalisation de leur cycle de vie. Dans la loi dite Grenelle II du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, la trame verte et bleue a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels.

Schéma régional de cohérence écologique

Extrait : DREAL PACA – SRCE : Schéma régional de cohérence écologique

Les cartes de la DREAL localisent l'aire d'étude au sein des trames vertes et bleues identifiées dans le SRCE. Il s'agit d'un « état des lieux » de la fonctionnalité potentielle des milieux à un instant donné. Les corridors écologiques représentés sont les lieux des déplacements les plus probables pour les espèces mais ils ne sont pas exclusifs. Il est tout à fait possible que certaines espèces puissent circuler à d'autres endroits, et ce sans subir de dérangement particulier.

Les grandes continuités de la région PACA ont été rattachées à 5 grands ensembles (5 sous-trames) :

Milieux forestiers, milieux semi-ouverts, milieux ouverts, zones humides et eaux courantes.

Les grands types de continuités sont souvent imbriqués, mais il est possible d'en dégager les grandes caractéristiques à l'échelle régionale :

Les continuités forestières : Forêts de conifères, forêts de feuillus, forêts mélangées. Elles constituent l'ensemble écologique le plus vaste de la région.

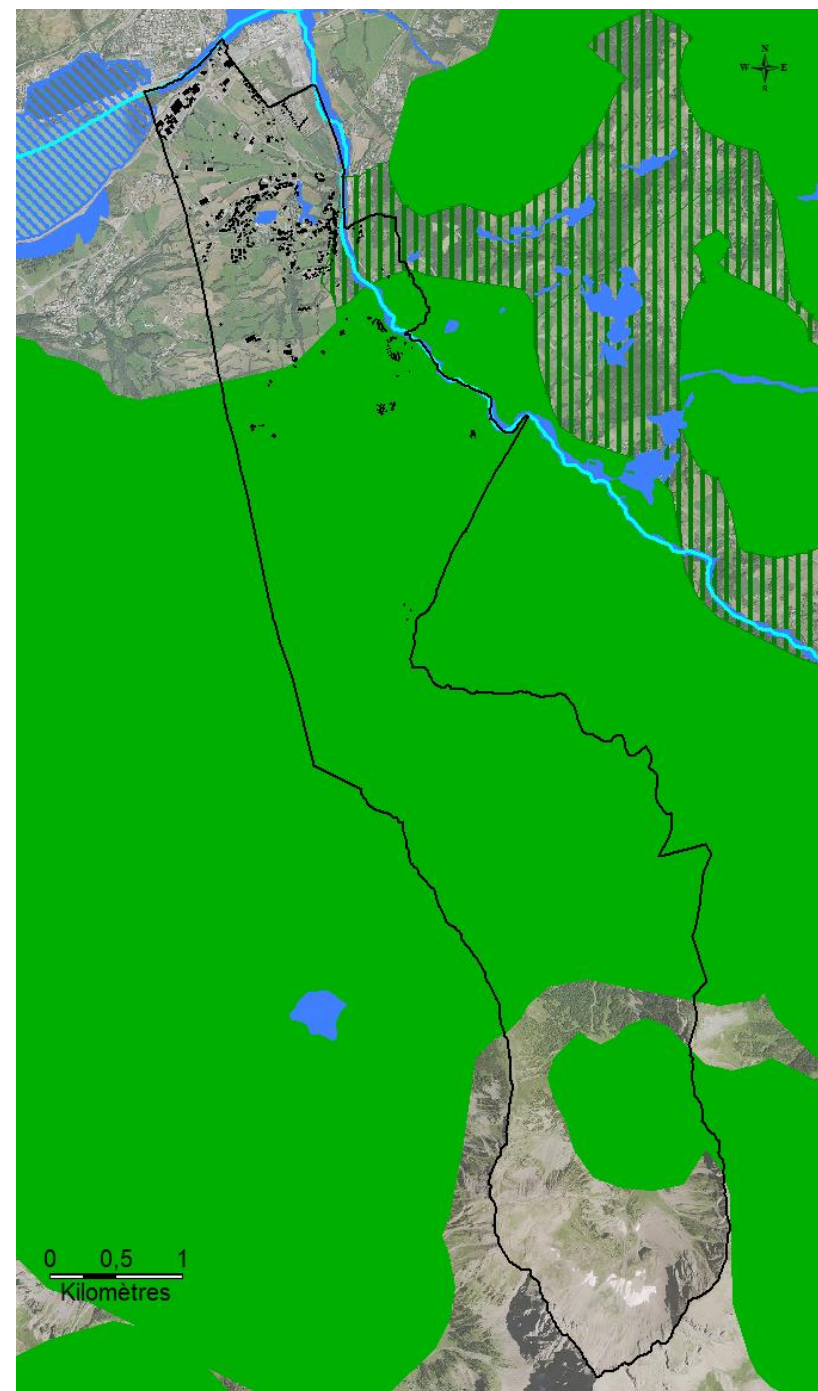
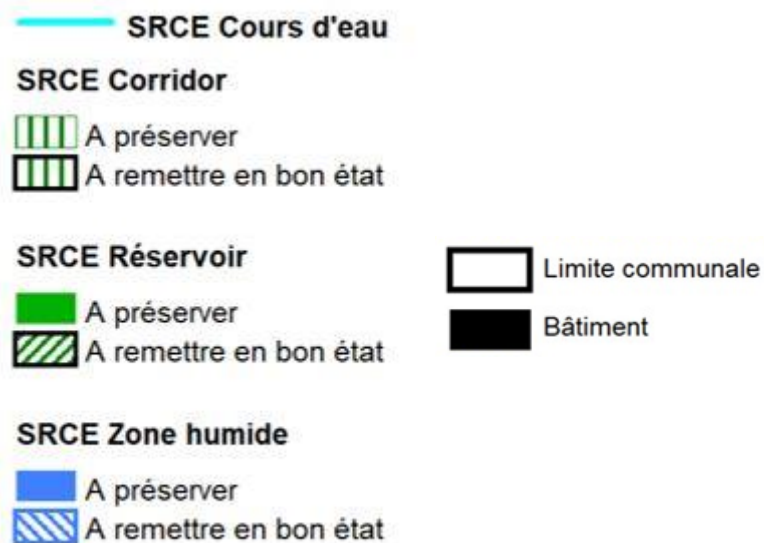
Les continuités des milieux semi-ouverts : Garrigue, landes, landes subalpines, maquis. Cet ensemble de milieux semi-ouverts, est globalement très fragmenté à l'échelle régionale. Les espaces en question, structurés par les garrigues, les maquis et les landes, sont de surfaces très restreintes, et sont peu connectés. La faible représentation des milieux semi-ouverts fait écho au retrait progressif de l'agriculture qui favorise la reconquête forestière.

Les continuités des milieux ouverts : Pelouses et pâturages naturels, plages, dunes, sable, prairies, roches nues, végétation clairsemée. La tendance observée pour les milieux semi-ouverts est encore plus prégnante sur les milieux ouverts. Ils sont globalement en régression à l'échelle régionale.

Les continuités écologiques aquatiques : Zones humides et eaux courantes. À l'échelle régionale, il ressort que la partie eau courante de la trame bleue présente un maillage assez serré et équilibré tant dans la couverture géographique que dans sa composition. Pour ce qui est des plans d'eau et des zones humides d'importance, leur répartition est hétérogène et déséquilibrée à l'échelle régionale. Il existe cependant une multitude de milieux rivulaires et de zones humides de petite taille difficilement décelables sur la carte à l'échelle régionale et réparties de façon assez homogène sur le territoire, avec une liaison " forte " avec les milieux d'eau courante.

Le SRCE identifie plusieurs éléments de trames vertes et bleues sur la commune de Baratier :

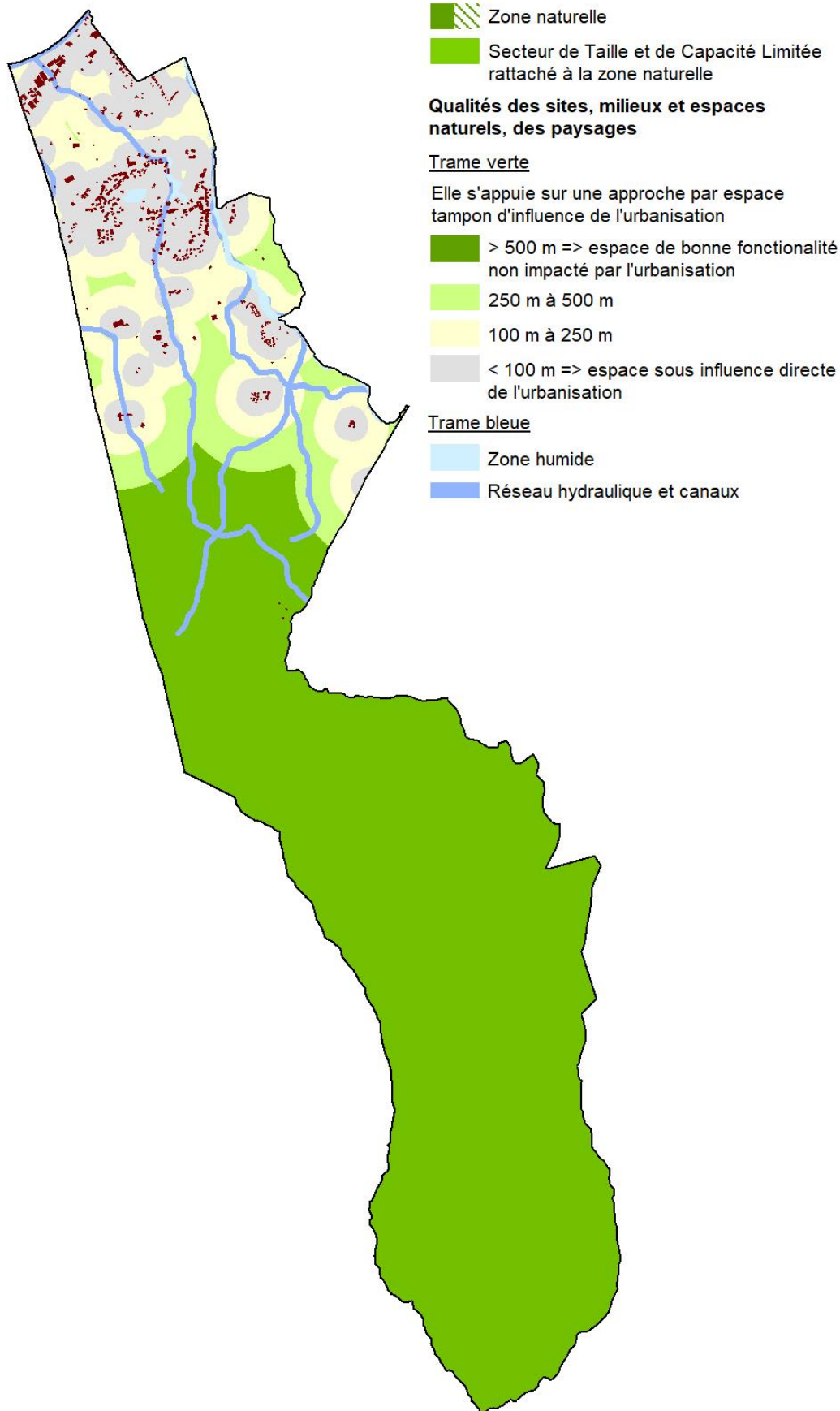
- Un corridor écologique « montagnes sub-alpine », de trame forestière, identifié comme « à préserver ». Ce corridor concerne une petite partie de la commune à l'est du centre historique de Baratier.
- Deux réservoirs de biodiversité. Un réservoir de biodiversité « Préalpes du sud » couvre une grande partie de l'espace communal. Un autre réservoir de biodiversité, « montagnes sub-alpine », se situe en altitude au niveau de la tête de la Mazelière. Les deux réservoirs sont identifiés comme « à préserver ».
- Un cours d'eau est identifié par le SRCE comme réservoir de biodiversité et corridor écologique : le torrent des Vachères à l'est de la commune. Il est identifié comme « à remettre en bon état ».
- Trois « plans d'eau, zones humides et zones rivulaires » sont identifiées sur Baratier par le SRCE. Toutes les 3 sont identifiées comme « à préserver ». Une zone est localisée autour du torrent des Vachères et les 2 autres à l'ouest du centre historique de la commune. Ces zones humides correspondent à celles identifiées par l'inventaire départemental des zones humides (voir plus haut dans le rapport).



A l'échelle de la commune

La méthode utilisée pour identifier les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité à l'échelle de la commune est inspirée de celle utilisée dans le cadre de l'élaboration du SCOT de l'Aire Gapençaise. Elle se base « sur un regard inversé ». Autour des bâtiments, des « zones tampons » à 50, 100, 250 et 500 mètres sont modélisées comme marqueurs de l'impact de l'urbanisation. Au-delà de 500 mètres des bâtiments existants, l'impact de l'urbanisation est considéré comme nul. Certains espaces naturels, comme des rivières avec leurs ripisylves, des zones humides, des espaces bocagers peuvent également être identifiés comme participants au réseau de déplacement de la faune et de la flore.

Cette méthode permet d'identifier la trame verte et bleue du territoire, de mettre en valeur des continuités existantes et aujourd'hui parfois mises en péril par la fragmentation des milieux liée à l'évolution de l'urbanisation.

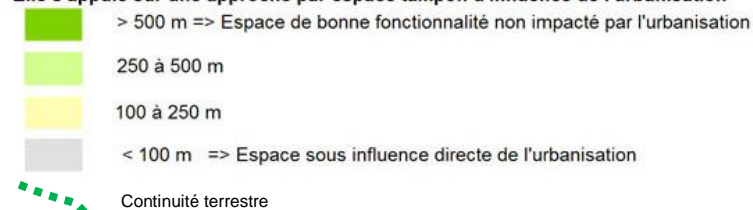


La trame verte et bleue de la commune suivant la méthode détaillée à la page précédente :

- ⇒ la moitié sud de la commune correspondant aux versants des crêtes du Lauzet et du Pouzenc peut être considérée comme un grand réservoir de biodiversité.
- ⇒ La moitié nord est elle déjà fortement sous l'influence de l'urbanisation existante. L'urbanisation de fond de vallée est importante. Les espaces situés à plus de 500 mètres de l'urbanisation sont presque inexistant.
- ⇒ Dans ce contexte, les cours d'eaux, souvent doublés de ripisylves, jouent un rôle essentiel dans le maintien des continuités écologiques existantes.
- ⇒ Quelques continuités terrestres continuent d'exister mais leur maintien est fragile. Les secteurs de la plaine du Liou et de Jougard apparaissent comme les secteurs à enjeu de demain pour maintenir ces continuités.

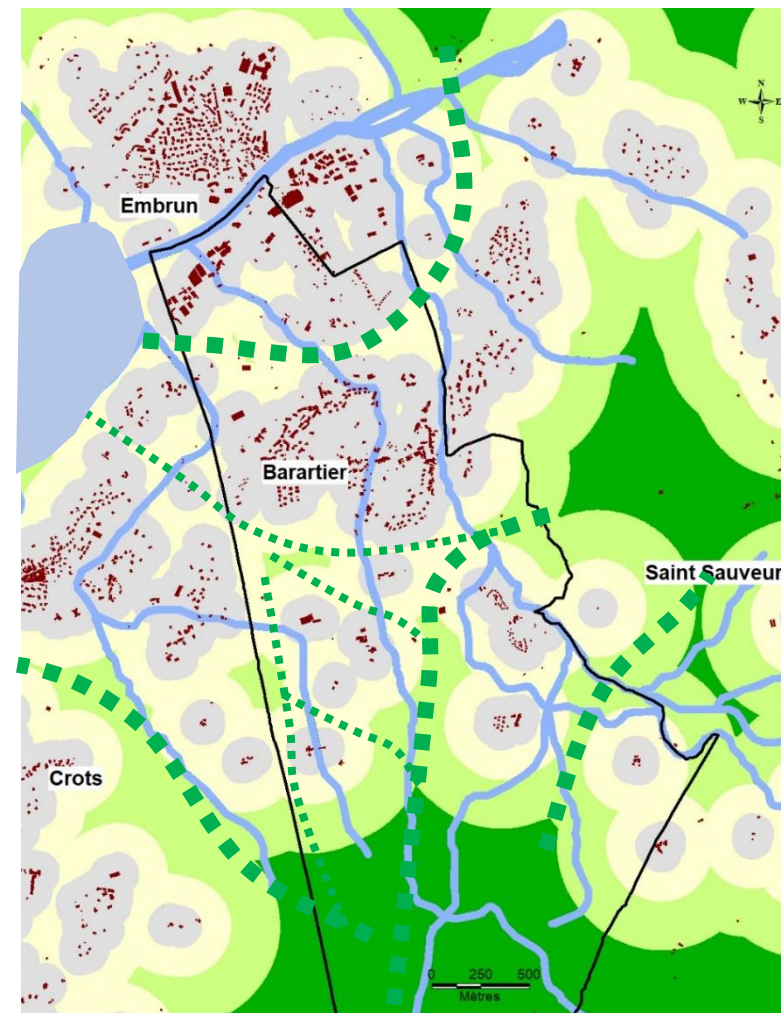
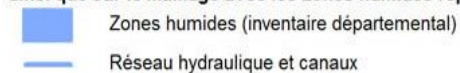
Trame Verte

Elle s'appuie sur une approche par espace tampon d'influence de l'urbanisation



Trame Bleue

Elle s'appuie sur le réseau hydraulique et de canaux de la commune ainsi que sur le maillage avec les zones humides répertoriées à l'inventaire départemental.



L'ENVIRONNEMENT HUMAIN

Les circulations douces, motorisées et le bilan du stationnement

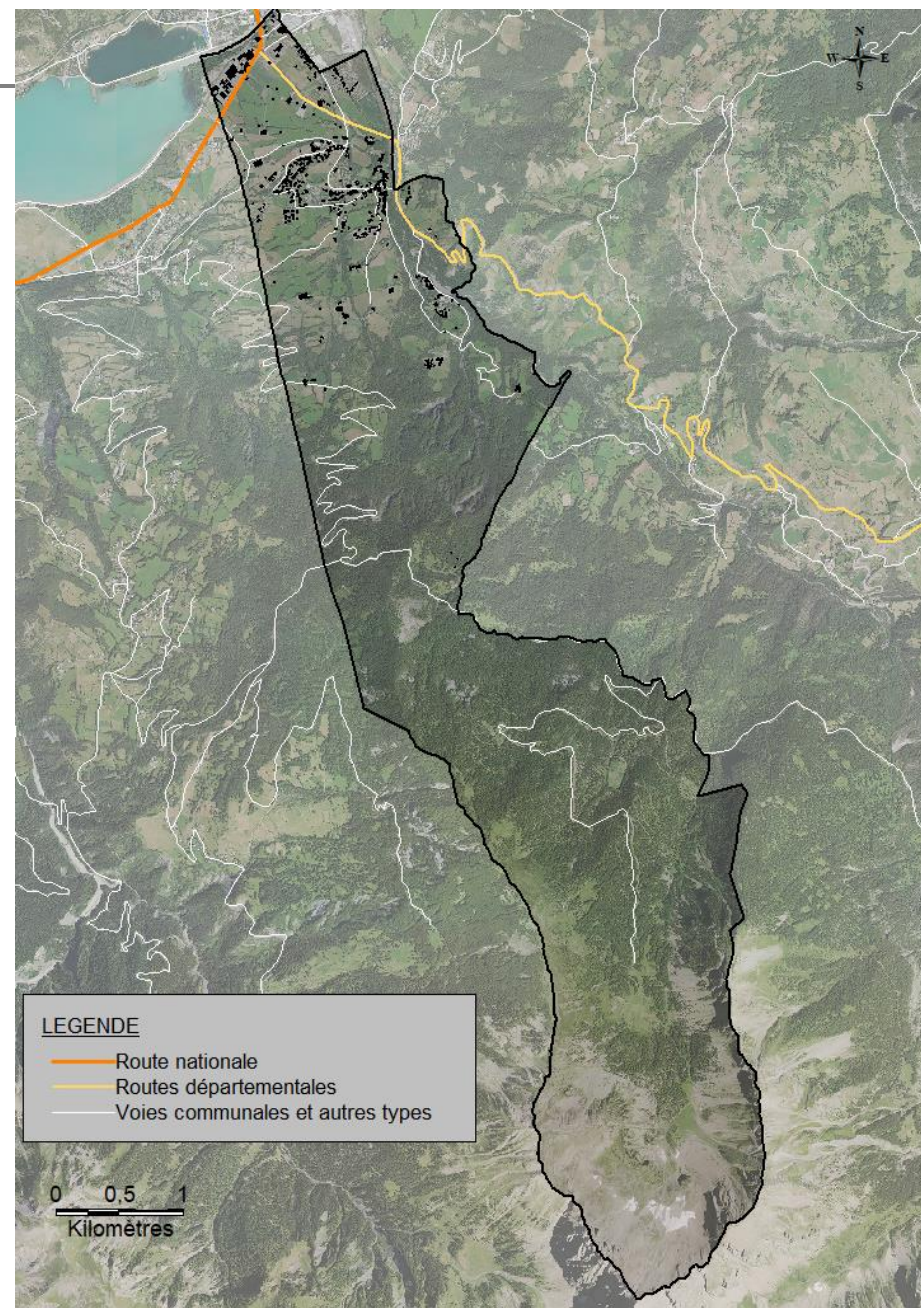
Le réseau de déplacements

La commune est traversée, dans sa partie nord, par la N 94 qui permet de rejoindre Embrun puis Briançon au nord et Gap à l'ouest.

La D 40 relie la N 94 aux Orres. Elle passe à proximité du centre historique de Baratier.

Un réseau de routes et chemins communaux complète l'organisation viaire de la commune.

La commune et ses alentours offrent un large choix de randonnées (pédestres, équestres, à vélo...).



Transport collectif

La commune ne possède pas de réseau de transport collectif type « urbain ». Toutefois, il existe un transport scolaire, accessible à tous, permettant de relier Embrun le matin et de rentrer sur Baratier le soir. Une ligne de bus saisonnière fonctionne en hiver (Embrun – Les Orres).

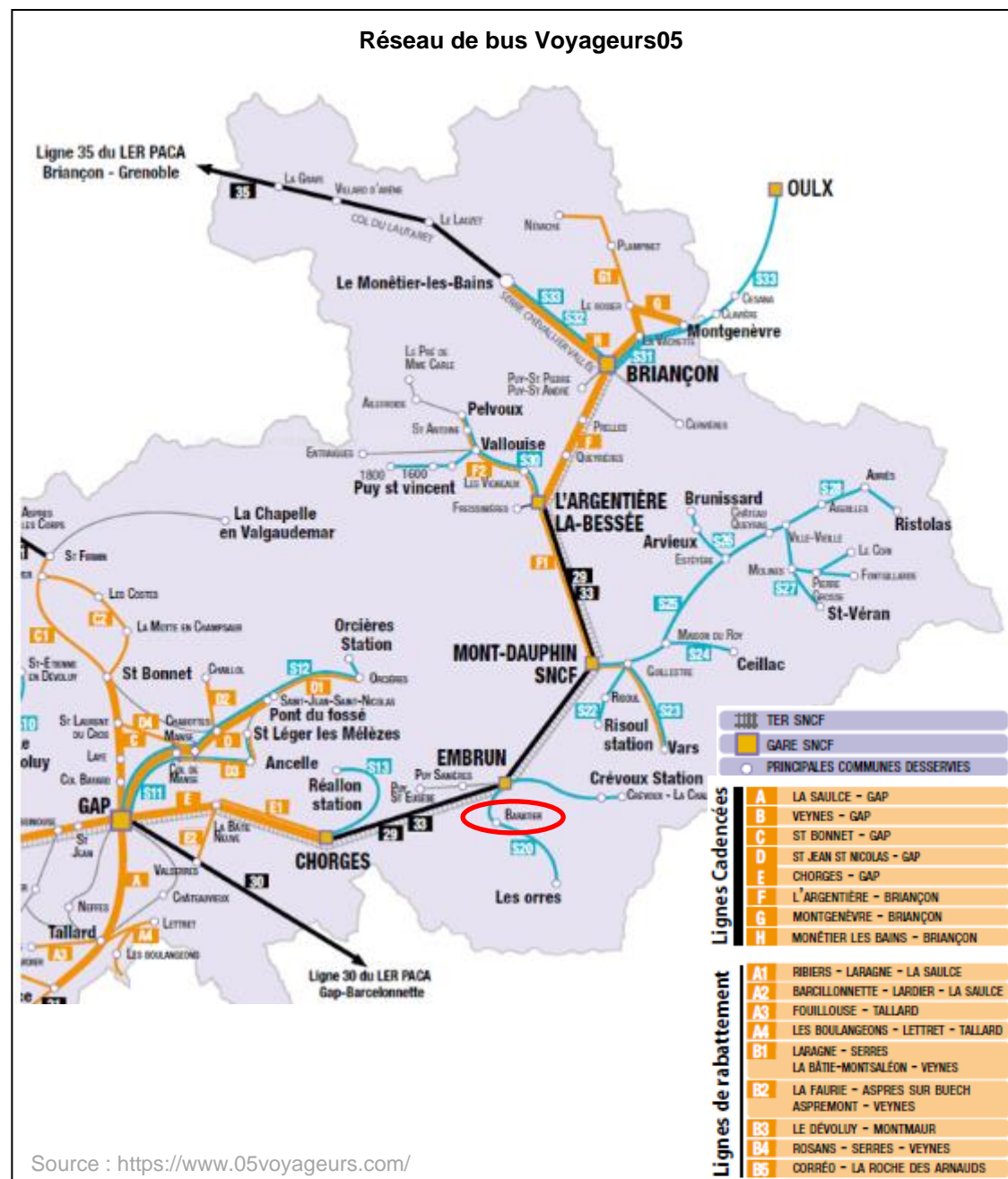
La gare SNCF est située sur la commune voisine (Embrun, environ 4 km).

Une aire de co-voiturage est située sur la commune de Baratier, elle est gérée par la communauté de communes de Serre-Ponçon.

Capacité de stationnement

La commune compte plus de 464 stationnements répartis sur tout le territoire :

- ⇒ Espace Pantel : 21 places,
- ⇒ Place des Lavandières : 7 places dont 1 pour personne à mobilité réduite,
- ⇒ Place du village : 17 places dont 1 pour personne à mobilité réduite,
- ⇒ Place Saint Chaffrey : 9 places,
- ⇒ Parking du cimetière : 35 places dont 1 pour personne à mobilité réduite,
- ⇒ Lotissement Les Grands Champs : 12 places,
- ⇒ Lotissement La Mure : 92 places,
- ⇒ Lotissement Le Grand Pré : 7 places,
- ⇒ Lotissement Les Olettes : 6 places,
- ⇒ Lotissement Les Terres du Château : 46 places dont 2 pour personne à mobilité réduite,
- ⇒ Lotissement La Grange : 16 places,
- ⇒ Salle La Baratonne : 5 places dont 1 pour personne à mobilité réduite,
- ⇒ Aire de co-voiturage : 75 places,
- ⇒ Zone commerciale : 76 places,
- ⇒ Route des Orres : 40 places.



Analyse paysagère de la commune

L'atlas des paysages des hautes Alpes

La commune de Baratier est identifiée dans l'entité paysagère « les vallées du lac de Serre Ponçon » de l'Atlas des Paysages des Hautes-Alpes (<http://www.paysages-hautesalpes.fr/atlas-paysager.html>) :

« Installé dans une vallée majeure des Hautes Alpes, celle de la Durance, le lac de Serre-Ponçon s'impose à cette unité paysagère : il est l'élément phare, central, emblématique tant il façonne les paysages. Cela en fait une unité paysagère exceptionnelle partagée entre paysage lacustre et espace montagnard : c'est un peu la mer à la montagne ...

Avec la construction du barrage de 1955 à 1960, à des fins de production d'électricité hydraulique, l'unité paysagère a vécu une véritable mutation paysagère. L'exploitation du lac de barrage, soumise aux besoins énergétiques comme aux aléas climatiques, conduit à des phénomènes de marnage saisonniers qui affectent fortement le paysage perçu et vécu. Ces transformations sont à l'origine de berges en perpétuelle mutation qui, lors des plus basses eaux, laissent apparaître un paysage "stérile" en forte opposition avec la limite haute "vivante". Un caractère fort de cette unité paysagère est sa temporalité : le paysage varie selon les saisons, en résonance avec l'activité du barrage hydroélectrique.

De part et d'autre de ce lac artificiel, s'opposent une rive gauche, à l'ubac, uniformément boisée et une rive droite à l'adret présentant une mosaïque de paysages encore ouverts par l'activité agricole.

Viennent s'accrocher perpendiculairement au lac, des vallées bien marquées (Crévoux, les Orres, Boscodon, Réallon), offrant un dialogue soit direct soit plus lointain, au gré de vues souvent en balcon. Ces vallées profitent de la dynamique touristique du lac.

Le réseau routier est un autre élément structurant du paysage. Traversant l'unité paysagère selon un axe NE-SW, il offre une linéarité le long de laquelle une première approche du paysage est offerte avec en point de mire le pont de Savines-le-Lac. Ce dernier est élément constitutif du paysage à part entière qui fait partie de ce paysage "fabriqué". Sur cet axe, les points d'appel majeurs remarquables sont le Morgon, les Aiguilles de Chabrières et la vallée sauvage du Boscodon. Des seuils paysagers se situent au niveau de Chorges et de Pontis.

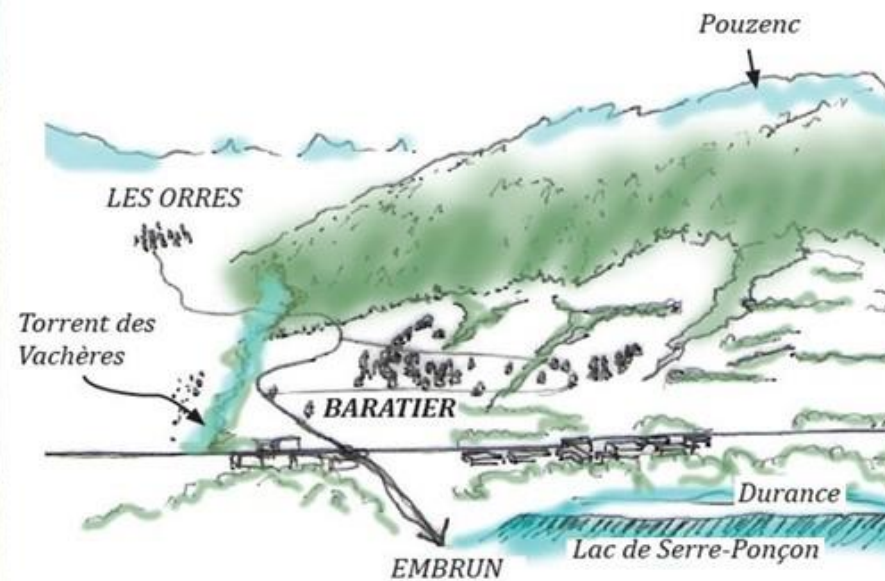
L'unité paysagère est aussi marquée par deux pôles urbains : le plus important est celui de la ville d'Embrun, présentant une urbanité diffuse avec le développement éparse de lotissements ; le second est celui de Savines-le-Lac, village recréé, emblématique de l'histoire de la construction du barrage. Entre ces deux pôles urbains, la zone d'extraction de graviers et les zones artisanales et commerciales, dégradent fortement le paysage. Les entrées d'agglomération sont occupées par les activités économiques, implantées en fond de vallée et remontant sur les versants : elles impliquent une perte de lisibilité du paysage. »

Baratier fait partie de la structure paysagère « Les vallées reliées au lac de Serre-Ponçon dans la partie Nord-Est ».

« Les trois principales sont celles des Orres, de Boscodon et de Crévoux, véritables entailles dans un linéaire marqué par la Durance et les voies de circulation.

La station des Orres est emblématique de l'Embrunais. Ce projet des années 60 a déplacé le centre du village (le Chef-lieu) vers le hameau du Mélézet qui est devenu le poumon économique de la vallée. Mais tout comme la vallée de Crévoux, la dimension agropastorale de la vallée demeure vivante avec le Grand Vallon comme zone purement d'alpage et les communes de Saint-Sauveur et de Baratier qui ont accueilli de nombreuses résidences à caractère touristique. »

Source : Atlas des paysages des Hautes-Alpes



1. Pelouses naturelles, pâturages et roches nues.
2. Forêts sur les versants pentus
3. Plaine agricole et habitée.

Sources : image aérienne : Géoportail ; croquis : Etude de programmation pour la revitalisation du centre village de Baratier et la programmation architecturale de la Maison de Maître, Carnet diagnostic, Les ateliers du bourg, 2018, F.Comte, V.Decroix, M.Levoir, C.Bellot.

Une plaine agricole et habitée, structurée, avec de multiples facettes

Le centre ancien

Formant un village rue en promontoire en dessus du torrent des Vachères, le centre ancien est composé de constructions implantées principalement le long des rues Guillaume Apollinaire et de la Côte.

Exceptés quelques équipements communaux (école, La Baratonne, le cimetière), le centre historique possède aujourd'hui les principaux point d'attrait d'une commune : la mairie, les commerces, l'église.

Le centre ancien présente des qualités architecturales et patrimoniales telles que le domaine des clôtures, les fontaines, certaines façades de maison ainsi que des murets en pierres.

La présence de l'eau

A la fois visible et accessible, la présence de l'eau est fortement marquée à Baratier. Ce territoire bordé par le torrent des Vachères et situé à proximité du lac de Serre-Ponçon, comprend plusieurs zones humides, des ruisseaux / canaux et des fontaines.

Aujourd'hui, avec l'avancée de la forêt dans les pentes du Pouzenc et l'épaississement des ripisylves notamment le long du torrent des Vachères, la présence de l'eau sur le territoire serait à révéler davantage.

Les zones d'activités

Situées à la fois sur Embrun et Baratier, le long de la Route Nationale 94, les zones d'activités (espace commercial 'les portes du lac' et 'l'entraigues'), constituent un lieu d'attrait fort pour les populations des communes voisines.

Ces espaces concentrant les activités économiques de la commune, excentrés par rapport au centre village de Baratier, favorisent l'utilisation de la voiture pour les habitants et les touristes. Face à cette concurrence, les activités et les services à développer dans les centre-bourg doivent se positionner en complémentarité de celles proposées dans les zones commerciales.

Points de vue et topographie

La topographie de Baratier est un réel atout du territoire pour apprécier les vues dégagées sur le grand paysage. Les parcelles agricoles et les terrains non construits offrent des points de vue remarquables sur les reliefs environnants et la vallée de la Durance.

Ces points de vue, caractéristiques de Baratier, sont à préserver dans les aménagements futurs.

Les quartiers résidentiels

En périphérie du centre ancien de Baratier s'est construit plusieurs quartiers résidentiels sous forme de lotissement ou d'habitat collectif. Leur localisation, au nord-ouest du centre du village, bénéficie d'une topographie avantageuse en balcon et d'une situation plus proche d'Embrun.

A l'intérieur de ces quartiers (la Mure, les Grands Champs...), des espaces publics et végétalisés sont présents afin que les habitants se retrouvent et profitent des espaces extérieurs. Des cheminements piétons sont présents mais il existe peu de connexion entre les quartiers et à destination du centre-bourg afin de favoriser des déplacements piétons sécurisés.

La présence de la pierre

Les paysages de Baratier sont fortement marqués par la présence du minéral notamment par sa situation en bordure de torrent : blocs rocheux présents dans le lit de la rivière, digues en gabion, etc... Aussi, le village présente de nombreux murs en pierres (maçonnées / sèches) ainsi que des caniveaux en marbre rose de Guillestre.

Une alternance entre boisements et espaces ouverts

De grandes parcelles pâturées et cultivées permettent de maintenir les paysages ouverts autour du village. Baratier présente également des boisements qui structurent les paysages:

- les ripisylves qui apportent de la fraîcheur et révèlent la présence de l'eau
- les haies bocagères qui structurent les parcelles agricoles
- les arbres isolés (issus parfois d'anciennes haies bocagères) qui marquent les paysages comme éléments de repère.



Sources : croquis : Etude de programmation pour la revitalisation du centre village de Baratier et la programmation architecturale de la Maison de Maître, Carnet diagnostic, Les ateliers du bourg, 2018, F.Comte, V.Decroix, M.Levoir, C.Bellot.

L'organisation du bâti



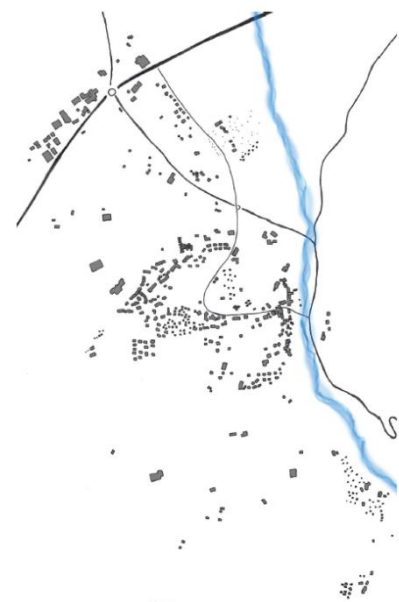
Urbanisation de Baratier en 1948

EN 1948

Les constructions sont regroupées et concentrées dans le centre ancien, à proximité du torrent des Vachères. Ce chef lieu regroupe les habitations, les lieux administratifs et l'église du village. Il s'organise principalement autour des rues G. Apollinaire et de la Côte.

Quelques fermes isolées et bâtisses sont implantées dans les pentes du Ponzenc et dans la plaine du Liou.

L'axe de communication reliant Baratier à Embrun est la route départementale 240, la RD 40 n'étant pas construite à cette époque.



Urbanisation de Baratier aujourd'hui

Aujourd'hui

L'urbanisation à l'ouest du centre ancien s'est renforcée avec la création de plusieurs quartiers résidentiels.

Des bâtiments agricoles isolés, de dimensions importantes, se sont construits dans la plaine et sur les flancs des reliefs.

En lien avec les zones d'activités, la création de la déviation d'Embrun a renforcé le lien fort entre Baratier et Embrun.

Des zones d'activités se sont également développées au niveau de ce carrefour routier.



Urbanisation de Baratier en 1980

EN 1980

L'urbanisation de Baratier s'est développée à l'ouest de la commune, sans réelle cohérence avec la morphologie urbaine du centre ancien.

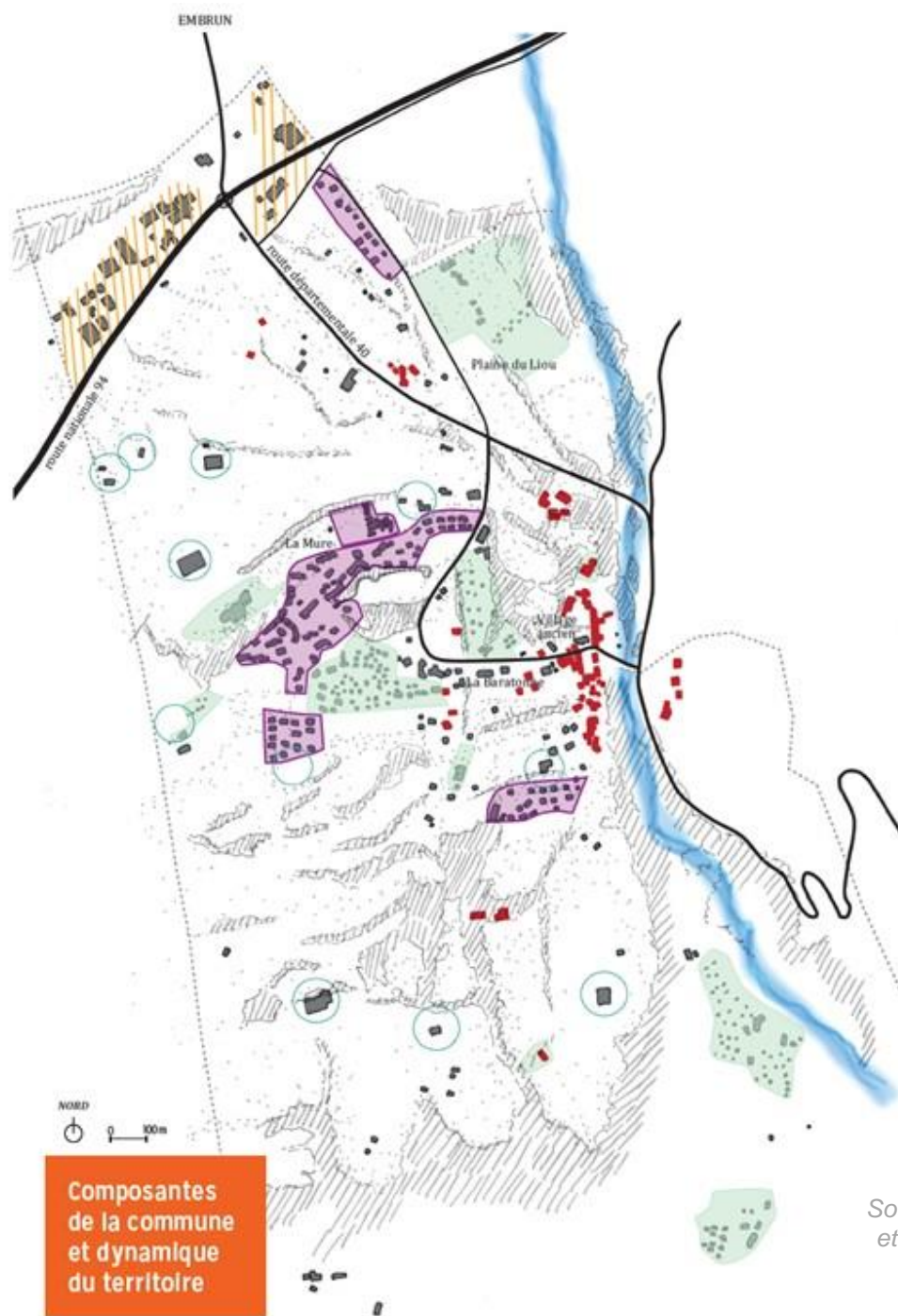
La Plaine du Liou s'est également urbanisée le long des deux axes de communication reliant Baratier aux communes voisines : l'ancienne route principale (RD 240) et la nouvelle route créée (RD 40).

La commune à cette époque a développé son activité d'accueil touristique en créant le «domaine Val Ubaye» ainsi que deux campings.




Aujourd'hui, avec l'urbanisation de la plaine et les zones d'activités, la centralité de Baratier semble s'être déplacée vers Embrun créant ainsi une continuité urbain entre ces deux communes.

L'activité touristique est toujours présente avec le développement également de nouveaux campings.



Source : Etude de programmation pour la revitalisation du centre village de Baratier et la programmation architecturale de la Maison de Maître, Carnet diagnostic, Les ateliers du bourg, 2018, F.Comte, V.Decroix, M.Levoir, C.Bellot.






Forme urbaine

-  Constructions anciennes constituant le village historique
-  Extension urbaine plus récente - quartiers résidentiels
-  Exploitation agricole isolée du centre du village

Activités et économie

-  Zone d'activités commerciale et artisanale
-  Activités touristiques (campings, hôtel, maison d'hôtes...)

Agriculture et espaces boisés

-  Boissements
-  Parcelles agricoles
-  Limite communale



Source : Etude de programmation pour la revitalisation du centre village de Baratier et la programmation architecturale de la Maison de Maître, Carnet diagnostic, Les ateliers du bourg, 2018, F.Comte, V.Decroix, M.Levoir, C.Bellot.

Le Patrimoine

Il n'y a pas, sur le territoire communal de Baratier, d'élément protégé au titre de l'inventaire des monuments historiques. Cependant le village possède un patrimoine bâti remarquable. On peut citer notamment l'église Saint-Chaffrey, la halle en mélèze construite en 2007 sur la place du village, le domaine des clôtures avec sa maison de maître et son kiosque, le front bâti surplombant le torrent de Vachère, une maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle. A échelle plus fine il faut également souligner l'architecture de certaines façades de maisons ; leurs alignements, ou encore la présence de murets en pierre ou de fontaines.

Eglise Saint Chaffrey



Maison de maître et kiosque, domaine des clôtures



Halle en mélèze, place du village

Source photos Eglise Saint Chaffrey et halle : site internet de la commune.

Le patrimoine archéologique

Le territoire communal de Baratier est un territoire d'histoire dont certaines zones sont susceptibles de conserver des vestiges enfouis.

« L'extrait ci-joint de la carte archéologique nationale reflète l'état de la connaissance au 26/01/2016. Cette liste ne fait mention que des vestiges actuellement repérés et en aucun cas elle ne peut être considérée comme exhaustive. Sur la commune de Baratier, a été définie 1 zone de présomption de prescription archéologique par arrêté préfectoral n°05012-2014 en date du 16 décembre 2014.

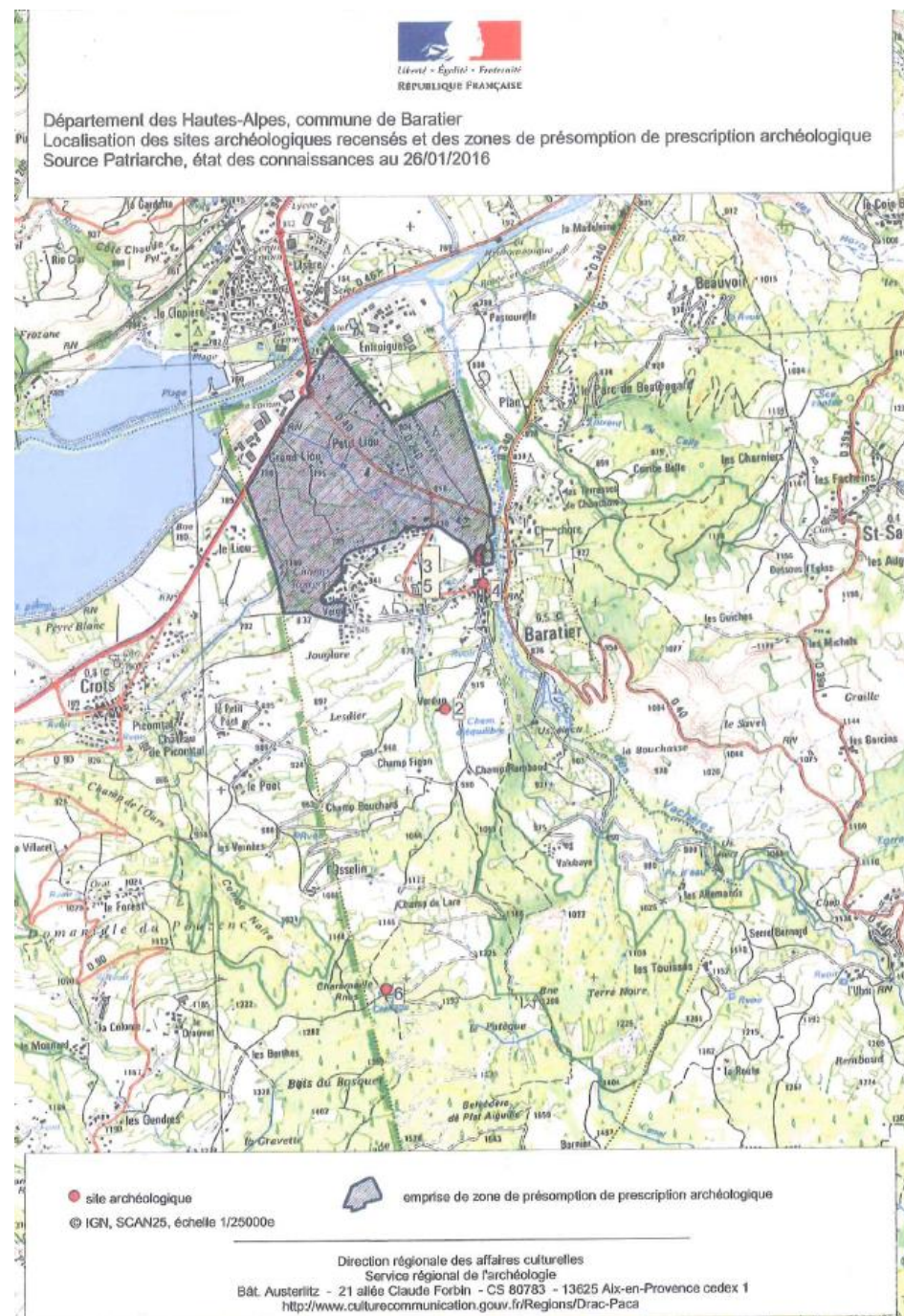
A l'intérieur de ces zones, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir, d'aménager ainsi que les décisions de réalisation de ZAC, devront être transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des Affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Service régional de l'Archéologie, 21-23 boulevard du Roi René, 13617 Aix-en-Provence Cedex) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine (livre V, art. R.523-4 et art. R.523-6).

Hors de ces zones de présomption de prescription archéologique, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements peuvent, avant de déposer leur demande d'autorisation, saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques (code du patrimoine, livre V, art. L. 522-4).

Hors de cette zone, les autorités compétentes pour autoriser les travaux relevant du code de l'urbanisme peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance (livre V, art R523-8).

En dehors de ces dispositions, toute découverte fortuite de vestige archéologique devra être signalée immédiatement à la Direction régionale des affaires culturelle de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Service régional de l'Archéologie) et entraînera l'application du code du patrimoine (livre V, titre III). »

Source : annexe 10 du « Porter à la connaissance de l'Etat » de la commune de Baratier



Liste des entités archéologiques sur la commune de Baratier (base archéologique nationale Patriarche)

Baratier (05)

Nombre d'entités : 9

Numéro	Identification
1	BARATIER / Clapier des Monges - Saint-Quenis / / prieuré / Moyen-âge ?
2	BARATIER / Maison forte de Verdun / / maison forte / Moyen-âge
3	BARATIER / Eglise Saint-Chaffrey / / église / Epoque moderne
4	BARATIER / Village / / occupation / Gallo-romain - Moyen-âge
5	BARATIER / Ancien cimetière / / cimetière / Epoque moderne ?
6	BARATIER / Hameau de Charamaille / Charamaille / hameau / Période récente
7	BARATIER / Château-Villiers / / château non fortifié / Epoque moderne
8	BARATIER / Moulin du Petit Liou / / moulin à eau / Epoque contemporaine
9	BARATIER / Villa (?) du Clapier des Monges / / villa ? / bains / Gallo-romain

Source : annexe 10 du « Porter à la connaissance de l'Etat » de la commune de Baratier

SERVITUDES

Il existe plusieurs servitudes sur le territoire communal de Baratier. Elles sont brièvement listées ci-dessous. Des précisions pour chacune des servitudes se trouvent en annexe du présent PLU.

Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

Patrimoine Naturel

- Une partie de l'espace forestier
- Périmètres de protection des sources
- Une zone Agricole Protégée (ZAP) est à l'étude et devrait être mise à l'enquête publique conjointement au PLU.

Patrimoine Culturel

- Un site inscrit

Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques

Sécurité Publique

- Un PPR

Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

Canalisations

- Une ASA.

LES RESSOURCES NATURELLES PRESENTES

Les terres agricoles

Baratier est une commune largement tournée vers l'agriculture. Elle possède de nombreuses terres avec un potentiel agricole intéressant. Fort de ce constat, par délibération en date du 24/11/2016, le conseil municipal de Baratier a décidé de prescrire la mise en place d'une ZAP (zone agricole protégée). Il s'agit de mettre en place une stratégie pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel par la création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur la plaine du Liou et alentours en vue de préserver cet espace de toute pression foncière.

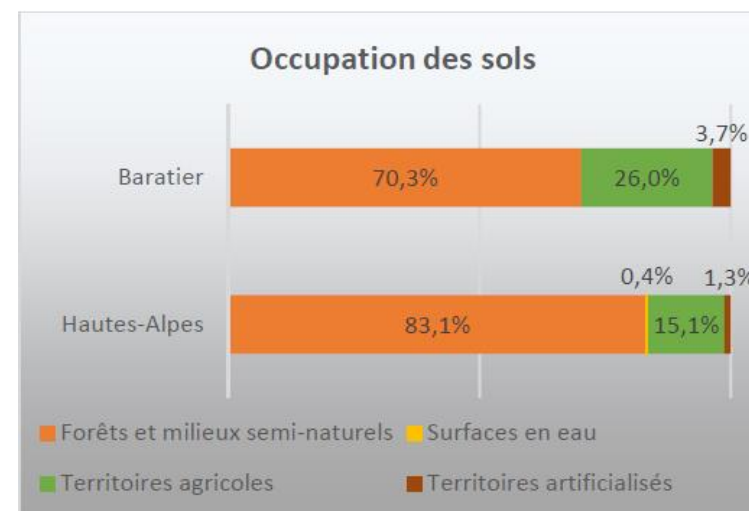
En décembre 2016 est restitué un travail de diagnostic agricole et foncier prospectif réalisé par Terr'Aménagement (enquêtes auprès des agriculteurs, réalisation du mode d'occupation du sol agricole, perspectives d'évolution, etc.). Les principaux éléments de ce rapport sont reportés ci-dessous.

En juillet 2018, la chambre départementale d'agriculture des Hautes-Alpes a produit un rapport de présentation, avec plan de situation et de délimitation en vue de mettre en place une zone agricole protégée sur la commune de Baratier.

Synthèse du diagnostic agricole et foncier réalisé par Terr'aménagement

Suivant la base de données Corine Land Cover, les espaces forestiers et semi-naturels sont prépondérants sur la commune de Baratier (70.3%). Les territoires agricoles représentent également une part importante du territoire communal (26%). Cela est supérieur au niveau départemental pour lequel ce chiffre s'élève à 15%.

Néanmoins, au-delà des espaces productifs, il est important d'intégrer la notion d'usage des sols ; ce particulièrement en zone de montagne où les espaces pâturés (et fauchés) en sous-bois (pratiques sylvo-pastorales), comme les surfaces pastorales, représentent autant d'espaces à usage extensif qui sont essentiels au fonctionnement des élevages locaux et régionaux.



Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016

L'agriculture sur la commune de Baratier possède les caractéristiques d'une agriculture dite « de montagne », telles que :

- une altitude moyenne supérieure à 700 m,
- un secteur en altitude avec de fortes pentes rendant difficile voire impossible la mécanisation des surfaces,
- - une plaine en bordure de Serre-Ponçon,
- - des interactions entre territoire d'altitude et plaine (parcours d'intersaison, estive),
- une surface agricole qui représente plus de 50 % de la superficie.

Cette agriculture de montagne s'adapte aux caractéristiques du territoire (contraintes de la pente et l'altitude) et le façonne par les systèmes de production mis en œuvre.

Ainsi, sur la commune trois entités agricoles et paysagères se distinguent :

- la plaine agricole, orientée vers les cultures céréalières et fourragères,
- la zone intermédiaire, avec des prêtres de fauche,
- les parties plus pentues, à flanc de montagne, à vocation de pâturage (intersaison ou estive).

Ces systèmes de production soulèvent des enjeux agricoles divers.

En 2016, on compte 10 sièges d'exploitation sur la commune, avec une SAU moyenne de 32 ha. Les exploitations agricoles basées sur la commune ont donc une SAU moyenne inférieure à la SAU moyenne départementale (54,3 ha en 2010).

Les enquêtes Terr'Aménagement auprès des exploitations agricoles travaillant des terres sur la commune de Baratier font ressortir la forte présence de l'élevage, mais aussi une multitude d'autres orientations : apiculture, élevage de chevaux, arboriculture, cultures fourragères. Par cette diversité, l'orientation agricole de la commune est définie comme polyculture et polyélevage.

Les systèmes d'exploitation des 17 structures agricoles travaillant des terres sur la commune (sièges et extérieurs) ont des orientations variées.

Quatre typologies d'exploitations agricoles se dégagent :

- Les exploitations d'élevage (10 exploitations). Il s'agit de systèmes d'exploitation nécessitant des surfaces plutôt conséquentes pour subvenir aux besoins alimentaires du troupeau, idéalement regroupées et proches des bâtiments d'exploitation afin de faciliter les sorties d'animaux, l'affouragement et autres déplacements pour les travaux agricoles.
- Les exploitations agricoles à haute valeur ajoutée (4 exploitations) :
 - o Les exploitations maraîchères (2 exploitations),
 - o Les activités agricoles sans foncier : centre équestre et apiculture (2 exploitations),
 - o Les exploitations de petite superficie (2 exploitations) en arboriculture ou production fourragère,
 - o Une exploitation de loisirs, c'est-à-dire une activité utilisant du foncier agricole sans action de production (1 exploitation agricole).

Orientation principale de l'exploitation	Exploitations baratones	Exploitations extérieures
Ovin viande	4	3
Bovin lait	-	2
Bovin viande	-	1
Cultures fourragères	-	1
Elevage de chevaux	1	-
Maraichage	2	-
Arboriculture	1	-
Apiculture	1	-
Loisirs	1	-

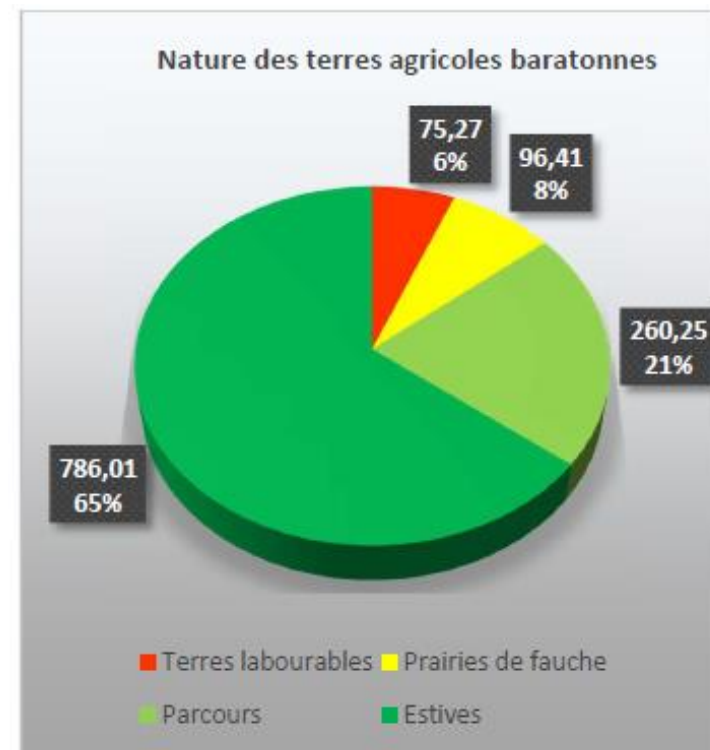
Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Aménagement, décembre 2016

Nature des terres agricoles

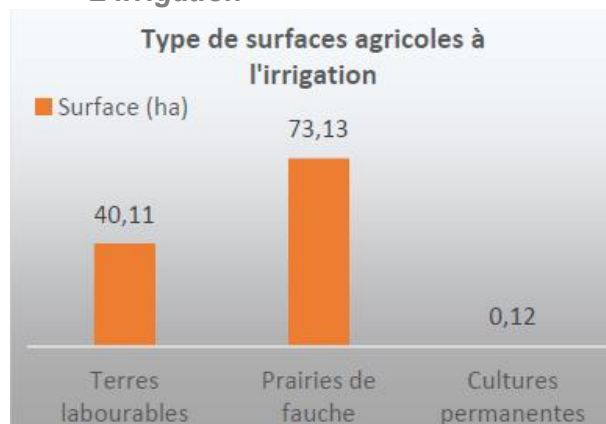
La nature d'une terre est avant tout liée à ses caractéristiques premières : type de sol (argileux, limoneux ...), pente, accessibilité (altitude, relief accidenté ...), auxquelles il convient d'ajouter les contraintes liées au climat (durée d'enneigement, sécheresse ...). Ce sont ces éléments qui définissent les différents usages possibles. Ainsi, le système de production et l'éloignement géographique de la terre agricole par rapport au siège d'exploitation n'influent que modérément sur sa nature. Le diagramme ci-contre donne la répartition des terres agricoles de Baratier selon leur nature. Une part non négligeable du foncier est utilisée comme surface pastorale en été. Ces surfaces ne peuvent donc être valorisées que par des exploitations agricoles d'élevage. Une absence répétée de pâturage ne permet pas l'élimination de la végétation en développement et conduit à une fermeture des milieux (enrichissement).

Les agriculteurs sont généralement vigilants en la matière et opèrent une gestion pastorale adaptée visant à maintenir ces surfaces agricoles nécessaires à leur autonomie fourragère. Néanmoins, ceci n'est réalisable que sur les surfaces pour lesquelles ils ont un droit d'accès (propriété, bail, accord verbal).

Les terres mécanisables ne représentent que 14 % de la surface agricole. Elles rassemblent les terres labourables (cultures céréalières, cultures fourragères de type luzerne ...) ainsi que les prairies naturelles fauchées et les vergers. Ces terres sont principalement localisées dans les parties planes de la commune. A noter que 4 exploitations agricoles (3 baratonnes et 1 extérieure) ont choisi de conduire leur production en agriculture biologique. Ce sont près de 200 ha sur la commune.

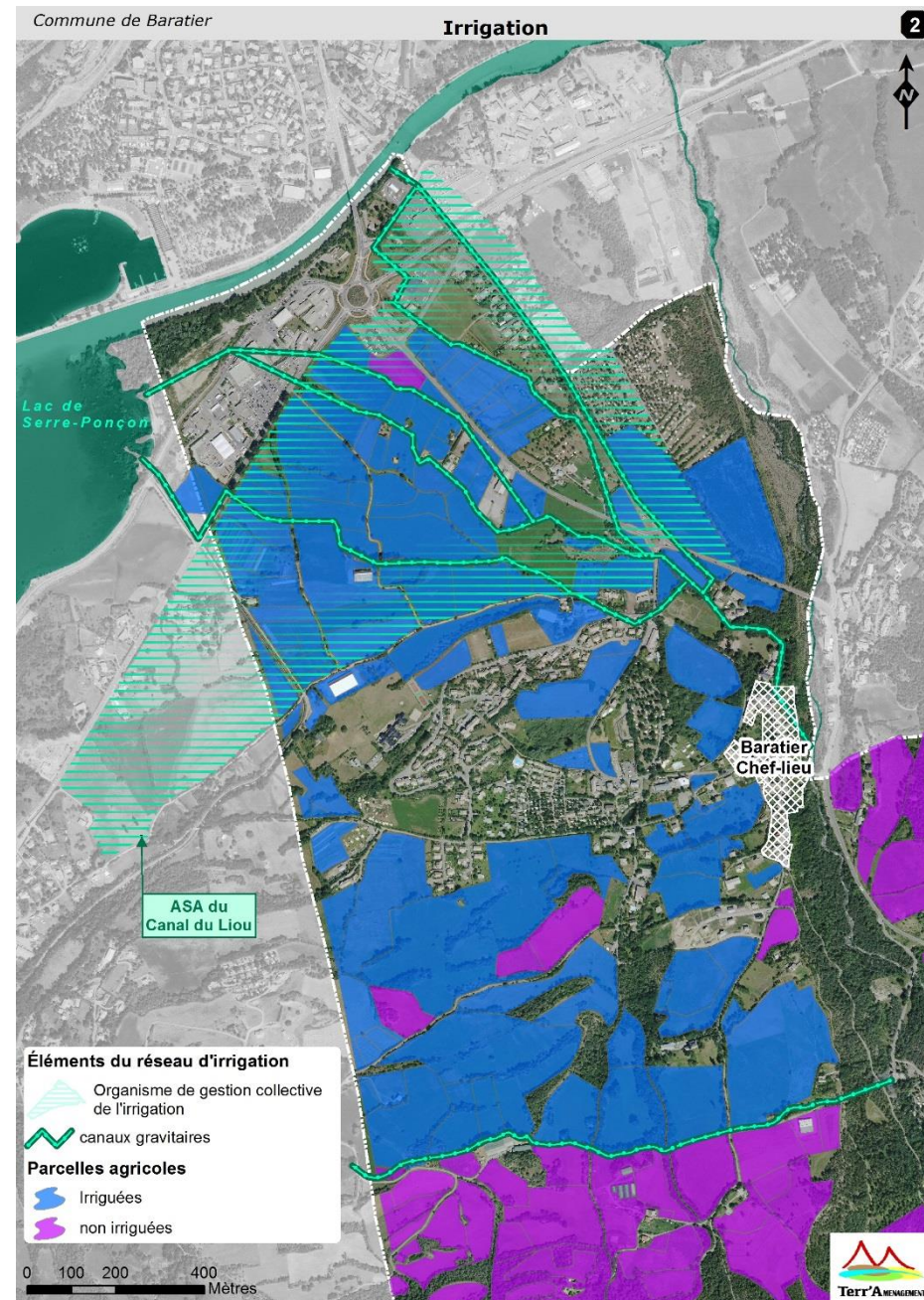
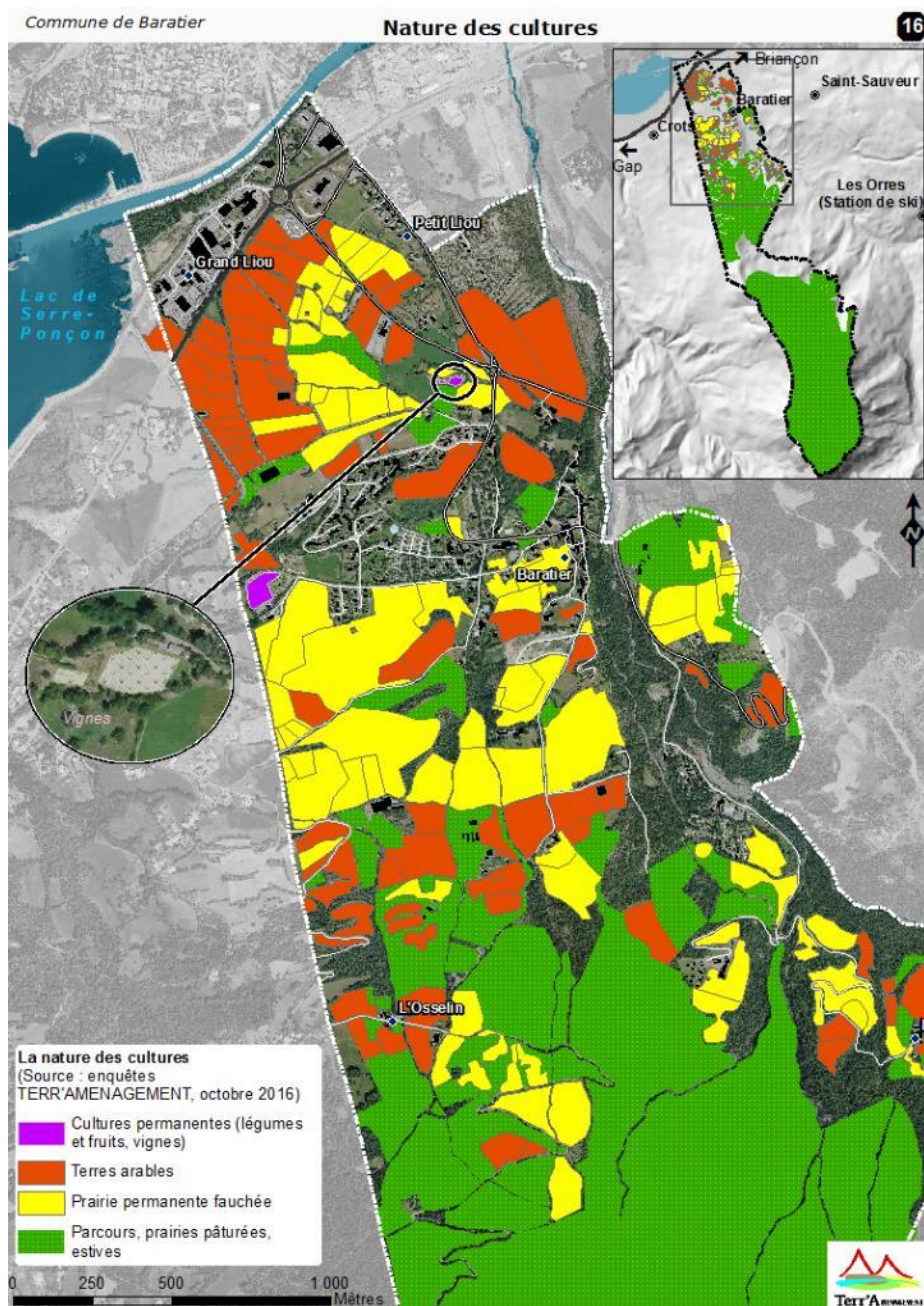


L'irrigation



Une Association Syndicale Autorisée (ASA) est présente sur la commune de Baratier : l'ASA du Liou. Au total, ce sont 18 exploitations utilisatrices de foncier agricole sur Baratier qui bénéficient de l'irrigation (à l'aspersion ou en gravitaire) sur près de 113 ha, majoritairement des terres labourables (cf graphique ci-contre). Un tel réseau est un atout pour l'activité agricole. L'irrigation des fourrages contribue à l'autonomie fourragère des élevages et, en grandes cultures comme en arboriculture, elle permet d'améliorer les rendements. Pour les exploitations bénéficiaires, la présence de surfaces irrigables dans le parcellaire sécurise le système de production et constitue un réel atout.

Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016



Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016

Potentiel agricole des terres

Du point de vue agronomique, toutes les terres n'ont pas la même valeur productive. La valeur productive d'une terre dépend de sa nature, de son utilisation et de ses équipements (irrigation, drainage ...). Le croisement de ces différentes données permet d'obtenir une classification des terres selon leur potentiel agricole (cf tableau ci-dessous).

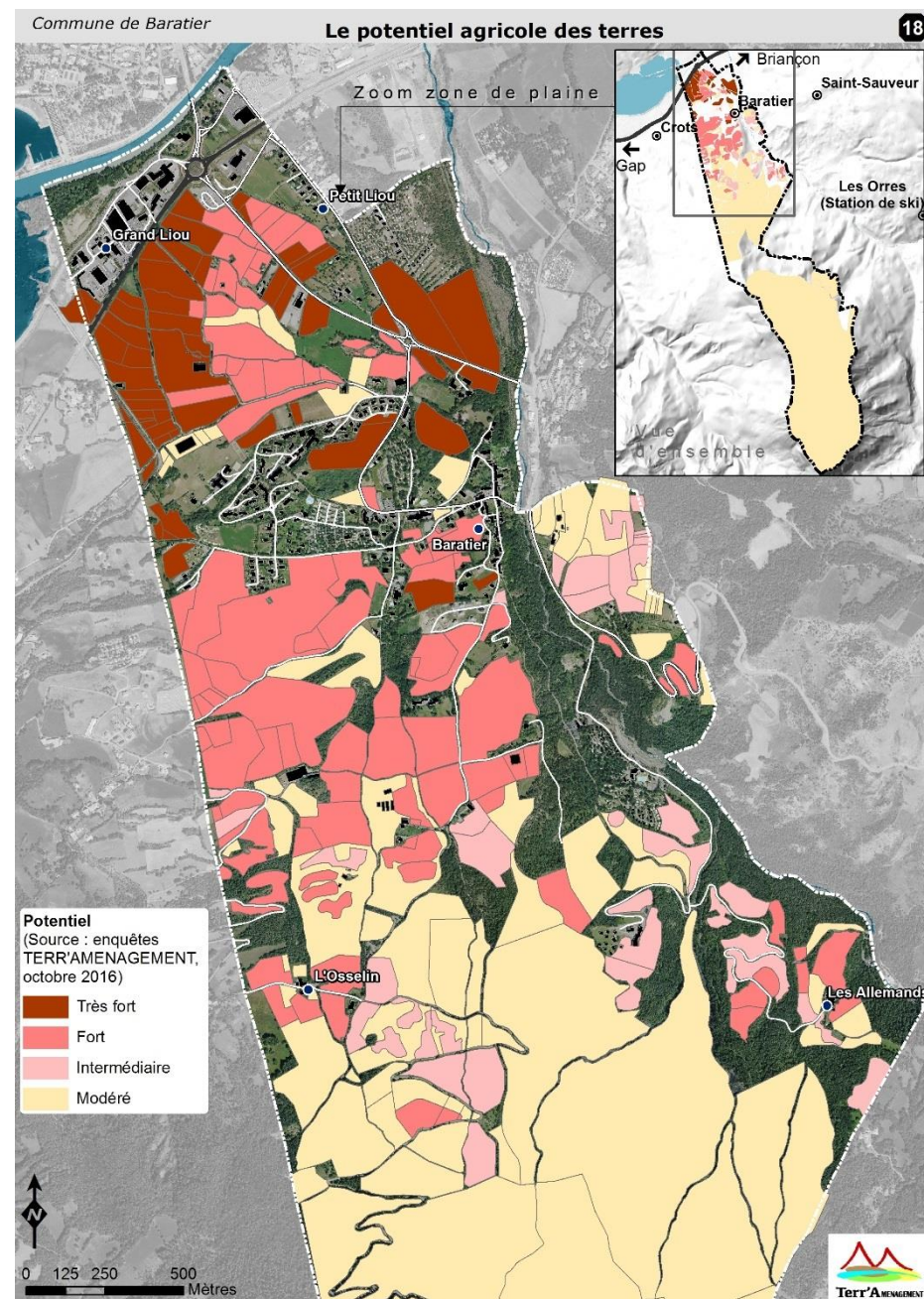
NATURE DES TERRES		IRRIGATION	
		Terres irriguées	Terres non irriguées
Terres mécanisables	Terres labourables et vergers	Très fort potentiel	Fort potentiel
	Prairies naturelles fauchées	Fort potentiel	Fort potentiel
	Prairies naturelles pâturées	Fort potentiel	Potentiel agricole intermédiaire
Terres non mécanisables	Parcours / surface pastorale	Potentiel agricole intermédiaire	Faible potentiel agricole

La carte ci-contre donne la répartition des terres et leur localisation selon le potentiel agricole ainsi défini. Ainsi, il ressort qu'une part peu importante des terres de la commune (11 %) est de fort ou très fort potentiel agricole : il s'agit principalement des terres labourables et des prairies de fauche. Leur préservation constitue donc un réel enjeu pour le maintien d'une agriculture dynamique sur la commune mais elles sont aussi un enjeu pour le développement des exploitations.

Les terres à potentiel agricole modéré sont fortement présentes : elles constituent 86 % de l'espace agricole communal. Cependant ces espaces ne sont pas synonymes de terres sans importance : celles-ci ont en effet un rôle prépondérant dans l'autonomie alimentaire des exploitations d'élevage. La plupart de ces terres peuvent donc cumuler deux enjeux :

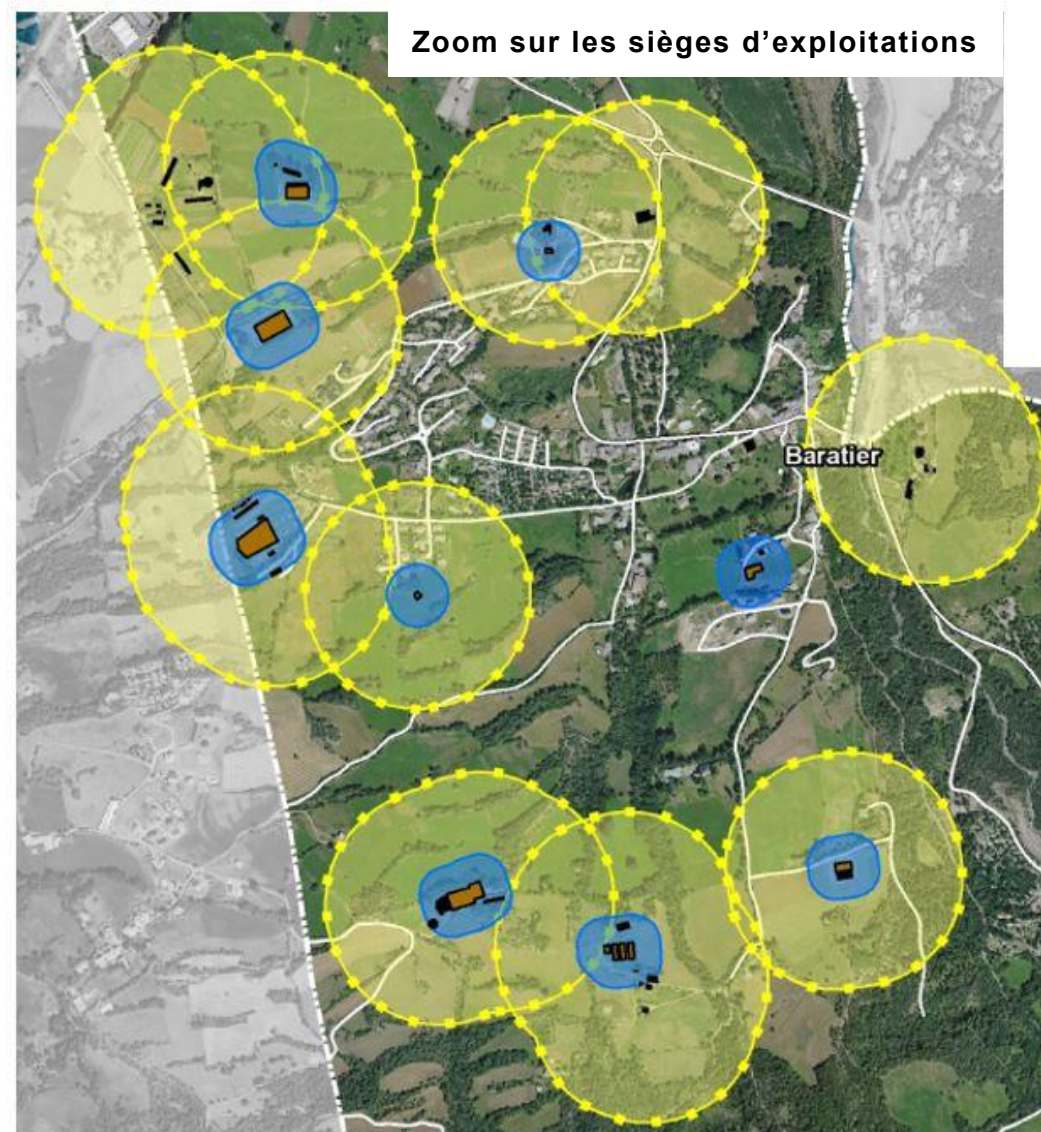
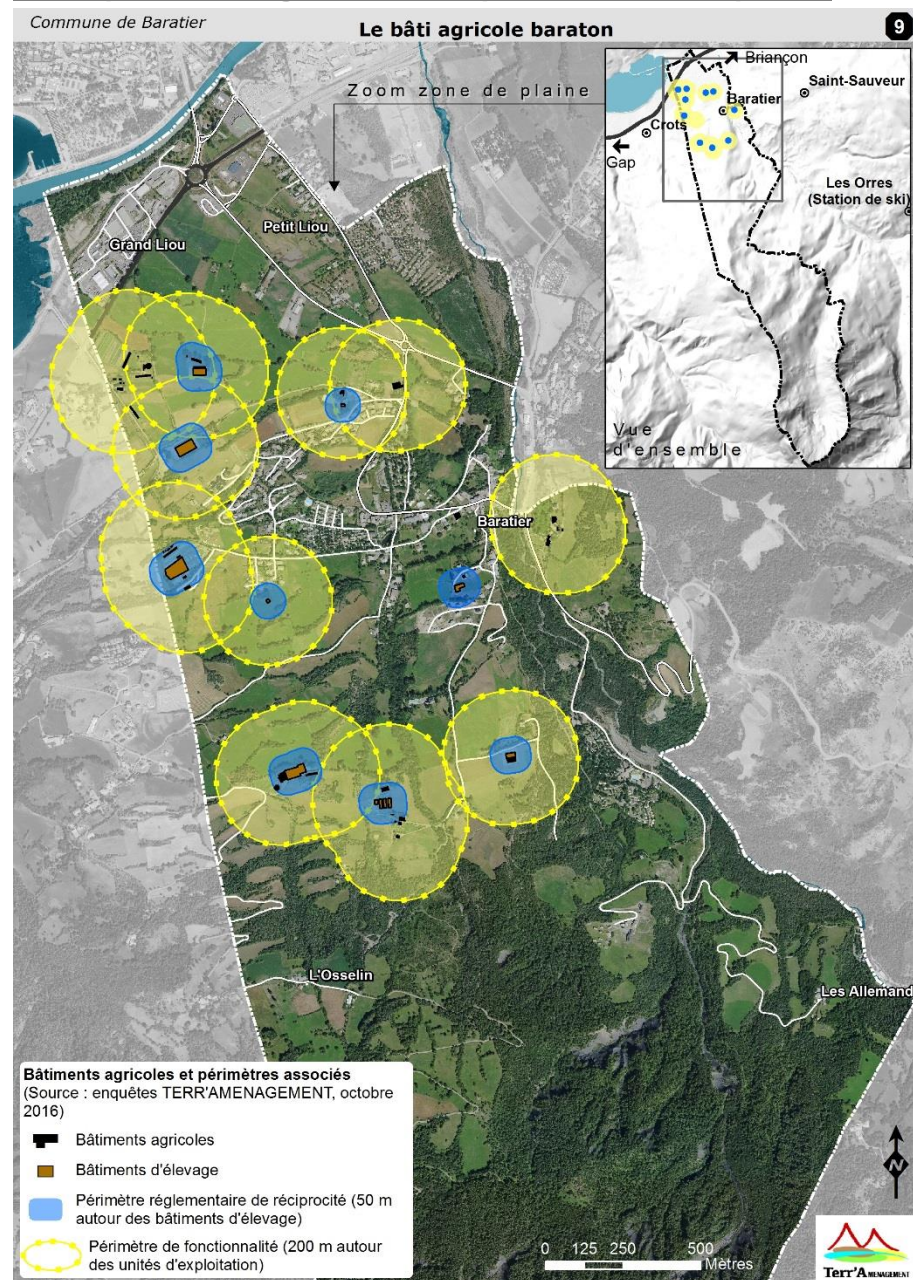
- un fort ou très fort potentiel agricole,
- une fonctionnalité optimale par leur proximité avec les bâtiments d'exploitation.

Elles constituent donc des terres d'une importance capitale pour les exploitations agricoles concernées et doivent faire l'objet d'une attention particulière.



Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016

Les exploitations agricoles et les périmètres de réciprocité



Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016

Des bâtiments agricoles répartis sur le territoire communal

Historiquement, les bâtiments agricoles, notamment d'élevage, étaient enclavés dans les bourgs et villages. Afin d'améliorer le développement de l'activité agricole et de concilier cette activité avec la vie du village, ils ont parfois été délocalisés à l'extérieur des zones urbanisées. Sur Baratier, nous observons que les bâtiments agricoles sont majoritairement localisés hors du village. Ce bâti, lorsqu'il est excentré du village, pourrait néanmoins être impacté par l'urbanisation future.

Un point réglementaire : le respect d'une distance de réciprocité autour des bâtiments d'élevage

Les exploitations ayant une activité d'élevage sont depuis longtemps soumises à une réglementation fixant des distances d'éloignement des bâtiments d'élevages vis-à-vis des constructions des tiers. Mais ce n'est que depuis la loi d'orientation agricole de 1999 qu'un principe de réciprocité impose aussi le respect d'une distance d'éloignement aux habitations et immeubles habituellement occupés par un tiers afin de permettre aux exploitants agricoles d'exercer normalement leur activité. Cette distance de réciprocité est fixée en fonction du régime d'élevage qui caractérise l'exploitation : elle génère un périmètre réglementaire d'inconstructibilité de 50 m pour les exploitations relevant du RSD6 ou de 100 m pour celles en ICPE7. Les exploitations d'élevage présentes sur la commune relèvent actuellement du RSD. Le respect de ces distances, lors de la réflexion des aménagements et leur mise en œuvre, constitue un élément majeur en faveur du maintien de l'activité d'élevage et plus largement de la diversité des productions du territoire.

Préserver la fonctionnalité des sites agricoles

En parallèle, la Chambre d'Agriculture des Hautes-Alpes préconise de prendre en compte un périmètre de fonctionnalité de 200 mètres autour de tout bâtiment agricole. Ce périmètre englobe les allers et venues liés à l'activité du lieu : entrées et sorties d'animaux, stockage de fourrage et affouragement, récoltes et moissons, circulation d'engins agricoles au quotidien ... Et permet aussi de prendre en compte le développement probable des cheptels : les exploitations dépendant actuellement du RSD avec un périmètre de réciprocité de 50 mètres peuvent tout à fait augmenter leur cheptel et évoluer vers les règles de l'ICPE instituant un périmètre de réciprocité de 100 mètres. De plus, ce périmètre intègre très souvent les zones de développement futur des exploitations (nouveau bâtiment ...). La représentation de ce périmètre a vocation à souligner la vigilance à avoir autour des sites agricoles. Toute urbanisation présente ou à venir, au sein de cette zone des 200 mètres entraîne en effet une pression sur le site et peut avoir des conséquences quant au maintien de l'activité agricole ou son développement. Selon ce paramètre, ce sont actuellement 8 sièges d'exploitations qui sont confrontés à la présence de tiers à moins de 200 mètres.

Source : Diagnostic agricole et foncier prospectif, commune de Baratier, Terr'Amenagement, décembre 2016

Conclusions du diagnostic agricole et foncier et ZAP

Le diagnostic agricole a mis en évidence les points forts de l'agriculture baratone :

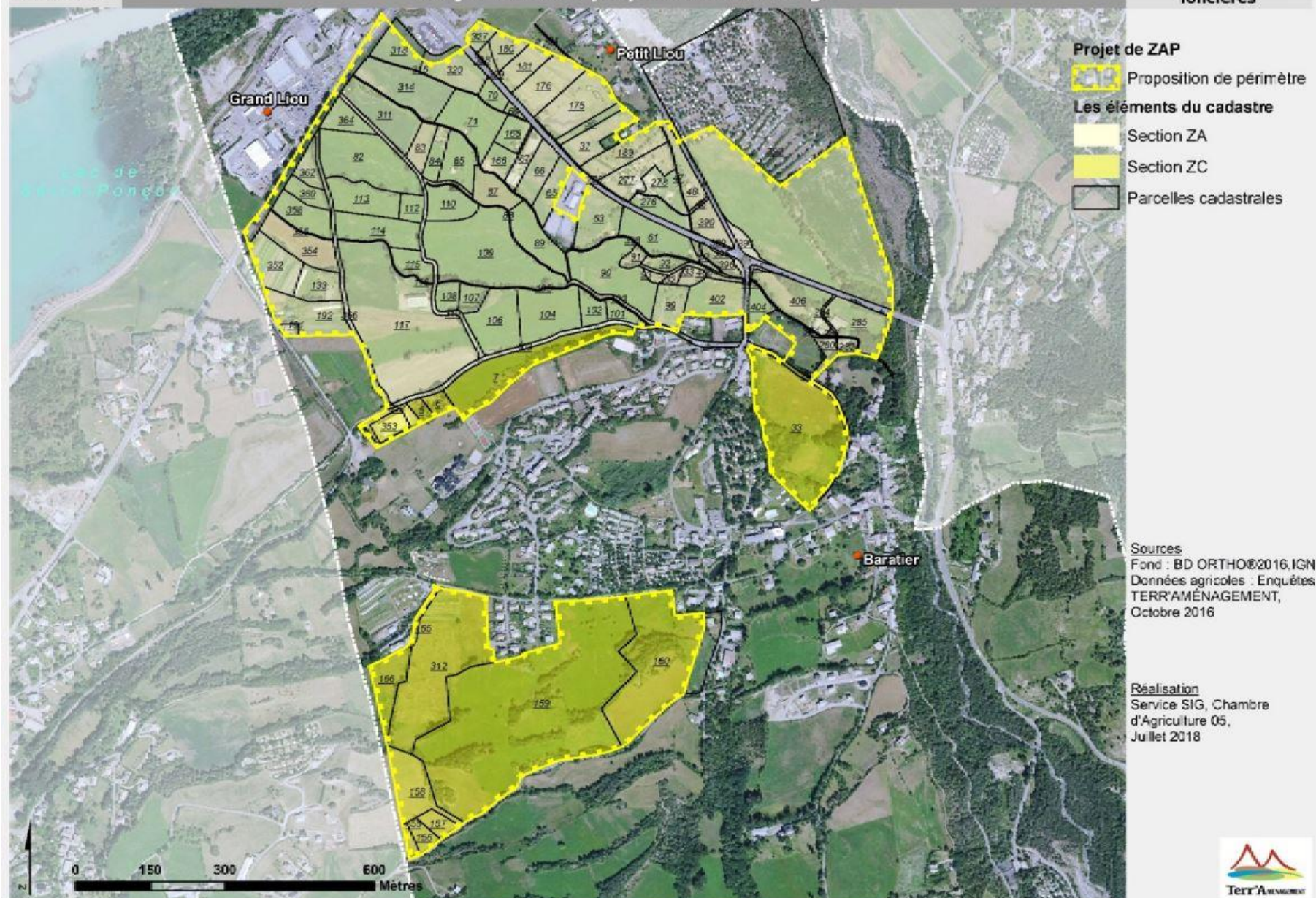
- Un tissu d'exploitations agricoles important sur la commune compte tenu de sa taille,
- Un parcellaire agricole assez bien groupé,
- Un outil de travail fonctionnel,
- Des terres agricoles bénéficiant de l'irrigation : un équipement avantageux pour les systèmes d'exploitation qui en bénéficient,
- Des exploitations agricoles vouées à perdurer,
- Attractivité forte des terres sur la partie nord de la commune : terres mécanisables,
- Une proportion importante de terres agricoles conduites en AB.

Compte-tenu de ces éléments, la commune par délibération du Conseil Municipal du 24 mai 2018 a donc motivé la prescription de la ZAP en vue d'affirmer le caractère rural et agricole de la commune.

Le périmètre du projet de ZAP

La délibération du Conseil Municipal du 24 mai 2018 précise les modalités de délimitation du périmètre de la ZAP. Cette zone est située au Nord de la commune de Baratier dans le département des Hautes-Alpes et en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Baratier est membre de la Communauté de Communes de Serre-Ponçon et se situe à 4 km d'Embrun par le Nord et à proximité des stations de ski des Orres et de Crévoux par le Sud. De part et d'autre, les communes des Crots et de Saint-Sauveur bordent Baratier. Le projet de ZAP se divise en deux secteurs distincts, de part et d'autre du village de Baratier. Le projet vise donc à préserver les terres agricoles de la plaine du Liou et du secteur au-dessus du village. Cette zone s'étendrait sur 87 hectares dont 67 hectares pour la plaine du Liou et 20 hectares au-dessus du village. Les périmètres de ces deux secteurs sont respectivement 5224 mètres et 2261 mètres. Le projet de ZAP a donc un périmètre global de 7485 mètres. Les infrastructures de transport (la route départementale D40 par exemple) sont intégrées dans le périmètre de la ZAP. En revanche, elles ne sont pas comptabilisées dans les surfaces présentées ci-dessus.

Source : Zone Agricole Protégée, commune de Baratier, Rapport de présentation, Plan de situation et de délimitation, Chambre Départementale d'Agriculture des Hautes-Alpes, juillet 2018



Source : Zone Agricole Protégée, commune de Baratier, Rapport de présentation, Plan de situation et de délimitation, Chambre Départementale d'Agriculture des Hautes-Alpes, juillet 2018

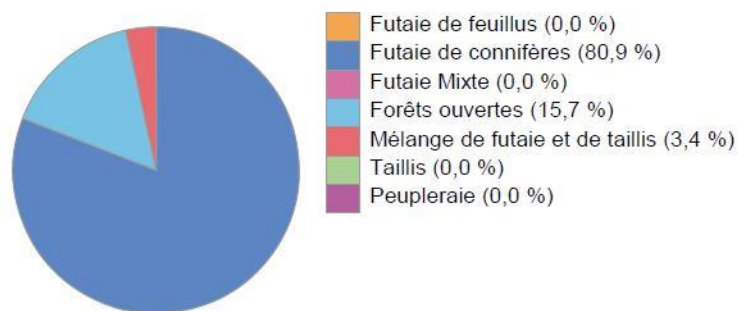
Les espaces forestiers

Suivant l'analyse de la base de données « Corine Land Cover », et le rapport de l'observatoire régional de la forêt méditerranéenne sur la commune, l'espace forestier couvre près de 880 hectares, soit 56% du territoire communal de Baratier.

Il s'agit majoritairement de forêts de conifères (plus de 80%). Il y a également des forêts ouvertes (15%).

La grande majorité de ces espaces forestiers est privée (plus de la moitié). La commune possède 250 hectares de forêts.

Type de peuplements forestiers

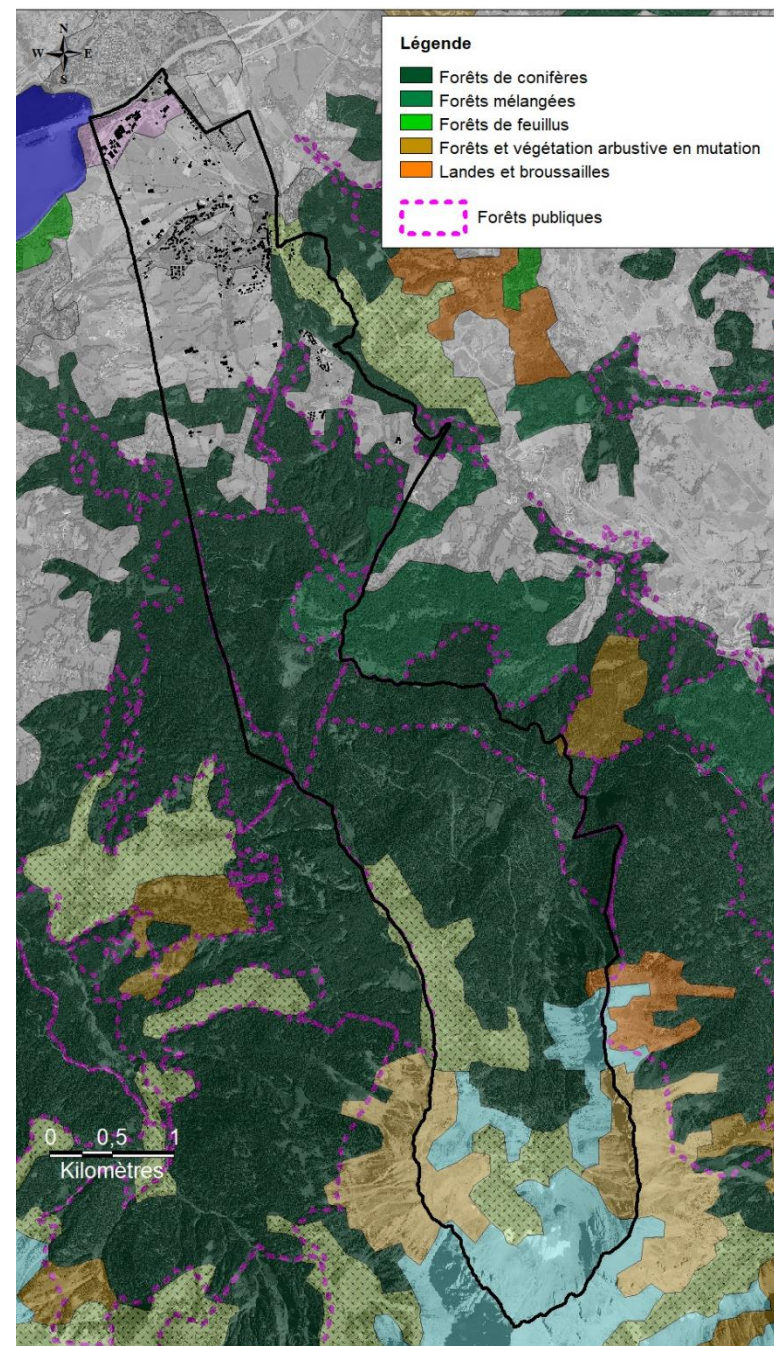


source : IGN - BD Carto cycle 3 - total : 886

Surface forestière en ha par propriétaire

Baratier (commune)	
Superficie forêt communale	251
Superficie forêt domaniale	92
Superficie forêt privée	539
Superficie forestière totale	882

source : IGN - BD Carto Cycle 3



Source : Observatoire régional de la forêt méditerranéenne

Source : Tables commune, bâtiment, Corine Land Cover, image aérienne 2013_005

La ressource en eau

La compétence « eau potable » est exercée par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique Eau de l'Embrunais.
La commune de Baratier dispose d'un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) effectué en 2005.

Alimentation en eau de la commune par deux captages

Deux sources différentes (Charamaille et Verdun) servent directement à l'alimentation en eau potable de la commune. Des périmètres de protection sont identifiés autour de chaque source, ils sont déclarés d'utilité publique. Ces servitudes apparaissent sur le plan des servitudes en annexe du présent PLU et sur la carte ci-dessous.

Autorisation de dérivation et débits des captages suivant les arrêtés préfectoraux et les relevés du conseil départemental

Captage de Charamaille

La commune est autorisée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2002 à prélever un débit maximum de 200 m³/jour (mètres cube par jour) soit 8 m³/h (mètres cube par heure).

Captage de Verdun

La commune est autorisée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2002 à prélever un débit maximum de 260 m³/jour (mètres cube par jour) soit 11 m³/h (mètres cube par heure).

Alimentation en eau de la commune par un maillage

Le transfert de la compétence eau potable au SIVU Eau de l'Embrunais en 2014 a facilité le maillage entre les communes d'Embrun et de Baratier.

Ce maillage est longtemps resté un dépannage mais qui depuis 1 an environ il alimente en permanence la ZA des portes du lac pour des soucis de qualités.

Depuis le schéma directeur de 2005 une grande partie du réseau a été renouvelé et des gros travaux de restructuration ont été menés à bien car la commune souffre depuis toujours d'un problème lié au calcaire.

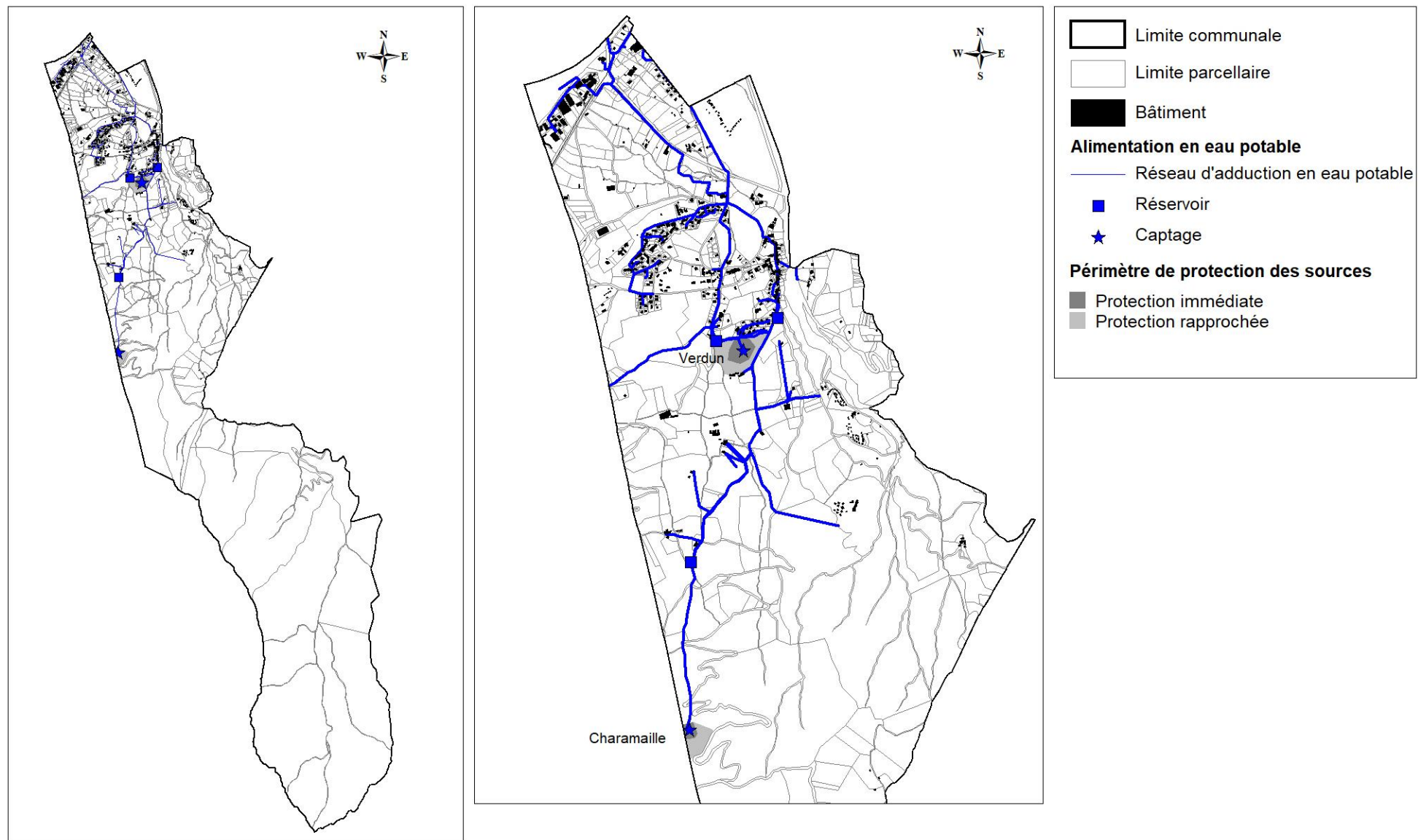
Des travaux importants ont été réalisés pour pouvoir répartir les eaux d'un secteur à un autre en fonction des consommations et des étiages de chaque source.

Une attention particulière a été donnée à l'évolution du calcaire, des purges de réseaux et des nettoyages de réducteurs de pression ont été mis en place à une fréquence bi mensuelle. Une télésurveillance a été posée en 2014

Des campagnes de recherche de fuites ont également été menées et de nombreuses fuites réparées.

Tous ces efforts ont permis à Baratier d'avoir à ce jour un réseau avec un très bon rendement (89%) et ainsi de pérenniser sa ressource même en période d'étiage.

Alimentation en eau potable de la commune de Baratier



Le potentiel en énergies renouvelables

Potentiel solaire

La commune de Baratier jouit d'un ensoleillement exceptionnel avec près de 300 jours de soleil par an.

Les principes du bio climatisme : s'insérer dans la pente, se protéger du vent et de la neige, profiter au mieux du soleil, sont autant de composantes qui permettent de minimiser les besoins en énergie, par ailleurs très importants dans les régions froides de montagnes.

Le potentiel solaire dans la construction relève aussi bien de l'optimisation du solaire passif (principes du bio climatisme) que dans la production d'énergie renouvelable : solaire thermique (chauffage et eaux chaudes sanitaires) et photovoltaïque.

Sur Baratier, les toits de la salle la Baratonne et le garage communal sont équipés de panneaux photovoltaïques 33 Kw.

La valorisation de la production en masse d'énergie photovoltaïque, par l'implantation de centrale photovoltaïque au sol est quant à elle inadaptée à la commune, en raison des enjeux paysagers remarquables.

Potentiel bois énergie et bois de construction

Les espaces forestiers peuvent être valorisés. Le bois-énergie est une solution alternative aux ressources énergétiques non renouvelables, bien qu'émettrice de micro particules entraînant une dégradation de la qualité de l'air localement. Les sources de bois local peuvent avoir une utilité pour le bois de chauffage, mais peu pour le bois de construction. Par ailleurs les espaces boisés de la commune participent à la lutte contre les risques naturels et en particulier contre les risques de glissements de terrain et de crues torrentielles particulièrement présents sur la commune. Il est donc important de conserver une part de cette couverture boisée.

Potentiel éolien

L'énergie du vent présente un potentiel alternatif à l'utilisation des énergies fossiles. L'implantation des éoliennes est cependant délicate. L'impact paysager de ces équipements est fort.

Tout comme pour le potentiel solaire, la question de la gestion de l'impact paysager se pose donc.

Potentiel hydraulique

La commune de Baratier possède une centrale hydroélectrique utilisant les eaux du ruisseau des Vachères. Elle a été mise en service en 1930.

Potentiel biométhanisation

Le traitement des sous-produits agricoles par méthanisation fait l'objet d'un regain d'intérêt depuis quelques années grâce notamment à la production d'énergie issue du biogaz.

Avec 300 millions de tonnes par an de déjections animales issues des élevages, la France détient l'un des plus gros potentiels de production de biogaz agricole en Europe.

L'ADEME soutient le développement de la méthanisation agricole qui présente l'atout de traiter les effluents d'élevage et les sous-produits agricoles au plus près de leur source et de produire une énergie renouvelable. Cependant elle rappelle que la méthanisation présente avant tout un intérêt pour le traitement des effluents agricoles et des déchets organiques d'un territoire.

Le potentiel de biométhanisation n'est pas exploité sur la commune.

LES RESSOURCES EN ENERGIE ACHEMINEE

Les réseaux d'énergie

La commune ne dispose pas de réseaux d'énergie type réseau de distribution de gaz naturel et pour le moment, il n'y a pas de réseau de chaleur alimenté par une chaudière collective.

Le réseau de télécommunication numérique

Le Département des Hautes-Alpes a élaboré son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce document a pour objectif d'orchestrer les initiatives de déploiement des opérateurs privés sur leurs fonds propres et les actions des collectivités des Hautes-Alpes au travers de leur propre projet d'aménagement numérique.

Le SDTAN définit un plan d'action permettant de couvrir 100% du territoire à haut débit avec un minimum de 10 Mbits par différentes technologies (fibre optique, cuivre et satellite), tout en apportant le très haut débit (100 Mbits) sur fibre optique à 100% des services publics (administratif, santé, social, éducation...), des zones d'activités et des stations de ski.

A terme, la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) sera disponible auprès de plus de 90% du secteur résidentiel.

POLLUTIONS ET NUISANCES

La gestion de l'assainissement

La compétence assainissement des eaux usées est exercée par la communauté de communes. Elle comprend les missions de service public suivantes :

- En assainissement collectif (AC) : la collecte des eaux usées par un réseau public puis leur épuration dans une station d'épuration ;
- En assainissement non collectif (ANC) : les contrôles obligatoires prévus par la réglementation à la mise en œuvre d'une nouvelle installation d'ANC et tout au long de sa vie.

En 2008, la communauté de communes a établi, en concertation avec la commune, une notice justificative du zonage d'assainissement de Baratier.

A cette date :

Le réseau d'assainissement collectif

Le réseau d'assainissement collectif de la commune de Baratier permet de raccorder environ 350 logements, soit 90% du parc immobilier de la commune. Le réseau d'assainissement de la commune de Baratier est de type séparatif et totalise environ 4 km de linéaire en diamètre 150 à 300 mm. Les eaux usées sont collectées par bassins versants urbains. Les eaux sont ensuite dirigées vers la station d'épuration intercommunale d'une capacité de 30 000 EH, située sur le territoire de la commune en rive gauche de la Durance. Le rejet s'effectue dans la Durance au droit de la zone commerciale. A noter également la présence de deux déversoirs d'orage qui se rejettent dans la Durance : le DO6 : en rive gauche du pont de la Durance, à l'extrémité du réseau du quartier d'Entraigues (commune d'Embrun) et de la commune de Saint Sauveur ; le DO7 au droit du centre commercial, à l'extrémité du réseau communal.

La zone d'assainissement collectif inclut : le Centre du village de Baratier, le quartier de la Mure Est, le quartier du Petit Liou, le quartier du Plan de Crots, les quartiers de Champ Rambaud – auberge « la Fernande » et du Château de Verdun.

Selon le portail d'information sur l'assainissement communal la station est conforme en équipement et en performance au 31/12/2017. Les chiffres clés de 2017 indique une charge maximale en entrée de 14725 EH (équivalent habitant).

L'assainissement non collectif

L'assainissement non collectif concerne environ 20 d'habitations, 1 camping « Les Airelles », un centre de vacances « Val Ubaye ». La vingtaine d'habitations dispersées possède des dispositifs de traitements autonomes avec rejets de fosses par épandage dans le sol ou dans le milieu superficiel. Le camping des « Airelles » et le Centre de vacances « Val Ubaye » sont équipés de dispositifs de traitement et d'infiltration dans le sol.

La carte du zonage d'assainissement de la commune de Baratier est présentée en annexe du PLU.

Sources : Commune de Baratier (05), Zonage d'assainissement, Notice justificative, Rapport, Communauté de communes, BURGEAP, janvier 2008

La gestion des déchets

Une compétence intercommunale

La compétence en matière de collecte des déchets relève de la communauté de communes de Serre-Ponçon. Cette collectivité gère le ramassage des déchets, leur enfouissement, mais aussi la limitation du coût et l'impact de ces derniers sur l'environnement.

Il existe deux déchèteries sur la communauté de communes. Une déchèterie est située sur la zone artisanale de Pralong à Embrun et l'autre sur la zone artisanale de La Paroisse à Savines-le-Lac.

Il existe également une ressourcerie sur la zone de Pralong. La ressourcerie collecte les objets dont les personnes veulent se débarrasser pour les valoriser et les revendre sans but lucratif. Elle donne priorité à la réduction, à la réutilisation, puis au recyclage des déchets en sensibilisant son public à l'acquisition de comportements respectueux de l'environnement.

Elle développe 4 activités principales :

- La collecte
- La valorisation
- La vente
- La sensibilisation



La déchèterie de Pralong



La déchèterie de Savines-le-Lac



La ressourcerie de Pralong

Source : <http://www.ccserreponcon.com/>

Le Bruit

Par arrêté n° 2014-330-0012 du 26 novembre 2014, certaines voies à grande circulation sont classées comme génératrices de nuisances sonores sur certains de leurs tronçons.

Extrait de l'arrêté n° 2014-330-0012 du 26 novembre 2014

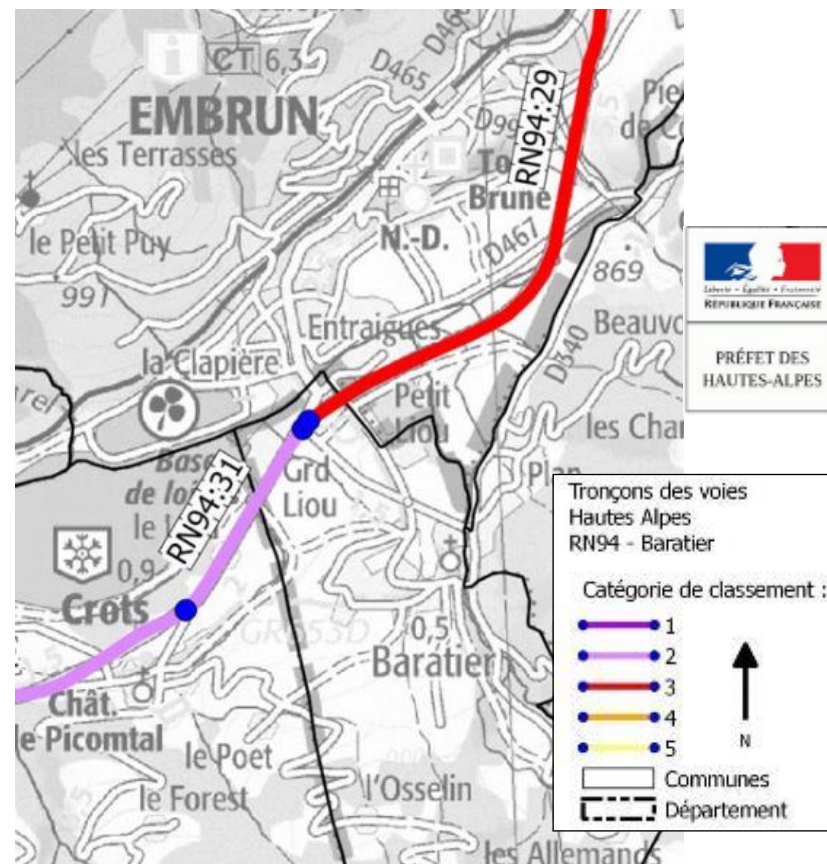
Article 5 :

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, et inclus dans les secteurs affectés par le bruit sont les suivants :

Catégorie	Secteur affecté par le bruit de part et d'autre	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)
1	300 m	83	78
2	250 m	79	74
3	100 m	73	68
4	30 m	68	63
5	10 m	63	58

L'arrêté n° 2014-330-0012 du 26 novembre 2014 dans sa totalité est dans les annexes du présent PLU.

Extrait de la carte situant les infrastructures génératrices de nuisances sonores



Source : annexe 5 de l'arrêté n° 2014-330-0012 du 26 novembre 2014

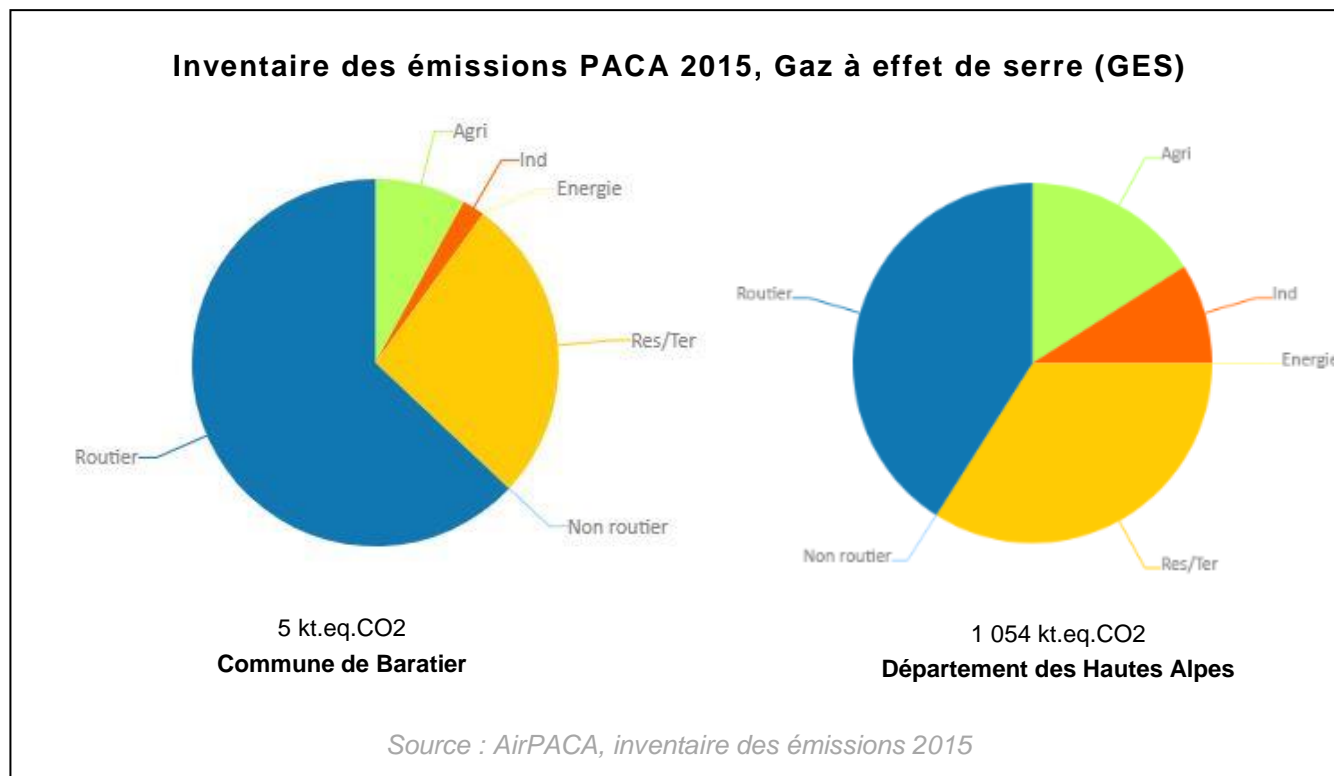
Nom tronçon	Catégorie	Nom commune	Débutant	Finissant
RN94 :29	3	BARATIER	Limite commune Embrun	Rond-point RD40
RN94 :30	3	BARATIER	Rond-point RD40	Voir plan
RN94 :31	2	BARATIER	Voir plan	Limite commune Crots

Source : extrait de l'annexe 1 de l'arrêté n° 2014-330-0012 du 26 novembre 2014

Les émissions de gaz à effet de serre

La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 (LAURE), codifiée dans le code de l'environnement, indique qu'il revient à l'Etat d'assurer, avec le concours des collectivités locales et des entreprises, la surveillance de la qualité de l'air. Dans ce cadre, l'Etat confie à des associations agréées une mission de surveillance et d'information en matière de pollution atmosphérique. L'association AirPACA assure cette mission en Provence Alpes Côte d'Azur.

Le site internet Air Paca permet d'avoir accès à l'inventaire 2015 des émissions polluantes sur la région PACA. Cette base de données rassemble les émissions d'une trentaine de polluants incluant les principaux gaz à effet de serre d'origine humaine et naturelle. Cet inventaire est construit à l'échelle du kilomètre.



Les Hautes-Alpes émettent peu de polluants au regard du total émis en région PACA : 5 % des émissions de particules en suspension, 2 % des émissions de dioxyde de carbone et 3 % des émissions d'oxydes d'azote.

A la différence des autres départements, le secteur résidentiel représente la part majoritaire des émissions de CO₂ (53%), mais aussi des émissions de particules (46% des émissions de PM10 et 60 % des émissions de PM2.5).

Le chauffage au bois et au fioul, très utilisés dans le département, sont une source importante d'émission de ces polluants.

Les 2 premières sources d'émissions de gaz à effet de serre, et donc d'influence sur le réchauffement climatique, du département sont très largement le résidentiel – tertiaire et le transport routier. Ces caractéristiques sont spécifiques aux territoires de montagne.

Sur la commune de Baratier, la principale source d'émissions de gaz à effet de serre est le routier, sa part est plus importante que la part qu'elle occupe à l'échelle départementale. La N 94 est effectivement la voie de circulation principale des Hautes-Alpes. On note ensuite la part importante des activités résidentielles et tertiaire parmi les sources d'émissions de gaz à effet de serre.

Analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés

Aujourd'hui, dans le cadre des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, les lois fixent qu'un document d'urbanisme doit savoir répondre aux besoins de développement de la commune tout en consommant moins d'espaces agricoles, naturels et forestiers que dans les décennies passées.

Pour vérifier que le PLU est cohérent avec l'objectif de modération de la consommation d'espace, différents outils ont été mobilisés :

- 1) Analyse des surfaces consommées sur les 10 dernières années et de la densité des logements bâtis (en référence au bilan à 10 ans de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers),
- 2) Vérification de la cohérence entre les capacités d'urbanisation ouvertes au PLU et le scénario de développement retenu.

Ce chapitre analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis du POS de 1988 pour :

- ⇒ Pouvoir définir des objectifs cohérents de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain,
- ⇒ Avoir des éléments de comparaison à utiliser dans les chapitres liés aux justifications des choix retenus et ainsi vérifier que le PLU répond à ses objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain et est donc compatible avec les lois en vigueur.

BILAN DU ZONAGE DU POS DE 1988 ET DENSITE CONSTATEE

Bilan des zones du POS de 1988

POS de 1988		Surface restant à Bâtir en ha
Zone Urbaine		
Centre village	UA	0,11
Extension Urbaine	UB	1,37
Lotissement de La Mure	UL	0,15
Sous-total zone urbaine		1,64
Zone à urbaniser		
à vocation d'habitat	Ina	2,69
Sous-total zone à urbaniser		2,69
Total		4,33

L'analyse des surfaces restant à bâtir du POS en vigueur entre 1988 et 2018 montre que 4,33 hectares étaient encore urbanisables à vocation principale d'habitation.

Densité constatée

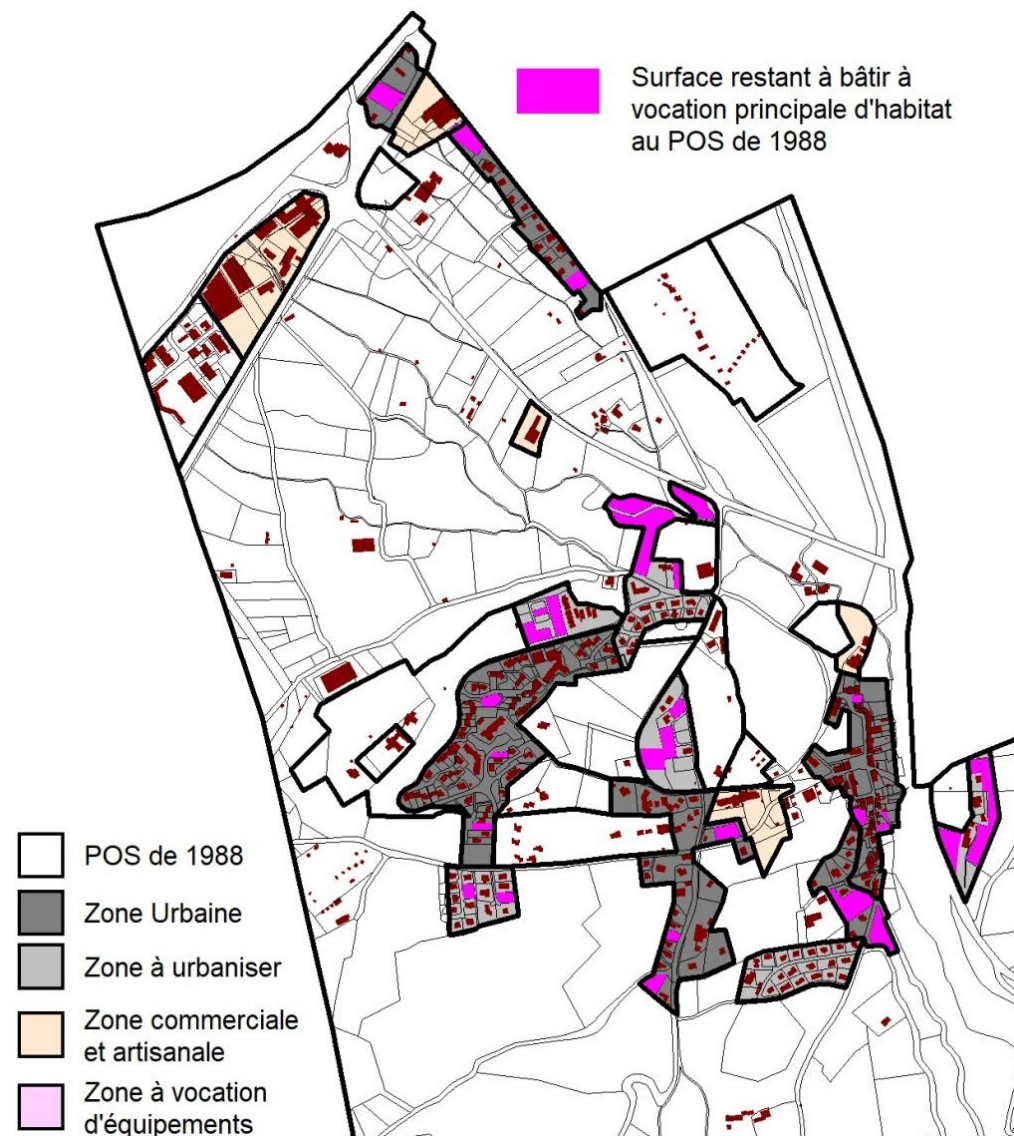
La densité constatée sur les 10 dernières années est de 27 logements/ha.

Capacité du POS

D'après les données mises en valeur précédemment et le tableau ci-dessus, le POS permettait d'accueillir plus de 234 habitants supplémentaires ($4,33 \text{ ha} \times 27 \text{ lgt/ha} \times 2 \text{ pers/ménage}$).

Ainsi, le POS prévoyait une augmentation de plus de 40% de la population actuelle.

Zonage du POS de 1988 et capacité d'urbanisation



ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS IDENTIFIES



Les espaces bâtis sont ici identifiés via la carte des parties urbanisées du Département des Hautes Alpes. Carte réalisée dans le cadre de l'application du Règlement National d'Urbanisme croisée avec l'application de la Loi Montagne (analyse de la continuité de l'urbanisation suivant le guide d'application de la Loi montagne dans la région PACA).

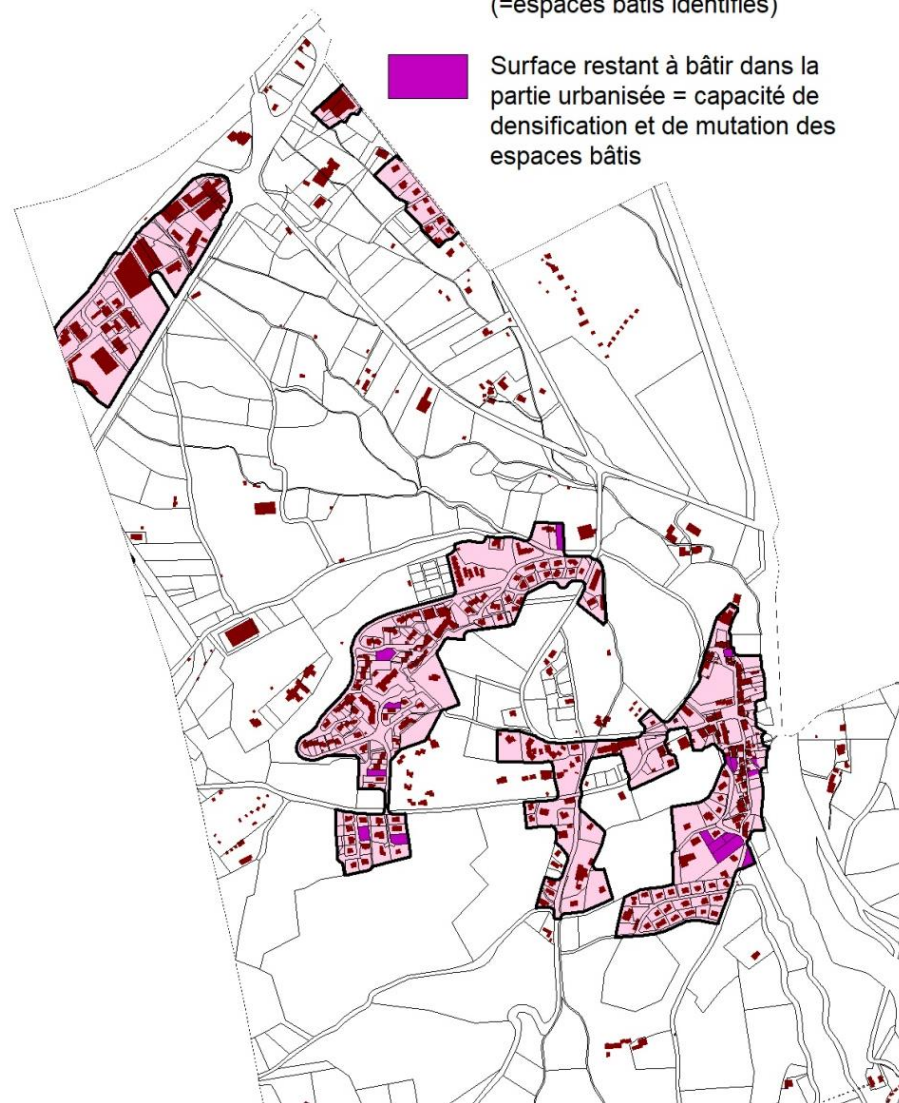
Les capacités de densification et de mutation de ces espaces bâtis correspondent aux surfaces restantes à bâtir à l'intérieur des parties urbanisées.

L'analyse de ces capacités de densification et de mutation des parties urbanisées montre que 0,82 hectares sont encore urbanisables dans les espaces bâtis.

D'après les données mises en valeur précédemment et notamment la densité constatée sur la commune, les espaces bâtis identifiés permettent d'accueillir 22 nouveaux logements soit plus de 44 habitants supplémentaires : $0,82 \text{ ha} \times 27 \text{ lgt/ha} \times 2 \text{ pers/ménage}$.

Espaces bâtis identifiés et capacités d'urbanisation

-  Partie urbanisée du département suivant l'analyse de la DDT05 (=espaces bâtis identifiés)
-  Surface restant à bâtir dans la partie urbanisée = capacité de densification et de mutation des espaces bâtis



ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS POUR L'HABITAT AU COURS DES DIX ANNEES PRECEDENTES

Le recensement des permis de construire à destination d'habitation déposés entre 2006 et 2017 croisé avec un relevé sur le terrain des différentes constructions réalisées entre 2007 et 2017 a permis d'établir un bilan des surfaces naturelles, agricoles et forestières consommées sur les dix dernières années à destination d'habitat.

Sur Baratier, ce bilan à 10 ans des surfaces naturelles, agricoles et forestières consommées pour de l'habitat est de 3,7 ha. Plus précisément cette consommation concerne uniquement les espaces agricoles. Les espaces naturels et forestiers n'ont pas ou peu diminué entre 2007 et 2017.

Les espaces agricoles consommés sont, suivant la base de données « Corine Land Cover », des prairies, des pelouses et des pâturages naturels.

Localisation des surfaces consommées à destination d'habitat sur la commune entre 2007 et 2017



ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX ANNEES PRECEDENTES (TOUTE DESTINATION CONFONDUE)

Le recensement des permis de construire toutes destinations confondues déposés entre 2006 et 2017 croisé avec un relevé sur le terrain des différentes constructions réalisées entre 2007 et 2017 a permis d'établir un bilan des surfaces naturelles, agricoles et forestières consommées sur les dix dernières années.

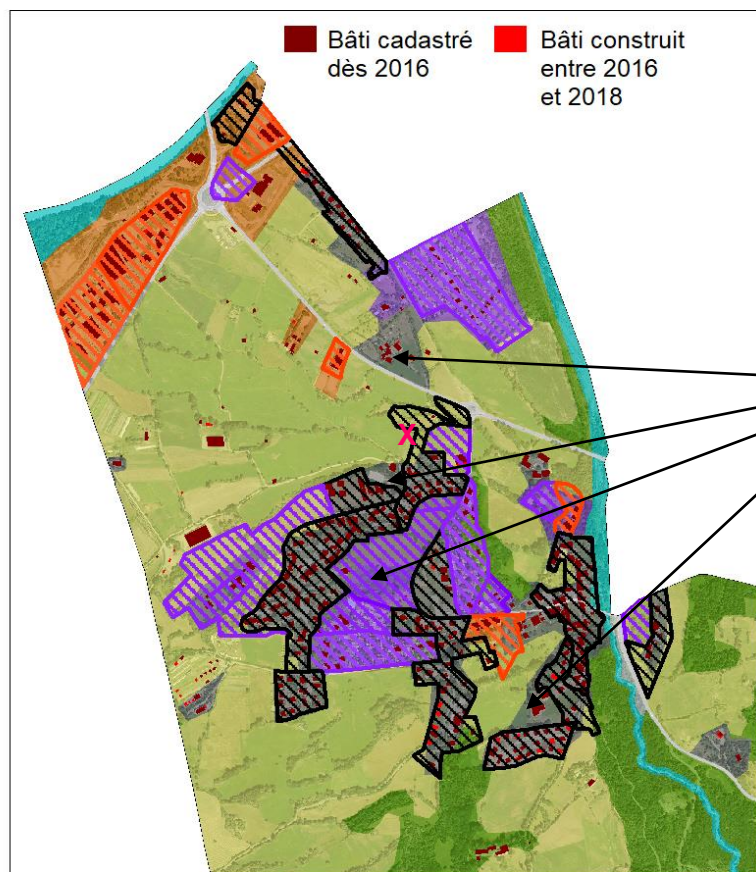
Sur Baratier, le bilan à 10 ans des surfaces naturelles, agricoles et forestières consommées est de 5,9 ha. Comme évoqué à la page précédente, l'habitat a consommé plus particulièrement de l'espace agricole (3,7 ha), les autres destinations (2,2 ha, à vocation commerciale, artisanale et touristiques) ont consommé principalement de l'espace naturel ou des espaces déjà en partie aménagés et utilisés (stationnement, stockage ou friche).

Localisation des surfaces consommées sur la commune entre 2007 et 2017



ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE AU REGARD DE L'OCCUPATION DU SOL DECRITE DANS LE CHAPITRE « ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT »

Occupation du sol suivant la base OCSOL 2014 corrigée par relevés de terrain et suivant les bâtiments numérisés au cadastre en 2018 croisée avec le POS 1988



Le croisement de la base de données Ocsol 2006 (légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années) avec le zonage du POS de 1988 montre pour 80 % une cohérence avec l'occupation réelle des espaces et le zonage du POS. Les 20% restants représentent cependant des incohérences importantes, parfois également croisée avec une erreur d'interprétation de la photoaérienne lors du dessin de la base de données Ocsol :

- ⇒ Des espaces sont en réalité pleinement agricoles (terres utilisées et/ou bâti à destination agricole,
- ⇒ Des espaces sont classés en U au POS alors qu'ils sont recensés comme agricoles par la base de données Ocsol (identifiés par sur X le plan).

Occupation du sol suivant la Base OCSOL



POS
de
1988

ZOOM SUR LA DYNAMIQUE FONCIERE ENTRE 2015 ET 2018 CROISE AVEC LES PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES DU CHAPITRE « DIAGNOSTIC SOCIODEMOGRAPHIQUE »

Fin 2018, la commune a actualisé le recensement des permis de construire à destination d'habitation déposés entre 2006 et 2017 avec d'une part les permis déposés en 2018 et d'autre part en précisant si les autorisations d'urbanisme 2006-2017 avait réellement donné lieu à une construction.

L'ensemble de ces données recensées a permis de faire un zoom particulier sur la période 2015-2018. L'intérêt de cet exercice est d'estimer le nombre d'habitants sur Baratier en 2018, le dernier chiffre INSEE connu datant de 2015, 559 habitants.

Résultat, entre 2015 et 2018 :

- ⇒ 15 nouvelles maisons individuelles ont été bâties soit une augmentation d'environ 30 habitants supplémentaires,
- ⇒ 2 immeubles représentant un total de 22 logements collectifs sont en cours de commercialisation dans le centre du village soit environ 44 habitants supplémentaires.
- ⇒ 6 permis de construire pour des maisons individuelles sont en cours, les travaux n'ont pas commencé à ce jour. A moyen terme ces autorisations d'urbanisme devraient générer une augmentation de 12 habitants supplémentaires.

Conclusion, en 2015 l'INSEE recense 559 baratons et début 2018, après analyse de la dynamique foncière de la commune il est possible d'estimer le nombre d'habitants actuels et « programmés » à court et moyen terme à 645 ($559+30+44+12$).

Les scénarios envisagés dans les prévisions démographiques du premier chapitre sont donc déjà en partie réalisés et/ou en cours de réalisation. En effet, initialement :

- ⇒ Le scénario 1 prévoyait une augmentation de la population de 111 habitants d'ici 10 ans, le chiffre peut être ramené à 25 personnes soit un besoin de 12 logements supplémentaires ;
- ⇒ Le scénario 2 prévoyait une augmentation de la population de 177 habitants d'ici 10 ans, le chiffre peut être ramené à 91 personnes soit un besoin de 45 logements supplémentaires ;
- ⇒ Le scénario 3 prévoyait une augmentation de la population de 192 habitants d'ici 10 ans, le chiffre peut être ramené à 106 personnes soit un besoin de 53 logements supplémentaires.

Une concertation adaptée

Lors de la première réunion publique d'élaboration du PLU, plusieurs thèmes à enjeux ont été identifiés en concertation avec les habitants :

- ⇒ Le développement économique de Baratier : une problématique incontournable du futur PLU ;
- ⇒ Une volonté affirmée par plusieurs habitants de renforcer la concertation de la population tout au long de l'élaboration du PLU ;
- ⇒ La préservation de l'agriculture ;
- ⇒ La prise en compte de l'environnement dans sa globalité et pas seulement de l'écologie ;
- ⇒ La constructibilité des terrains ;
- ⇒ La qualité des circulations : motorisées et douces ;
- ⇒ La forme urbaine : densifier ou conserver l'âme du village.

En réponse à cette première étape, l'équipe municipale, en appui avec le bureau d'études, a réalisé dans le cadre du PLU une concertation renforcée axée sur les acteurs économiques du territoire et notamment tout ce qui concerne l'agriculture et les hébergements touristiques.

Une concertation sur l'élaboration d'un PLU a également été mise en place tout au long de l'élaboration du document d'urbanisme sous la forme de réunions publiques, d'un registre en mairie et d'une disponibilité des élus et du bureau d'études pour rencontrer les habitants.

Parallèlement et de concert au PLU, l'équipe municipale a lancé une étude de programmation sur la revitalisation du centre village. Cette étude a donné lieu à de nombreux ateliers participatifs et des réunions publiques. Les thèmes comme l'aménagement du centre bourg, la prise en compte de l'environnement et la qualité des circulations ont été abordés dans ce cadre.

Ce travail régulier a permis aux habitants de participer aux choix retenus dans le PLU et dans l'étude de programmation sur la revitalisation du centre village.



Dans le cadre du PLU

Août 2016 : 1^o réunion publique : Rappel du contexte réglementaire / Mise en exergue des grandes thématiques et enjeux du projet communal par la **méthode des « Posts it »** autour de la question : Qu'attendez-vous du PLU ?

Novembre 2016 : La prise en compte des enjeux du tourisme dans l'élaboration du PLU de Baratier.

Décembre 2016 : La prise en compte des enjeux agricoles dans l'élaboration du PLU de Baratier.

Janvier 2017 : La prise en compte des enjeux des acteurs commerciaux et de l'artisanat sur la commune.

La prise en compte des enjeux du Chef-Lieu en termes de développement économique.

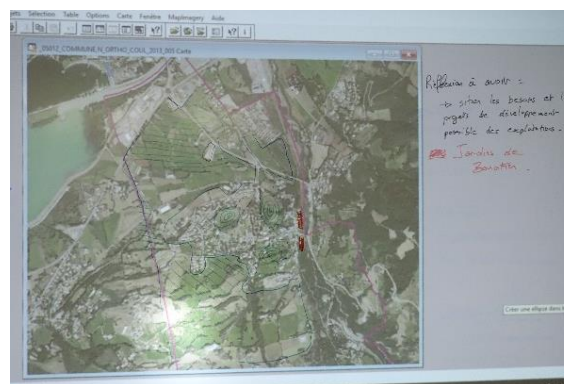
Juin 2017 : 2^o réunion publique : éléments de diagnostic et présentation du PADD.

Dans le cadre de l'Etude de programmation sur la revitalisation du centre village

Année 2018 : réalisation de l'étude de programmation sur la revitalisation du centre village

Dans le cadre du PLU

Avril 2019 : 3^o réunion publique, présentation du zonage et du règlement



Explication des choix ayant conduits le Projet d'Aménagement et Développement Durable

MISE EN PARALLELE DES OBJECTIFS RETENUS POUR LA REVISION DU PLU AVEC LES AXES DE DEVELOPPEMENT RETENUS AU PADD

Par délibération en date du 28 septembre 2015, la commune de Baratier, conformément aux articles L103-3 et L151-11 du code de l'urbanisme s'est fixée des objectifs d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme :

1. Promouvoir et favoriser l'installation de résidents principaux par une offre en logements adaptée à la demande,
2. Maintenir, renforcer l'activité économique dans le village et développer l'emploi,
3. Maintenir les équipements liés à l'enfance et à la jeunesse sur la commune,
4. Développer les services de proximité,
5. Renforcer la centralité et l'attractivité du chef-lieu (mixité),
6. Développer les liaisons douces au sein du village,
7. Promouvoir les énergies renouvelables et leur utilisation dans les constructions,
8. Maîtriser l'urbanisation dans l'espace et dans le temps afin de préserver et d'harmoniser les qualités environnementales et paysagères du territoire et conserver le caractère rural du village,
9. Préserver les zones de contraintes écologiques, favoriser la biodiversité et la circulation des espèces,
10. Donner une priorité à l'urbanisation dans les zones constructibles où existent déjà les réseaux, équipements et services,
11. Identifier et préserver les terres agricoles,
12. Développer le numérique.

Les articles L123-1 et R123-1 du code de l'urbanisme disposent que les PLU comprennent un PADD. Conformément à l'article L123-9 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'arrêt du PLU. La délibération prise lors conseil municipal du 13 avril 2017 acte de ce débat.

PADD de Baratier

Afin de poursuivre sa dynamique d'accueil dans le cadre d'une meilleure maîtrise de l'urbanisation communale orientée vers une optique de développement durable, la commune de Baratier a construit son PADD autour de 5 axes :

- Baratier, porte sud de l'Embrunais
- Baratier, un territoire à vivre
- Baratier, un territoire porteur d'emplois
- Baratier, une qualité de vie à préserver
- Baratier, des enjeux à anticiper pour l'avenir

Le défi de la commune est de réussir à accroître de manière raisonnée sa population permanente en valorisant la qualité du cadre de vie et en développant l'offre de services ainsi que les activités économiques et touristiques tout en préservant le patrimoine (architectural, urbain et naturel) et l'agriculture.

Pour répondre aux objectifs fixés par le conseil municipal, le projet d'aménagement a ancré les grands objectifs du PLU et définit ses principales actions (tableaux pages suivantes).

Objectifs d'élaboration du Plan Local	Principaux objectifs du PADD
---------------------------------------	------------------------------

d'Urbanisme fixés par délibération	
Promouvoir et favoriser l'installation de résidents principaux par une offre en logements adaptée à la demande	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps. - Intégrer à la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions. - Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures. - Définir une stratégie foncière à court, moyen et long terme.
Maintenir, renforcer l'activité économique dans le village et développer l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire. - Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures. - Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale. - Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal. - Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier.
Maintenir les équipements liés à l'enfance et à la jeunesse sur la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal.
Développer les services de proximité	<ul style="list-style-type: none"> - Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures. - Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal.
Renforcer la centralité et l'attractivité du chef-lieu (mixité)	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps. - Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures. - Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal
Développer les liaisons douces au sein du village	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques : Continuer de faciliter et gérer les flux de personnes dont les circulations douces, de valoriser le déplacement multi modal par des aménagements adaptés.

Objectifs d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme fixés par délibération	Principaux objectifs et actions du PADD
Promouvoir les énergies renouvelables et leur utilisation dans les constructions	<ul style="list-style-type: none"> - Anticiper les enjeux énergétiques.
Maitriser l'urbanisation dans l'espace et dans le temps afin de préserver et d'harmoniser les qualités environnementales et paysagères du territoire et conserver le caractère rural du village	<ul style="list-style-type: none"> - Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps. - Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis. - Appréhender le paysage dans toutes ses composantes. - Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement. - Prévenir les risques naturels. - Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.
Préserver les zones de contraintes écologiques, favoriser la biodiversité et la circulation des espèces	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement. - Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire. - Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal.
Donner une priorité à l'urbanisation dans les zones constructibles où existent déjà les réseaux, équipements et services	<ul style="list-style-type: none"> - Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps. - Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.
Identifier et préserver les terres agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale. - Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain.
Développer le numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir l'aménagement numérique du territoire,

TRADUCTION DES ENJEUX DU DIAGNOSTIC ET DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES AXES DE DEVELOPPEMENT RETENUS AU PADD

La commune de Baratier compte 559 habitants en 2015 (recensement Insee). Il s'agit d'une commune dynamique, avec une forte croissance de population ces dernières décennies : en près de 50 ans le nombre d'habitants a été multiplié par 2,5.

La répartition de la population selon les classes d'âge est assez homogène. En 2013, la commune compte 322 actifs. 70% de ces actifs ont un emploi ce qui représente un pourcentage nettement supérieur à celui enregistré au niveau départemental (67,5%) et au niveau national (63,5%).

La commune de Baratier possède de nombreux équipements pour une commune de sa taille mais la proximité d'Embrun et des zones commerciales pénalise les services et commerces en cœur de village.

Baratier est une commune touristique. Dans ce sens, en termes d'hébergements elle est également bien lotie.

Ainsi Baratier apparaît comme une commune « vivante » et attractive compilant à la fois qualité de cadre de vie, un bouquet d'équipements et des services à proximité.

Baratier possède un patrimoine naturel et paysager remarquable. Elle abrite sur son territoire une forte biodiversité reflétée par le nombre d'espèces faunistiques et floristiques identifiées par relevés (portail Silene) et par les réglementations présentes sur son territoire : 2 ZNIEFF, un site Natura 2000, des zones humides. Il s'agit également d'une commune agricole présentant une agriculture dynamique et diversifiée.

Enfin, le territoire communal est soumis à des risques naturels forts, qui s'inscrivent jusqu'au contact des zones constructibles.

Ces éléments clés du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, croisés avec les différentes réunions de concertation et d'avancement du PLU, ont mis en valeur et justifié la nécessité de travailler le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) autour de cinq thèmes :

- **Baratier, porte sud de l'Embrunais**
- **Baratier, un territoire à vivre**
- **Baratier, un territoire porteur d'emplois**
- **Baratier, une qualité de vie à préserver**
- **Baratier, des enjeux à anticiper pour l'avenir**

Chacun de ces thèmes est décliné dans le PADD en enjeux puis en grands objectifs.

Orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Baratier est une commune attractive, qui offre une qualité de cadre de vie tout en assurant un bouquet de services essentiels (scolarité, commerce, bureau de poste...). La commune, forte aujourd'hui de 600 habitants, correspond à un village de taille moyenne pour lequel il apparaît nécessaire de maîtriser l'étalement urbain et de penser un aménagement durable et viable.

La proximité d'Embrun et la présence de zones commerciales sur Baratier et en partie sud d'Embrun pénalise l'installation de commerce en cœur de village. Ainsi il semble aujourd'hui nécessaire de réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population.

Par le passé, Baratier a fait un remembrement pour permettre la création de nouveaux quartiers d'habitation cohérents, accessibles à tous, tout en préservant les terres agricoles de qualité. Ce remembrement a permis d'atteindre une densité de logement relativement importante dans certains quartiers sans pour autant développer une urbanisation continue et régulière autour du centre historique. Le développement de l'habitat s'est adapté au site et à ses caractéristiques (relief, risques naturels, terres agricoles, enjeux environnementaux). Le PLU souhaite continuer à travailler l'urbanisation future sur des principes similaires permettant de préserver des espaces de respiration au sein même de l'urbanisation.

Extraits du PADD

Baratier, un territoire à vivre

- ⇒ - Maîtriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps,
- ⇒ - Intégrer à la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions,
- ⇒ - Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis,
- ⇒ - Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal,
- ⇒ - Appréhender le paysage dans toutes ses composantes,
- ⇒ - Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures.
- ⇒

Baratier, porte sud de l'Embrunais

- ⇒ - Qualifier l'entrée de la commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais,
- ⇒ - S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire,
- ⇒ - Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques.

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Le territoire communal de Baratier est le siège d'une mosaïque d'habitats à fort intérêt écologique. La commune abrite un site Natura 2000, deux ZNIEFF et des zones humides.

Des paysages différents s'échelonnent le long des versants de l'embrunais, reflétant le travail de plusieurs générations d'hommes : des plaines agricoles et habitées aux sommets enneigés en passant par d'importants espaces forestiers. La préservation, la remise en état si nécessaire et la valorisation de cette biodiversité passent par une série d'objectifs qui s'imbriquent les uns aux autres, ils sont intégrés dans plusieurs des thèmes du PADD.

Extrait du PADD

Baratier, une qualité de vie à préserver

- ⇒ Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain,
- ⇒ Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement,
- ⇒ Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.

Extrait du PADD

Le PLU souhaite intégrer pleinement la préservation de cette qualité de vie en insistant sur 3 enjeux :

- ⇒ La viabilité agricole,
- ⇒ Le fonctionnement écologique et la biodiversité,
- ⇒ Une gestion adaptée des ressources naturelles.
- ⇒ En intégrant dans son projet la viabilité agricole et la prise en compte du fonctionnement écologique, Baratier travaille également un 4^e enjeu : la préservation et le maintien de la qualité paysagère.



Source : Google Maps, vue sur Baratier et Les Orres depuis le rond-point d'Entraigues

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

La préservation des paysages en tant que carte de visite du territoire est un enjeu important de la commune de Baratier. En effet, la commune présente un paysage de haute montagne et de vallée de transit situé le long de l'axe principal de déplacement des Hautes-Alpes. Il s'agit d'une commune ouverte sur le grand paysage, offrant des panoramas exceptionnels et qui s'offre aussi à la vue des communes riveraines et des visiteurs ; d'où l'enjeu central que tient le paysage au sein du PADD.

L'analyse paysagère de l'état initial de l'environnement met en valeur l'importance de plusieurs cônes de vue s'ouvrant sur le grand paysage. Le paysage se lit à différentes échelles : de petits murets en pierre qui aux grandes structures paysagères qui le composent (forêt, plaine agricole...). Le paysage est également construit grâce aux différentes fonctions et utilisations d'un territoire.

Extrait du PADD

- Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps

- ⇒ Se donner les moyens d'agir sur la forme urbaine de certains secteurs pour répondre aux objectifs de préservation des terres agricoles, des qualités environnementales et paysagères du territoire.

- Appréhender le paysage dans toutes ses composantes

- ⇒ L'imbrication d'espaces bâtis/non bâtis permet un enchevêtrement des fonctions et des utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés). Cette articulation permanente crée des ambiances, des micros paysages et des ouvertures sur le grand paysage. Le PLU envisage un projet de développement intégrant ses composantes.

- Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population

- ⇒ Qualifier l'aménagement et le statut de l'ensemble des espaces publics,
- ⇒ Travailler le lien entre les équipements et les lieux de vie existants et futurs : appels visuels, traitement des cheminements piétonniers pour « inviter » à se rendre dans chaque lieu, orientation des bâtiments publics, ...
- ⇒ Mettre en valeur le patrimoine remarquable et le patrimoine ordinaire : fontaines, murets, église, halle, bâtis remarquables (front bâti surplombant le torrent de Vachère, château, maison de maître, maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle).

Baratier, une qualité de vie à préserver

- Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain,
- Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement,
- Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

La commune possède un couvert boisé important (880 hectares, soit 56% du territoire communal de Baratier.), qui participe à la préservation des risques naturels et en particulier des glissements de terrains et ravinements. Il est important de préserver ce couvert boisé pour son rôle écologique, paysager et de prévention des risques naturels.

L'état initial de l'environnement met en valeur un réseau de continuités écologiques et de réservoirs de biodiversité qui s'appuie sur l'organisation du paysage de Baratier.

Au regard du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, il existe sur une grande partie de la commune un réservoir de biodiversité (espace de bonne fonctionnalité écologique peu impacté par l'activité humaine).

Prônant le maintien d'un équilibre durable au sein des différents écosystèmes présents sur son territoire, la commune a souhaité engager à travers son PADD à la fois la nécessaire protection et valorisation de la biodiversité et à la fois l'aspect gestion, c'est-à-dire l'interaction de la population avec son territoire.

Extraits du PADD

- Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement

Préserver la fonctionnalité écologique en protégeant sur le long terme les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques,

Garantir la pérennité des espaces participants à cette fonctionnalité : sites inventoriés en raison de leur richesse en termes de biodiversité, espaces et activités agricoles, ripisylves des cours d'eau, forêts.

Veiller à ce que tout projet prenne en compte les zones humides en particulier celles inscrites à l'inventaire départemental.

- Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire

Avoir un projet de développement cohérent avec les capacités du réseau d'assainissement collectif,

Autoriser l'assainissement individuel sous réserve de l'installation de dispositifs de traitement adaptés aux milieux récepteurs,

Dimensionner les projets d'urbanisation nouvelle en fonction de la capacité des milieux récepteurs,

Favoriser la prise en compte en amont des projets de la gestion des eaux pluviales et ce dans une logique de protection des bassins versants contre les risques d'inondation et de séparation des eaux claires du traitement des eaux usées,

Optimiser la ressource en eau et se donner les moyens de préserver sa qualité (prise en compte des mesures de protection des périmètres de captage).

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Tout comme le couvert boisé, le maintien d'une agriculture dynamique et de qualité est le garant de la qualité des paysages, de la mosaïque d'écosystèmes assurant la richesse écologique de la commune et participant à la préservation du rôle de corridor écologique et de réservoir de biodiversité joué par la commune. Baratier est une commune largement tournée vers l'agriculture : elle possède de nombreuses terres avec un potentiel agricole intéressant. Fort de ce constat, par délibération en date du 24/11/2016, le conseil municipal de Baratier a décidé de prescrire la mise en place d'une ZAP (zone agricole protégée). En parallèle, le PADD a tenu à appuyer l'importance de préserver et maintenir cette activité agricole, notamment de par la préservation des bonnes terres agricoles.

Extrait du PADD

- Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale

Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures,

Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation,

Lutter contre la fermeture des terres agricoles,

Intégrer les logiques de fonctionnement des exploitations dans l'aménagement du territoire et notamment prendre en compte les périmètres de fonctionnalité,

Être acteur du développement des circuits courts : mise à disposition d'espaces, de lieux comme la halle pour accueillir des manifestations en lien avec l'agriculture, soutenir voire porter des projets de création de points ventes de produits locaux, orchestrer pour impulser et non mettre en concurrence les projets favorisant le lien entre agriculteurs et population locale et secondaire.

- Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain

Fixer des espaces agricoles à forte valeur sur lequel un « principe de précaution » s'applique, reflet d'une volonté d'aller vers des circuits courts et une production locale affirmée.

Développer le lien entre les espaces habités et les espaces agricoles : mise en place de jardins familiaux, préservation d'espaces agricoles enclavés identifiés comme participant au bien-être des habitants permanents et secondaires, création de lieux d'échanges.

Le PADD définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs

Orientations générales des politiques de l'habitat

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Le diagnostic territorial de la commune de Baratier met en évidence un réel enjeu pour les années à venir de réussir à accroître de manière raisonnée sa population permanente en développant l'offre de services et des lieux de vie au cœur du village. Il s'agit également de préserver le fort potentiel agricole de la commune ainsi que la variété de ses paysages.

Cela passe notamment par le maintien des différentes fonctions et utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés) et par l'articulation entre des espaces bâtis et non bâtis.

La commune souhaite également porter un enjeu de transition énergétique dans son PLU : aussi bien au niveau des constructions, des déplacements que par une plus grande sobriété foncière.

Les risques naturels forts s'inscrivent jusqu'au contact des zones constructibles. Ils présentent donc un enjeu important de prise en compte dans le zonage et le règlement du PLU et en particulier dans le choix du tracé des zones constructibles.

Extraits du PADD

Baratier, un territoire à vivre

- Maîtriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps,
- Intégrer à la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions,
- Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis,
- Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal,
- Appréhender le paysage dans toutes ses composantes,
- Réorganiser et réaménager le centre village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du parc des Clôtures.

Baratier, porte sud de l'Embrunais

- Qualifier l'entrée de la commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais,
- S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire,
- Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques.

Baratier, des enjeux à anticiper pour l'avenir

- Définir une stratégie foncière à court, moyen et long terme,
- Anticiper les enjeux énergétiques,
- Prévoir l'aménagement numérique du territoire,
- Prévenir les risques naturels.

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Concernant les transports et les déplacements, le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement reflètent le fait que la commune de Baratier est située le long de l'axe principal de déplacement des Hautes-Alpes. Un réseau de routes et chemin communaux complète l'organisation viaire de la commune. La commune et ses alentours offrent un large choix de randonnées (pédestres, équestres, à vélo...).

La volonté de la municipalité d'encourager les déplacements « doux » au sein de sa commune a été actée dès la délibération fixant les objectifs d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme : « Développer les liaisons douces au sein du village ». Le diagnostic a permis de confirmer cette nécessité : l'indicateur de concentration d'emploi est élevé et 91% des emplois existant sur la commune sont pourvus par des baratons. Le développement des déplacements « doux » présente donc un enjeu important.

Ainsi le PADD inscrit l'objectif d'améliorer les réseaux de déplacements et les stationnements.

La volonté de la municipalité d'encourager les déplacements « doux » au sein de sa commune fait partie d'un enjeu plus global défini par les élus lors des réunions de travail du PLU qui est d'engager la commune sur le chemin de la transition énergétique. Ainsi le PADD inscrit l'objectif « d'anticiper les enjeux énergétiques ».

Extraits du PADD

- Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques.
 - Appréhender le rond-point entre la route nationale et les axes secondaires comme une véritable convergence, point d'entrée et image du territoire :
 - Créer une accroche qui permette d'identifier la commune de Baratier,
 - Indiquer et orienter vers le centre du village,
 - Conditionner l'urbanisation des derniers espaces non bâtis à vocation commerciale et/ou artisanale à des mesures architecturales et paysagères fortes,
 - Continuer de faciliter et gérer les flux de personnes dont les circulations douces, de valoriser le déplacement multi modal par des aménagements adaptés,
 - Définir une signalétique adaptée pour stimuler l'interaction des sites, des centres d'intérêts et des différentes fonctions du territoire.
- Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population
 - Travailler le lien entre les équipements et les lieux de vie existants et futurs : appels visuels, traitement des cheminements piétonniers pour « inviter » à se rendre dans chaque lieu, orientation des bâtiments publics, ...
 - Gérer le stationnement et la circulation dans le centre village : redéfinir le plan de circulation en intégrant les circulations douces et réorganiser voire développer des espaces de stationnement.
- Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier
 - Inciter à la pratique de la mobilité douce catalyseur d'économie de proximité : petites promenades, les liaisons douces entre les activités, les commerces.
 - Renforcer les liens et tisser un réseau de liaisons avec les différents sites de la commune et entre les communes du bassin Embrunais,
 - Exploiter les points de convergence existants : carrefours, points d'entrées des territoires, office du tourisme, points d'accueil, points de rendez-vous.
- Anticiper les enjeux énergétiques
 - Engager des projets pour utiliser le potentiel énergétique du territoire et notamment valoriser le potentiel hydraulique,
 - Encourager les constructions et les réhabilitations économes en énergie,
 - Anticiper l'arrivée de nouveaux réseaux d'énergie et permettre l'installation de dispositif d'énergie renouvelable.
 - Continuer de soutenir des projets comme l'installation de bornes de recharges électriques et d'une ombrière solaire sur l'aire de covoiturage.

Enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement aboutissant aux choix du PADD

Comme met en évidence le diagnostic, la commune de Baratier présente une économie orientée vers ses résidents et vers le tourisme : il existe sur le territoire de la commune un panel intéressant de services et de commerces ainsi qu'un large choix d'hébergements. Ces activités permettent à la commune une dynamique forte et représentent un vivier d'emplois vital pour le territoire. Fort de ce constat, la municipalité a souhaité dans le cadre de ce PLU maintenir et développer les activités économiques, commerciales, de loisirs et touristiques.

L'aménagement numérique du territoire communal, essor de ce développement est également un enjeu fort porté par la commune, et retranscrit sous la forme d'actions dans le PADD.

L'importance de l'activité agricole développée sur le territoire a également été soulignée lors du diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement. Et les trois fonctions de l'agriculture (économique, environnementale et paysagère) confortent la nécessité de permettre le maintien de l'agriculture sur le territoire de Baratier. Cette volonté est actée au PADD.

Consciente de la richesse de son patrimoine naturel et des enjeux de la transition énergétique en général, la municipalité sait que ce développement d'activités économiques, commerciales et des loisirs devra être engagé sur des choix favorisant le développement durable. Cette volonté est affichée à travers plusieurs actions inscrites au PADD.

Extrait du PADD

Baratier, un territoire porteur d'emplois

- Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale,

Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures,

Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation,

Lutter contre la fermeture des terres agricoles,

Intégrer les logiques de fonctionnement des exploitations dans l'aménagement du territoire et notamment prendre en compte les périmètres de fonctionnalité,

Être acteur du développement des circuits courts : mise à disposition d'espaces, de lieux comme la halle pour accueillir des manifestations en lien avec l'agriculture, soutenir voire porter des projets de création de points ventes de produits locaux, orchestrer pour impulser et non mettre en concurrence les projets favorisant le lien entre agriculteurs et population locale et secondaire.

- Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal,

Autoriser dans les secteurs à dominante d'habitat les activités (commerce, artisanat et services) compatibles avec ce dernier,

Conserver les zones des Portes du Lac et d'Entraigues 1 à destination artisanales, industrielles, commerciales et de services.

Orienter ces zones commerciales et artisanales vers des activités non compatibles avec l'habitat, limiter voire interdire de nouveaux bâtiments à destination d'habitation.

Adapter des secteurs de taille et capacité limitées aux activités isolées existantes mais interdire dans les zones agricoles et naturelles tout développement de nouveaux commerces, artisanat et services non nécessaire à l'activité agricole et ce y compris par un changement de destination des constructions existantes.

Extrait du PADD

- Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier.

Reconnaître et soutenir le développement des activités touristiques,

Développer l'offre touristique de Baratier en l'axant sur le multi-activité et le plein air accessible à tous.

Savoir s'appuyer et valoriser le potentiel du territoire : maintien des qualités paysagères, agro-tourisme, mise en valeur de la zone humide du bout du lac (projet réalisé smadesepe), de la villa romaine (site archéologique).

Inciter à la pratique de la mobilité douce catalyseur d'économie de proximité : petites promenades, les liaisons douces entre les activités, les commerces

Stimuler l'interaction des sites et des centres d'intérêts et se positionner dans une logique de complémentarités : Lac et stations balnéaires, patrimoines et cités historiques, stations d'altitude et zones de vie en vallée

Renforcer les liens et tisser un réseau de liaisons avec les différents sites de la commune et entre les communes du bassin Embrunais,

Exploiter les points de convergence existants : carrefours, points d'entrées des territoires, office du tourisme, points d'accueil, points de rendez-vous.

- Prévoir l'aménagement numérique du territoire

S'inscrire dans la politique départementale de développement de la fibre optique et plus largement prévoir les aménagements nécessaires aux besoins numériques de demain.

Scénario retenu et objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Scénario retenu au regard des enjeux issus du diagnostic territorial, de l'état initial de l'environnement et des objectifs et orientations du PADD

Les prévisions démographiques ont mis en valeur des évolutions possibles du nombre d'habitants entre 110 et 190 résidents permanents supplémentaires d'ici une dizaine d'années.

Actuellement, le focus fait sur la dynamique foncière entre 2015 et 2019 montre que cette augmentation a déjà commencé. La population Baratonne serait autour de 645 habitants.

L'analyse de la consommation foncière dénombre encore 4,33 ha de surfaces restantes à bâtir à destination d'habitat au POS de 1988. Entre 2006 et 2017 soit sur 10 ans, 3,7 ha à destination d'habitat ont été bâtis. La dynamique foncière est soutenue sur la commune.

La commune souhaite continuer de se développer et voir son nombre d'habitants augmenter mais parallèlement il lui faut :

- ⇒ Intégrer et « absorber » la nouvelle population, adapter la vie de la commune notamment en matière d'équipements et d'aménagement,
- ⇒ Enclencher les projets définis au cours de la mandature 2014/2020 et notamment le scénario d'aménagement retenu à la suite de l'étude de programmation pour la revitalisation du centre village,
- ⇒ Maintenir et développer le volet économique du territoire.

Ainsi, suite au diagnostic territorial et à la définition du PADD, le scénario retenu est à mi-chemin entre les scénarios 1 et 2 soit un taux d'accroissement annuel moyen de la population envisagé autour de 1,5%. L'augmentation de la population envisagée est d'environ 120 habitants supplémentaires d'ici à 10 ans.

En termes de besoin en logements, le nombre de personnes par logement retenu est un peu inférieur à la moyenne constatée au recensement 2015 soit 2,2. Pour 120 habitants supplémentaires, le besoin en logements d'ici à 2030 est donc de 60.

Objectifs chiffrés retenus au PADD

Le chiffrage de la surface constructible devra être cohérent et modéré par rapport à la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers constatée sur les 10 dernières années (Ce bilan à 10 ans est de 5,9 hectares toutes constructions confondues).

Pour acter de la nécessaire modération de la consommation de l'espace, la surface constructible ouverte à l'urbanisation pour les 10 ans à venir devra être inférieure à celle consommée au cours des 10 dernières années. Toujours dans le sens de la modération, la densité en logements à l'hectare devra être équivalente à celle constatée sur les 10 dernières années.

Pour lutter contre l'étalement urbain, la volonté est de conforter la vocation des espaces existants.

Objectifs chiffrés

Ouvrir pour les 10 ans à venir moins de 70% de la surface consommées au cours des 10 dernières années (2006-2017)

Complémentarité du Plan Local d'Urbanisme avec le projet de Zone Agricole Protégée

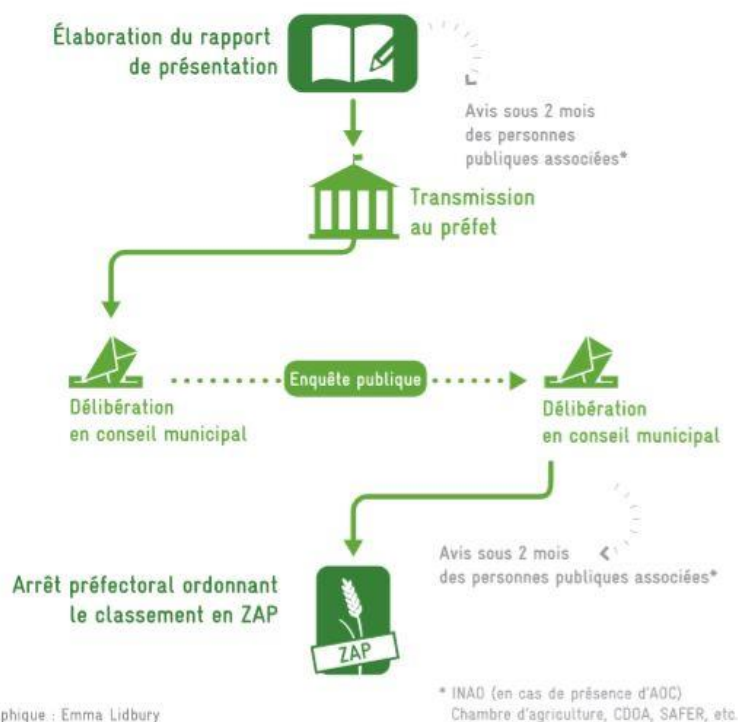
LA ZONE AGRICOLE PROTEGEE (ZAP)

Source : document Terre de Lien, PACA

Instaurée par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1988, la ZAP est un zonage de protection renforcée de l'agriculture, qui se superpose aux zones A du PLU, et qui dispose d'un statut de servitude d'utilité publique.

La ZAP est instaurée par arrêté préfectoral à la demande des communes.

LA PROCÉDURE DE MISE EN PLACE D'UNE ZAP



création graphique : Emma Lidbury

L'objectif de la ZAP

La ZAP permet de protéger les zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général, soit en raison de la qualité de leur production, soit de leur localisation géographique. Sa mise en place implique que tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui pourrait altérer durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique de la zone, est désormais soumis à l'avis de la Chambre d'Agriculture et de la Commission d'orientation de l'agriculture.

En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.

Les avantages de la ZAP

La ZAP :

- ⇒ Protège la vocation agricole des terres sur le long terme,
- ⇒ Sécurise et favorise la relance d'une activité (investissements, amélioration du sol, remise en culture), redynamise l'agriculture),
- ⇒ Evite la spéculation et permet de limiter le prix des terres
- ⇒ Evite le mitage
- ⇒ Suscite une réflexion sur le développement cohérent du territoire, exprime une « reconnaissance intrinsèque de l'identité du territoire ».

Les limites de la ZAP

La ZAP :

- ⇒ Reste une action volontaire de la commune et ne peut être imposée sans son accord
- ⇒ N'interdit pas définitivement les changements d'occupation des sols, bien qu'elle les soumette à l'avis de la Chambre d'Agriculture, de la Commission d'orientation de l'agriculture et du préfet.

LE PROJET DE ZAP SUR LA COMMUNE DE BARATIER

Comme présenté à la page précédente, la ZAP :

- ⇒ Permet de renforcer la protection des zones agricoles contre le développement de l'urbanisation. Elle acte de la vocation agricole d'un secteur,
- ⇒ Ne s'oppose pas à la constructibilité des bâtiments nécessaires aux exploitations en zone agricole,
- ⇒ Définit une frontière de l'urbanisation sur une échéance plus lointaine que celle classique d'un PLU. La durée de vie d'un PLU est aujourd'hui estimée de 10 à 15 ans (moyen terme) alors qu'une ZAP est instaurée pour protéger la vocation agricole des terres sur le long terme.

La ZAP marque ainsi une limite à l'urbanisation sur une période plus longue que celle d'un PLU. Autrement dit, elle protège la vocation agricole des terres au-delà de la vie d'un document d'urbanisme. Une modification et/ou une révision générale du PLU ne suffit pas à changer le statut agricole des terres sous le couvert d'une ZAP.

La ZAP acte de la vocation agricole, le PLU traduit la ZAP par une zone agricole et définit ensuite si les constructions à destination agricole sont autorisées ou non sur la zone. Effectivement, c'est le PLU qui définit la constructibilité agricole ou non sur les différentes parcelles d'un territoire.

Lors de l'élaboration de ce PLU et notamment du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la commune de Baratier a soulevé à plusieurs reprises les différents enjeux de son espace agricole. La protection de la plaine du Liou est apparue essentielle à plusieurs reprises et suivants plusieurs regards : qualité agricole des terres, importance du site dans le fonctionnement écologique de la commune et plus largement du bassin de vie, participation au maintien de la qualité paysagère avec des ouvertures sur le grand paysage (qualité de vie et attrait touristique). Le secteur de Jouglard a également été évoqué à plusieurs reprises pour la qualité agricole du secteur et pour sa proximité actuelle de l'urbanisation existante qui pourrait à terme, si elle est renforcée créer des problèmes d'enclavement du site (accès aux parcelles agricoles).

Ce constat a donc poussé la commune à protéger le site à court, moyen et long terme. Le scénario retenu est une articulation fine entre 2 outils :

- ⇒ La mise en place d'une ZAP,
- ⇒ Un règlement de la zone agricole du PLU qui définit :
 - Un secteur Aa, agricole classique en cohérence large avec la pratique agricole du territoire, qualité des terres et fonctionnalité des exploitations,
 - Un secteur Ai, totalement inconstructible qui reprend le projet de ZAP et protège les terres à très forte valeur agricole et à enjeu paysager de toute constructibilité. L'indice « i » fait référence à la notion d'identité tant agricole que paysagère du site.

Plusieurs objectifs et enjeux retenus au PADD traduisent le contexte évoqué ci-dessus et justifie la mise en place d'une ZAP sur La plaine du Liou et le secteur de Jouglard.

Extraits du PADD

BARATIER, PORTE SUD DE L'EMBRUNAIS

Qualifier l'entrée de la commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais

- ⇒ Identifier l'espace agricole de la plaine du Liou pour conforter sa fonction actuelle à court, moyen et long terme. Acter que cette activité est essentielle car elle participe au maintien de l'identité de la commune et de ses paysages.

S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire

- ⇒ Reconnaître et considérer l'agriculture comme contribuant pleinement à la dynamique économique locale,

BARATIER, UN TERRITOIRE PORTEUR D'EMPLOIS

Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale

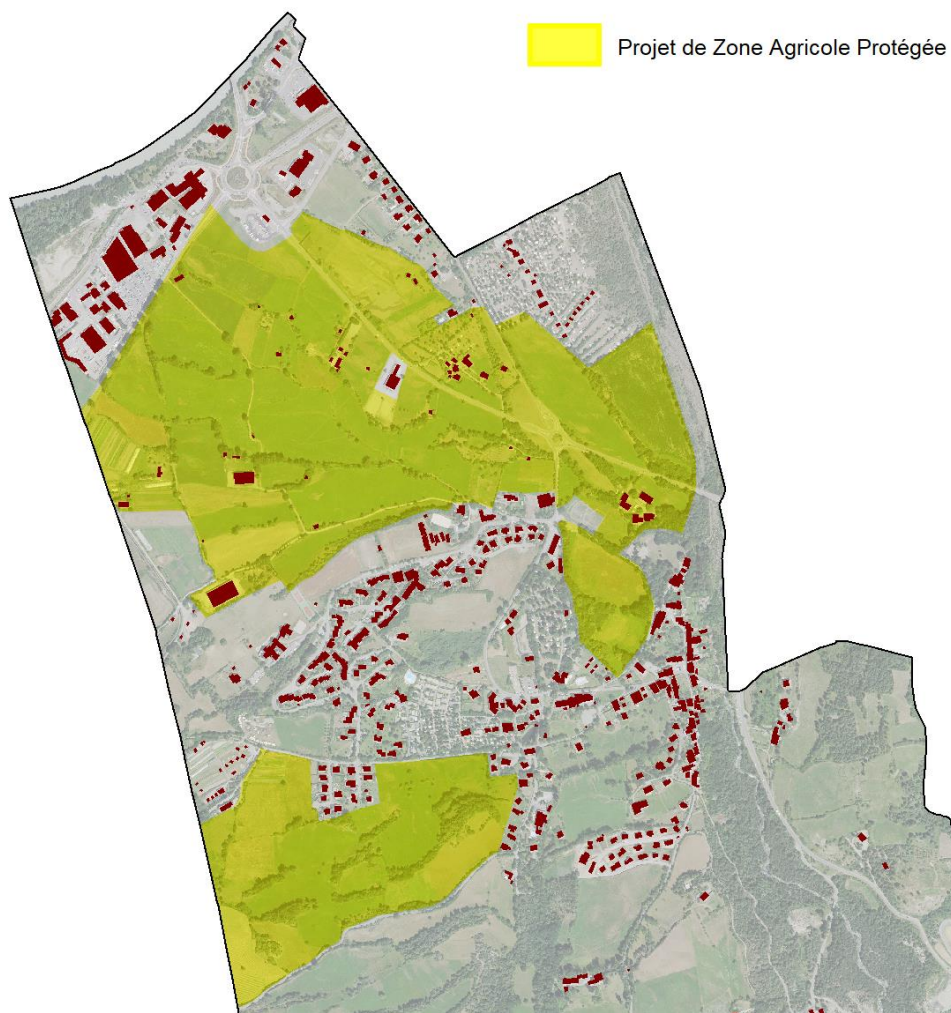
- ⇒ Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures,
- ⇒ Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation,
- ⇒ Lutter contre la fermeture des terres agricoles
- ⇒ Intégrer les logiques de fonctionnement des exploitations dans l'aménagement du territoire et notamment prendre en compte les périmètres de fonctionnalité,

BARATIER, UNE QUALITE DE VIE A PRESERVER

Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain

- ⇒ Fixer des espaces agricoles à forte valeur sur lesquels un « principe de précaution » s'applique, reflet d'une volonté d'aller vers des circuits courts et une production locale affirmée.

Périmètre projeté pour la ZAP



Avancement de la procédure d'instauration de la ZAP

Le projet de zone agricole protégée va avancer de concert avec la procédure d'élaboration du PLU entre sa phase d'arrêt et d'approbation.

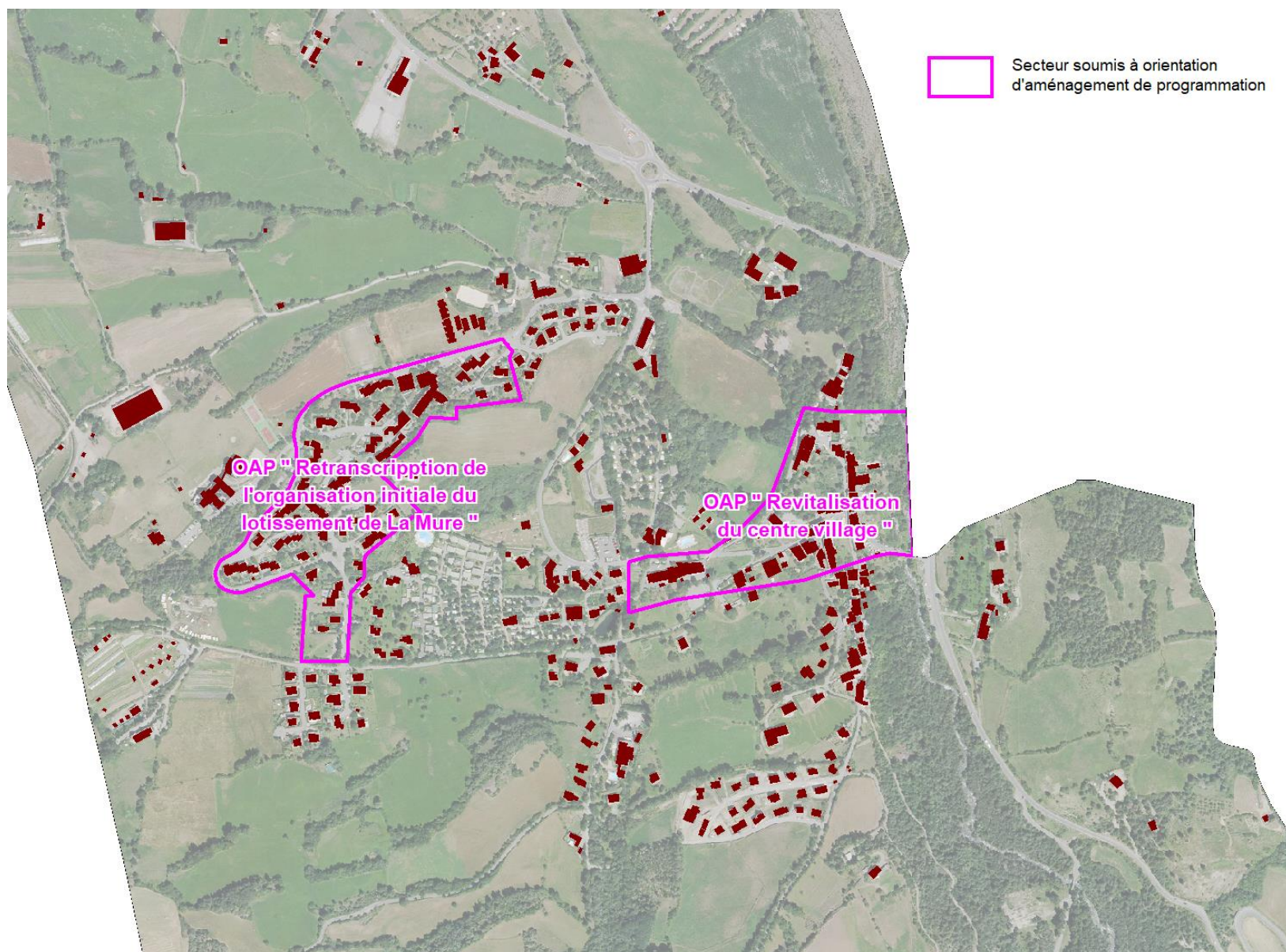
L'objectif est que lors du conseil d'approbation du PLU, la commune prenne également une délibération pour demander à Madame la Préfète des Hautes Alpes de créer une zone agricole protégée (ZAP) sur les secteurs de la plaine du Liou et de Jouglaud, sur un ensemble de parcelles représentant près de 90 hectares, selon le périmètre ci-contre.

Suite à cette délibération, la Préfecture pourra :

- ⇒ saisir les différentes personnes publiques associées au projet de ZAP pour recueillir leur avis,
- ⇒ programmer une enquête publique sur la ZAP. Cette enquête publique pourra être conjointe au PLU.
- ⇒ Prendre en fin de procédure un arrêté préfectoral instaurant la ZAP.

Cohérence des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) avec les orientations et objectifs du PADD

SITUATION DES SECTEURS SOUMIS A ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION



L'OAP « REVITALISATION DU CENTRE VILLAGE »

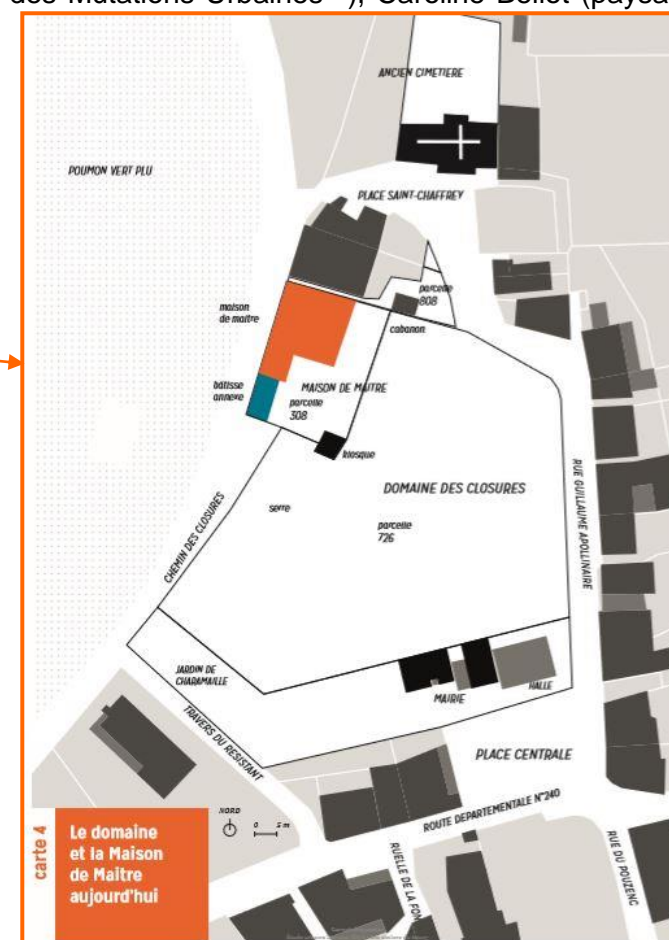
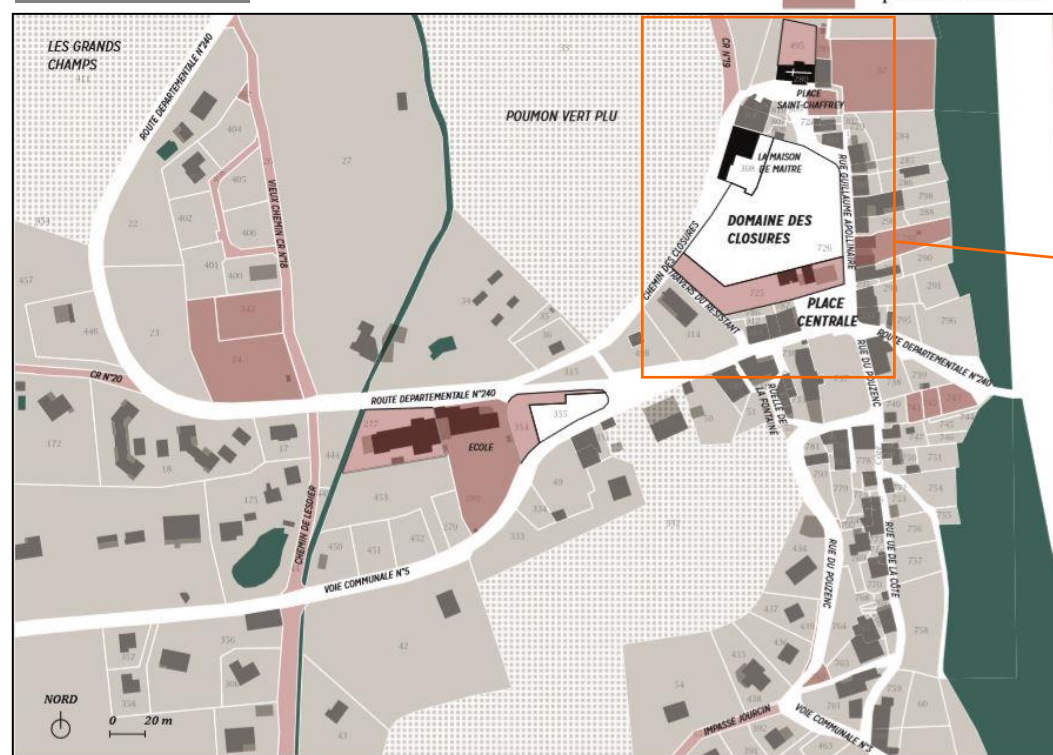
Contexte

Dans la continuité de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la commune a mené en partenariat avec le CAUE des Hautes Alpes une étude de programmation pour la revitalisation de son centre village. Les objectifs définis pour cette étude sont :

- ⇒ Renforcer la centralité du centre ancien,
- ⇒ Envisager le devenir de la maison de maître et du domaine en lien avec la dynamique de village,
- ⇒ Créer des connexions entre les points d'attrait du village et les différents quartiers,
- ⇒ Valoriser les entrées du village.

L'équipe retenue par la commune pour réaliser cette étude est le groupement de Françoise Comte (architecte programmatrice, mandataire), Véronique Decroix et Marion Levoir, (architectes urbanistes du bureau d'étude « Le Pari des Mutations Urbaines »), Caroline Bellot (paysagiste urbaniste) et Fabrice Merizzi (assistance à maîtrise d'ouvrage).

Plan de situation



Source : Françoise Comte (architecte programmatrice, mandataire), Véronique Decroix et Marion Levoir, (architectes urbanistes du bureau d'étude « Le Pari des Mutations Urbaines »), Caroline Bellot (paysagiste urbaniste)

Orientations et objectifs du PADD traduits dans l'OAP « revitalisation du centre village »

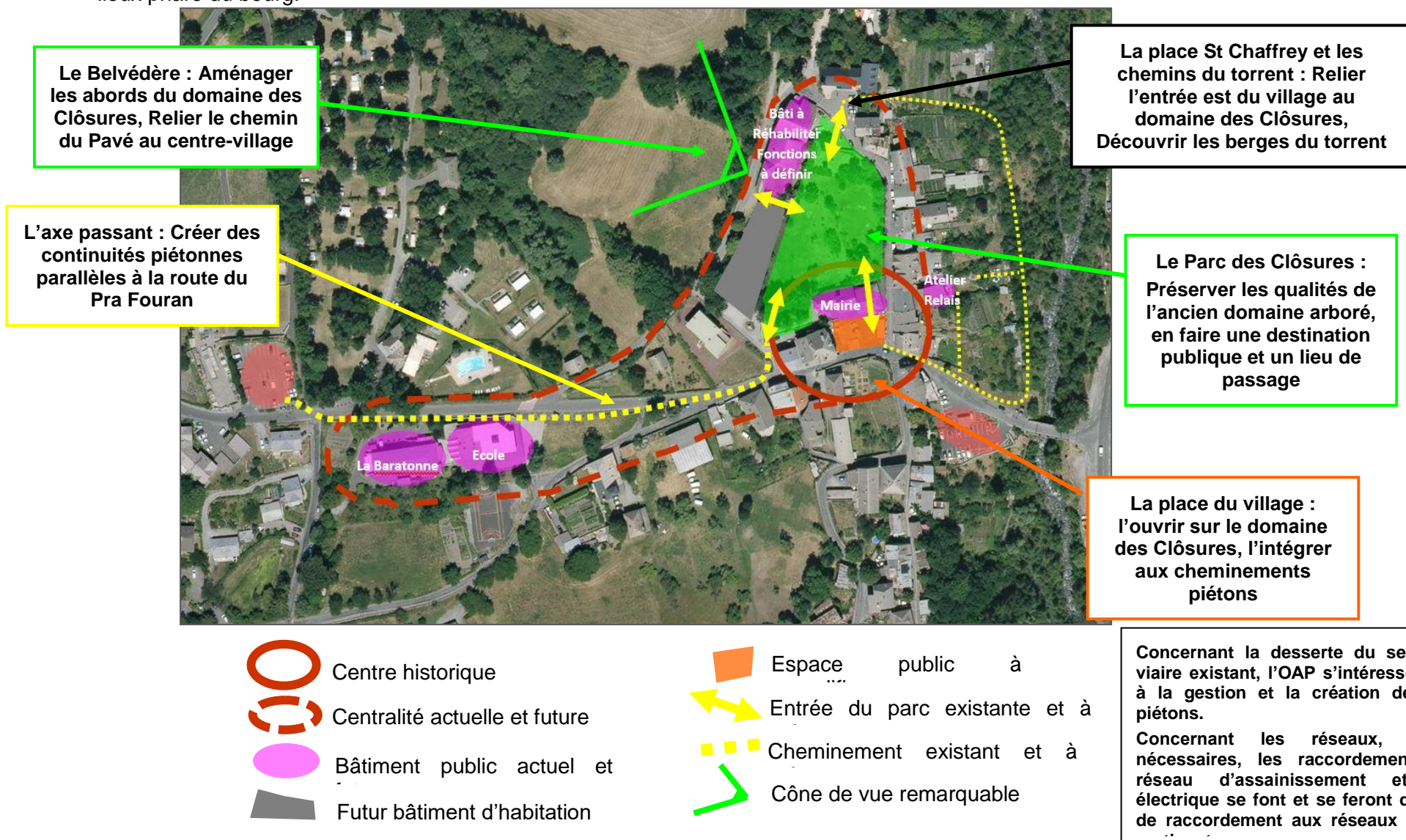
L'étude de programmation pour la revitalisation de son centre village s'inscrit pleinement en cohérence avec les orientations et les objectifs du PADD et notamment le chapitre « **BARATIER, UN TERRITOIRE A VIVRE** » :

- ⇒ **Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population**
 - S'appuyer sur le projet d'aménagement du domaine des Clôtures et intégrer pleinement cet espace dans le fonctionnement global du chef-lieu,
 - Définir et organiser les fonctions urbaines autour de la place du village et du parc des Clôtures,
 - Qualifier l'aménagement et le statut de l'ensemble des espaces publics,
 - Travailler le lien entre les équipements et les lieux de vie existants et futurs : appels visuels, traitement des cheminements piétonniers pour « inviter » à se rendre dans chaque lieu, orientation des bâtiments publics,...
 - Gérer le stationnement et la circulation dans le centre village : redéfinir le plan de circulation en intégrant les circulations douces et réorganiser voire développer des espaces de stationnement.
 - Mettre en valeur le patrimoine remarquable et le patrimoine ordinaire : fontaines, murets, église, halle, bâtis remarquables (front bâti surplombant le torrent de Vachère, château, maison de maître, maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle).

Pour répondre à ces différentes orientations et objectifs du PADD, le scénario d'aménagement retenu dans le cadre de l'étude de programmation pour la revitalisation de son centre village est donc retranscrit dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune sous la forme d'une orientation d'aménagement et de programmation

Cohérence spatiale de l'OAP « revitalisation du centre village » avec les orientations et objectifs du PADD

Pour affirmer la cohérence entre le PADD et l'étude de programmation pour la revitalisation de son centre village, l'OAP reprend le schéma de traduction graphique des objectifs du PADD pour lui donner pleinement la valeur de schéma de principe d'aménagement et de programmation de la revitalisation du centre village. Toujours dans ce sens, le schéma est croisé avec l'identification des espaces qui doivent à terme devenir les lieux phare du bourg.



Cohérence des principes écrits des OAP avec les orientations et objectifs du PADD

L'article L151-6 du code de l'urbanisme définit que « les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements ».

Les dispositions écrites de l'OAP « revitalisation du centre village » sont en cohérence avec les orientations et les objectifs du PADD listés précédemment.

En application de l'article R151-6 du code de l'urbanisme, l'OAP renvoie vers la section 2 du règlement du PLU « caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères » pour les volets liés aux qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit le secteur sous OAP.

Dispositions à traiter suivant l'article L151-6 du code de l'urbanisme	Retranscription dans les OAP actant de la cohérence avec le PADD
Aménagement	<p><u>Le Parc des Clôtures : Préserver les qualités de l'ancien domaine arboré. en faire une destination publique et un lieu de passage</u></p> <ul style="list-style-type: none">⇒ Ouvrir l'enceinte du parc en quatre points tout en maintenant les traces historiques et la morphologie générale de l'enceinte ;⇒ Préserver l'ambiance actuelle de friche vivrière tout en favorisant l'hospitalité des lieux (accessibilité, mobilier, sanitaires) ;⇒ Concevoir des aménagements de jeux (boulodrome, enfants) côté jardin de Charamaille pour en faire un lieu de vie ; <p><u>La place du village : L'ouvrir sur le domaine des Clôtures. L'intégrer aux cheminements piétons</u></p> <ul style="list-style-type: none">⇒ Créer une place du village qui soit « belle mais pratique »,⇒ Ouvrir la place du village vers le parc des Clôtures en requalifiant les abords de la halle et de l'actuel jardin Charamaille, <p><u>La place St Chaffrey et les chemins du torrent : Relier l'entrée est du village au domaine des Clôtures. Découvrir les berges du torrent</u></p> <ul style="list-style-type: none">⇒ Valoriser le front bâti et les jardins cultivés en entrée de village ainsi que la présence de l'eau à Baratier, <p><u>Le Belvédère : Aménager les abords du domaine des Clôtures. Relier le chemin du Pavé au centre-village</u></p> <ul style="list-style-type: none">⇒ Créer un espace de détente et de contemplation en balcon sur le grand paysage, dans la continuité du chemin du Pavé au nord, et du domaine des Clôtures au sud.

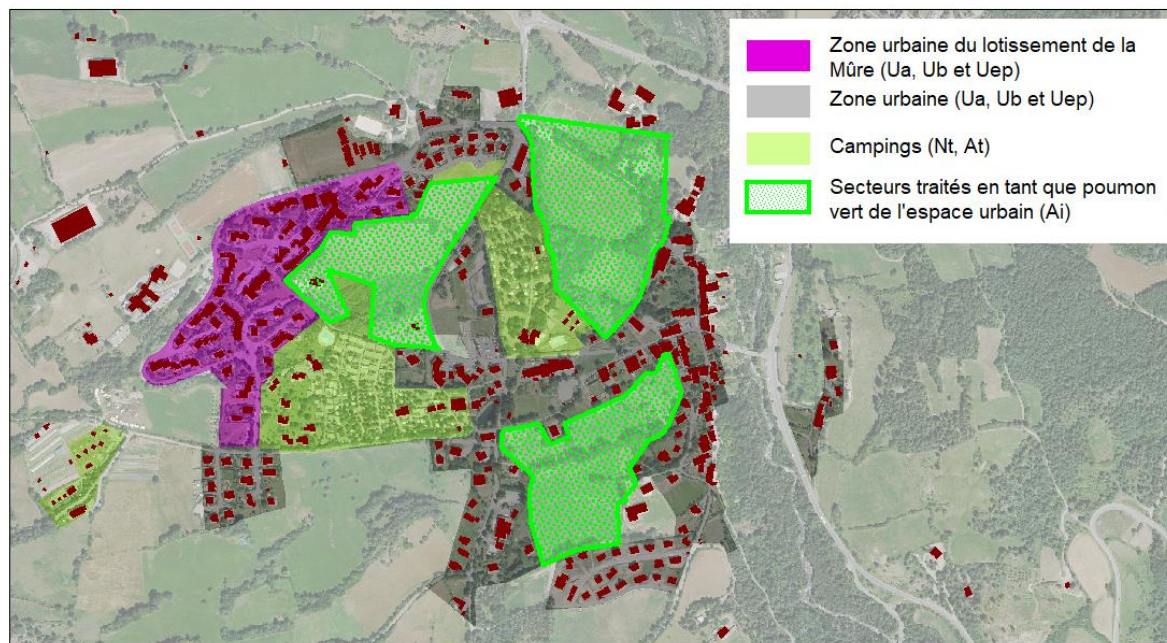
Habitat	<p>Les actions et les orientations retenues dans les OAP en cohérence avec le PADD doivent à terme avoir des répercussions sur le développement et la réhabilitation de l'habitat car ce projet de revitalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ intègre pleinement le projet en cours de commercialisation de 21 logements collectifs (13 en accession et 9 en locatifs aidés) sous la forme de 2 immeubles. ⇒ Doit rendre le centre village plus qualitatif et par là même plus attractif pour l'habitat.
Transports et déplacements	<p><u>Le Parc des Clôtures : Préserver les qualités de l'ancien domaine arboré, en faire une destination publique et un lieu de passage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Créer un cheminement confortable permettant de relier la maison de maître à la place du village et au secteur école/salle communale La Baratonne. <p><u>L'axe passant : Créer des continuités piétonnes parallèles à la route du Pra Fouran</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Créer une continuité piétonne – comme axe de déplacement majeur – depuis l'école / salle communale de La Baratonne à la place du village et au domaine des Clôtures, à travers l'actuel jardin de Charamaille ; ⇒ Reconfigurer la circulation aux abords de l'école pour simplifier et sécuriser les accès piétons et le dépose minute ; ⇒ Proposer un espace de convivialité extérieur en lien avec le parvis de l'école, ⇒ Créer du stationnement minute en lien avec les usages de l'école et pour fluidifier le trafic du secteur. <p><u>La place du village : L'ouvrir sur le domaine des Clôtures. L'intégrer aux cheminements piétons</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Relier la place à une connexion piétonne entre le parc des Clôtures et le secteur école / salle communale La Baratonne, ⇒ Privilégier du stationnement courte durée à proximité des services et des commerces. <p><u>La place St Chaffrey et les chemins du torrent : Relier l'entrée est du village au domaine des Clôtures. Découvrir les berges du torrent</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Connecter le village au torrent à travers un cheminement, des aménagements et des usages autour du paysage, ⇒ Favoriser l'utilisation de l'aire de stationnement des Vachères en entrée de village par des sentiers connectés au centre village.

L'OAP « RETRANSCRIPTION DE L'ORGANISATION INITIALE DU LOTISSEMENT DE LA MÛRE »

Contexte

A la fin des années 1970, pour faciliter le travail des exploitations agricoles et dynamiser l'agriculture sur son territoire, la commune de Baratier a mis en œuvre un remembrement agricole. Ce remembrement, réalisé dans les années 1980, a permis d'organiser l'espace en fonction de la valeur agricole des terres. Les espaces définis pour l'urbanisation ont été la résultante des bonnes terres redonnées, une fois remembrées, aux exploitations agricoles.

Ce contexte explique aujourd'hui l'articulation des espaces bâtis et non bâtis sur Baratier. Notamment, le lotissement de La Mûre, résultant pleinement du remembrement agricole, a été aménagé et s'est développé à partir du milieu des années 1980. A ce moment, ce lotissement s'est urbanisé en discontinuité du tissu urbain existant. Aujourd'hui il est rattrapé dans l'organisation urbaine Baratonne mais de grands espaces agricoles continuent de s'articuler avec l'urbanisation. Dans le cadre de l'élaboration de ce PLU, ces espaces agricoles situés à l'intérieur du tissu urbain ont été identifiés comme les poumons verts de Baratier.



Les années 1980 ont donc été une période de planification de l'aménagement du territoire de Baratier. Comme expliqué ci-dessus, le lotissement de La Mûre en est l'une des résultantes. En cohérence avec ce contexte et cette planification, ce lotissement a fait l'objet d'un plan masse d'aménagement définissant : le tracé des voies, des différents espaces verts, l'implantation des constructions et les parcelles prévues pour les logements collectifs, les logements mitoyens et pour les constructions individuelles. Ce plan masse a veillé à s'adapter au relief et à l'orientation du site. Les constructions ont été positionnées les unes par rapport aux autres dans l'objectif de préserver l'intimité de chaque parcelle et l'accès à l'ensoleillement.

Pour maintenir cette identité et préserver les caractéristiques urbanistiques du lotissement, la commune, en cohérence avec son PADD, a retranscrit le plan masse initial en orientations d'aménagement et de programmation.

Cohérence des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) avec les orientations et objectifs du PADD

La retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre s'inscrit pleinement en cohérence avec les orientations et les objectifs du PADD et notamment le chapitre « **BARATIER, UN TERRITOIRE A VIVRE** » :

Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps

- ⇒ Se donner les moyens d'agir sur la forme urbaine de certains secteurs pour répondre aux objectifs de préservation des terres agricoles, des qualités environnementales et paysagères du territoire

Intégrer à la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions

- ⇒ Les enjeux de l'habitat ont évolué depuis les années 1980, période de construction du secteur de La Mûre. La performance énergétique est aujourd'hui pleinement intégrée dans le choix d'un habitat. Ces lotissements des années 80 ne sont généralement pas performants sur ce plan : choisir d'y habiter rime généralement avec travaux énergétiques. Le PLU devra prendre en compte cet enjeu pour faciliter la réhabilitation énergétique.

Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis

- ⇒ Par le passé, Baratier a fait un remembrement pour permettre la création de nouveaux quartiers d'habitation cohérents, accessibles à tous, tout en préservant les terres agricoles de qualité. Ce remembrement a permis d'atteindre une densité de logement relativement importante dans certains quartiers sans pour autant développer une urbanisation continue et régulière autour du centre historique. Le développement de l'habitat s'est adapté au site et à ses caractéristiques (relief, risques naturels, terres agricoles, enjeux environnementaux). Le PLU souhaite continuer à travailler l'urbanisation future sur des principes similaires permettant de préserver des espaces de respiration au sein même de l'urbanisation.

Appréhender le paysage dans toutes ses composantes

- ⇒ L'imbrication d'espaces bâtis/non bâtis permet un enchevêtrement des fonctions et des utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés). Cette articulation permanente crée des ambiances, des micros paysages et des ouvertures sur le grand paysage. Le PLU envisage un projet de développement intégrant ces composantes.

Pour répondre à ces différentes orientations et objectifs du PADD, le plan masse initial défini à la suite du remembrement agricole est donc retranscrit dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune sous la forme d'une orientation d'aménagement et de programmation.

Cohérence des principes écrits des OAP avec les orientations et objectifs du PADD

L'article L151-6 du code de l'urbanisme définit que « les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements ».

Les dispositions écrites de l'OAP « Retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre » sont en cohérence avec les orientations et les objectifs du PADD listés précédemment.

En application de l'article R151-6 du code de l'urbanisme, l'OAP renvoie vers la section 2 du règlement du PLU « caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères » pour les volets liés aux qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit le secteur sous OAP.

Dispositions à traiter suivant l'article L151-6 du code de l'urbanisme	Retranscription dans les OAP actant de la cohérence avec le PADD
<p>Principes d'aménagement, habitat et forme urbaine</p>	<p>Les principes d'aménagement retenus pour le secteur de La Mûre sont directement issus du plan masse initial du lotissement de La Mûre. Il s'agit de respecter et de maintenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ le tracé initial des dessertes routières du lotissement. Ce tracé doit continuer de comporter à certains endroits des sur-largeurs permettant d'accueillir des espaces de stationnement et/ou un aménagement d'espace public. ⇒ les secteurs constructibles destinés à accueillir de l'habitat. Une mixité des formes et implantations a clairement été établie à l'origine de l'aménagement : constructions regroupant plusieurs logements (collectifs), constructions mitoyennes ou isolées (individuelles). ⇒ les règles d'implantation pour les constructions mitoyennes ou isolées (individuelles) par une retranscription dans le schéma d'aménagement : <ul style="list-style-type: none"> ○ des angles d'implantations obligatoires sur certaines parcelles, ○ du sens du faîtage imposé. ⇒ les secteurs inconstructibles dont la vocation initiale d'espaces verts doit être respectée. Ces secteurs peuvent également accueillir des espaces de jeux (boulodrome, jeux d'enfants) ou être aménagés en cheminements doux. Ces secteurs inconstructibles peuvent ponctuellement être aménagés en voie de desserte avec stationnement ou espace public à dominante minérale si et seulement si : <ul style="list-style-type: none"> ○ Cet aménagement permet de créer du lien, une continuité viaire entre le lotissement initial de la Mûre et un nouveau quartier mitoyen à ce dernier. ○ Cet aménagement est nécessaire pour des raisons de sécurité.

Dispositions à traiter suivant l'article L151-6 du code de l'urbanisme	Retranscription dans les OAP actant de la cohérence avec le PADD
Transports et déplacements	Aujourd'hui, le lotissement de La Mûre n'est pas desservi par les transports en commun. Hormis les liaisons douces existantes, il n'y a pas d'alternative à la voiture individuelle.
Desserte et réseaux	<p>La desserte de la zone se fait par le tracé initial des dessertes routières du lotissement par la création d'une voirie d'accès interne reprenant le tracé de l'emplacement réservé prévu à cet effet. Les accès des différents lots à la voirie interne pourront être mutualisés ou indépendants les uns des autres.</p> <p>Le raccordement en eau, au réseau d'assainissement et la desserte électrique se font et se feront depuis les points de raccordement aux réseaux publics les plus pertinents.</p>

Cohérence spatiale des OAP avec les orientations et objectifs du PADD

La cohérence spatiale de l'OAP est présente par le fait que le tracé du secteur soumis à OAP reprend précisément le tracé du secteur historiquement soumis à plan masse. Ce secteur fait également l'objet d'une zone spécifique dans le règlement du PLU : **la zone Um**.

Nécessité des dispositions édictées par le règlement (écrit et graphique) pour la mise en œuvre du PADD et des différences qu'elles comportent

La mise en œuvre du PADD se traduit nécessairement par une organisation territoriale. La définition de cette organisation territoriale et son application sont retranscrites dans le règlement du PLU. Ce dernier se compose de 2 documents principaux : le règlement écrit et le règlement graphique (le plan de zonage).

La traduction territoriale du règlement s'organise à travers la définition de différentes zones. Chaque zone comporte un règlement écrit et une délimitation spatiale. Le code de l'urbanisme définit que le règlement délimite, sur le ou les documents graphiques, les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A), les zones naturelles et forestières (N).

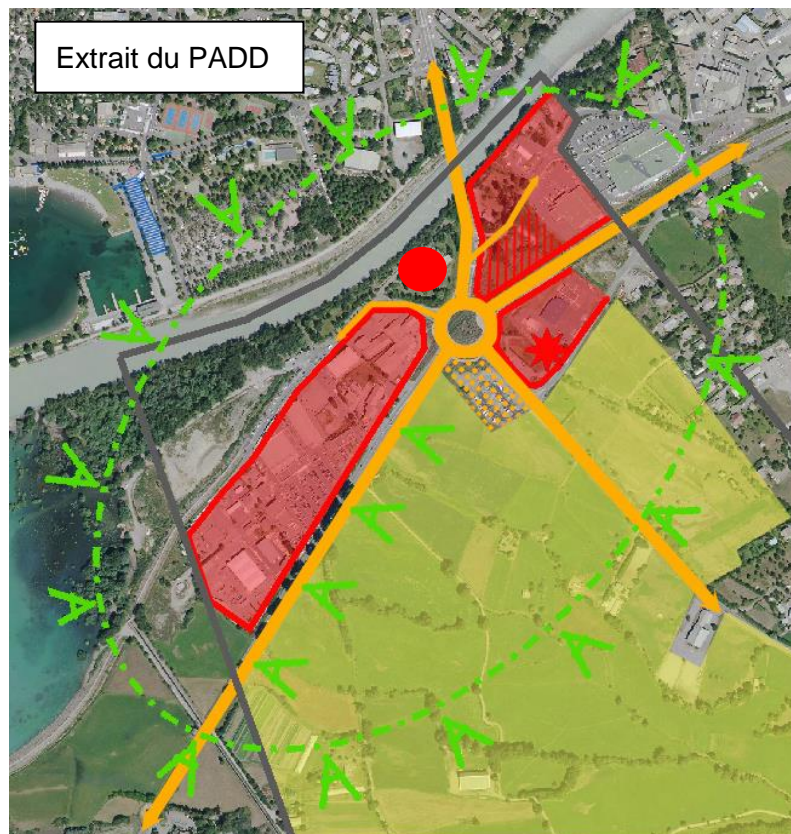
Peuvent être classés

- ⇒ en zone U, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter,
- ⇒ en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation,
- ⇒ en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles,
- ⇒ en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :
 - 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
 - 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
 - 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
 - 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
 - 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Dans chacune de ces zones (U, AU, A et N), le règlement définit un nouveau secteur à chaque fois qu'il y a une règle différente qui s'applique.

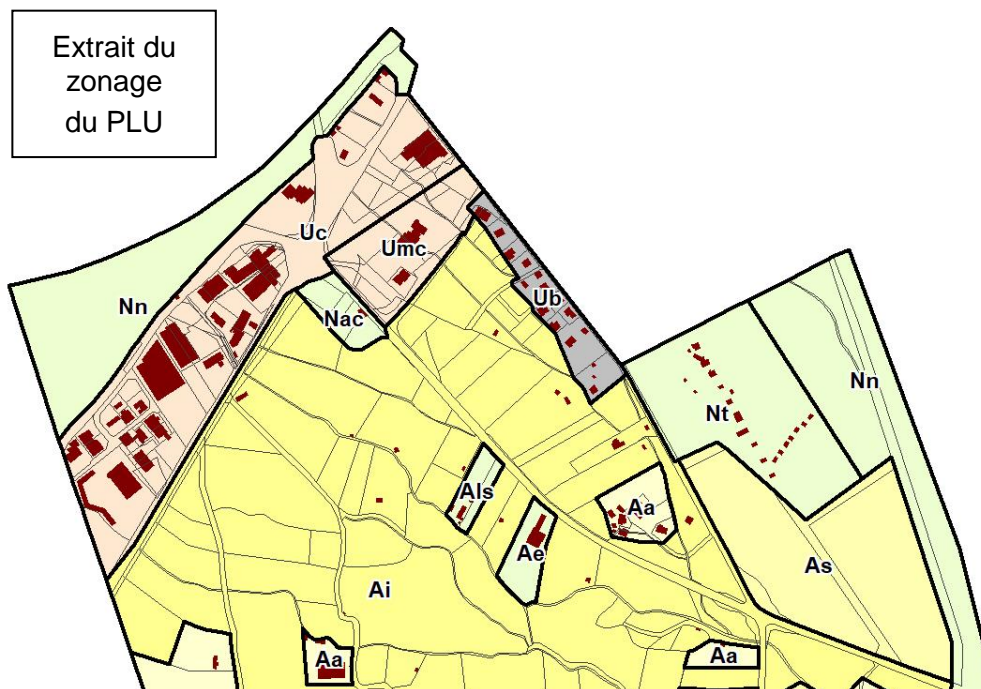
BARATIER, PORTE SUD DE L'EMBRUNAIS

OBJECTIFS ET ACTIONS RETENUS AU PADD	MISE EN ŒUVRE DU PROJET DANS LE ZONAGE ET LE REGLEMENT	
	Eléments du PLU permettant de répondre aux objectifs et actions du PADD	Traduction du PADD effectuée dans le zonage et le règlement
Qualifier l'entrée de la commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais		
⇒ Définir la fonction de chaque secteur de la plaine en ayant le souci constant que ces différentes entités sont le reflet de la qualité du territoire, de ses dynamiques et ses activités.	De part et d'autre de la route nationale le zonage identifie les différentes activités du territoire : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ agriculture en zone agricole, ⇒ tourisme avec le maintien des ouvertures sur le grand paysage par le classement en agricole inconstructible de la plaine et le projet de la maison Collomb (appui à l'économie locale type maison de pays), ⇒ commerces, artisanat et services avec les zones d'activités des portes du Lac et de Entraigues I ainsi que l'aire de covoiturage et la station d'épuration. 	Zonage Ai Zonage Uc et Umc Zonage Nac <i>(cf illustration page suivante)</i>
⇒ Identifier l'espace agricole de la plaine du Liou pour conforter sa fonction actuelle à court, moyen et long terme. Acter que cette activité est essentielle car elle participe au maintien de l'identité de la commune et de ses paysages.	Création d'une zone agricole inconstructible sur la Plaine du Liou doublée de la mise en place d'une ZAP (cf chapitre complémentarité du PLU avec le projet de ZAP).	Règlement et zonage de la zone Ai <i>(cf illustration page suivante)</i>
⇒ Encadrer les espaces à vocation commerciale et artisanale pour que leur présence et leur rôle sur le territoire soient reconnus tout en intégrant une nécessaire recherche d'intégration qualitative.	Définition d'un zonage spécifique pour les activités commerciale et artisanale sur les zones d'activités des portes du Lac et de Entraigues I.	Zonage Uc et Umc
⇒ Limiter le développement de l'habitat à proximité immédiate de la RN94.	Toutes les zones prévues de part et d'autre de la RN interdisent le développement de l'habitat. Les logements de fonction sont autorisés sous réserve d'être nécessaires et intégrés dans le volume du bâtiment d'activité	Règlement des zones Uc, Umc, Ai et Nac



- Espaces à vocation agricole
- Axes de déplacements motorisés
- Aire de covoiturage
- Ouvertures sur le grand paysage
- Espaces à vocation commerciale et/ou artisanale
- Limites des espaces à vocation commerciale et/ou artisanale
- Projet d'appui à l'économie locale
- Secteur non bâti, extension possible des espaces à vocation commerciale et/ou artisanale
- Station d'épuration

PLU



Zonage du PLU de Baratier

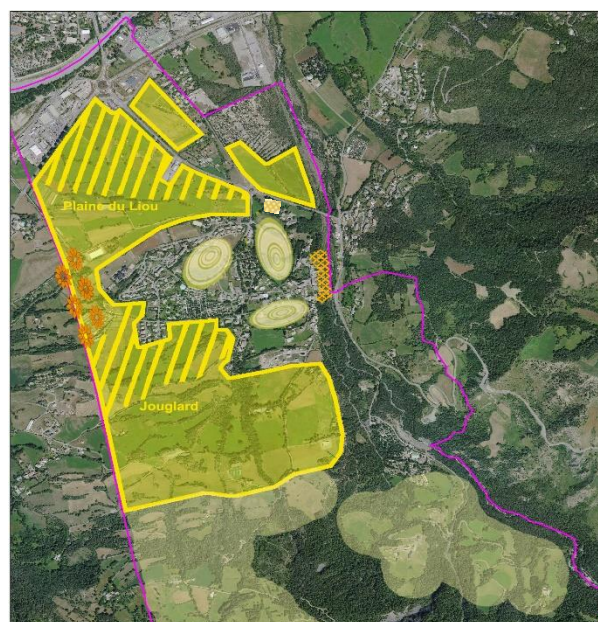
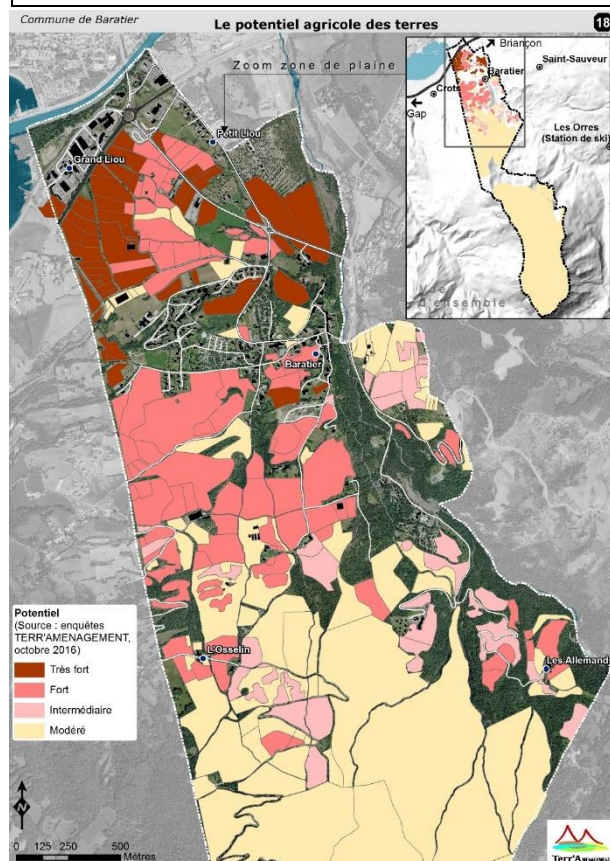
- Ua : Zone urbaine - centre village
- Ub : Zone urbaine - extension urbaine
- Um : Zone urbaine du lotissement de La Mûre soumis à OAP
- Uc : Zone urbaine artisanale et commerciale
- Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
- Aa : agricole classique
- Ai : agricole identitaire - totalement inconstructible
- As : agricole où seules les serres sont autorisées
- At : camping
- Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
- Aaj : secteurs de jardins familiaux
- Als : STECAL activité sport-loisir pré-existante au PLU
- Nn : naturel inconstructible
- Nt : camping
- Nac : aire de covoiturage
- Ncv : centre de vacances existant

S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire

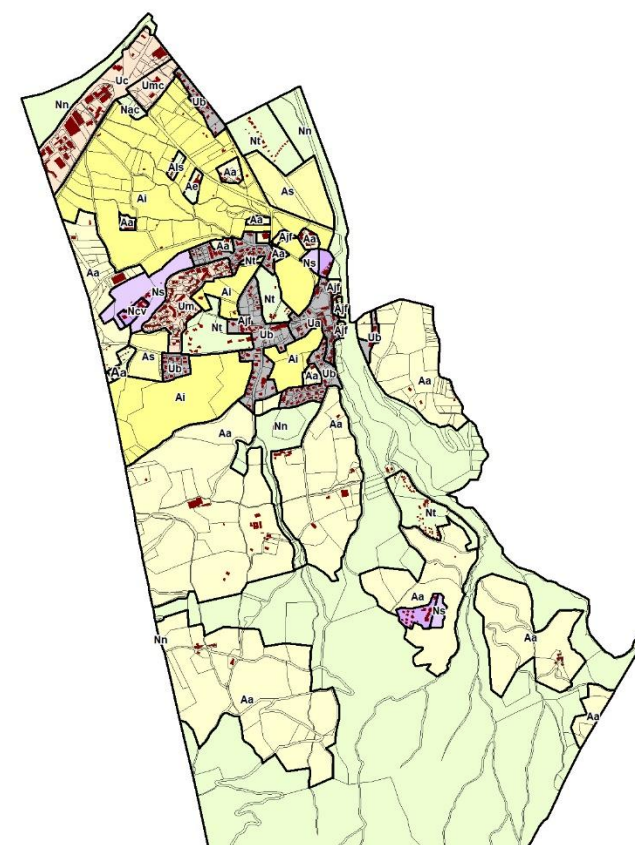
⇒ Reconnaître et considérer l'agriculture comme contribuant pleinement à la dynamique économique locale,

Le zonage agricole prévoit principalement 2 types de secteurs traduisant deux niveaux de prescriptions dans l'objectif de prendre en compte le fonctionnement agricole et son dynamisme économique tant au niveau de l'agriculture que de ses effets sur le paysage et donc le tourisme. Sur la quasi-totalité des terres identifiées au niveau de l'état initial de l'environnement et du diagnostic agricole comme ayant une forte valeur agricole, le zonage A est doublé de la mise en place d'une ZAP dans l'objectif de protéger la vocation agricole sur le long terme.

Règlement et zonage des zones Aa et Ai ZAP
(cf illustration ci-dessous)



- Espace agricole à forte valeur
- Espace agricole à très forte valeur
- Espace agricole enclavé
- Secteur de jardins familiaux existants
- Espace croisant plusieurs enjeux (agricole, touristique, proximité de Crots)
- Secteur de reconquête agricole

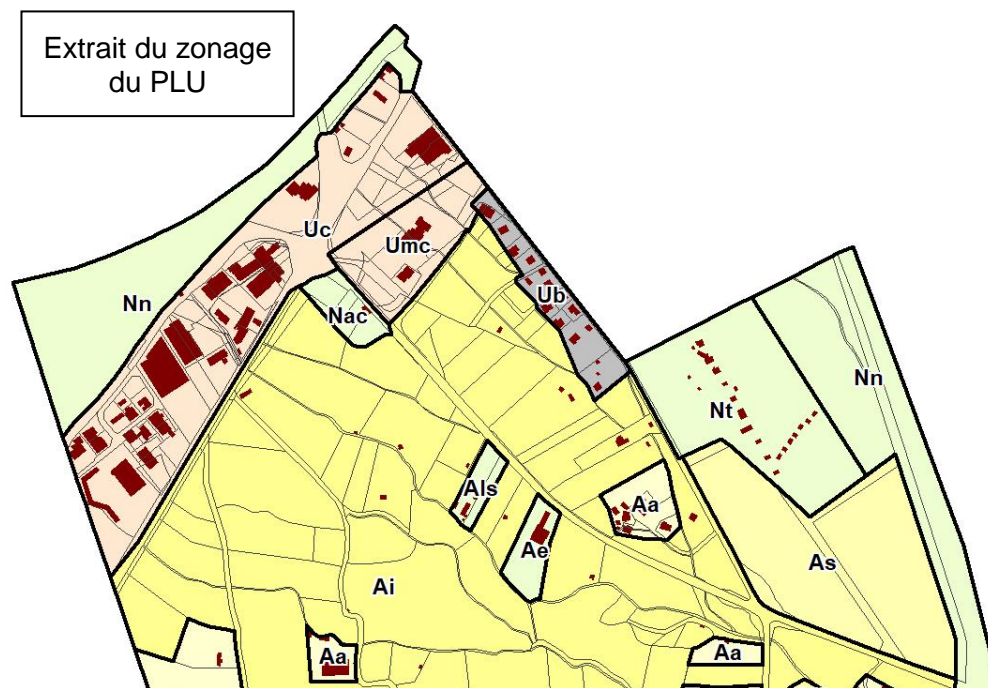
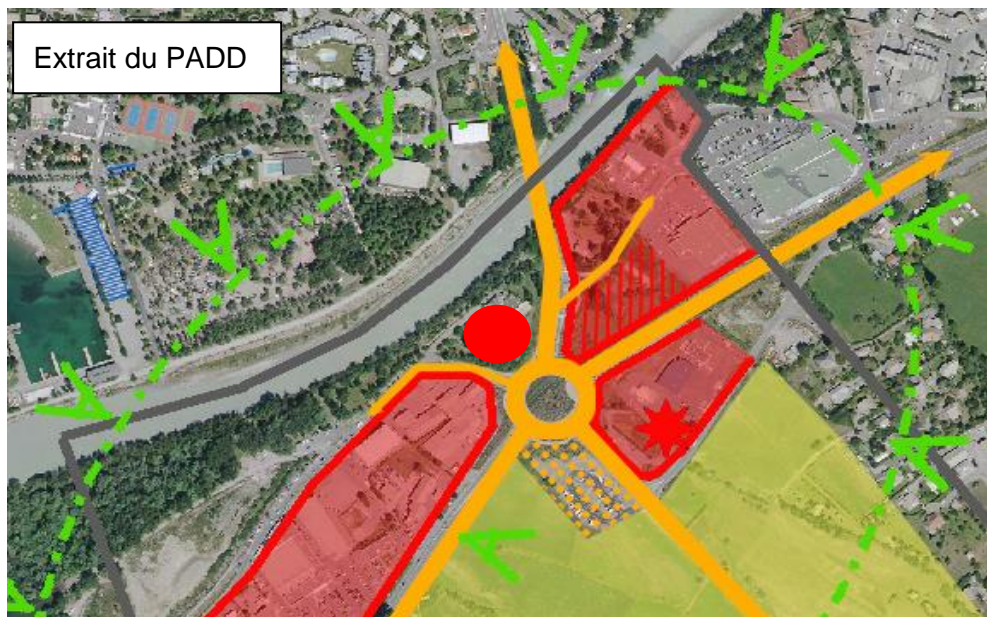







Extrait du diagnostic agricole 2016

Extrait du PADD


















Extrait du zonage du PLU

⇒ Qualifier le linéaire commercial de la zone des Portes du Lac par un vocabulaire architectural commun tout en tenant compte de l'identité de chaque enseigne. Sur l'ensemble du territoire communal encadrer le développement des enseignes et pré-enseignes commerciales	Définition d'un zonage spécifique pour les activités commerciale et artisanale sur les zones d'activités des portes du Lac et de Entraigues I.	Zonage Uc et Umc <i>(cf illustration page suivante)</i>
⇒ Encadrer la mise en valeur de la zone commerciale d'Entraigues 1	Ces secteurs pourront à terme faire l'objet d'un cahier des charges spécifique pour créer du lien architectural entre les bâtiments.	
⇒ Être acteur de projets qui mettent en valeur et appuient l'économie locale comme la création d'un espace d'information, de services, de vitrine du territoire et de vente de produits de loisirs et de services locaux au croisement de la RN et de la RD	Intégration de la maison Collomb à la zone artisanale et commerciale.	Classement en zone Umc du secteur de la maison Collomb <i>(cf illustration page suivante)</i>
Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques		
⇒ Appréhender le rond-point entre la route nationale et les axes secondaires comme une véritable convergence, point d'entrée et image du territoire : <ul style="list-style-type: none"> > Créer une accroche qui permette d'identifier la commune de Baratier, > Indiquer et orienter vers le centre du village, > Conditionner l'urbanisation des derniers espaces non bâtis à vocation commerciale et/ou artisanale à des mesures architecturales et paysagères fortes, 	Définition d'un zonage spécifique pour les activités commerciale et artisanale sur les zones d'activités des portes du Lac et de Entraigues I.	Zonage Uc et Umc <i>(cf illustration page suivante)</i>



- | | | | |
|---|---|--|--|
|  | Espaces à vocation commerciale et/ou artisanale |  | Projet d'appui à l'économie locale |
|  | Limites des espaces à vocation commerciale et/ou artisanale |  | Secteur non bâti, extension possible des espaces à vocation commerciale et/ou artisanale |
| | |  | Station d'épuration |

Zonage du PLU de Baratier

-  Ua : Zone urbaine - centre village
-  Ub : Zone urbaine - extension urbaine
-  Um : Zone urbaine du lotissement de La Mûre soumis à OAP
-  Uc : Zone urbaine artisanale et commerciale
-  Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
-  Aa : agricole classique
-  Ai : agricole identitaire - totalement inconstructible
-  As : agricole où seules les serres sont autorisées
-  At : camping
-  Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
-  Ajf : secteurs de jardins familiaux
-  Als : STECAL activité sport-loisir pré-existante au PLU
-  Nn : naturel inconstructible
-  Nt : camping
-  Nac : aire de covoiturage
-  Ncv : centre de vacances existant
-  Ns : Secteur pouvant accueillir des terrains et équipements sportifs

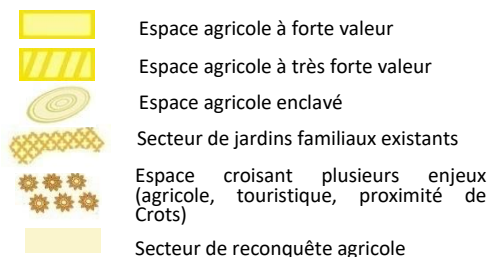
BARATIER, UN TERRITOIRE A VIVRE

Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps		
⇒ Prioriser les futurs espaces d'urbanisation à vocation résidentielle	Comme mis en valeur dans le diagnostic socio-démographique et comme expliqué dans le chapitre analysant la consommation d'espace passée, Baratier s'est beaucoup développé depuis 3 décennies et le rythme continu d'être soutenu. En conséquence après avoir débattu à plusieurs reprises de la nécessité ou non d'anticiper de nouveaux secteurs voire une maîtrise communale, l'équipe municipale a finalement retenue de rester sur une enveloppe foncière raisonnable et donc les espaces urbanisés existant. L'objectif est déjà d'assimiler l'augmentation de la population en cours et à venir entre 2015 et 2034 : fonctionnement et capacité des équipements publics.	Zonage des zones Ua, Ub, et Um
⇒ Définir s'il y a nécessité ou non d'anticiper une maitrise communale sur le développement de l'habitat à court, moyen et/ou long terme,		
⇒ Se donner les moyens d'agir sur la forme urbaine de certains secteurs pour répondre aux objectifs de préservation des terres agricoles, des qualités environnementales et paysagères du territoire	Articulation des zones agricoles, naturelles et urbaines avec notamment le maintien de 3 espaces agricoles inconstructibles en dents creuses de l'urbanisation. Maintien du plan masse du lotissement de la Mure via un règlement spécifique et les OAP dans l'objectif de conserver les qualités environnementales et paysagères du secteur.	Zonage des zones U et Ai Zonage Um avec OAP
Intégrer à la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions		
⇒ Les enjeux de l'habitat ont évolué depuis les années 1980, période de construction du secteur de La Mûre. La performance énergétique est aujourd'hui pleinement intégrée dans le choix d'un habitat. Ces lotissements des années 80 ne sont généralement pas performants sur ce plan : choisir d'y habiter rime généralement avec travaux énergétiques. Le PLU devra prendre en compte cet enjeu pour faciliter la réhabilitation énergétique.	Le règlement des zones U mais également des zones A et N facilite la réhabilitation énergétique des bâtiments existants mais également la mise en œuvre d'une performance énergétique pour les constructions neuves en autorisant : ⇒ que la hauteur des constructions neuves et existantes soit majorée de 0,80 m maximum pour travaux d'économie d'énergie. ⇒ une tolérance pour l'isolation par l'extérieur des façades par rapport aux reculs imposés ⇒ les panneaux solaires sous réserve de respecter une intégration à la construction neuve ou existante (privilégier la symétrie, les alignements, notamment avec les ouvertures préexistantes ; le respect des équilibres d'ensemble ; Le regroupement d'un seul tenant ; Le choix du coloris mat).	Règlement des zones U, A et N

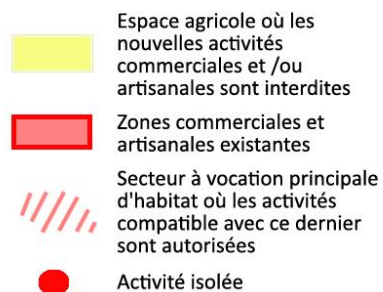
Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis		
⇒ Par le passé, Baratier a fait un remembrement pour permettre la création de nouveaux quartiers d'habitation cohérents, accessibles à tous, tout en préservant les terres agricoles de qualité. Ce remembrement a permis d'atteindre une densité de logement relativement importante dans certains quartiers sans pour autant développer une urbanisation continue et régulière autour du centre historique. Le développement de l'habitat s'est adapté au site et à ses caractéristiques (relief, risques naturels, terres agricoles, enjeux environnementaux). Le PLU souhaite continuer à travailler l'urbanisation future sur des principes similaires permettant de préserver des espaces de respiration au sein même de l'urbanisation.	Articulation des zones agricoles, naturelles et urbaines avec notamment le maintien de 3 espaces agricoles inconstructibles en dents creuses de l'urbanisation.	Zonage des zones U et Ai (cf illustration page suivante)
Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal		
⇒ Pour conforter la volonté de maintenir une articulation entre espaces bâtis et non bâtis, la commune souhaite définir des espaces de jardins familiaux.	Le PLU détermine 3 secteurs de jardins familiaux, celui le long du torrent des Vachères existe déjà. Les 2 autres, près du cimetière et en contre bas du chemin du pavé sont des projets d'aménagement. Des emplacements réservés sont donc prévus pour que la commune acquiert les secteurs en vue de les aménager en jardins familiaux.	Zonage Ajf (cf illustration page suivante)
Appréhender le paysage dans toutes ses composantes		
⇒ L'imbrication d'espaces bâtis/non bâtis permet un enchevêtrement des fonctions et des utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés). Cette articulation permanente crée des ambiances, des micros paysages et des ouvertures sur le grand paysage. Le PLU envisage un projet de développement intégrant ces composantes	Articulation des zones agricoles, naturelles et urbaines avec notamment : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ le maintien de 3 espaces agricoles inconstructibles en dents creuses de l'urbanisation, ⇒ la prise en compte des campings et centres de vacances existant, ⇒ la valorisation du secteur dédié aux équipements publics et particulièrement ceux liés à la jeunesse autour de l'école. 	Zonage et règlement des zones Ua, Ub, Um, Ai, Ncv et Nt (cf illustration page suivante)

Extrait du PADD

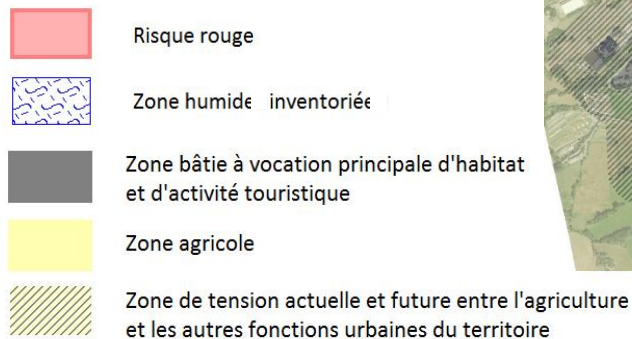
Les enjeux de l'agriculture



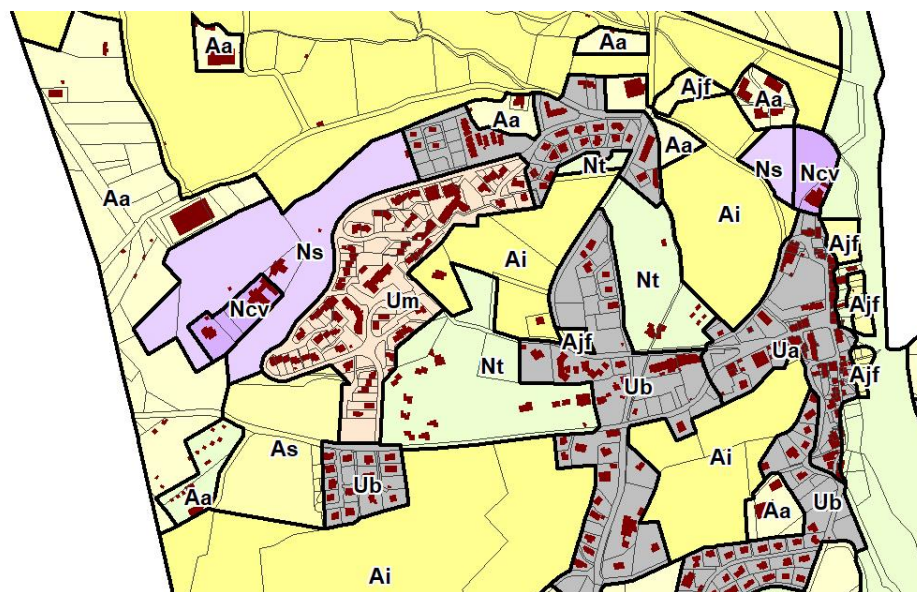
Les enjeux liés au développement du commerce, de l'artisanat et des services




















Les enjeux fonciers entre habitat et agriculture



Extrait du zonage
du PLU



Zonage du PLU de Baratier

-  Ua : Zone urbaine - centre village
-  Ub : Zone urbaine - extension urbaine
-  Um : Zone urbaine du lotissement de La Mûre soumis à OAP
-  Uc : Zone urbaine artisanale et commerciale
-  Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
-  Aa : agricole classique
-  Ai : agricole identitaire - totalement inconstructible
-  As : agricole où seules les serres sont autorisées
-  At : camping
-  Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
-  Ajf : secteurs de jardins familiaux
-  Als : STECAL activité sport-loisir pré-existante au PLU
-  Nn : naturel inconstructible
-  Nt : camping
-  Nac : aire de covoiturage
-  Ncv : centre de vacances existant
-  Ns : Secteur pouvant accueillir des terrains et équipements sportifs

Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population		
<p>⇒ S'appuyer sur le projet d'aménagement du domaine des Clôtures et intégrer pleinement cet espace dans le fonctionnement global du chef-lieu</p> <p>⇒ Qualifier l'aménagement et le statut de l'ensemble des espaces publics</p> <p>⇒ Mettre en valeur le patrimoine remarquable et le patrimoine ordinaire : fontaines, murets, église, halle, bâtis remarquables (front bâti surplombant le torrent des Vachères, château, maison de maître, maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle)</p>	<p>Le règlement s'appuie sur ces points du PADD pour définir des règles relativement précises en matière de qualité urbaine et architecturale. En effet, le projet de chacun répond à une harmonie d'ensemble qui s'inscrit elle-même pleinement dans la volonté de réorganiser et réaménager le centre village pour le qualifier.</p>	<p>Section 2 du règlement des zones Ua, Ub et Um</p>

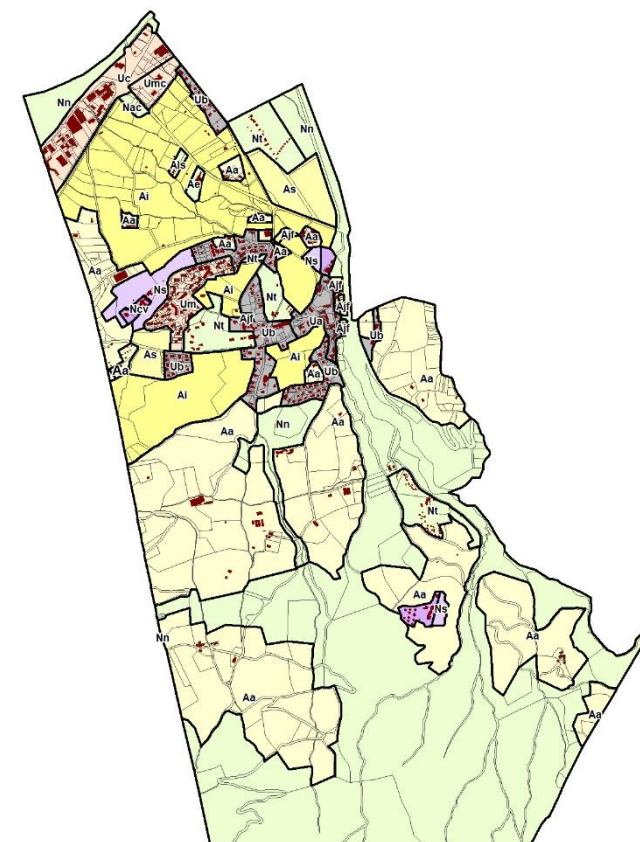
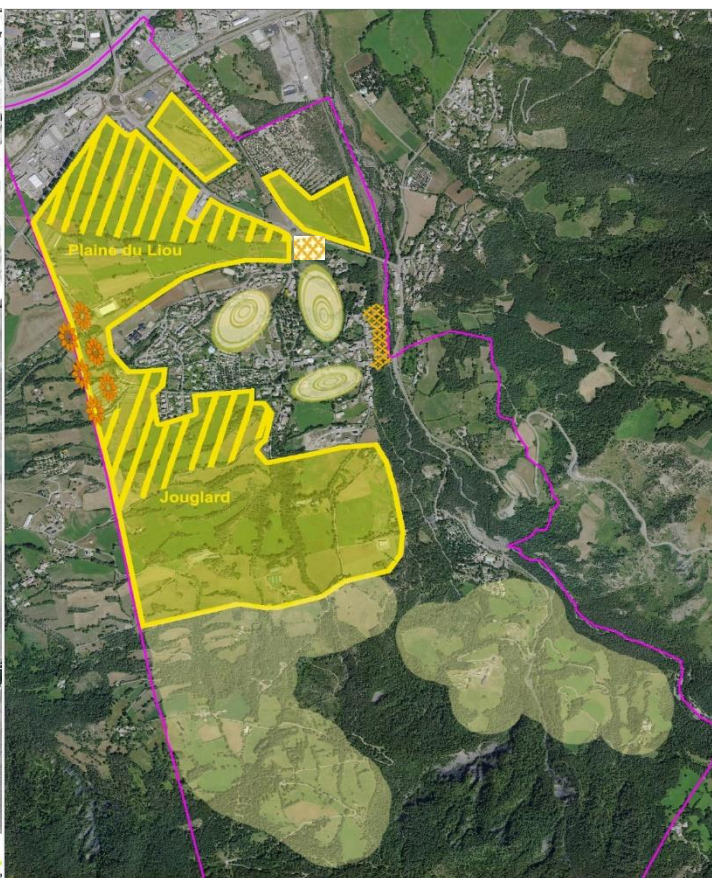
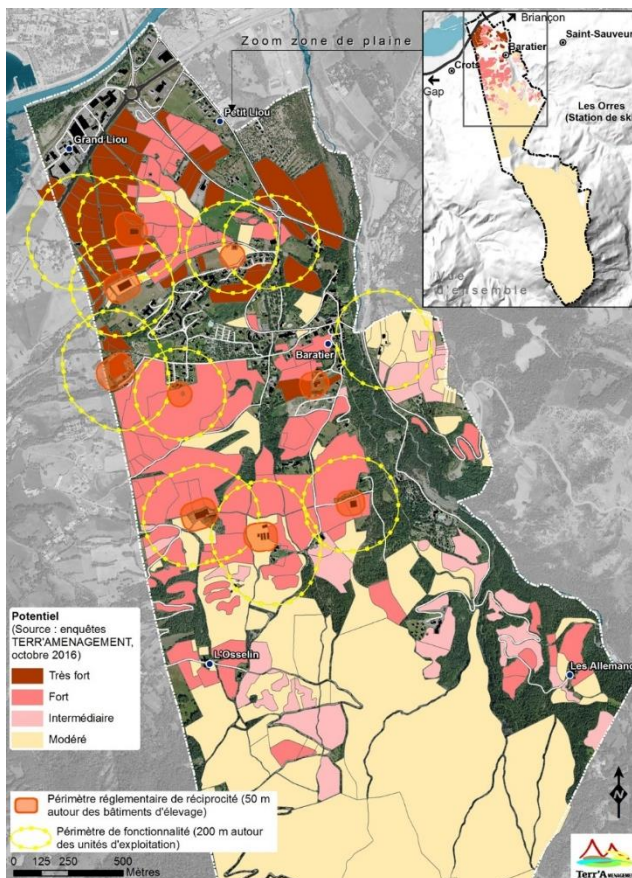
BARATIER, UN TERRITOIRE PORTEUR D'EMPLOIS

Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale		
<p>⇒ Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures,</p> <p>⇒ Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation,</p> <p>⇒ Lutter contre la fermeture des terres agricoles,</p>	<p>Le dessin de la zone agricole a été travaillé pour répondre à ces différents points. Les objectifs principaux ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ De préserver les terres agricoles à forte valeur identifiée par le diagnostic agricole, ⇒ D'intégrer le fonctionnement des exploitations agricoles, ⇒ De maintenir l'accès au secteur agricole à forte valeur, notamment au lieu-dit Jouglard avec un maintien en agricole inconstructible des terres situées entre le lotissement verger et la zone Ub située à l'ouest du centre village. <p>La traduction de ces enjeux agricoles se retrouve également dans le fait d'avoir créé un secteur Aa (agricole classique) et un secteur Ai (agricole totalement inconstructible). Ces 2 secteurs permettent d'une part de répondre aux besoins des exploitations en termes de construction de bâtiments d'exploitation et d'autre part de préservation de leur outil de travail principal, la terre.</p> <p>L'ensemble de ces mesures prises au PLU est doublée de la mise en place d'une ZAP d'ans l'objectif de préserver la vocation agricole de l'espace sur le long terme.</p>	<p>Zonage et règlement des zones Aa et Ai (cf illustration page suivante)</p>
<p>⇒ Etre acteur du développement des circuits courts : mise à disposition d'espaces, de lieux comme la halle pour accueillir des manifestations en lien avec l'agriculture, soutenir voire porter des projets de création de points ventes de produits locaux, orchestrer pour impulser et non mettre en concurrence les projets favorisant le lien entre agriculteurs et population principale et secondaire</p>	<p>Le projet de la maison Collomb répond à ce point dans la mesure où l'un de ses objectifs est la mise en valeur et l'appui à l'économie locale avec la création d'un espace vitrine du territoire et de vente de produits locaux.</p>	<p>Zonage et règlement de la zone Uc</p>

Extrait du diagnostic agricole 2016

Extrait du PADD

Extrait du zonage du PLU



Zonage du PLU de Baratier

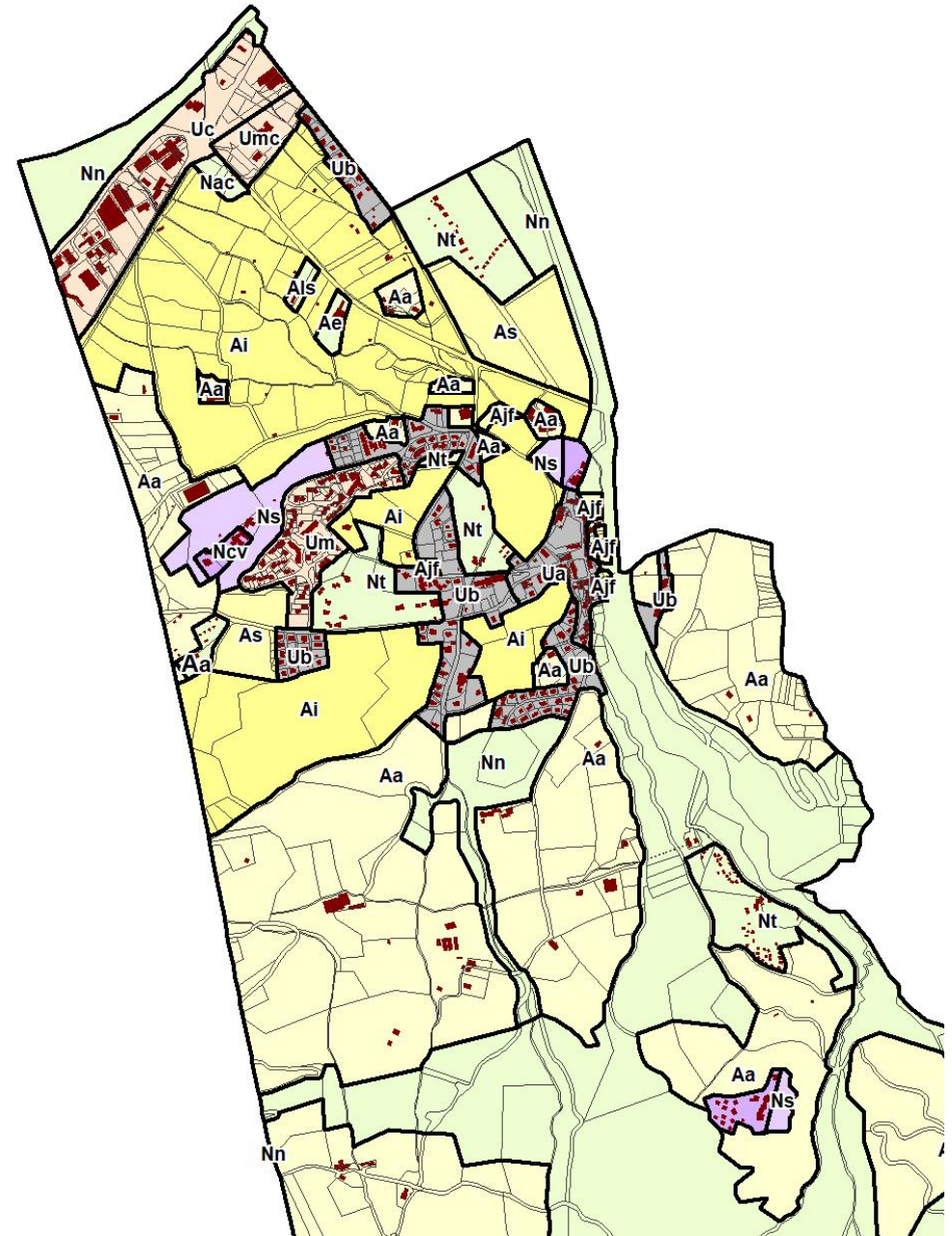
- Ua : Zone urbaine - centre village
- Ub : Zone urbaine - extension urbaine
- Um : Zone urbaine du lotissement de La Mûre soumis à OAP
- Uc : Zone urbaine artisanale et commerciale
- Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
- Aa : agricole classique
- Ai : agricole identitaire - totalement inconstructible
- As : agricole où seules les serres sont autorisées
- At : camping
- Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
- Ajf : secteurs de jardins familiaux
- Als : STECAL activité sport-loisir pré-existante au PLU
- Nn : naturel inconstructible
- Nt : camping
- Nac : aire de covoiturage
- Ncv : centre de vacances existant
- Ns : Secteur pouvant accueillir des terrains et équipements sportifs

Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal		
⇒ Autoriser dans les secteurs à dominante d'habitat les activités (commerce, artisanat et services) compatibles avec ce dernier,	La section I du règlement des zones Ua et Ub définit une mixité des fonctions urbaines autorisées pour répondre à cet enjeu du PADD. Seule la destination commerce est autorisée en zone Ua alors qu'elle est interdite en zone Ub dans l'objectif d'orienter plus la dynamique économique vers le centre historique et les centralités actuelles et futures identifiées au PADD.	Zonage et règlement des zones Ua et Ub
⇒ Conserver les zones des Portes du Lac et d'Entraigues 1 à destinations artisanales, industrielles, commerciales et de services.	Les zones des Portes du Lac et d'Entraigues 1 sont traduites dans le PLU par un zonage et règlement particuliers.	Zonage Uc
⇒ Orienter ces zones commerciales et artisanales vers des activités non compatibles avec l'habitat, limiter voire interdire de nouveaux bâtiments à destination d'habitation.	Dans les zones artisanales et commerciales, les logements de fonction sont autorisés uniquement sous réserve d'être nécessaire et intégré dans le volume du bâtiment d'activité.	Règlement des zones Uc et Umc
⇒ Adapter des secteurs de taille et capacité limitée (STECAL) aux activités isolées existantes mais interdire dans les zones agricoles et naturelles tout développement de nouveau commerce, artisanat et service non nécessaire à l'activité agricole et ce y compris par un changement de destination des constructions existantes.	Un STECAL lié à des activités commerciales isolées existantes a été défini dans le zonage du PLU, il s'agit du STECAL Ae autour de la discothèque et de la boulangerie. En cohérence avec le PADD, le règlement définit qu'en zone agricole et naturelle « l'aménagement, la réhabilitation et la reconstruction à l'identique des bâtiments existants sont autorisés indépendamment de leur destination, sous réserve de s'inscrire dans le volume existant du bâtiment <u>et sans changement de destination</u> ».	Règlement et zonage Ae, Aa et Nn
Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier		
⇒ Reconnaître et soutenir le développement des activités touristiques,	Plusieurs STECAL liés à des activités isolées existantes ont été définis pour répondre à ces enjeux du PADD : ⇒ le STECAL Als autour de l'activité équestre en « sport et loisirs », ⇒ les STECAL liés à l'accueil touristique et à leurs installations (Nt pour les camping, Ncv pour les centres de vacances et Ns pour les aménagements et équipements nécessaires aux activités de sport et loisirs de plein air de ces centres de vacances).	Règlement et zonage Als, At Nt, Ncv et Ns (cf illustration page suivante)
⇒ Développer l'offre touristique de Baratier en l'axant sur le multi-activité et le plein air accessible à tous.		

Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier		
⇒ Savoir s'appuyer le potentiel du territoire et le valoriser : maintien des qualités paysagères, agro-tourisme, mise en valeur du patrimoine local.	Le classement en inconstructible de la plaine du Liou, des parcelles situées de part et d'autre de la RD 40 entre le rond-point des Orres et le rond-point de La Mure répond à cet enjeu du PADD.	Règlement et zonage en Ai
⇒ Exploiter les points de convergence existants : carrefours, points d'entrées des territoires, office du tourisme, points d'accueil, points de rendez-vous.	La création de zones commerciales et artisanales ainsi que du secteur du projet de la maison Collomb et des zones commerciales et artisanales des Portes du Lac et d'Entraigues 1 répond à cet enjeu du PADD. Le secteur dessiné pour l'aire de covoiturage peut également être rattaché à ce point.	Règlement et zonage en Uc, Umc et Nac

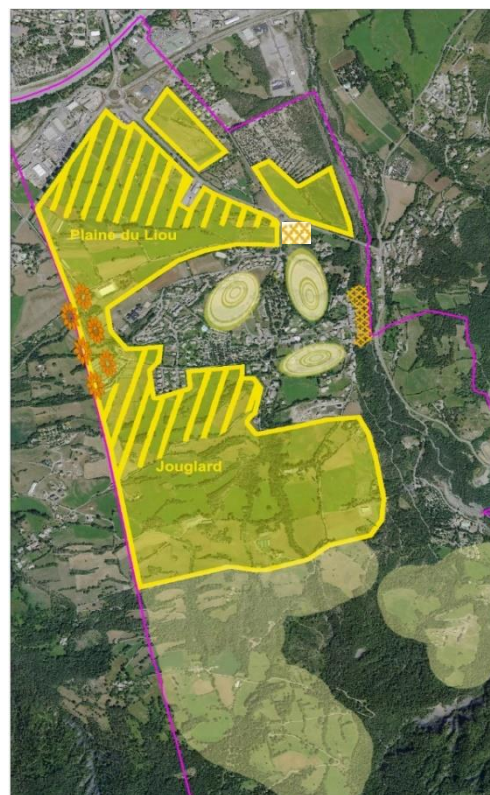
Zonage du PLU de Baratier







- Ua : Zone urbaine - centre village
- Ub : Zone urbaine - extension urbaine
- Um : Zone urbaine du lotissement de La Mûre soumis à OAP
- Uc : Zone urbaine artisanale et commerciale
- Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
- Aa : agricole classique
- Ai : agricole identitaire - totalement inconstructible
- As : agricole où seules les serres sont autorisées
- At : camping
- Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
- Ajf : secteurs de jardins familiaux
- Als : STECAL activité sport-loisir pré-existante au PLU
- Nn : naturel inconstructible
- Nt : camping
- Nac : aire de covoiturage
- Ncv : centre de vacances existant

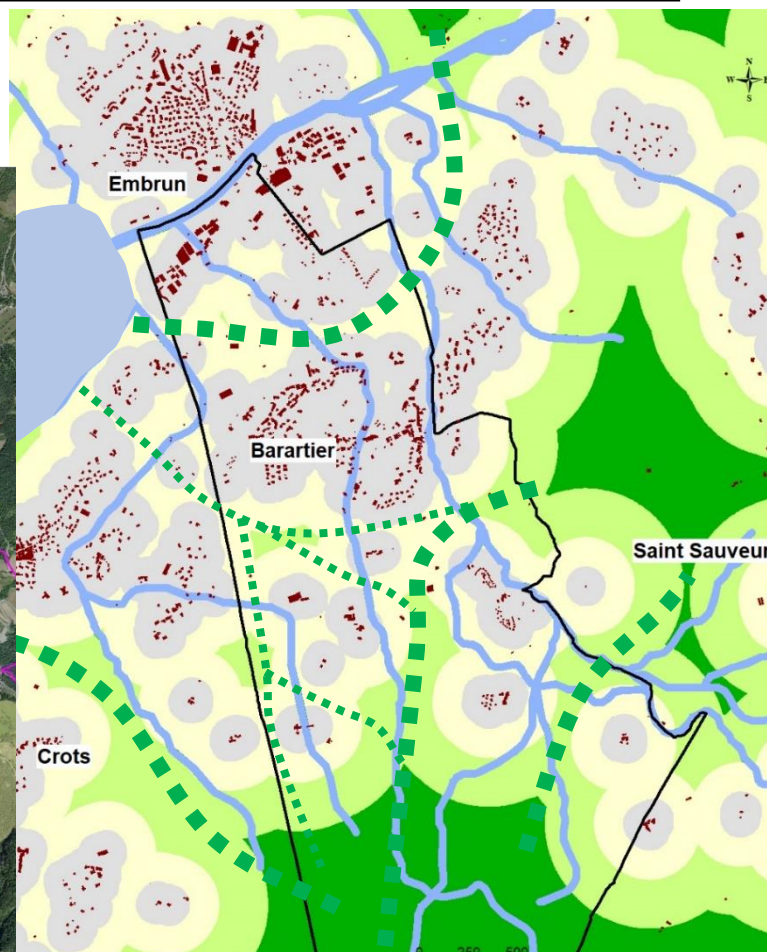


BARATIER, UNE QUALITE DE VIE A PRESERVER





Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain		
⇒ Fixer des espaces agricoles à forte valeur sur lesquels un « principe de précaution » s'applique, reflet d'une volonté d'aller vers des circuits courts et une production locale affirmée.	<p>Le dessin de la zone agricole a été travaillé pour répondre à cet enjeu de « principe de précaution ».</p> <p>La traduction de cet enjeu se retrouve particulièrement dans le fait d'avoir créé un secteur Aa (agricole classique) et un secteur Ai (agricole totalement inconstructible).</p> <p>La mise en place d'une ZAP répond également à ce principe dans l'objectif de préserver la vocation agricole de l'espace sur le long terme.</p>	Règlement et zonage Ai (cf illustration page suivante)
⇒ Développer le lien entre les espaces habités et les espaces agricoles : mise en place de jardins familiaux, préservation d'espaces agricoles enclavés identifiés comme participant au bien-être des habitants permanents et secondaires, création de lieux d'échanges.	La définition de 3 secteurs Ajf à destination de jardins familiaux et le classement en Ai, agricole inconstructible des 3 secteurs agricoles enclavés dans l'espace urbanisé du village répondent à cet enjeu.	Règlement et zonage Ai et Ajf (cf illustration page suivante)
Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement		
⇒ Préserver la fonctionnalité écologique en protégeant sur le long terme les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques,	<p>Les zonages agricole et naturel prennent en compte le fonctionnement écologique du territoire et la biodiversité présente. Le fait que le règlement rende totalement inconstructible la zone Ai et la zone Nn répond pleinement à l'enjeu de préserver la fonctionnalité écologique et garantir la pérennité des espaces participant à cette fonctionnalité.</p>	Règlement et zonage Ai et Nn (cf illustration page suivante)
⇒ Garantir la pérennité des espaces participant à cette fonctionnalité : sites inventoriés en raison de leur richesse en termes de biodiversité, espaces et activités agricoles, ripisylves des cours d'eau, forêts.		
⇒ Veiller à ce que tout projet prenne en compte les zones humides, en particulier celles inscrites à l'inventaire départemental.		



-  Espace agricole à forte valeur
-  Espace agricole à très forte valeur
-  Espace agricole enclavé
-  Secteur de jardins familiaux existants
-  Espace croisant plusieurs enjeux (agricole, touristique, proximité de Crots)
-  Secteur de reconquête agricole



**Trame Verte**

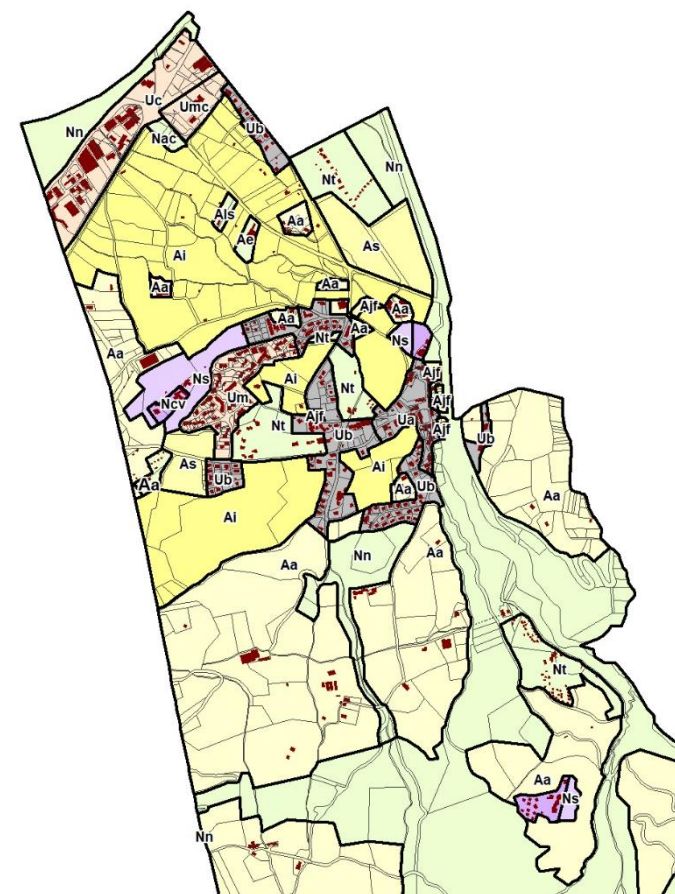
Elle s'appuie sur une approche par espace tampon d'influence de l'urbanisation





-  > 500 m => Espace de bonne fonctionnalité non impacté par l'urbanisation
-  250 à 500 m
-  100 à 250 m
-  < 100 m => Espace sous influence directe de l'urbanisation

Trame Bleue

Elle s'appuie sur le réseau hydraulique et de canaux de la commune ainsi que sur le maillage avec les zones humides répertoriées à l'inventaire départemental.

-  Zones humides (inventaire départemental)
-  Réseau hydraulique et canaux

**Zonage du PLU de Barartier**

-  Aa : Agricole classique
-  Ai : Agricole identitaire - totalement inconstructible
-  Aif : Secteur de Jardins Familiaux
-  As : agricole où seules les serres sont autorisées

Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire		
<p>⇒ Avoir un projet de développement cohérent avec les capacités du réseau d'assainissement collectif,</p> <p>⇒ Autoriser l'assainissement individuel sous réserve de l'installation de dispositifs de traitement adaptés aux milieux récepteurs,</p> <p>⇒ Dimensionner les projets d'urbanisation nouvelle en fonction de la capacité des milieux récepteurs,</p> <p>⇒ Favoriser la prise en compte en amont des projets de la gestion des eaux pluviales et ce dans une logique de protection des bassins versants contre les risques d'inondation et de séparation des eaux claires du traitement des eaux usées,</p> <p>⇒ Optimiser la ressource en eau et se donner les moyens de préserver sa qualité (prise en compte des mesures de protection des périmètres de captage).</p>	<p>Pour lutter contre l'imperméabilisation des sols facteur multiplicateur des risques naturels, le règlement définit un coefficient de biotope par surface à respecter dans les zones U</p> <p>Le coefficient fixe une obligation de maintien ou création de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménagées sur l'unité foncière qui peut être satisfaite de plusieurs manières : espaces libres de pleine terre, surfaces semi perméables, toitures et murs végétalisés.</p> <p>Les dispositions générales du règlement précisent à quoi correspondent les espaces verts en pleine terre, les espaces verts sur dalle, les surfaces semi-ouvertes, les toitures équipées d'un système de récupération des eaux pluviales et les surfaces imperméables.</p> <p>Le CBS retenu au PLU est facilement atteignable par le simple maintien d'espaces de pleine terre et/ou l'emploi de matériaux perméables pour les revêtements des aires de stationnement (maintien en herbe, terre armée, gravier et stabilisé...). Il relève d'une volonté plus pédagogique que contraignante.</p> <p>L'instauration du CBS a vocation à réduire les surfaces minéralisées en particulier liées au stationnement en privilégiant l'utilisation de revêtements perméables.</p>	<p>Règlement et zonage des zones U</p>

DISPOSITIONS SPECIFIQUES EDICTEES PAR LE REGLEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PADD

Les emplacements réservés

Objectifs et actions du PADD mis en œuvre par l'instauration d'emplacements réservés

BARATIER, PORTE SUD DE L'EMBRUNAIS

<p>Qualifier l'entrée de la commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais</p> <p>⇒ Encadrer les espaces à vocation commerciale et artisanale pour que leur présence et leur rôle sur le territoire soient reconnus tout en intégrant une nécessaire recherche d'intégration qualitative.</p> <p>S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire</p> <p>⇒ Être acteur de projets qui mettent en valeur et appuient l'économie locale comme la création d'un espace d'information, de services, de vitrine du territoire et de vente de produits de loisirs et de services locaux au croisement de la RN et de la RD</p>	<p>La commune de Baratier a choisi d'acquérir la « maison Collomb » située à proximité du rond point des Orres le long de la RD 40. L'objectif de cette acquisition est de créer « un point d'accroche » sur le territoire avec la création d'un espace d'information, de services, de vitrine du territoire et de vente de produits de loisirs et de services locaux.</p> <p>La création de stationnement et un aménagement paysager qualitatif entre la RD40 et la « maison Collomb » font partie intégrante de la réalisation de ce projet à rayonnement communal et intercommunal.</p>	<p>ER2 – Création de stationnement et aménagement paysager</p>
<p>Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques</p> <p>⇒ Continuer de faciliter et gérer les flux de personnes</p>	<p>La zone commerciale et artisanale des Portes du Lac a déjà plusieurs décennies. Malgré un projet d'aménagement d'ensemble, certains accès à des bâtiments commerciaux et artisanaux sont aujourd'hui à requalifier en termes de propriété foncière et également d'aménagement, l'accès existant sous le couvert de l'emplacement réservé n°1 répond pleinement à ces enjeux de bon fonctionnement.</p>	<p>ER1 – Acquisition d'une voie de desserte</p>

BARATIER, UN TERRITOIRE A VIVRE

<p>Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal</p> <p>⇒ Pour conforter la volonté de maintenir une articulation entre espaces bâtis et non bâtis, la commune souhaite définir des espaces de jardins familiaux.</p> <p>Appréhender le paysage dans toutes ses composantes</p> <p>⇒ L'imbrication d'espaces bâtis/non bâtis permet un enchevêtrement des fonctions et des utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés). Cette articulation permanente crée des ambiances, des micros paysages et des ouvertures sur le grand paysage. Le PLU envisage un projet de développement intégrant ces composantes</p>	<p>L'enjeu de lier les espaces habités avec les espaces de productions alimentaires est transversale dans le PADD de la commune. Ce lien est envisagé à plusieurs reprises d'un point de vue paysager et également sociologique (pratique du territoire).</p> <p>La création de jardins familiaux est une des actions permettant d'atteindre cet objectif.</p>	<p>ER3 et ER7 – Création de jardins familiaux</p>
<p>Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population</p>		
<p>⇒ S'appuyer sur le projet d'aménagement du domaine des Clôtures et intégrer pleinement cet espace dans le fonctionnement global du chef-lieu</p> <p>⇒ Qualifier l'aménagement et le statut de l'ensemble des espaces publics</p>	<p>Le PADD tout comme le scénario d'aménagement issu de l'étude de programmation du centre bourg identifie tout le secteur autour du bâtiment de l'école et de la salle polyvalente comme un cœur de vie important de la commune qu'il convient de lier aujourd'hui avec le cœur du village et notamment le projet autour du parc des Clôtures.</p> <p>Ces différents emplacements réservés répondent à ces enjeux du PADD et du scénario de l'étude de programmation.</p>	<p>ER8, ER9, ER10 et ER11 – aménagement du pôle scolaire, enfance et jeunesse de la commune</p>

Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population		
⇒ Travailler le lien entre les équipements et les lieux de vie existants et futurs : appels visuels, traitement des cheminements piétonniers pour « inviter » à se rendre dans chaque lieu, orientation des bâtiments publics,	<p>Dans la continuité de l'élaboration du PLU, comme évoqué précédemment, la commune a mené en partenariat avec le CAUE des Hautes Alpes une étude de programmation pour la revitalisation de son centre village.</p> <p>Pour répondre aux différentes orientations et objectifs du PADD et notamment celle soulignée dans la colonne de gauche, le scénario d'aménagement retenu dans le cadre de l'étude de programmation pour la revitalisation de son centre village a été retranscrit dans le PLU sous la forme d'une OAP. L'emplacement réservé n°12 répond à l'objectif de cette OAP concernant la création de continuités piétonnes parallèles à la route du Pra Fouran et plus particulièrement d'un axe piéton fort reliant le pôle équipement public au parc du domaine des Clôtures.</p>	ER 12 - Réalisation et confortement de l'axe passant à réaliser suivant l'OAP "revitalisation du centre village"
⇒ Gérer le stationnement et la circulation dans le centre village : redéfinir le plan de circulation en intégrant les circulations douces et réorganiser voire développer des espaces de stationnement.	Les espaces de stationnement envisagés au nord le long du domaine des Clôtures (ER6) et dans la montée vers le lotissement du château (ER13) répondent pleinement à cet objectif du PADD. Ils ont été travaillé et validé lors de l'élaboration du PLU et également de l'étude de programmation de l'aménagement du centre bourg.	ER 6 et ER 13 – Création de stationnement

BARATIER, UN TERRITOIRE PORTEUR D'EMPLOIS

Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale		
⇒ Lutter contre la fermeture des terres agricoles,	<p>La commune a retenu à plusieurs reprises dans son projet de maintenir une articulation entre espaces bâtis et non bâtis. Cette volonté se traduit par le maintien en agricole de 3 grands espaces utilisés par l'agriculture mais aujourd'hui enclavés dans l'urbanisation. Pour maintenir la fonctionnalité agricole de ces espaces et notamment celui situé au sud, au dessus de l'école, il convient de veiller à leur accès.</p> <p>L'emplacement réservé n°10 répond à ce besoin.</p> <p>Ces espaces seront certainement les espaces d'urbanisation de demain, ces accès ont donc également pour but d'anticiper l'avenir.</p>	ER10 – maintien de l'accès à l'espace agricole et aux propriétés bâties existantes
⇒ Être acteur du développement des circuits courts : mise à disposition d'espaces, de lieux comme la halle pour accueillir des manifestations en lien avec l'agriculture, soutenir voire porter des projets de création de points ventes de produits locaux, orchestrer pour impulser et non mettre en concurrence les projets favorisant le lien entre agriculteurs et population locale et secondaire	<p>L'enjeu de lier les espaces habités avec les espaces de productions alimentaires est transversal dans le PADD de la commune. Ce lien est envisagé à plusieurs reprises d'un point de vue paysager et également sociologique (pratique du territoire).</p> <p>La création de jardins familiaux est une des actions permettant d'atteindre cet objectif</p>	ER3 et ER7 – Création de jardins familiaux
Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier		
<p>⇒ Inciter à la pratique de la mobilité douce catalyseur d'économie de proximité : petites promenades, les liaisons douces entre les activités, les commerces.</p> <p>⇒ Stimuler l'interaction des sites et des centres d'intérêts et se positionner une logique de complémentarités</p> <p>⇒ Exploiter les points de convergence existants : carrefours, points d'entrées du territoire</p>	<p>Le chemin du pavé relie la route desservant Baratier depuis le rond-point de la Mûre à la maison historique du domaine des Clôtures. Aujourd'hui accès doux au Chef-Lieu, cet axe doux est très agréable. Il mérite d'être valoriser et qualifier.</p> <p>L'aménagement de son entrée avec une incitation à la halte et à découvrir un nouvel accès vers le centre bourg répond pleinement à cette volonté, aux enjeux et objectifs du PADD cités dans la colonne de gauche.</p>	<p>ER4 – Création de stationnements</p> <p>ER5 – aménagement du point de collecte des ordures ménagères</p>

BARATIER, UNE QUALITE DE VIE A PRESERVER

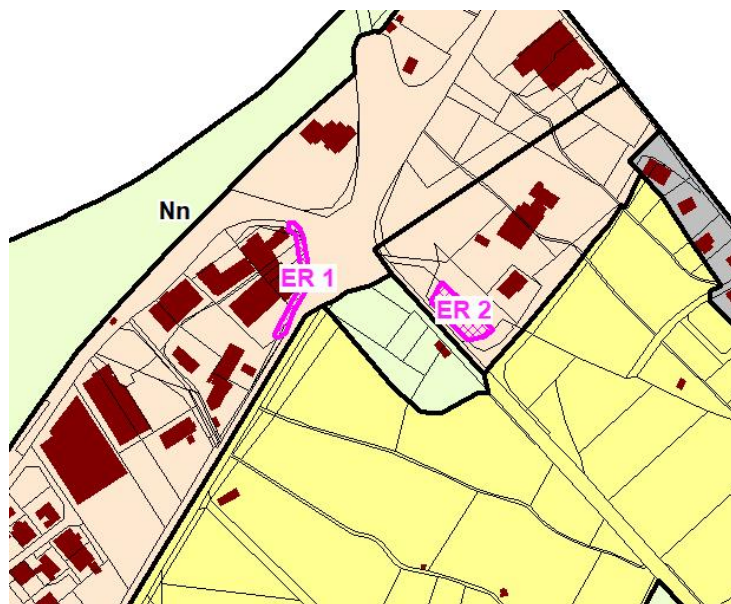
Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain

⇒ Développer le lien entre les espaces habités et les espaces agricoles : mise en place de jardins familiaux, préservation d'espaces agricoles enclavés identifiés comme participants au bien-être des habitants permanents et secondaires, création de lieux d'échanges	<p>La commune a retenu à plusieurs reprises dans son projet de maintenir une articulation entre espaces bâtis et non bâtis. Cette volonté se traduit par le maintien en agricole de 3 grands espaces utilisés par l'agriculture mais aujourd'hui enclavés dans l'urbanisation. Pour maintenir la fonctionnalité agricole de ces espaces et notamment celui situé au sud, au-dessus de l'école, il convient de veiller à leur accès.</p> <p>L'emplacement réservé n°10 répond à ce besoin.</p> <p>Ces espaces seront certainement les espaces d'urbanisation de demain, ces accès ont donc également pour but d'anticiper l'avenir.</p>	ER10 – maintien de l'accès à l'espace agricole et aux propriétés bâties existantes
--	--	--

Liste et situation des emplacements réservés

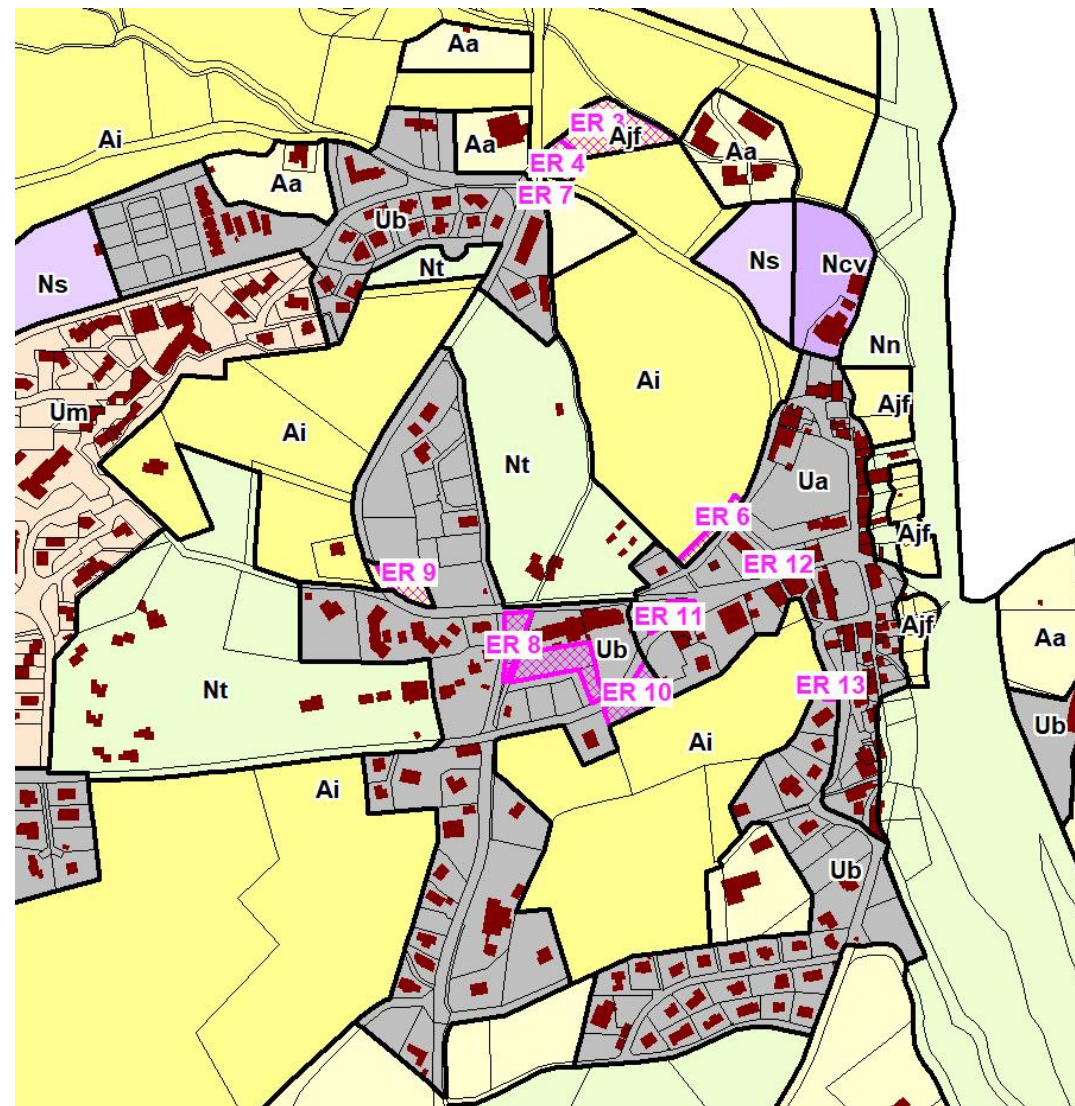
Emplacement réservé n°	Destination	Superficie en m²
ER 1	Acquisition d'une voie de desserte	673
ER 2	Création de stationnement et aménagement paysager	1109
ER 3	Jardins familiaux	2888
ER 4	Création d'un stationnement	883
ER 5	Point de collecte d'ordures ménagères	179
ER 6	Stationnement	613
ER 7	Jardins familiaux	1115
ER 8	Aménagement pour le pôle scolaire enfance jeunesse	718
ER 9	Aménagement pour le pôle scolaire enfance jeunesse	1479
ER 10	Aménagement pour le pôle scolaire enfance jeunesse / Maintien de l'accès à l'espace agricole et aux propriétés existantes	1331
ER 11	Aménagement pour le pôle scolaire enfance jeunesse	617
ER 12	Réalisation et confortement de l'axe passant à réaliser suivant l'OAP "revitalisation du centre village"	31
ER 13	Stationnement	414
Superficie total en m²		12050

Situation des emplacements réservés



Zonage du PLU de Baratier

- Ua : Zone urbaine - centre village
- Ub : Zone urbaine - extension urbaine
- Um : Zone Urbaine du lotissement de la Mûre soumis à OAP
- Uep : Secteur d'équipements publics
- Uc : Zone Urbaine Artisanale et Commerciale
- Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
- Aa : Agricole classique
- Ai : Agricole identitaire - totalement inconstructible
- Ajf : Secteur de Jardins Familiaux
- Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
- Als : STECAL lié à une activité sport-loisir pré-existante au PLU
- At : Camping
- Nn : Naturel inconstructible
- Nt : Camping
- Nac : Aire de Covoiturage
- Ncv : Centre de vacances existant
- Ns : Secteur pouvant accueillir des terrains et équipements sportifs



Emplacement réservé

Bâtiment agricole autorisé ou non à changer de destination

Objectifs et actions du PADD mis en œuvre à travers l'autorisation ou non pour les bâtiments en zones agricole et naturelle de changer de destination

Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale

- ⇒ Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures,
- ⇒ Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation
- ⇒ Lutter contre la fermeture des terres agricoles
- ⇒ Intégrer les logiques de fonctionnement des exploitations dans l'aménagement du territoire et notamment prendre en compte les périmètres de fonctionnalité.

En cohérence avec ces objectifs et actions du PADD, l'objectif premier est de « donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale » et par là même ne pas augmenter le phénomène de mitage, d'augmentation de construction à destination d'habitat ou autre dans la zone agricole.

Le règlement, en cohérence avec le code de l'urbanisme, reconnaît les habitations existantes dans les zones agricole et naturelle et leur autorise des extensions et annexes limitées.

En lien avec ces 2 paragraphes, quelques exceptions sont cependant faites sur le territoire communal. Il s'agit d'une maison située dans le secteur Ai, à l'est du lotissement La Mûre (zone Um) et des constructions au lieu-dit Le Moulin. Depuis plusieurs décennies elles sont occupées comme habitation par des non agriculteurs. Si dans les années à venir les occupants déposent une autorisation d'urbanisme ne serait-ce que pour refaire leur toiture ou leur façade, cette autorisation leur sera refusée. Pour pallier à ce problème, la commune a donc décidé de l'autoriser à changer de destination et être reconnue en tant qu'habitation.

Bâtiment en zone agricole autorisé à changer de destination en cohérence avec le PADD

En application des dispositions de l'article L151-11 2° du code de l'urbanisme et en cohérence avec les explications apportées au paragraphe précédent, le règlement désigne donc les bâtiments comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination.



★ Bâtiment autorisé à changer de destination

Éléments remarquables identifiés au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme

Rappel du contenu des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme

Article L151-19

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Article L151-23

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Objectifs et actions du PADD mis en œuvre à travers l'identification

BARATIER, PORTE SUD DE L'EMBRUNAIS

Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques ⇒ Continuer de faciliter et gérer les flux de personnes dont les circulations douces, de valoriser le déplacement multi modal par des aménagements adaptés	A ce jour, certains canaux, le chemin du pavé et certains murs en pierre sont des points d'appui pour les sentiers de promenades de la commune, sentiers officiels et officieux. L'identification de plusieurs canaux, murets et du chemin du pavé s'inscrit dans une logique de valoriser ces éléments et de développer à terme un réseau plus important de circulations douces entre les secteurs de la commune et les territoires voisins.	Identification des murs en pierre et du chemin du pavé au titre du L151-19 - Identification des canaux au titre du L151-23
--	---	--

BARATIER, UN TERRITOIRE A VIVRE

<p>Appréhender le paysage dans toutes ses composantes</p> <p>⇒ L'imbrication d'espaces bâtis/non bâtis permet un enchevêtrement des fonctions et des utilisations du territoire (habitat, équipement public, commerce, agriculture, espaces publics, jardins cultivés). Cette articulation permanente crée des ambiances, des micros paysages et des ouvertures sur le grand paysage. Le PLU envisage un projet de développement intégrant ces composantes</p>	<p>L'ensemble des éléments identifiés répond à cette volonté de valoriser le grand comme le paysage, de participer à cette identité de Baratier : l'articulation entre espace bâti et non bâti, espace ouvert et paysage proche.</p>	<p>Identification d'éléments bâtis (petit patrimoine), des murs en pierre et du chemin du pavé au titre du L151-19</p> <p>-</p> <p>Identification des canaux au titre du L151-23</p>
<p>Réorganiser et réaménager le centre village pour qualifier le fonctionnement de la commune et l'adapter à l'augmentation de la population</p>		
<p>⇒ Travailler le lien entre les équipements et les lieux de vie existants et futurs : appels visuels, traitement des cheminements piétonniers pour « inviter » à se rendre dans chaque lieu, orientation des bâtiments publics,...</p>	<p>A ce jour, certains canaux, le chemin du pavé et certains murs en pierre sont des points d'appui pour les sentiers de promenades de la commune, sentiers officiels et officieux. L'identification de plusieurs canaux, murets et du chemin du pavé s'inscrit dans une logique de valoriser ces éléments et de développer à terme un réseau plus important de circulations douces entre les équipements et les lieux de vie.</p>	<p>Identification des murs en pierre et du chemin du pavé au titre du L151-19</p> <p>-</p> <p>Identification des canaux au titre du L151-23</p>
<p>⇒ Mettre en valeur le patrimoine remarquable et le patrimoine ordinaire : fontaines, murets, église, halle, bâtis remarquables (front bâti surplombant le torrent des Vachères, château, maison de maître, maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle)</p>	<p>L'identification du petit patrimoine dans le centre village participe à l'action de réorganisation et de réaménagement de l'espace par une valorisation d'éléments bâtis retraçant et participant à l'histoire et à la vie actuelle de Baratier.</p>	<p>Identification d'éléments bâtis (petit patrimoine) au titre du L151-19</p>

BARATIER, UN TERRITOIRE PORTEUR D'EMPLOIS

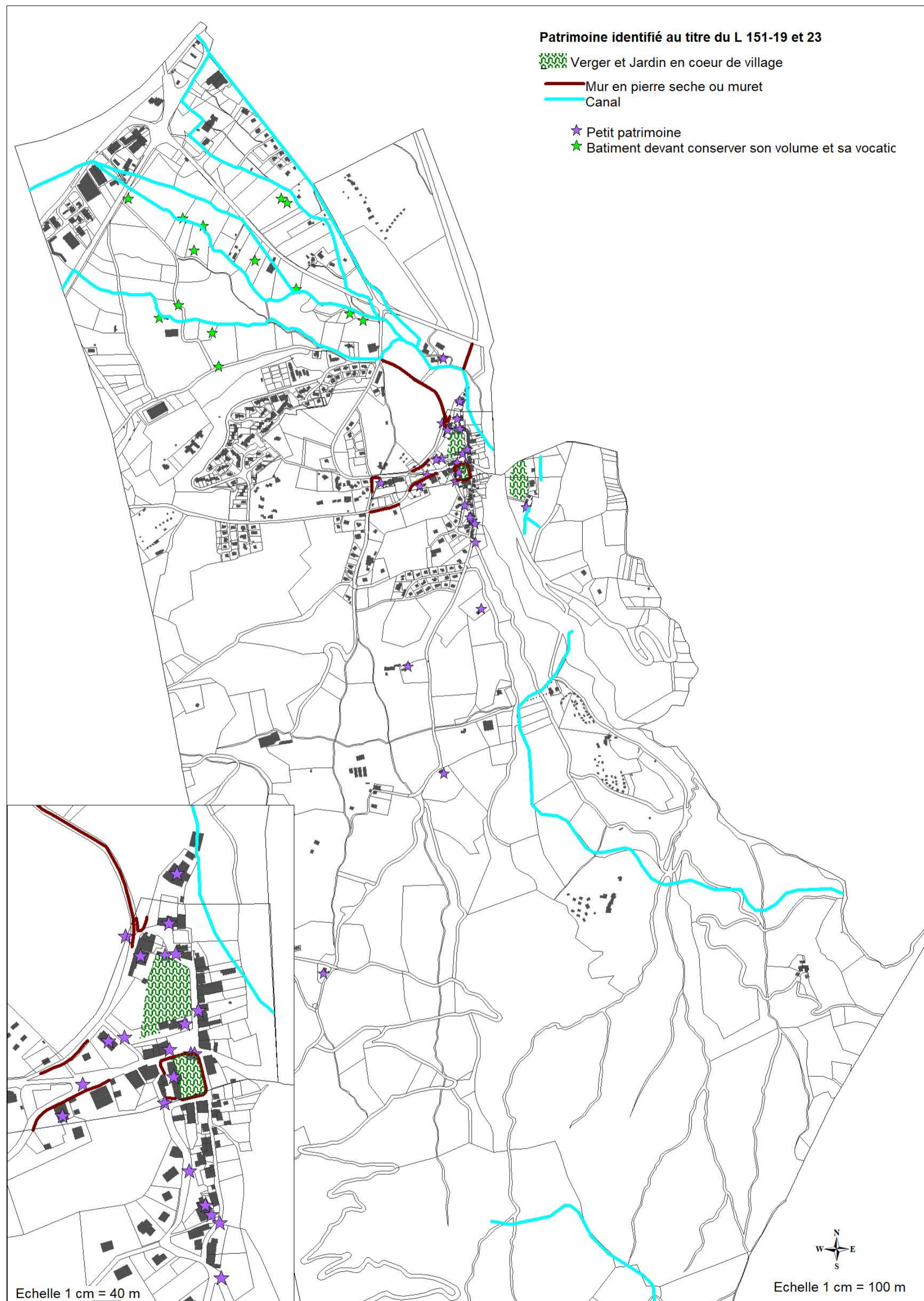
<p>Donner les moyens à l'agriculture de perdurer en tant que composante de l'économie locale</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation ⇒ Maintenir la surface agricole nécessaire à la viabilité et la fonctionnalité des exploitations agricoles présentes et futures, ⇒ Avoir conscience du potentiel agricole des terres et l'intégrer dans les choix d'urbanisation, ⇒ Lutter contre la fermeture des terres agricoles, ⇒ Intégrer les logiques de fonctionnement des exploitations dans l'aménagement du territoire et notamment prendre en compte les périmètres de fonctionnalité. 	<p>Les canaux participent pleinement au potentiel actuel des terres agricoles, leur identification a pour objectif de les préserver et/ou d'enclencher des opérations de réhabilitation. Cette identification répond donc également pleinement à ce volet du PADD</p>	<p>Identification des canaux au titre du L151-23</p>
<p>Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Savoir s'appuyer et valoriser le potentiel du territoire : maintien des qualités paysagères, agro-tourisme, mise en valeur du patrimoine local ⇒ Inciter à la pratique de la mobilité douce catalyseur d'économie de proximité : petites promenades, les liaisons douces entre les activités, les commerces ⇒ Stimuler l'interaction des sites et des centres d'intérêts et se positionner dans une logique de complémentarités ⇒ Renforcer les liens et tisser un réseau de liaisons avec les différents sites de la commune et entre les communes du bassin Embrunais , ⇒ Exploiter les points de convergence existant 	<p>La protection de la vocation agricole de la Plaine du Liou est un des axes transversaux les plus importants de ce PLU. Cette volonté est comme évoquée dans les chapitres précédents couplée avec la mise en place d'une Zone Agricole Protégée sur une partie du territoire communal dans la plaine du Liou.</p> <p>En cohérence avec ces éléments, la commune a veillé dans son PLU à éviter les dérives possibles sur les quelques bâtiments existants dans la plaine.</p> <p>Ainsi ces bâtiments existants sont soit agricoles et auquel cas ils peuvent continuer à exister dans leur vocation et leur volume existant ; soit ils ont une destination moins évidente comme plusieurs cabanons présents et auquel cas le PLU utilise l'article L151-19 pour les reconnaître comme éléments d'ordre culturel et historique avec comme prescription l'autorisation de restauration dans le volume existant sans changement de destination</p>	<p>Identification de constructions type cabanon dans la plaine du Liou au titre du L151-19</p>
		<p>Identification des canaux au titre du L151-23</p>

Liste et situation des éléments identifiés

Éléments identifiés au titre du L151-23	Référence Cadastre / Situation	Prescriptions
Canal	De la parcelle ZI 6 à la parcelle ZH 12	Le caractère patrimonial et écologique des canaux et des haies doit être préservé
Canal	De la parcelle ZE 10 à la parcelle ZC 315	
Canal	De la parcelle ZH 2 à la parcelle ZE 15	
Canal	De la parcelle ZA 406 à la Durance	
Canal	De la parcelle ZA 406 à la parcelle ZA 48	
Canal	Du torrent de VachPres à la parcelle 406	
Canal	De la parcelle ZA 63 à la Durance à travers la plaine du Liou (canal est)	
Canal	De la parcelle ZA 395 à la parcelle 63	
Canal	De la parcelle ZA 48 à la Durance	
Canal	De la parcelle ZA 63 à la Durance à travers la plaine du Liou (canal ouest)	
Canal	De la parcelle ZA 404 à la parcelle 163	
Haie	Parcelles 70 et 257	
Haie	Parcelle ZC 390	

Eléments identifiés au tire du L151-19	Référence Cadastre / Situation	Prescriptions
Château de Baratier	OA 279	La préservation du caractère patrimonial du bâtiment doit guider l'ensemble du projet en lui donnant un aspect respectant scrupuleusement son état d'origine : matériaux de la construction initiale, proportion des toitures, aspect des façades.
Château de Verdun	ZC 180	
Croix monumentale	OA 808	
Croix de mission	OA 763	
Eglise paroissiale de Saint Chaffrey	OA 280	
Sculpture rocher aux marmottes	OA 725	
Sculpture Saint Roch	OA 787	
Trieur à grains	ZC 277	
Monument aux morts	Domaine public	
Fontaine (et ancien lavoir)	Domaine public	
Fontaine	Domaine public	
Fontaine et lavoir	Domaine public	
Fontaine	Domaine public	
Fontaine	ZC 52	
Sculpture Saint Jacques de compostelle	Domaine public	
Halles	OA 725	
Bloc erratique	Domaine public	
Croix de mission des Casses	ZC 125	
Maison de la Fernande	ZD 82	
Moulin Barthélon	ZA 282	
Maison Haffa	OA 308	
Statue Saint Chaffrey	OA 797	
Maison Peyron	OA 314	
Maison Roux (ancienne maison souche)	OA 736	
Maison Jourcin (ancienne maison du consul)	OA 765	
Maison Bellot Criscuolo	ZC 49	
Maison Faure	ZC 70	
La pierre trouée	ZC 33	
Maison Eyme, typique pigeonnier (anc. Philippe)	ZD 92	
Chapelle Saint Roch	ZK 15e	
Verger au quartier Chanchore	ZC 254 et 387	Espace devant rester non bâti
Jardin en coeur de village	Parcelle OA 737	
Parc des Clôtures er jardin de Charamaille	Une partie des parcelles A 725 et 726	Espace ayant vocation à rester un parc tout en pouvant être aménagé (jeux d'enfants, cheminements, mobilier urbain,...)
Chemin pavé	ZC 29	Le caractère patrimonial du chemin doit être préservé
Mur en pierre sèche ou muret	Autour de l'angle sud de la parcelle ZC 30	La préservation du caractère patrimonial du mur ou muret doit guider l'ensemble du projet en lui donnant un aspect respectant scrupuleusement son état d'origine : matériaux de la construction initiale, proportion des toitures, aspect des façades.
Mur en pierre sèche ou muret	Limite nord des parcelles OA 315 et 498	
Mur en pierre sèche ou muret	Mur entourant les parcelles OA 736 et 737	
Mur en pierre sèche ou muret	Limite sud de la parcelle OA 736	
Mur en pierre sèche ou muret	Limite nord et ouest de la parcelle ZC 444	
Mur en pierre sèche ou muret	Limite nord de la parcelle ZC 42	
Mur en pierre sèche ou muret	Limite nord des parcelles ZC 49, 331 et 332	
Mur en pierre sèche ou muret	Entre les parcelles ZA 54 et 285	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 314	La restauration dans le volume existant est autorisée sans changement de destination
Construction existante dans la zone agricole	ZA 85	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 71	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 63	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 33	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 402	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 109	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 65	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 117	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 311	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 175	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 175	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 106	
Construction existante dans la zone agricole	ZA 107	

Eléments identifiés au tire du L151-23	Référence Cadastre / Situation	Prescriptions
Canal	De la parcelle ZI 6 à la parcelle ZH 12	Le caractère patrimonial et écologique des canaux et des haies doit être préservé
Canal	De la parcelle ZE 10 à la parcelle ZC 315	
Canal	De la parcelle ZH 2 à la parcelle ZE 15	
Canal	De la parcelle ZA 406 à la Durance	
Canal	De la parcelle ZA 406 à la parcelle ZA 48	
Canal	Du torrent de VachPres à la parcelle 406	
Canal	De la parcelle ZA 63 à la Durance à travers la plaine du Liou (canal est)	
Canal	De la parcelle ZA 395 à la parcelle 63	
Canal	De parcelle ZA 48 à la Durance	
Canal	De la parcelle ZA 63 à la Durance à travers la plaine du Liou (canal ouest)	
Canal	De la parcelle ZA 404 à la parcelle 163	
Haie	Parcelles 70 et 257	
Haie	Parcelle ZC 390	



Dispositions particulières nécessaires en application du code de l'urbanisme

ETUDE COMPLEMENTAIRE AU TITRE DU L 122-7 DU CODE DE L'URBANISME (LOI MONTAGNE)

En cohérence avec le PADD, la commune a souhaité permettre la construction d'habitats sur une zone située à l'est du chef-lieu (secteur de Chanchore).

Cette zone est à proximité immédiate du chef-lieu et est desservie par un chemin d'accès partant de la route départementale D40. Aujourd'hui cette zone est composée de sept bâtiments à dominante d'habitation mais se trouve en discontinuité de l'urbanisation existante de par la présence de la D40 et du torrent de Vachères.

Au regard de la loi Montagne et de son application dans la région PACA, les habitations situées aujourd'hui dans ce secteur ne constituent pas un hameau car la forme urbaine dominante est linéaire et, comme expliqué au paragraphe précédent, sont en discontinuité du chef-lieu de par la présence de la D40 et du torrent de Vachères. Selon la loi montagne, les constructions doivent être groupées.

« Caractère groupé des constructions : un secteur urbain constitué soit un ensemble urbain d'au moins 5 constructions, chaque construction ayant au moins 2 autres constructions à moins de 50 mètres (les cercles d'un rayon de 25 mètres autour de chacune des constructions doivent être sécants. »

Extrait du guide d'application de la loi montagne en région PACA, édité en mars 2014 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Ainsi selon les articles L122-5 et L122-7 du code de l'urbanisme, pour permettre l'aménagement de ces deux zones, le PLU doit comporter une étude justifiant que l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

Article L122-5 du code de l'urbanisme :

« L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées ».

Article L122-7 du code de l'urbanisme :

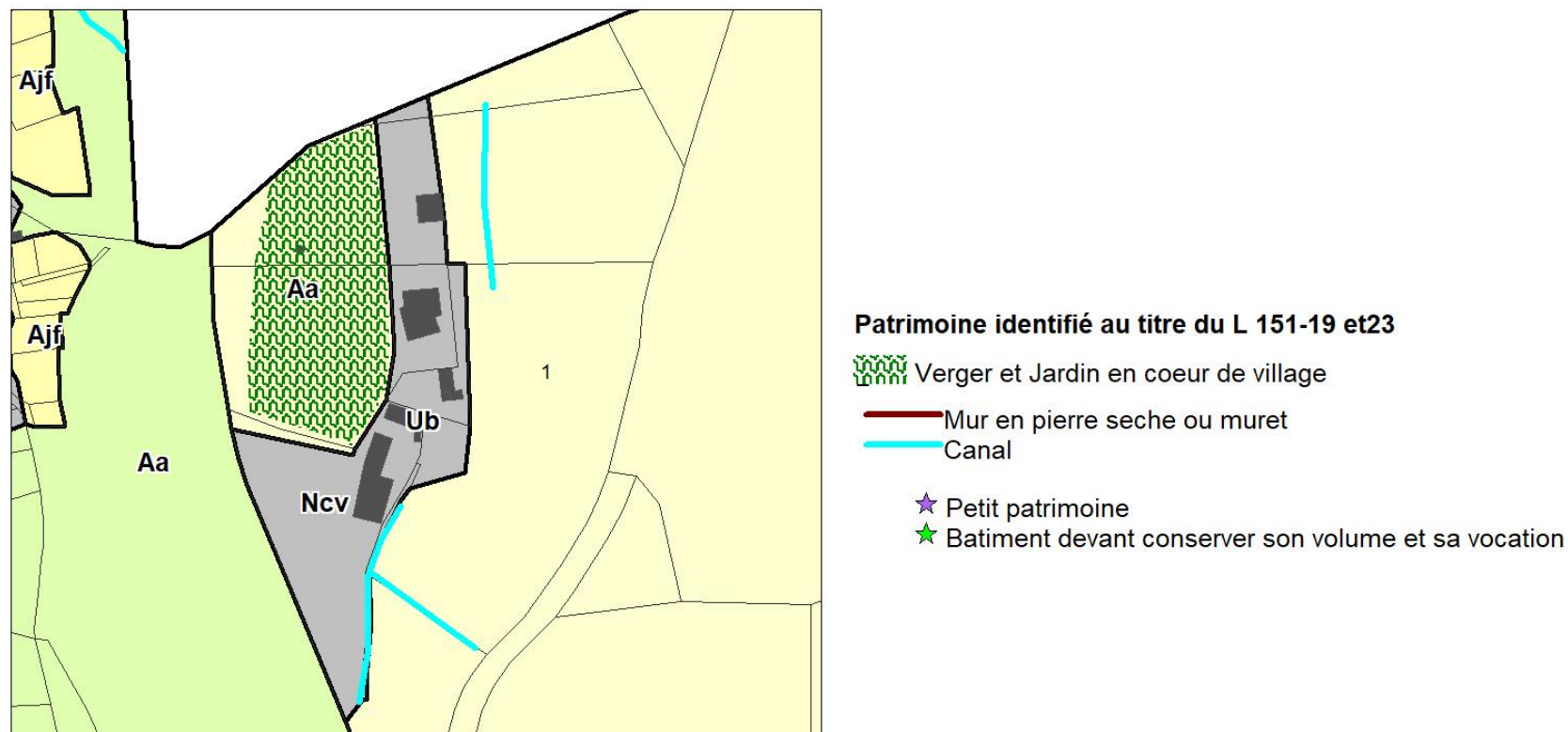
« Les dispositions de l'article L. 122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L. 122-9 et L. 122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude. ».

Cette étude a été réalisée et présentée en commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa séance du 13 mars 2019.

L'article L122-7 du code de l'urbanisme spécifie que le PLU doit comporter cette étude justifiant de l'urbanisation discontinuïté. Cette étude est donc incluse dans les annexes du PLU.

La CDNPS a émis un avis favorable avec la prescription de préserver dans le projet de PLU les structures de végétation qui minimisent l'impact visuel des constructions actuelles et futures notamment le verger et les haies.

Conformément à ces avis, le règlement du PLU identifie le verger et les haies au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme.



Complémentarité du règlement avec les orientations d'aménagement et de programmation

COMPLEMENTARITE DU REGLEMENT AVEC L'OAP « REVITALISATION DU CENTRE VILLAGE »

La complémentarité du règlement avec l'OAP « revitalisation du centre village » apparaît sur différents points :

- ⇒ Le tracé de la zone Ua du zonage réglementaire du PLU a été dessiné en cohérence avec le PADD qui est lui-même en résonnance du scénario d'aménagement retenu dans le cadre de l'étude de programmation réalisée pour la revitalisation du centre village. La zone Ua est donc complémentaire avec l'OAP « revitalisation du centre village ».
- ⇒ Le règlement écrit du PLU et plus particulièrement la section 2 « caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères », apporte les volets liés aux qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit le secteur sous OAP « revitalisation du centre village ». Il y a également complémentarité sur ce point entre le règlement et les OAP.
- ⇒ De nombreux emplacements réservés institués par le règlement du PLU sont complémentaires au scénario d'aménagement retenu dans le cadre de l'étude de programmation réalisée pour la revitalisation du centre village et donc à l'OAP.
- ⇒ L'identification du titre du L 153-19 du petit patrimoine en centre village participe également à la volonté de revitaliser le centre village.

COMPLEMENTARITE DU REGLEMENT AVEC L'OAP « RETRANSCRIPTION DE L'ORGANISATION INITIALE DU LOTISSEMENT DE LA MURE »

La complémentarité du règlement avec l'OAP « retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre » apparaît sur différents points :

- ⇒ Le tracé de la zone Um du zonage réglementaire du PLU a été dessiné en cohérence avec le plan masse initial du lotissement de La Mûre. La zone Um est donc complémentaire avec l'OAP « retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre ».
- ⇒ Le règlement écrit du PLU et plus particulièrement la section 2 « caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères », apporte les volets liés aux qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit le secteur sous OAP « retranscription de l'organisation initiale du lotissement de La Mûre ». Il y a également complémentarité sur ce point entre le règlement et les OAP.

Délimitation du zonage et Bilan de la consommation de l'espace

LA DELIMITATION DU ZONAGE

La zone naturelle

L'article R151-24 du code de l'urbanisme définit que peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

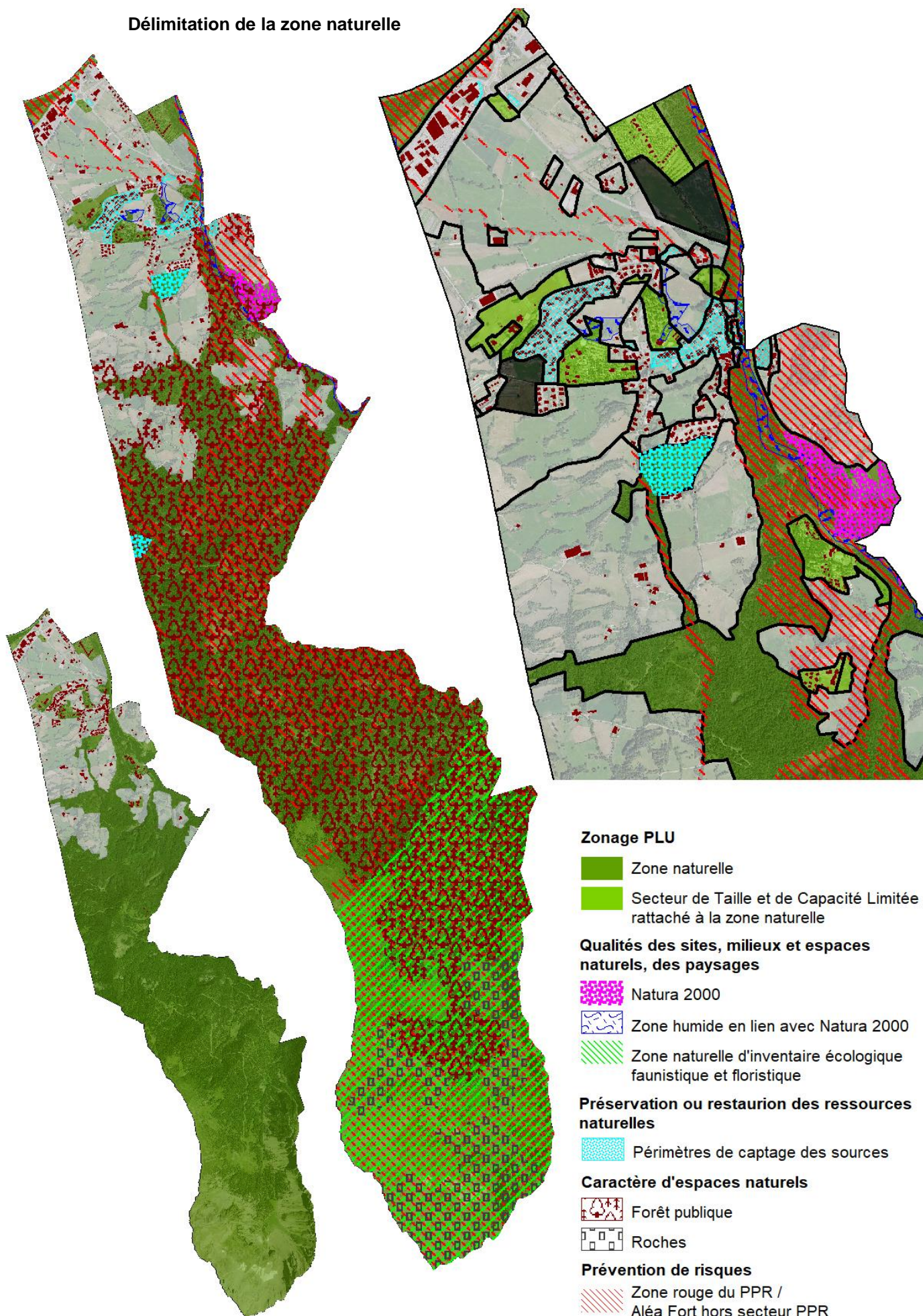
- ⇒ 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- ⇒ 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- ⇒ 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- ⇒ 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- ⇒ 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Dans le cadre du PLU de Baratier, pour mettre en œuvre le PADD, le règlement s'est principalement appuyé sur le 1°, le 3° et le 5° points :

- ⇒ Pour le point n°1, « la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique », le zonage a pris en compte :
 - Le Site Natura 2000,
 - Les réservoirs de biodiversité et certaines des continuités écologiques identifiées lors de la mise en valeur des trames verte et bleue du territoire,
 - Les zones humides identifiées par inventaire départemental,
 - Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) présentes sur la commune.
- ⇒ Pour le point n°3, les caractères d'espaces naturels pris en compte par le zonage sont :
 - Les principales forêts,
 - Certaines berges et ripisylves de torrents,
 - Les espaces de roche.
- ⇒ Pour le point n°4, la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles, le zonage a pris en compte :
 - Les périmètres de captage des sources.
- ⇒ Pour le point n°5 : « nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues » :
 - Les secteurs classés en risque rouge identifiés au Plan de Prévention des Risques et particulièrement le risque inondation,
 - Les secteurs identifiés par la cartographie de la DDT comme soumis aux aléas forts et à l'aléa moyen pour les chutes de blocs.



NB : l'explication des choix entre la zone naturelle (Nn) et les secteurs de taille et de capacité limitée rattachés à la zone naturelle (Nt, Ncv, Ns, Nac) ont été détaillés dans le chapitre précédent (Dispositions nécessaires réglementaires pour mettre en œuvre le PADD).

Délimitation de la zone naturelle



**Délimitation de la zone naturelle
croisée avec la trame verte et
bleue de la commune**





Zonage PLU

-  Zone naturelle
-  Secteur de Taille et de Capacité Limitée rattaché à la zone naturelle



Qualités des sites, milieux et espaces naturels, des paysages

Trame verte

Elle s'appuie sur une approche par espace tampon d'influence de l'urbanisation

-  > 500 m => espace de bonne fonctionnalité non impacté par l'urbanisation
-  250 m à 500 m
-  100 m à 250 m
-  < 100 m => espace sous influence directe de l'urbanisation

Trame bleue

-  Zone humide
-  Réseau hydraulique et canaux

La zone agricole

L'article R151-22 du code de l'urbanisme définit que peuvent être classés en zone agricole, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

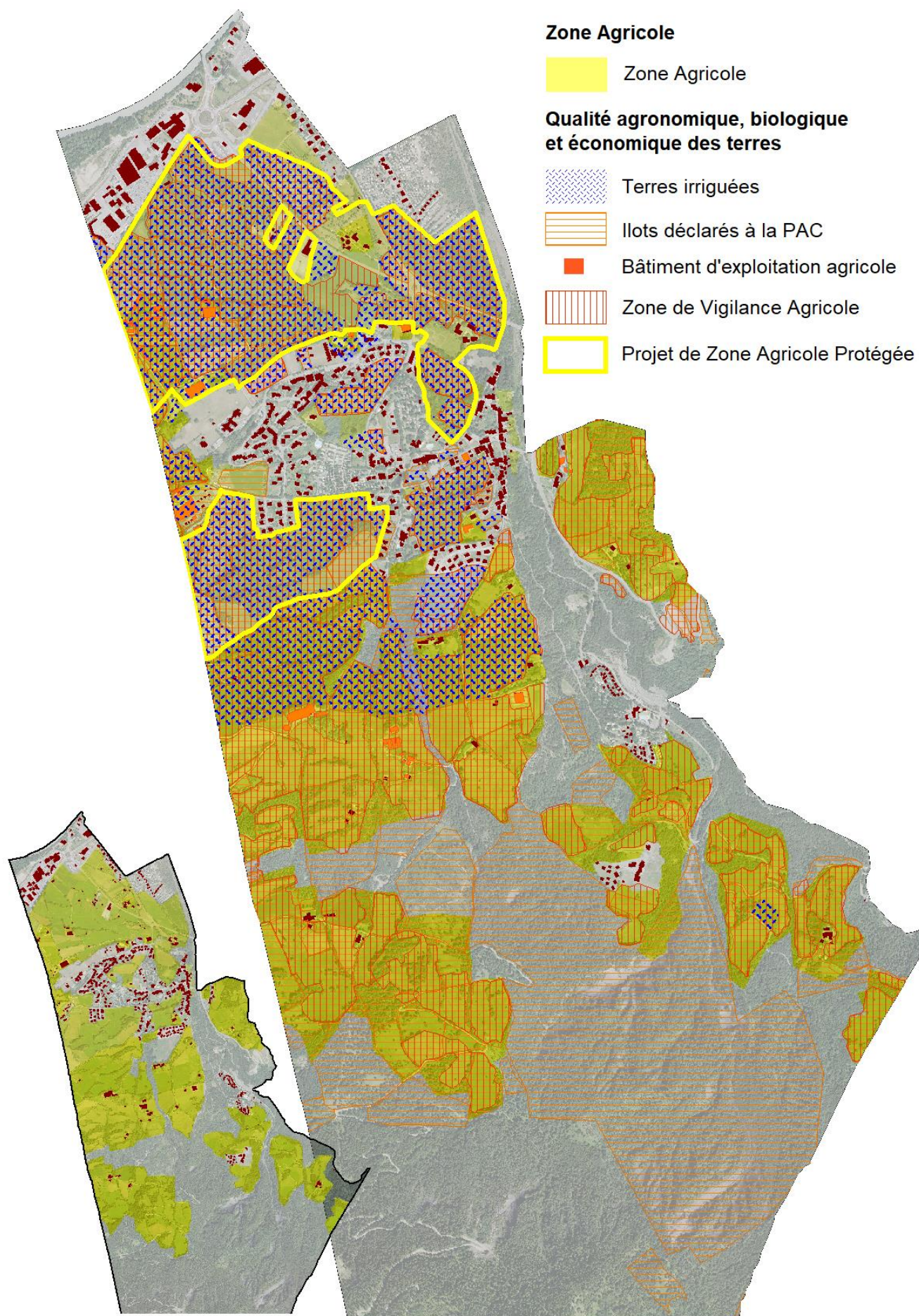
Dans le cadre du PLU, l'espace agricole a été identifié au titre du potentiel agronomique, biologique et économique à travers :

- ⇒ les éléments du diagnostic agricole réalisé par Terr'aménagement dont notamment les terres irriguées et le fonctionnement des exploitations agricoles (recensement des sièges d'exploitations et des bâtiments agricoles),
- ⇒ la base de données « îlots PAC 2012 »,
- ⇒ la zone de vigilance agricole, zone identifiée par la DDT05 au regard de plusieurs enjeux croisés de l'agriculture (îlot PAC, potentiel des terres, irrigation,...) sur laquelle un principe de « vigilance » s'applique.
- ⇒ Le projet de Zone Agricole Protégée mené par la commune de concert avec la réalisation de son PLU.

NB : l'explication des choix entre agricole classique (Aa) et les autres secteurs agricoles (Ai, Ae, Ajf, Als, At) ont été détaillés dans le chapitre précédent (Dispositions nécessaires réglementaires pour mettre en œuvre le PADD).








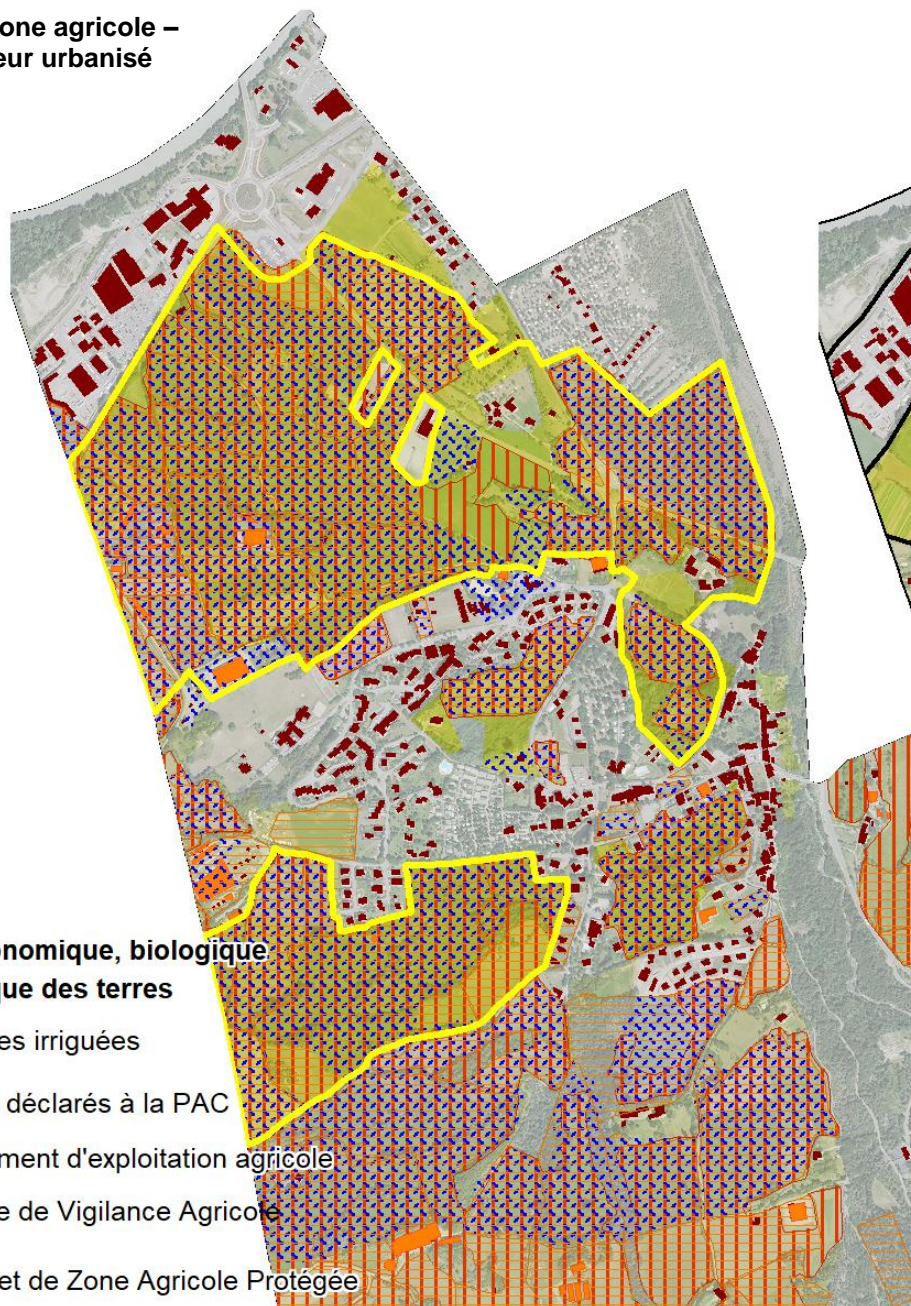
Délimitation de la zone agricole



**Délimitation de la zone agricole –
zoom sur le secteur urbanisé**

**Qualité agronomique, biologique
et économique des terres**

-  Terres irriguées
-  Ilots déclarés à la PAC
-  Bâtiment d'exploitation agricole
-  Zone de Vigilance Agricole
-  Projet de Zone Agricole Protégée



Zone Agricole

-  Zone Agricole



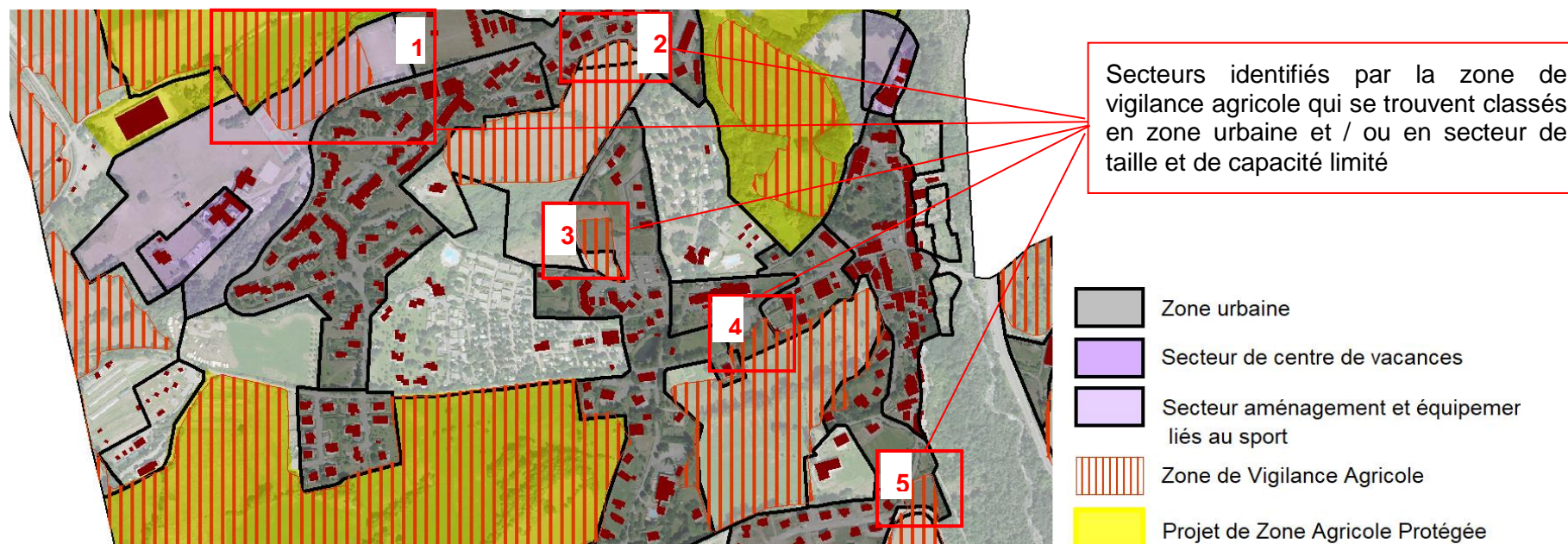
Carte de vigilance agricole et zonage du PLU

La DDT 05 a créé une carte de vigilance agricole. Il s'agit de la définition d'une zone identifiée au regard de plusieurs enjeux croisés de l'agriculture (îlot PAC, potentiel des terres, irrigation) sur laquelle un principe de « vigilance » s'applique.

La commune de Baratier a élaboré son PLU en prenant le soin d'actualiser au début du lancement de la procédure PLU son diagnostic agricole initialement réalisé en 2009 (version actualisée en 2016 cf chapitre Etat Initial de l'Environnement) et en menant de concert à l'élaboration du PLU un projet de mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP). Ces différentes démarches soulignent à quel point, Baratier a placé l'agriculture au cœur des projets d'aménagement et de développement de son territoire, le PADD de ce PLU en est le reflet.

Le zonage retenu dans ce PLU compte une zone agricole de plus 275 hectares dont près de 100 sont classés en agricole totalement inconstructible dans l'objectif d'appliquer un principe de précaution et donc de conserver leur rôle de production agricole. Le projet de zone agricole protégée couvre la quasi-totalité de la zone agricole inconstructible et une partie de la zone agricole classique, elle devrait dans sa version définitive faire près de 90 ha.

Malgré la priorité donnée à l'agriculture, comme dans tout projet, la commune a dû faire des compromis pour mettre en œuvre son projet et anticiper les problématiques futures. Il existe donc quelques secteurs identifiés par la zone de vigilance agricole qui se trouvent classés en zone urbaine et / ou en secteur de taille et de capacité limité (notamment en Ns, à destination d'aménagement et d'équipements sportifs).



Secteur 1

Secteur identifié à très fort potentiel par le diagnostic agricole, il était déjà au POS précédent classé dans une zone à destination d'aménagement et d'équipement sportifs. Ce classement précédent fait, que même s'il bénéficie encore d'une superficie exploitation (environ 7500 m²), ce terrain est aujourd'hui une dent creuse entre des terrains de sports existants, une route et un talus marquant une rupture géographique avec la plaine du Liou.

Secteur 2

Secteur identifié à très fort potentiel par le diagnostic agricole, il était déjà au POS précédent classé dans une zone à destination d'hébergement touristique. Une autorisation d'urbanisme est en cours. La commune a donc retenu de conserver un zonage similaire au document d'urbanisme précédent.

Secteur 3

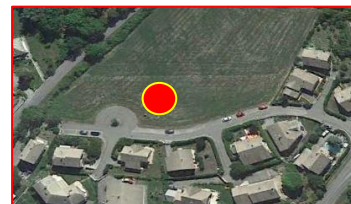
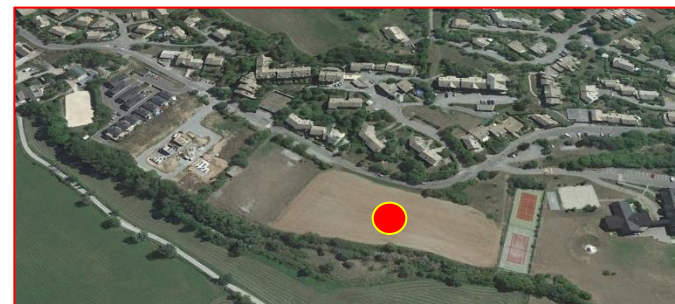
Secteur identifié à fort potentiel par le diagnostic agricole, ce terrain est aujourd'hui encerclé entre le développement d'un lotissement (en cours), une route et un projet d'aménagement de jardins familiaux. La commune a donc retenu de conserver un zonage similaire au document d'urbanisme précédent.

Secteur 4

Secteur identifié à fort potentiel par le diagnostic agricole, suite à l'étude programmation, ce secteur a été rattaché à la zone urbaine avec un classement Ub pour permettre à la collectivité de continuer à aménager le cœur de vie autour de l'école et de la salle de la Baratonne. Cet espace fait l'objet d'un emplacement réservé pour répondre aux enjeux évoqués ci-avant et pour maintenir à terme un accès au champs situé au nord aujourd'hui encerclés par l'urbanisation.

Secteur 5

Secteur identifié à potentiel intermédiaire par le diagnostic agricole, ce terrain est aujourd'hui encerclé entre le développement d'un lotissement, 2 routes et la ripisylve du torrent des Vachères en zone rouge au PPR. Le potentiel agricole est donc minoré.



Projet Jardins Familiaux

Lotissement en cours



↓
Nord

Les zones urbaines et à urbaniser

L'article R151-18 du code de l'urbanisme définit que peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

L'article R151-20 du code de l'urbanisme définit que peuvent être classés en zone à urbaniser, les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Dans le cadre du PLU, le tissu urbain dense déjà constitué et donc équipé a été classé en zone urbaine. Le dessin des limites précises de la zone urbaine a été décidé en croisant :


- ⇒ l'ensemble des atouts, des contraintes et des enjeux mis en valeur à travers le diagnostic et l'état initial de l'environnement dont principalement :
 - la zone rouge du PPR,
 - l'activité agricole avec le diagnostic agricole, la carte de vigilance réalisée par la DDT et le projet de zone agricole protégée.
- ⇒ le projet d'aménagement et de développement durable retenu par l'équipe municipale et notamment les obligations de modération de consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.


NB : l'explication des choix entre les différents secteurs urbains (Ua, Ub, Um, Uc et Umc) a été détaillée dans le chapitre précédent (Dispositions nécessaires réglementaires pour mettre en œuvre le PADD).

Délimitation de la zone urbaine




Zonage PLU

 Zone urbaine à vocation principale d'habitat


 Zone urbaine à vocation économique

Prévention des risques


 Zone rouge au PPR

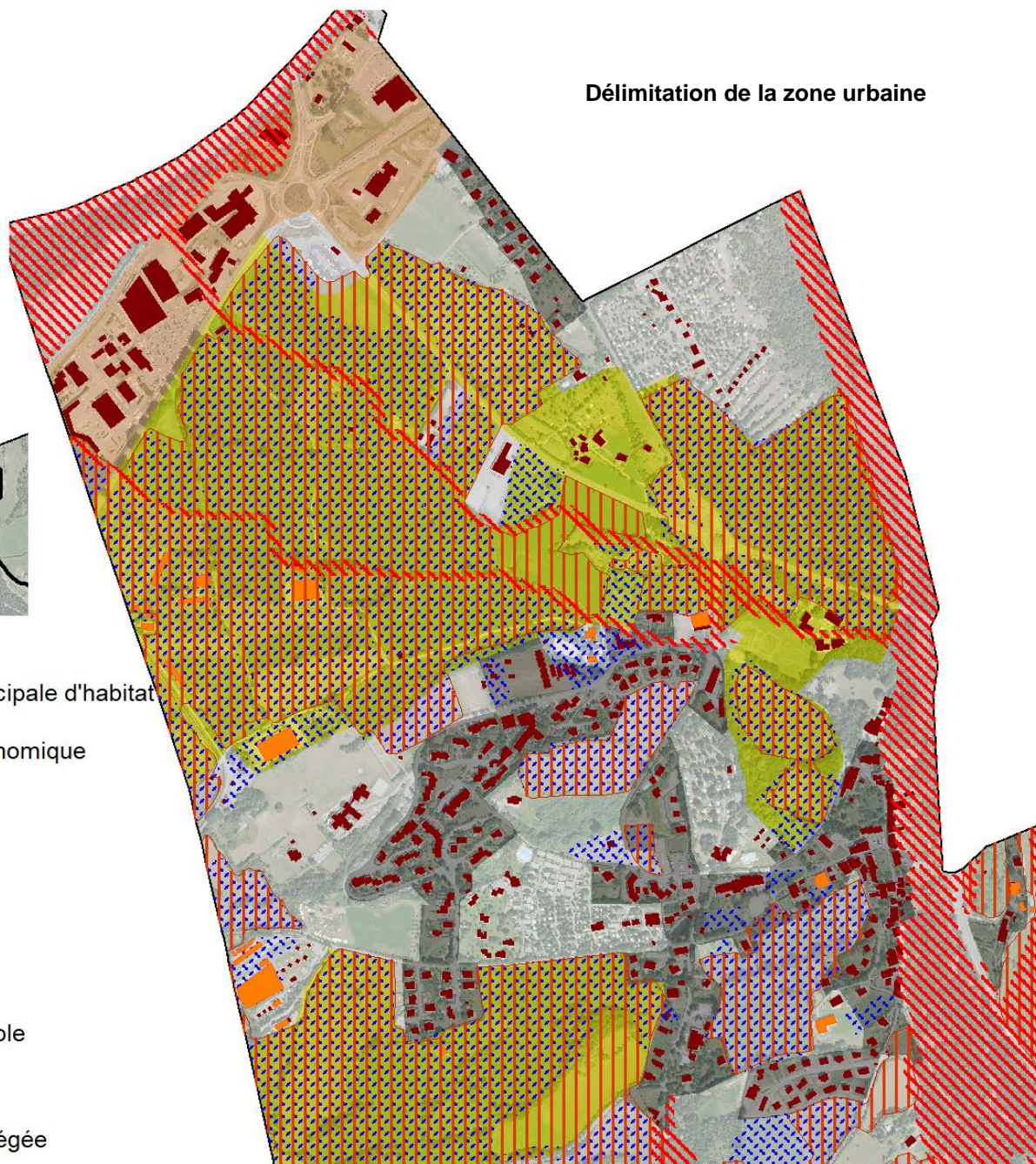
Qualité agronomique, biologique et économique des terres

 Terres irriguées

 Bâtiment d'exploitation agricole

 Zone de Vigilance Agricole

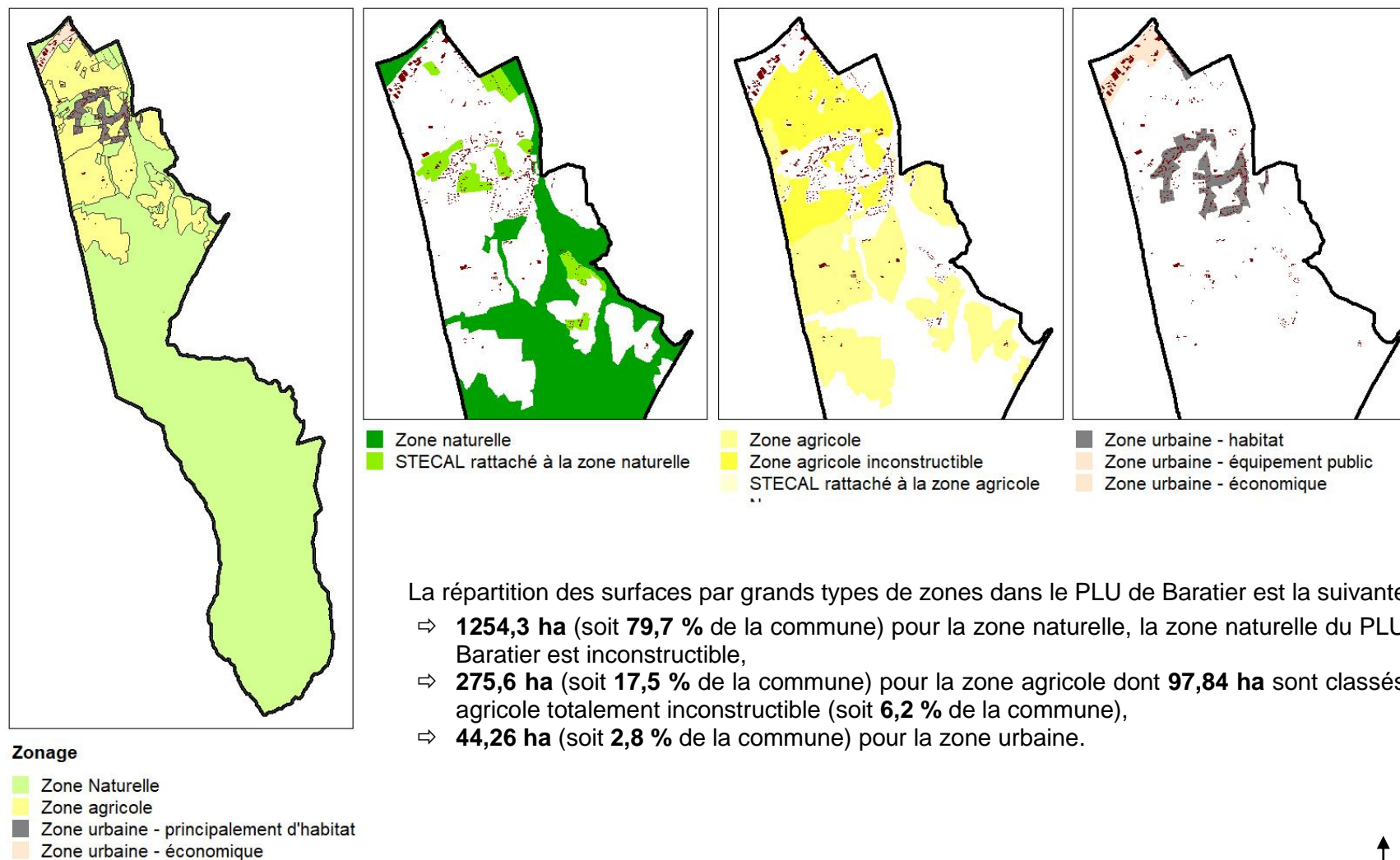
 Projet de Zone Agricole Protégée



BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Répartition des surfaces par grands types de zones

Les différentes zones du PLU sur le territoire de Baratier



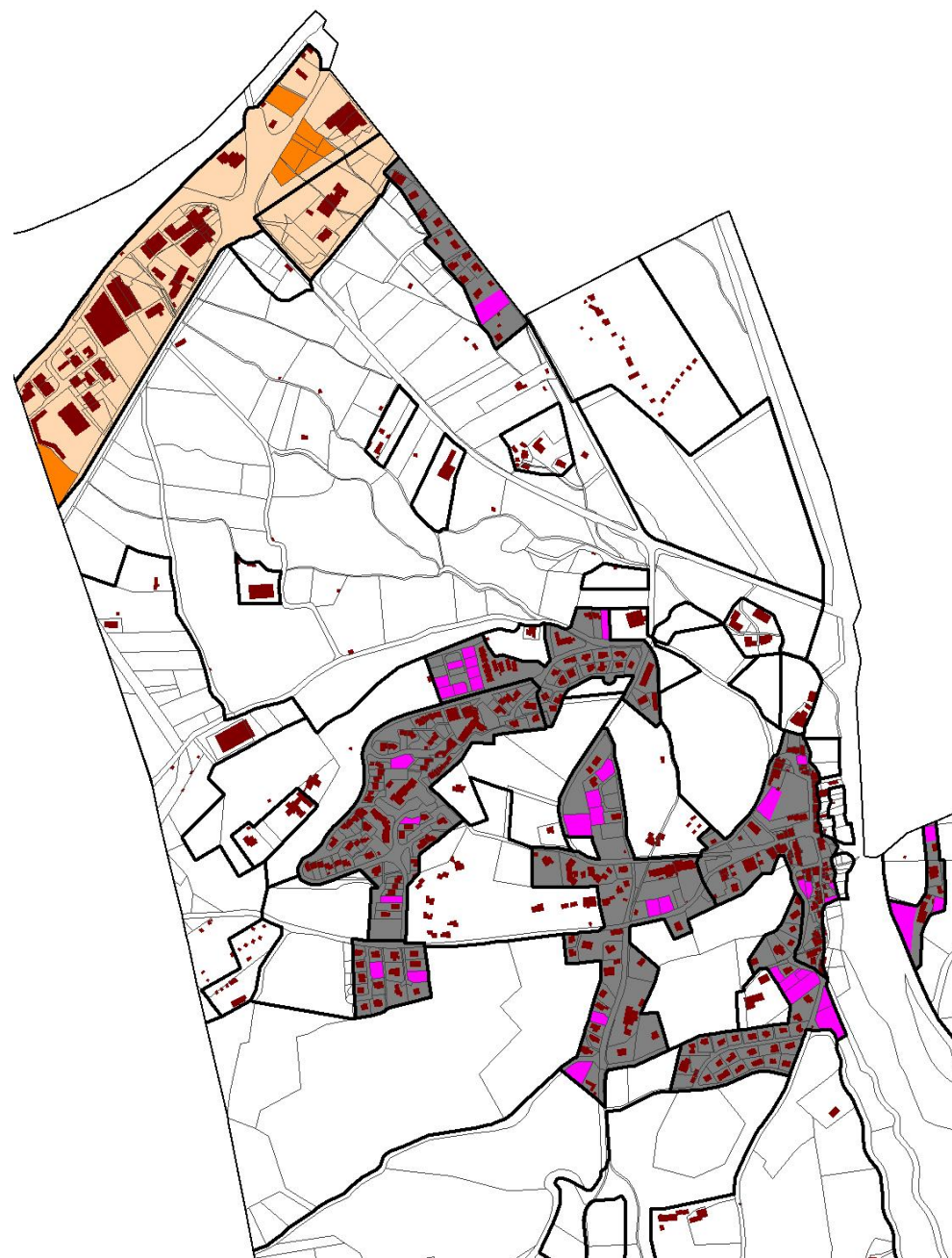
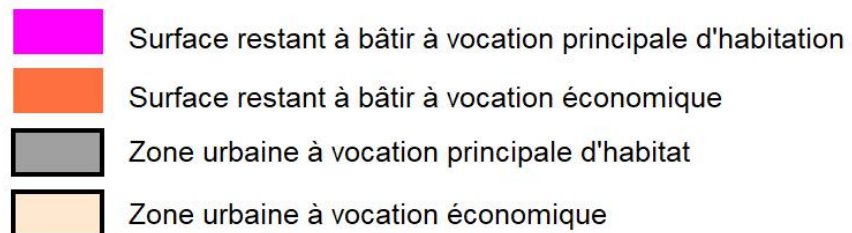
La répartition des surfaces par grands types de zones dans le PLU de Baratier est la suivante :

- ⇒ **1254,3 ha** (soit **79,7 %** de la commune) pour la zone naturelle, la zone naturelle du PLU de Baratier est inconstructible,
- ⇒ **275,6 ha** (soit **17,5 %** de la commune) pour la zone agricole dont **97,84 ha** sont classés en agricole totalement inconstructible (soit **6,2 %** de la commune),
- ⇒ **44,26 ha** (soit **2,8 %** de la commune) pour la zone urbaine.

Analyse des capacités d'urbanisation du PLU de 2019

L'analyse des capacités d'urbanisation du PLU de 2019, en tenant compte des formes urbaines et architecturales, montre que :

- ⇒ 2,5 hectares sont urbanisables à vocation principale d'habitation,
- ⇒ 1,1 hectare est urbanisable à vocation économique.



Adéquation du projet avec le bilan à 10 ans, indicateur chiffré retenu au PADD dans le cadre des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Sur Baratier, le bilan des surfaces consommées sur les 10 dernières années (2006-2017) est de 5,9 ha toutes constructions confondues dont 3,7 ha d'habitations.

Comme annoncé au PADD et dans les chapitres précédents, le PLU prône un projet de développement à 10 ans. En effet, au cours des dernières années le nombre de logements et donc le nombre d'habitants ont augmenté de façon conséquente sur la commune (plus 40% d'augmentation de la population en 20 ans). Pour Baratier, les objectifs de ce PLU sont donc :

- ⇒ D'intégrer et « d'absorber » la nouvelle population, adapter la vie de la commune notamment en matière d'équipements et d'aménagements,
- ⇒ D'enclencher les projets définis au cours de la mandature 2014/2020 et notamment le scénario d'aménagement retenu à la suite de l'étude de programmation pour la revitalisation du centre village,
- ⇒ De maintenir et développer le volet économique du territoire.

Dans son PADD, en plus des objectifs cités ci-dessus et comme demandé par le code de l'urbanisme, la commune se fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Ainsi, elle retient comme objectif pour modérer sa consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain d'utiliser dans les 10 ans à venir moins de 70% de la surface consommée au cours des dernières années.

L'analyse des capacités d'urbanisation du PLU de 2019 montre que :

- ⇒ 2,5 hectares sont urbanisables à vocation principale d'habitation soit 68% de la surface consommée sur les 10 dernières années (2006-2017) à destination d'habitations,
- ⇒ 1,1 hectare est urbanisable à vocation économique soit 50% de la surface consommée sur les 10 dernières années (2006-2017) à destination économique.

Le PLU prévoit une surface ouverte à l'urbanisation à hauteur de 3,6 ha soit 61% de la surface consommée sur Baratier entre 2006 et 2017. Le projet est donc en adéquation avec le bilan à 10 ans 2006-2017 ainsi que l'indicateur chiffré de 70% du bilan à 10 ans retenu au PADD dans le cadre des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Adéquation du projet avec la modération de la consommation de l'espace

Sur Baratier, la densité constatée sur la période 2006-2017 est de 27 logements à l'hectare. Cette densité est très élevée. Sur les communes de taille similaire la densité généralement constatée sur les Hautes Alpes est de 10 logements à l'hectare. Comparativement, il est également intéressant de souligner que dans le cadre du SCOT de l'Aire Gapençaise il est demandé à la ville centre de Gap, également Préfecture du Département d'atteindre d'ici 15 ans une densité moyenne de 25 logements à l'hectare.

Sur Baratier, la densité est déjà élevée, les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain n'ont donc pas été pensés dans la volonté d'être encore plus denses mais dans l'objectif de continuer à modérer à s'assurant du maintien d'une densité similaire dans les années à venir.

La taille moyenne des parcelles restant à bâtir sur Baratier est de 675 m² soit une densité en logement qui devrait naturellement s'organiser autour de 15 logements à l'hectare.

Ceci dit, comme évoqué dans le paragraphe « Zoom sur la dynamique foncière entre 2015 et 2018 » croisé avec les prévisions démographiques du chapitre « Diagnostic sociodémographique », 2 immeubles représentant un total de 22 logements collectifs sont en cours de commercialisation dans le centre du village et ce sur une superficie de 1200 m² soit une densité de 189 logements à l'hectare.

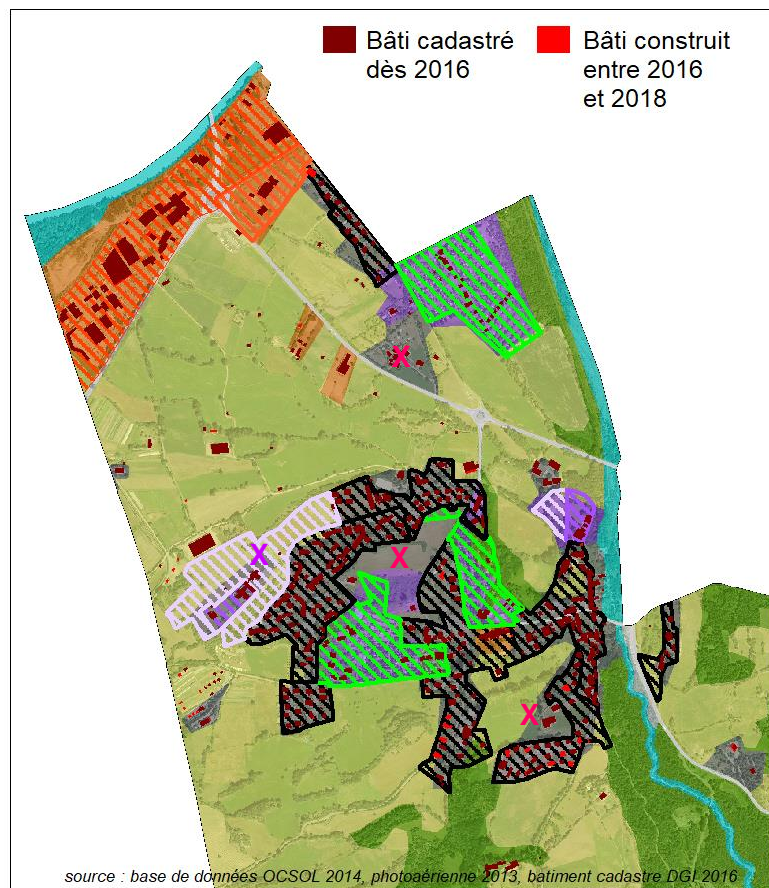
Si on enlève ce projet de la surface restant à bâtir totale et donc des parcelles restant à construire, la taille moyenne des parcelles descend alors à 644 m² soit une densité en logement qui devrait naturellement s'organiser autour de 16 logements à l'hectare.

En tenant compte des calculs et des résultats évoqués sur ces 2 derniers paragraphes, la densité moyenne en logement sur Baratier dans les 10 ans à venir devrait être de 24 logements par hectare soit une densité équivalente à celle constatée sur la période 2006 - 2017.

Le projet est donc en adéquation avec la densité constatée sur la période 2006-2017 et retenue au PADD comme indicateur dans le cadre des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Adéquation du projet avec la volonté de conforter les espaces existants pour lutter contre l'étalement urbain

Occupation du sol suivant la base OCSOL 2014 corrigée par relevés de terrain et suivant les bâtiments numérisés au cadastre en 2018 croisée avec le PLU



Le croisement de la base de données Ocsol 2006 légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années avec le zonage du PLU montre comment le projet a cherché à conforter les espaces existants sans changer profondément la vocation des différents espaces.

Les zones urbaines sont contraintes dans les espaces déjà identifiés comme urbanisés par la base de données Ocsol 2006 légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années.

Le projet de PLU est donc en adéquation avec son objectif de lutter contre l'étalement urbain en confortant les espaces existants.

Au-delà de cet objectif, 3 espaces sont identifiés comme urbain par la base Ocsol 2006 alors que le PLU retient d'affirmer leur vocation agricole (identifié par sur X le plan).

Un secteur est identifié en espace agricole alors que le PLU le classe en secteur à vocation d'aménagements et d'équipements sportifs (identifié par X sur le plan). Ce secteur est en effet en grande partie déjà aménagé et équipé en terrain de sport, la base Ocsol aurait pu être corrigée en conséquence. Un espace de 7500 m² reste aujourd'hui occupé par l'agriculture sa situation spécifique a été expliquée précédemment dans le paragraphe « Carte de vigilance agricole et zonage du PLU ».

PLU		Zone urbaine et à urbaniser à vocation principale d'habitat
		Zone à vocation commerciale, artisanale et d'équipement
		Zone à vocation touristique (centre de vacances)
		Zone à vocation touristique (campings)
		Zone à vocation sportive (aménagements et équipements sportifs publics et liés aux centres de vacances)

Occupation du sol suivant la Base OCSOL

	Espace urbain à vocation principale d'habitation
	Espace urbain à vocation artisanale, commerciale et d'équipements
	Espace agricole
	Espace naturel
	Cours d'eau
	Espace aménagé à vocations d'équipements sportifs et de loisirs

Adéquation de la consommation d'espace avec le scénario de développement retenu

Rappel du scénario retenu et affiché dans les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain du PADD

La commune souhaite continuer de se développer et voir son nombre d'habitants augmenter mais parallèlement il lui faut :

- ⇒ Intégrer et « absorber » la nouvelle population, adapter la vie de la commune notamment en matière d'équipements et d'aménagements,
- ⇒ Enclencher les projets définis au cours de la mandature 2014/2020 et notamment le scénario d'aménagement retenu à la suite de l'étude de programmation pour la revitalisation du centre village,
- ⇒ Maintenir et développer le volet économique du territoire.

Ainsi, suite au diagnostic territorial et à la définition du PADD, le scénario retenu est à mi-chemin entre les scénarios 1 et 2 soit un taux d'accroissement annuel moyen de la population envisagé autour de 1,5%. L'augmentation de la population envisagée est d'environ 120 habitants supplémentaires d'ici à 10 ans.

En termes de besoin en logements, le nombre de personnes par logement retenu est un peu inférieur à la moyenne constatée au recensement 2015 soit 2,2. Pour 120 habitants supplémentaires, le besoin en logements d'ici à 2030 est donc de 60.

Adéquation des surfaces restantes à bâtir avec le scénario retenu

La surface restante à bâtir est de 2,5 ha à destination d'habitation.

Suivant l'analyse de la densité effectuée précédemment, la densité moyenne en logement sur Baratier dans les 10 ans à venir devrait être de 24 logements par hectare soit une densité équivalente à celle constatée sur la période 2006-2017.

Avec cette future densité constatée, les 2,5 hectares de surfaces constructibles mobilisables à vocation d'habitation devraient accueillir les 60 logements supplémentaires nécessaires à l'augmentation prévue de la population. La surface restant à bâtir est en cohérence avec le scénario retenu.

Le projet est donc en adéquation avec le scénario retenu.

Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis

Plusieurs des points déjà évoqués dans ce chapitre sur le « bilan de la consommation d'espace » sont des dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis :

- ⇒ la cohérence du projet avec les besoins du scénario de développement retenu et le bilan à 10 ans a permis de définir une enveloppe de surfaces constructibles raisonnées et nécessaires,
- ⇒ la situation de cette enveloppe dans les espaces déjà identifiés comme urbanisés,
- ⇒ l'analyse de la densité sur la base des unités foncières et des parcelles existantes dans la surface constructible a montré que le tissu urbain devrait nécessairement conserver une densité élevée dans les années à venir,
- ⇒ de manière générale, la réduction de 4,33 ha à 2,5 ha de la surface constructible à vocation principale d'habitation participe à la densification des espaces bâtis dans la mesure où l'offre est réorientée et « canalisée ».

A ces points, peut être ajouté aux mesures qui favorisent la densité, l'évolution de plusieurs dispositions réglementaires entre le POS et le PLU de 2019.

- ⇒ L'assouplissement des règles d'implantations,
- ⇒ la possibilité de rehausser de 80 cm des constructions déjà plus hautes qu'autorisées pour des travaux d'économie d'énergie,
- ⇒ une tolérance pour l'isolation par l'extérieur des façades par rapport aux reculs imposés
- ⇒ la suppression des règles d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété,
- ⇒ la suppression des COS sans compensation par des règles plus restrictives en terme d'implantation, de recul, d'emprise au sol,...

Ces nouvelles dispositions facilitent la réhabilitation du bâti et rendent plus facilement constructible de nombreuses parcelles. Elles favorisent donc la densification des espaces bâtis.

Limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers (référence sur 10 ans)

Le PLU prône un projet de développement à 10 ans dans l'objectif :

- ⇒ D'intégrer et « d'absorber » la nouvelle population, adapter la vie de la commune notamment en matière d'équipements et d'aménagements,
- ⇒ D'enclencher les projets définis au cours de la mandature 2014/2020 et notamment le scénario d'aménagement retenu à la suite de l'étude de programmation pour la revitalisation du centre village,
- ⇒ De maintenir et développer le volet économique du territoire.

Le bilan de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2006 et 2017 est de 5,9 ha.

L'enveloppe foncière restante à bâtir dans ce PLU est de 3,6 ha (2,5 ha pour l'habitation et 1,1 ha pour l'économique).

Le PLU est donc compatible avec l'analyse de la consommation d'espace à 10 ans.

POS de 1988	LIBELLE	TOTAL PAR TYPE DE ZONE
Zone Urbaine et à urbaniser à vocation principale d'habitat	Ua	3,59
	Ub	8,86
	Ui	6,34
	INah	10,66
	Total	29,45
Zone Urbaine à vocation d'équipements publics	Ud	1,96
	Total	1,96
Zone Urbaine à vocation économique	Uc	4,84
	INac	3,06
	Total	7,90
Zone Urbaine à vocation touristique et sportive	INat1	4,12
	INat2	0,87
	INat3	2,85
	Ncc	17,10
	Ncs	11,23
	Total	36,18
Zone Naturelle	Nd	1119,16
	Total	1119,16
Zone Agricole	Nc	379,30
	Total	379,30
Total		1573,95

PLU	LIBELLE	TOTAL PAR TYPE DE ZONE
Zone Urbaine à vocation principale d'habitat	Ua	4,13
	Ub	18,33
	Um	6,59
	Total	29,04
Zone Urbaine à vocation économique	Uc	12,56
	Umc	2,66
	Total	15,22
Zone naturelle	Nn	1224,08
	Nt	19,39
	Ncv	3,05
	Ns	6,99
	Nac	0,82
	Total	1254,33
Zone agricole	Aa	177,85
	Ai	82,85
	As	11,38
	At	0,93
	Ajf	1,27
	Ae	0,78
	Als	0,53
	Total	275,59
Total		1574,18

Comparaison de la répartition des surfaces par grands types de zone entre le POS et le PLU				
	POS		PLU	
	hectares	%	hectares	%
Zone urbaine	47,2	3,00%	44,26	2,8%
sous total U	47,2	3,00%	44,3	2,8%
Zone agricole	407,6	25,90%	275,6	17,5%
Zone Naturelle	1119,2	71,11%	1254,3	79,7%
sous total A et N	1526,8	97,00%	1529,92	97,2%

Les capacités d'urbanisation ont diminué de 3 hectares entre le POS et le PLU. **La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers en est donc réduite d'autant.**

Au POS de 1988, les campings et les secteurs à destination d'aménagements et d'équipements sportifs étaient rattachés à la zone agricole. Au PLU ces espaces sont rattachés à la zone naturelle ce qui explique la diminution de la zone agricole au profit de la zone naturelle.

Effets et incidences du plan sur l'environnement incluant les incidences Natura 2000

Incidences prévisibles du PLU

Sur Baratier, le bilan des surfaces consommées sur les 10 dernières années (2006-2017) est de 5,9 ha toutes constructions confondues dont 3,7 ha à destination d'habitations.

La commune souhaite continuer de se développer et voir son nombre d'habitants augmenter mais parallèlement il lui faut :

- ⇒ Intégrer et « absorber » la nouvelle population, adapter la vie de la commune notamment en matière d'équipements et d'aménagements,
- ⇒ Enclencher les projets définis au cours de la mandature 2014/2020 et notamment le scénario d'aménagement retenu à la suite de l'étude de programmation pour la revitalisation du centre village,
- ⇒ Maintenir et développer le volet économique du territoire.

Ainsi, suite au diagnostic territorial et à la définition du PADD, le scénario retenu est à mi-chemin entre les scénarios 1 et 2 soit un taux d'accroissement annuel moyen de la population envisagé autour de 1,5%. L'augmentation de la population envisagée est d'environ 120 habitants supplémentaires d'ici à 10 ans.

Sur Baratier, la densité constatée sur la période 2006-2017 est de 27 logements à l'hectare. Cette densité est très élevée. Sur les communes de taille similaire la densité généralement constatée sur les Hautes Alpes est de 10 logements à l'hectare. Comparativement, il est également intéressant de souligner que dans le cadre du SCOT de l'Aire Gapençaise il est demandé à la ville centre de Gap, également Préfecture du Département, d'atteindre d'ici 15 ans une densité moyenne de 25 logements à l'hectare.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Dans son PADD, en plus des objectifs cités ci-dessus et comme demandé par le code de l'urbanisme, la commune se fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Ainsi, elle retient comme objectif pour modérer sa consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain d'utiliser dans les 10 ans à venir moins de 70% de la surface consommée au cours des dernières années.

L'analyse des capacités d'urbanisation du PLU de 2019 montre que :

- ⇒ 2,5 hectares sont urbanisables à vocation principale d'habitation soit 68% de la surface consommée sur les 10 dernières années (2006-2017) à destination d'habitations,
- ⇒ 1,1 hectare est urbanisable à vocation économique soit 50% de la surface consommée sur les 10 dernières années (2006-2017) à destination économique.

Sur Baratier, la densité est déjà élevée, les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain n'ont donc pas été pensés dans la volonté d'être encore plus denses mais dans l'objectif de continuer à modérer en s'assurant du maintien d'une densité similaire dans les années à venir.

La taille moyenne des parcelles restant à bâtir sur Baratier est de 675 m² soit une densité en logement qui devrait naturellement s'organiser autour de 15 logements à l'hectare.

Ceci dit, comme évoqué dans le paragraphe « Zoom sur la dynamique foncière entre 2015 et 2018 » croisé avec les prévisions démographiques du chapitre « Diagnostic sociodémographique », 2 immeubles représentant un total de 22 logements collectifs sont en cours de commercialisation dans le centre du village et ce sur une superficie de 1200 m² soit une densité de 189 logements à l'hectare.

Si on enlève ce projet de la surface restant à bâtir total et donc des parcelles restant à construire, la taille moyenne des parcelles

descend alors à 644 m² soit une densité en logement qui devrait naturellement s'organiser autour de 16 logements à l'hectare.

En tenant compte des calculs et des résultats évoqués sur ces 2 derniers paragraphes, la densité moyenne en logement sur Baratier dans les 10 ans à venir devrait être de 24 logements par hectare soit une densité équivalente à celle constatée sur la période 2006 - 2017.

Le croisement de la base de données Ocsol 2006 légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années avec le zonage du PLU montre comment le projet a cherché à conforter les espaces existants sans changer profondément la vocation des différents espaces.

Les zones urbaines sont contraintes dans les espaces déjà identifiés comme urbanisés par la base de données Ocsol 2006 légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années.

Cf : chapitres du présent rapport :

- ⇒ *« Explication des choix ayant conduits le Projet d'Aménagement et Développement Durable », « Scénario retenu et objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD »*
- ⇒ *Bilan de la consommation de l'espace.*

Conséquence de l'application du PLU

Le PLU s'inscrit bien dans les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain que s'est fixé la commune.

Incidences prévisibles du PLU

Comme le met en évidence le diagnostic, la commune de Baratier possède un patrimoine bâti intéressant, reflet de l'évolution historique de la commune.

Il n'y a pas, sur le territoire communal de Baratier, d'élément protégé au titre de l'inventaire des monuments historiques.

Cependant le village possède un patrimoine bâti remarquable : l'église Saint-Chaffrey, la halle en mélèze construite en 2007 sur la place du village, le domaine des Clôtures avec sa maison de maître et son kiosque, le front bâti surplombant le torrent des Vachères, une maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle. A échelle plus fine il faut également souligner l'architecture de certaines façades de maisons ; leurs alignements, ou encore la présence de murets en pierre ou de fontaines.

L'équipe municipale a choisi de retenir un règlement des aspects architecturaux rappelant uniquement les principaux fils rouges de l'architecture locale et ainsi de laisser une marge d'interprétation aux réponses architecturales. La nécessaire prise en compte des enjeux de la transition énergétique est venue asseoir ce choix.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Si la commune a fait le choix d'un règlement architectural relativement peu contraignant sur la construction neuve, elle a tenu en parallèle à identifier et soumettre à prescriptions plus fortes certains éléments patrimoniaux de la commune. Le règlement indique que pour ces éléments patrimoniaux (identifiés aux documents graphiques) : la préservation du caractère patrimonial du bâtiment et/ou du lieu doit guider l'ensemble du projet en lui donnant un aspect

respectant son état d'origine : matériaux initiaux, proportion des volumes, aspect des façades.

Le règlement du PLU, au sein des sections II, vient préciser les qualités urbaines, architecturales, environnementales et paysagères à respecter.

Le PLU instaure par le biais de son règlement, un Coefficient de Biotope par Surface applicable à la plupart des zones urbaines. Outre l'enjeu de réduction des surfaces imperméabilisées, l'instauration d'un « CBS » pousse à intégrer le traitement des espaces verts et espaces extérieurs au sein même du projet de construction, participant ainsi à la qualité des ambiances bâties.

Les périmètres définis par le zonage du PLU permettent de préserver l'alternance des espaces bâtis et non bâtis, caractéristique de la commune retranscrit dans son PADD.

Conséquence de l'application du PLU

La commune a fait le choix d'un règlement architectural relativement peu contraignant sur la construction neuve, dans la mesure où une cohérence avec le bâti environnant est respectée. Elle a tenu en parallèle à identifier et soumettre à prescriptions plus fortes certains éléments patrimoniaux de la commune (*cf chapitre du présent rapport « Dispositions spécifiques édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD / Eléments remarquables identifiés au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme »*).

La préservation du patrimoine architectural et urbain de la commune est assurée par l'application du PLU.

PRESERVATION DES ESPACES ET DE L'ACTIVITE AGRICOLE

Incidences prévisibles du PLU

L'agriculture sur la commune de Baratier occupe une place importante. Les terres agricoles sont situées près des zones urbanisées. Sur la plaine du Liou, au nord du chef-lieu, se trouve les terres de fort et de très fort potentiel agricole. Au sud du chef-lieu il existe encore beaucoup de terres agricoles à fort potentiel puis plus en amont il s'agit d'espaces de prairies et d'estives.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Baratier affiche dans son PADD la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain.

Les enjeux agricoles sont retranscrits aussi bien au niveau du zonage que du règlement. Cette retranscription se fait notamment par un classement en différents secteurs de la zone agricole :

- ⇒ Les terres à très fort potentiel et à fort potentiel sont majoritairement classées en Ai, totalement inconstructible,
- ⇒ Les terres situées au sud du village et des poches au nord sont classées en Aa, constructible pour les constructions nécessaires à l'activité agricole. L'objectif est de permettre l'émergence de projets de diversification et de pluriactivité qui peuvent s'avérer nécessaires au maintien de l'activité. En Aa, les mesures prises au règlement s'inscrivent en faveur du soutien à l'agriculture et à l'installation de nouveaux agriculteurs.

Le respect d'une ouverture à l'urbanisation en fonction d'objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace adaptés aux besoins du projet de territoire, permet de préserver les terres agricoles.

Parallèlement à l'élaboration du PLU, la commune travaille sur l'instauration d'une Zone Agricole Protégée (ZAP). L'objectif de cette ZAP est de protéger la vocation agricole des terres sur le long terme. Le périmètre de cette ZAP devrait correspondre aux terres à très fort potentiel et à fort potentiel dans les secteurs de la plaine du Liou et de Jougard.

(Cf : chapitres du présent rapport :

- ⇒ *Complémentarité du Plan Local d'Urbanisme avec le projet de Zone Agricole Protégée*
- ⇒ *Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD / Baratier, Porte sud de l'Embrunais et Baratier, Un territoire Porteur d'Emplois*
- ⇒ *Délimitation du zonage et Bilan de la consommation de l'espace / La zone agricole).*

Conséquences de l'application du PLU

Plus de 275 ha sont classés en zone agricole au PLU dont près de 98 ha sont totalement inconstructibles.

L'application des choix opérés dans le zonage et le règlement du PLU participe à la préservation des espaces agricoles qui représentent 17,5 % du zonage PLU (11,3 % classés en agricole classique et 6,2 % en agricole inconstructible). Elle permet de maintenir les potentialités de développement et d'évolution des exploitations dans le temps et de préserver les terres à fort potentiel agricole.

OBLIGATIONS DE DEPLACEMENT AUTOMOBILES ET ALTERNATIVES

Incidences prévisibles du PLU

De par sa localisation géographique et l'absence de réels transports collectifs, toute nouvelle construction engendrera de nouveaux véhicules.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Toutes les zones urbaines du PLU sont situées près des zones déjà urbanisées. Toutes les zones urbaines du PLU sont situées à moins d'un kilomètre d'une route desservie par les transports en commun et à moins d'1,6 kilomètre de l'aire de covoiturage.

La commune est traversée par plusieurs chemins de grande randonnée. A travers son PADD la commune souhaite encourager la pratique de déplacements vers des modes plus doux et améliorer les réseaux de déplacements.

Conformément aux nouvelles obligations réglementaires issues de la COP21, le règlement fixe également des règles minimales de prise en compte du stationnement vélos et de l'équipement des stationnements couverts en vue de favoriser le recours aux véhicules électriques.

Conséquence de l'application du PLU

Les engagements retenus au PADD, les choix retranscrits au zonage des zones constructibles et les aménagements projetés tentent de limiter l'obligation du recours à la voiture individuelle.

PREVENTION DES RISQUES

Incidences prévisibles du PLU

Les risques naturels forts sont très présents sur le territoire communal. La prise en compte des risques naturels a été retenue comme un invariant du projet de PLU, notamment dans les choix du zonage et du règlement de celui-ci. Le PLU doit respecter le zonage et les prescriptions du Plan de Prévention des Risques (PPR) ou de la carte informative des risques de la DDT05 pour les secteurs en dehors du PPR.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Le tracé des zones constructibles U tient compte du zonage du Plan de Prévention des Risques et de la carte informative des risques de la DDT05 pour les secteurs en dehors du PPR.

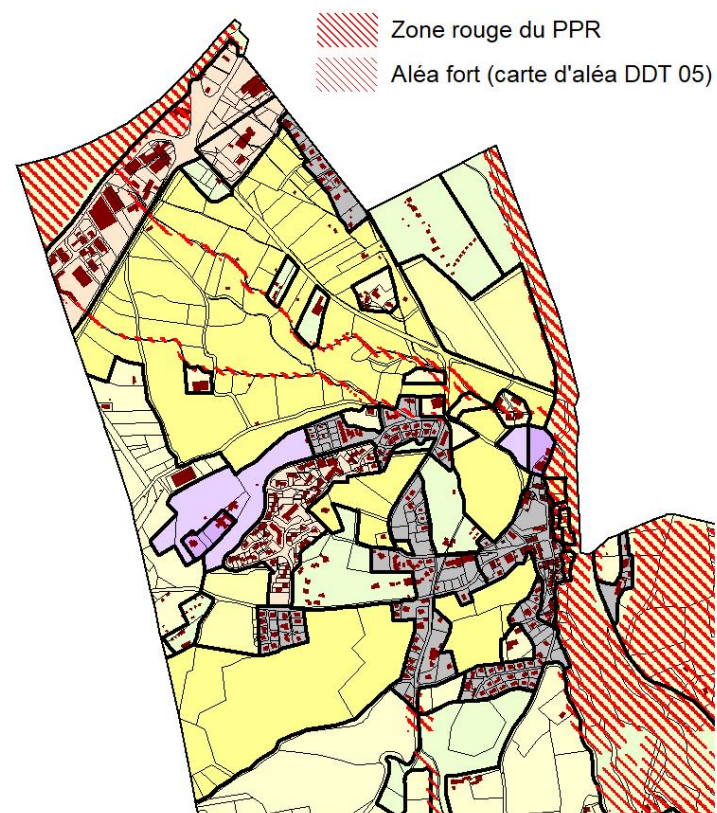
Le règlement rappelle, au sein des dispositions de limitation de certains usages et affectations et constructions (Section I) de chaque type de zonage que la constructibilité de ces zones reste soumise au respect des prescriptions du Plan de Prévention des Risques et de la carte informative des risques de la DDT05 pour les secteurs en dehors du PPR.

Le règlement précise à la section III de chaque zone, les obligations des pétitionnaires relatives au traitement et à la gestion des eaux de ruissellement. La limitation des eaux de ruissellement s'inscrit dans la prévention des risques.

Afin de faciliter l'information des pétitionnaires sur la connaissance du risque, le Plan de Prévention des Risques est annexé au PLU.

Conséquences de l'application du PLU

Le PLU favorise pleinement la prévention des risques, et participe à la bonne information du public.



Zonage du PLU de Baratier

- Ua : Zone urbaine - centre village
- Ub : Zone urbaine - extension urbaine
- Um : Zone Urbaine du lotissement de la Mûre soumis à OAP
- Uep : Secteur d'équipements publics
- Uc : Zone Urbaine Artisanale et Commerciale
- Umc : Zone Urbaine à vocation d'activité
- Aa : Agricole classique
- Ai : Agricole identitaire - totalement inconstructible
- Ajf : Secteur de Jardins Familiaux
- Ae : STECAL activité économique pré-existante au PLU
- Als : STECAL lié à une activité sport-loisir pré-existante au PLU
- At : Camping
- Nn : Naturel inconstructible
- Nt : Camping
- Nac : Aire de Covoiturage
- Ncv : Centre de vacances existant
- Ns : Secteur pouvant accueillir des terrains et équipements sportifs

PREVENTION DES POLLUTIONS – GESTION DES EAUX PLUVIALES ET PRISE EN COMPTE DU SDAGE

Incidences prévisibles du PLU

Assainissement

La grande majorité (90%) du parc de logements de Baratier est raccordée en assainissement collectif. Le traitement des eaux usées s'effectue à la station d'épuration intercommunale d'une capacité de 30 000 EH (équivalents habitants) située sur le territoire de la commune de Baratier, en rive gauche de la Durance. La station intercommunale traite les eaux usées des communes de : Baratier, Crots, Embrun et Saint Sauveur. La taille de l'agglomération en 2017 est estimée à 14725 EH (soit la moitié de la capacité nominale).

Source : MEDDE – ROSEAU – Novembre 2016.

La capacité de développement prônée par le projet d'aménagement et de développement de la commune de Baratier est d'atteindre un objectif pour ce PLU de 765 habitants, soit 120 habitants supplémentaires (INSEE 2015 + estimation nouvelle population suite aux constructions récentes et programmées + scénario de développement). Cette population actuelle et future représente 5,2 % de la capacité nominale de la station.

Par conséquent, le développement de la commune dans le cadre de ce PLU n'est pas limité par la capacité de la commune à traiter ses eaux usées.

Eaux pluviales

Le développement de l'urbanisation engendre un développement proportionné de la surface imperméabilisée : construction, voirie et stationnement.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Assainissement

La totalité des secteurs constructibles U est raccordée au réseau collectif d'assainissement et d'eau potable. Le règlement vient rappeler dans la section III de chaque zone les obligations des pétitionnaires nécessaires au traitement et à la gestion de l'assainissement et des eaux de ruissellement.

Eaux pluviales

La réduction de l'emprise des surfaces restant à bâtir, leur localisation majoritairement à l'intérieur des espaces déjà aménagés ou à proximité immédiate limite le besoin en création de voirie, et donc l'imperméabilisation des sols liée.

Le PLU introduit la mise en œuvre d'un Coefficient de Biotope par Surface applicable à presque toutes les zones urbaines.

L'instauration du CBS a vocation à réduire les surfaces minéralisées en particulier liées au stationnement et aménagements extérieurs en privilégiant l'utilisation de revêtements perméables.

Le CBS retenu au PLU (entre 0,1 et 0,3 selon les zones) est peu élevé et facilement atteignable par le simple maintien d'espaces de jardins et/ou l'emploi de matériaux perméables pour les revêtements des aires de stationnement et de manœuvre (maintien en herbe, terre armée, gravier et stabilisé, pavé non joint...). Il relève d'une volonté plus pédagogique que contraignante.

Pour les zones non soumises au respect d'un CBS, le règlement spécifie que le maintien d'espaces de pleine terre et la mise en œuvre de revêtements perméables pour les aires de stationnement seront à privilégier.

Conséquences de l'application du PLU

Le PLU prend en compte la limitation des eaux de ruissellement par la limitation même des secteurs constructibles et il rappelle dans le règlement les principes de réduction de l'imperméabilisation des sols et de bonne gestion des eaux pluviales.

Dans un souci de lutter contre l'imperméabilisation des sols, le PLU introduit la mise en œuvre d'un Coefficient de Biotope par Surface pour une grande partie des zones urbaines.

PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

Incidences prévisibles du PLU

La compétence « eau potable » est exercée par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique Eau de l'Embrunais.

La commune de Baratier est alimentée en eau potable par deux captages et un maillage.

Ressource liée aux captages :

Selon le schéma directeur d'alimentation en eau potable réalisé en 2005 par SIEE sur la commune de Baratier, et les arrêtés préfectoraux des sources, il est possible de réaliser le tableau ci-dessous :

Captage	Débit d'étiage hivernal en m ³ /j	Débit d'étiage estival en m ³ /j	Autorisation de prélèvement en m ³ /j
Charamaille	60	207	200
Verdun	34.5	190	260

Ressource liée au maillage

Selon le schéma directeur d'alimentation en eau potable réalisé en 2005 par SIEE sur la commune de Baratier, pour le maillage :

« La D.U.P. concernant le pompage donne un débit de prélèvement de 90 m³/h. En prenant un temps de fonctionnement journalier de 15 heures, le volume journalier est de 1 395 en m³/j. »

De plus selon le SIVU Eau de l'Embrunais il existe sur la commune d'Embrun un pompage de secours d'une capacité de 90 m³/h qui n'est utilisé que quelques jours par an et le SIVU est actuellement en train de mettre en œuvre une demande de captage pour une nouvelle ressource sur les hauteurs d'Embrun.

Ensemble des ressources

On peut par conséquent compter que la ressource minimum accessible pour la commune de Baratier est de :

- $60 + 34.5 + 1\,395 = 1\,489.5$ m³/j en hiver,
- $200 + 190 + 1\,395 = 1\,785$ m³/j en été.

Population potentielle

En termes de population actuelle, il faut imaginer, sur les périodes les plus fréquentées, c'est-à-dire l'été et l'hiver, un scénario où la capacité d'accueil de la commune est entièrement utilisée. Le diagnostic socio-économique du présent rapport nous indique (d'après les données de l'office du tourisme) un nombre de lits disponibles de 2 749.

Ce chiffre regroupe tous les types d'hébergements touristiques de la commune : locations de meublés, gîtes, chambres d'hôtes, campings et aires naturelles.

En été, le potentiel de population résidant actuellement sur la commune est donc évalué à :

559 personnes en résidences principales + 1 000 personnes en résidences secondaires + 2 749 personnes en accueil touristique, soit un total de 4 308 personnes.

D'après les données d'eaufrance (service public d'information sur l'eau), la consommation moyenne par habitant est de 145 L/jour en 2014.

La consommation de 4 308 personnes représente 624 660 litres par jour, soit environ **623 m3**.

Ce volume représente moins de la moitié du volume estimé accessible, à minima, à l'étiage estival.

En hiver, il convient de soustraire l'hébergement de type camping, le potentiel de population résidant actuellement sur la commune est donc évalué à :

559 personnes en résidences principales + 1 000 personnes en résidences secondaires + 400 personnes en accueil touristique, soit un total de 1 959 personnes.

D'après les données d'eaufrance (service public d'information sur l'eau), la consommation moyenne par habitant est de 145 L/jour en 2014.

La consommation de 1 959 personnes représente 284 055 litres par jour, soit environ **285 m3**.

Ce volume représente moins d'1/5^{ème} du volume estimé accessible, à minima, à l'étiage hivernal.

On peut conclure que le développement de la commune n'est actuellement pas limité par ses ressources en eau potable.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

La réduction des surfaces constructibles permet de limiter le besoin en eau potable.

Conséquences de l'application du PLU

La capacité de développement issue de l'application du PLU est compatible avec la ressource en eau potable de Baratier.

PRESERVATION DES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS ET DES PAYSAGES

Incidences prévisibles du PLU

La préservation des paysages est étroitement liée à la préservation de ses éléments structurants. Sur la commune de Baratier on remarque une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâtis.

Les mosaïques paysagères de la commune reflètent un étagement allant de l'imposant lac de Serre Ponçon, en passant par des plaines favorables à l'agriculture et à l'habitat, puis par des versants colonisés par des forêts jusqu'aux pâturages et pelouses naturelles.

La préservation des espaces naturels et des paysages de la commune est indistinctement liée à la préservation des terres agricoles, dont les incidences, mesures et impacts positifs de l'application du PLU de 2019 au regard de celle du POS et du RNU ont déjà été développés ci avant dans le rapport de présentation.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Dans un souci de préservation des paysages, le choix des zones constructibles dans le PLU de Baratier a été guidé par les objectifs suivants :

- Maintenir et renforcer l'imbrication des espaces bâtis et non bâtis au sein du chef-lieu ;
- Préserver les cônes de vue sur le grand paysage ;
- Préserver le patrimoine remarquable et petit patrimoine du quotidien.

Le règlement au sein de la section II, vient préciser les qualités urbaines, architecturales, environnementales et paysagères à respecter.

La délimitation de zones agricoles inconstructibles près de l'urbanisation actuelle et future permet de maintenir les éléments structurants du paysage façonnés par l'agriculture.

Comme mis en valeur dans le chapitre traitant de la délimitation des zones, le zonage naturel et forestier du PLU s'appuie sur la trame des espaces forestiers et sur la prise en compte de la trame verte et bleue à préserver.

Les mesures prises à destination du soutien de l'agriculture et à l'installation de nouveaux agriculteurs devraient permettre de favoriser la lutte contre l'enfrichement et la fermeture des milieux et ainsi participer au maintien de la biodiversité.

(Cf : *chapitres du présent rapport* :

- ⇒ *Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD / Baratier, Porte sud de l'Embrunais / Baratier, Un territoire Porteur d'Emplois / Baratier, une qualité de vie à Préserver*
- ⇒ *« Dispositions spécifiques édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD / Eléments remarquables identifiés au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme »*
- ⇒ *Délimitation du zonage et Bilan de la consommation de l'espace / La zone agricole et La zone Naturelle).*

Conséquences de l'application du PLU

L'application des choix opérés dans le zonage et le règlement du PLU participe à la préservation du paysage dans le maintien de la lisibilité des différentes vocations du territoire : agricole, forestière, urbaine ou naturelle.

L'application des choix opérés dans le zonage et le règlement du PLU participe à la préservation des espaces naturels et forestiers qui représentent 79,7 % du zonage PLU.

La réduction des surfaces constructibles et le choix de leur localisation participent à lutter contre l'étalement urbain et à préserver la lisibilité des éléments structurants du paysage baraton

PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET INCIDENCES NATURA 2000

Incidences prévisibles du PLU

Type d'enjeu environnemental	Oui	Non	Distance avec les zones urbanisées et à urbaniser	Lien écologique
Zones Natura 2000				
Site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin »	X		Urbanisation actuelle à moins de 100 mètres de la zone. Le PLU ne rapproche pas l'urbanisation de la zone Natura 2000	Moyen
ZNIEFFde type I				
N°930020072 : Mares et zones humides de l'adret de Saint-Sauveur entre Baratier et les Manins.	X		Urbanisation actuelle à moins de 100 mètres de la zone. Le PLU ne rapproche pas l'urbanisation de la zone ZNIEFF.	Moyen
ZNIEFFde type II				
N°930020111 : Massif des Orres - tête de la Mazelière - Aupillon - Grand Parpaillon - ubac de Crévoux	X		Urbanisation actuelle à plus de 2.5 km de la zone. Le PLU ne rapproche pas l'urbanisation de la zone ZNIEFF.	Faible
Zones faisant l'objet d'arrêté préfectoral de protection biotope		X	Sans objet	
Parc national, parc naturel régional ou réserve naturelle régionale ou nationale		X	Sans objet	
Zones humides				
« ZH – Baratier » composée de 2 secteurs situés entre le chef-lieu et La Mure	X		Urbanisation à proximité immédiate de la zone	Fort
« T.des Vachères T1 » articulée autour du torrent des Vachères	X		Urbanisation à proximité immédiate de la zone	Fort
Espace naturels sensibles		X	Sans objet	
Forêt de protection		X	Sans objet	
Espaces Boisés Classés (EBC)		X	Sans objet	
Autres zones notables		X	Sans objet	

La commune de Baratier compte une petite partie du site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin ». Il couvre 9 ha du territoire communal, au sud-est du chef-lieu. Il est localisé à moins de 100 m des premières constructions et à moins de 500 m des zones urbaines du PLU.

Le territoire n'est pas couvert par d'autres périmètres de protection réglementaire de la biodiversité : hors réserve naturelle ou de biosphère.

Deux périmètres d'inventaires ZNIEFF sont décomptés sur la commune :

- ⇒ La ZNIEFF « Massif des Orres - tête de la Mazelière - Aupillon - Grand Parpaillon - ubac de Crévoux » couvre une grande partie du territoire communal (au nord). Elle est localisée à plus de 2.5 km de l'urbanisation actuelle et à plus de 4 km des zones urbaines du PLU.
- ⇒ La ZNIEFF « Mares et zones humides de l'adret de Saint-Sauveur entre Baratier et les Manins » couvre une petite partie du territoire communal, au sud-est du chef-lieu. Elle est localisée à moins de 100 m de l'urbanisation actuelle et à moins de 500 m des zones urbaines du PLU.

Deux zones humides sont inventoriées sur la commune : l'une d'elle s'articule autour du torrent des Vachères, l'autre est composée de deux secteurs situés entre le centre village et le lotissement de La Mure. Elles se trouvent à proximité immédiate de l'urbanisation actuelle et des zones urbaines du PLU.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Les choix opérés dans le zonage et en particulier la réduction de la surface constructible favorisent la préservation des terres agricoles et milieux boisés sièges de la biodiversité des écosystèmes de la commune.

Les mesures prises à destination du soutien de l'agriculture et à l'installation de nouveaux agriculteurs devraient permettre de favoriser la lutte contre l'enfrichement et la fermeture des milieux et ainsi participer au maintien de la biodiversité.

La prise en compte des zones rouges du PPR en temps qu'invariants au PLU, assure indirectement un recul minimum des zones constructibles par rapport aux lits des torrents, leur permettant d'assurer pleinement leur rôle de continuités écologiques.

Les mesures opérées dans le cadre de la préservation des continuités écologiques détaillées ci-après participent à la préservation de la biodiversité et au bon fonctionnement des écosystèmes.

L'instauration d'un Coefficient de Biotope par surface sur la plupart des zones U favorise le maintien de la biodiversité en zones urbanisées.

Le PLU rappelle des principes de prise en compte de la biodiversité au sein des parcelles urbanisées. Ainsi la section II du règlement de chaque zone précise que :

- ⇒ Les défrichements sont soumis à autorisation préalable à l'autorisation d'urbanisme y compris pour les forêts privées.
- ⇒ Si une végétation de qualité est présente sur la parcelle (arbres d'essence « noble », fruitiers, espèces protégées...), celle-ci devra être dans la mesure du possible préservée.
- ⇒ Les haies composées d'une essence unique sont déconseillées. Les espèces locales feuillues et non envahissantes devront être privilégiées (liste des essences locales annexée au règlement). L'emploi de conifères est déconseillé.
- ⇒ Les structures existantes des chemins, fossés, talus, clapiers et terrasses naturelles seront entretenues afin de préserver ce patrimoine local dans sa fonction écologique, paysagère et culturelle.
- ⇒ La plantation d'espèces envahissantes est à proscrire en particulier à proximité des cours d'eau et canaux : Renouées du Japon, Buddleia, Ailanthé, Ambrosie.

Site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin » :

Ce site Natura 2000 s'étend de Baratier au sud à Ristolas et St Martin de Queyrières au nord. Il couvre une surface de presque 20 000 hectares. Les espèces d'intérêt communautaire répertoriées dans ce site sont des végétaux, des insectes, un amphibien (sonneur à ventre jaune), des chiroptères, des poissons et des crustacés.

Sur la commune de Baratier, le site Natura 2000 couvre une superficie de moins de 10 hectares, soit 0,05% de l'ensemble du site « steppique durancien et queyrassin ». Il s'agit ici d'un milieu boisé situé entre la route Baratier-Les Orres et le torrent des Vachères.

D'après les relevés Faune et Flore du portail Silene, parmi les espèces d'intérêt communautaire répertoriées dans le site « steppique durancien et queyrassin », seule l'espèce de crapaud « sonneur à ventre jaune » a été observée, deux fois, sur la commune de Baratier.

Le site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin » est entièrement classé en zone naturelle au PLU. La zone naturelle du PLU de Baratier est totalement inconstructible.



Conséquences de l'application du PLU

L'application du PLU n'engendrera pas d'incidences négatives sur la préservation de la biodiversité.

Les choix et mesures retenus au PLU s'inscrivent en soutien à l'agriculture et permettent de lutter contre l'enfrichement et la fermeture des milieux. Ils apportent également une amélioration dans la modération de la consommation d'espaces et la lutte contre l'étalement urbain, premier consommateur d'espaces agricoles et naturels. Ils participent par ailleurs à la préservation de la bonne fonctionnalité des continuités écologiques.

Le PLU, à travers ses différents éléments invite la population à une réflexion d'ensemble sur les conséquences d'aménagements sur la biodiversité, le PLU met notamment en avant la nécessaire conservation de végétation de qualité déjà présente et de structures existantes et déconseille voire interdit certaines plantations (plantes envahissantes) ou types de plantations (haies composées d'une seule essence).

Il s'agit donc d'une sensibilisation de la population à l'importance de préserver la mosaïque de milieux et la biodiversité.

L'application du PLU apporte donc une amélioration sensible de la prise en compte de la biodiversité en comparaison à l'application du RNU.

L'ensemble du site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin » est classé en zone naturelle inconstructible.

L'application du PLU n'a pas d'incidences négatives sur le site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin ».

MAINTIEN DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Incidences prévisibles du PLU

Au regard du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, il existe sur une grande partie de la commune deux réservoirs de biodiversité (espace de bonne fonctionnalité écologique peu impacté par l'activité humaine). La trame verte identifie également un corridor écologique. Ce corridor concerne une petite partie de la commune à l'est du centre historique de Baratier. Le SRCE identifie le torrent des Vachères en temps qu'espace de mobilité.

A échelle plus fine l'analyse des continuités écologiques montre que la partie nord de la commune est déjà fortement urbanisée. La plaine du Liou est actuellement déjà mitée de plusieurs bâtiments.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

La réduction de la surface ouverte à la construction constitue une des principales mesures d'évitement.

La prise en compte des zones rouges du PPR en temps qu'invariants au projet de PLU assure indirectement un recul minimum des zones constructibles par rapport aux lits des principaux torrents, permettant à ces derniers d'assurer pleinement leur rôle de corridors écologiques (trame bleue), en particulier au cœur de la zone urbanisée.

Le zonage retenu au PLU s'inscrit en compatibilité avec la préservation des enjeux de continuités écologiques identifiés au SRCE comme à l'approche TVB établie au diagnostic. Les ripisylves du torrent des Vachères sont classées en zone Naturelle et forestière inconstructible. Une grande partie nord du territoire communal est classé en zone Naturelle et forestière inconstructible. Toute la partie agricole de la plaine du Liou est classée en agricole inconstructible.

Le règlement :

- Rappelle au sein des règles de chaque zone que les structures existantes des chemins, fossés, talus, clapiers et terrasses naturelles seront entretenus afin de préserver ce patrimoine local dans sa fonction écologique, paysagère et culturelle.
- Applique sur la plupart des zones urbaines un Coefficient de Biotope par Surface participant au maintien de la biodiversité et des espaces de transition au sein même de la zone urbanisée.

(Cf : chapitres du présent rapport :

- ⇒ *Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD / Baratier, une qualité de vie à Préserver*
- ⇒ *Délimitation du zonage et Bilan de la consommation de l'espace / La zone agricole et La zone Naturelle).*

Conséquences de l'application du PLU

Le zonage retenu au PLU s'inscrit en compatibilité des enjeux de continuités écologiques identifiés au SRCE comme à l'approche TVB établie au diagnostic.

Les choix et mesures retenus au PLU apportent une amélioration de la prise en compte et de la préservation des continuités écologiques au regard des conséquences de l'application du RNU.

Incidences prévisibles du PLU

L'urbanisation prévue engendre une augmentation de la production de gaz à effet de serre en raison des besoins de chauffage et de déplacement inhérent à ce développement.

Mesures : Evitement / Réduction/ Compensation

Afin d'atténuer les incidences de la construction sur la production de gaz à effet de serre plusieurs mesures ont été prises dans le PLU de 2019.

Dans un premier temps, la réduction de la surface constructible ouverte au PLU par rapport à celle du POS constitue la première mesure d'évitement.

Le règlement indique que pour toute construction, une conception bioclimatique doit être recherchée afin de favoriser la sobriété énergétique : compacité du bâti, orientation permettant de capter les apports solaires, protection contre les vents, prise en compte des masques ...

La recherche en matière d'énergie renouvelable et de sobriété énergétique est encouragée et doit être réfléchie au regard de trois caractéristiques :

- Une performance énergétique ;
- Un impact environnemental positif ;
- Une pérennité de la solution retenue.

Le règlement des zones constructibles vient traduire un souci de prise en compte des enjeux de transition énergétique par différentes mesures :

- Mise en place d'un Coefficient de Biotope par surface sur la plupart des zones urbanisées, permettant de réduire les eaux de ruissellement, de favoriser la biodiversité et de lutter contre les « ilots » de chaleur.
- Encouragement de la rénovation énergétique des constructions existantes par l'application d'une majoration possible de la hauteur de la construction en cas de travaux d'économie d'énergie et par une dérogation d'application des reculs pour l'isolation extérieure d'un bâtiment par la façade.
- Volonté d'intégration des constructions et des extensions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable peut conduire à proposer un vocabulaire architectural contemporain ne répondant pas aux obligations de volumétrie, de pente de toiture et d'aspect édictées dans le règlement. Dans ce cas, la bonne intégration du bâtiment au site et à l'environnement doit être rigoureusement justifiée.

Conséquence de l'application du PLU

Les choix et mesures retenus au PLU apportent une amélioration de la prise en compte des enjeux de transition écologique en comparaison des conséquences de l'application du POS et du RNU.

Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application

Suivant les dispositions du code de l'urbanisme sur l'évaluation du PLU (article L.153-27), neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et 2 du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan

	Objectifs	Indicateurs	Sources
Modération de la consommation d'espace	Lutter contre l'étalement urbain / optimisation du foncier	Suivi du nombre de permis de construire et des superficies consommées. Densité des zones constructibles. Superficies terrains viabilisés non bâtis (rétention foncière). Nombre d'opérations groupées. Nombre de logements. Part des appartements / maisons et typologie.	Commune DDT 05 / données Majic Sit@del2 RGP INSEE
Environnement biologique	Préserver les continuités écologiques.	Etat des continuités écologiques. Superficie des zones naturelles, agricoles.	Commune Communauté de communes SILENE
	Assurer la préservation des milieux naturel et agricole	Suivi de la fermeture des milieux. Etat de la biodiversité à partir des comptages et mesures ponctuelles.	
Ressources naturelles et leur gestion	Préserver l'agriculture	Superficie des terres cultivées. Superficie des terres à l'irrigation. Suivi de l'enrichissement des terres agricoles. Nombre d'exploitations et âges des exploitants. Cheptel communal.	Chambre d'agriculture Agreste Commune
	Avoir une ressource en eau suffisante actuellement mais aussi pour les générations futures	Suivi des débits captés et consommés. Suivi de la qualité de la ressource. Mesure du rendement du réseau, Nombre d'installation de récupération d'eau. Suivi de l'imperméabilisation par le suivi du CBS (Coefficient de Biotope par Surface) dans les secteurs constructibles.	Agence Régionale de Santé PACA Agence de l'eau Commune
	Qualité des eaux superficielles	Mesures de suivi dans le cadre de la DCE	Agence de l'eau RMC
	Favoriser les économies d'énergies et production d'énergie renouvelable	Nombre d'installations de production d'énergies renouvelables et Kwh produit. Nombre de déclaration de travaux pour isolation.	Commune Communauté de communes

	Objectifs	Indicateurs	Sources
Pollutions et nuisances	Limiter le rejet de sources polluantes liées aux eaux usées	Suivi qualité rejet de la STEP. Taux d'élimination des eaux parasites. Nombre de conformité des installations d'ANC.	Commune Communauté de communes
	Assurer une bonne gestion des déchets	Nombre de colonnes tri sélectif. Tonnage des déchets collectés et recyclés. Nombre de composteurs individuels.	Communauté de communes
	Limiter la pollution atmosphérique et GES	Nombre d'utilisateurs des lignes départementales. Suivi de la qualité de l'air.	CG05 – voyageurs 05 Communauté de communes Airpaca
Risques naturels	Réduire les impacts	Entretien des digues Récapitulatif des événements connus du service RTM	Commune Communauté de communes RTM
Cadre de vie Et patrimoine	Valoriser les espaces verts dans les lieux de vie	Suivi du CBS (Coefficient de Biotope par Surface) dans les secteurs constructibles. Réalisation des projets en lien avec les emplacements réservés.	Commune
	Cheminements doux	Linéaire de cheminements doux de liaisons, de pistes cyclables, de sentiers thématiques, de randonnées, de canaux... Etat de ces cheminements.	Commune Communauté de communes
	Maintien de la vie à l'année	Nombre et typologie des commerces, services et équipements. Part du logement principal au sein du parc de logement.	Commune Communauté de communes
	Patrimoine	Etat de conservation, de réhabilitation du patrimoine bâti vernaculaire. Nombre d'infraction constatées.	Commune Communauté de communes

Résumé non technique et méthode EE

RESUME NON TECHNIQUE

Diagnostic socio - économique

En 2015, Baratier compte 559 habitants (INSEE).

Le diagnostic socio-économique met en évidence :

- Depuis 1970, une population permanente qui augmente de façon conséquente : en près de 40 ans le nombre d'habitants a plus que doublé,
- Depuis 1975, une variation annuelle moyenne de la population (en %) positive, notamment due au solde apparent des entrées et des sorties.
- Une population bien équilibrée en termes de répartition entre les différentes classes d'âge,
- Un pourcentage de personnes actives en emploi (70%) supérieur à celui enregistré au niveau départemental (67,5%) et au niveau national (63,5%),
- Une commune active offrant de l'emploi avec indicateur de concentration de l'emploi supérieur à 100 malgré la proximité d'Embrun,
- Des équipements et des services qui répondent en partie à la demande de la population présente sur son territoire, qu'il s'agisse de résidents ou de touristes. Avec le bémol d'un cœur de village historique peu attractif pour les commerces de proximité.

Caractéristiques du parc de logements

En 2015, Baratier compte 527 logements (INSEE).

Le parc de logement est caractérisé par :

- Une production de logements importante : le nombre de logements est passé de 123 à 527 en 45 ans,
- Des parts de résidences principales (45.5%) et résidences secondaires (47.5%) similaires,
- Une majorité d'appartements (48% pour 42% de maisons),

- Une offre en logement variée (forme, taille et composition),
- Une proportion de propriétaires plus importante que celle des locataires (56% de propriétaires sur l'ensemble des résidences principales).

Articulation avec les plans et programmes supérieurs

Le PLU devra s'inscrire en compatibilité avec un ensemble de plans et programmes s'imposant à lui à savoir :

- Les Plans climats : national, régional et départemental (PCET du département des hautes alpes),
- La convention alpine,
- Les plans et programmes relevant de la stratégie nationale et régionale pour la biodiversité et en particulier du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE),
- Le SDAGE Rhône Méditerranée,
- Les objectifs de conservation des habitats et des espèces du site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin »,

Etat initial de l'environnement

Environnement Physique

La commune de Baratier est composée d'une plaine entre 780 et 950 mètres d'altitude puis d'un versant de vallée exposé au nord jusqu'au point culminant de Baratier, le mont Pouzenc, à 2 898 mètres d'altitude.

Au niveau de son climat, la commune bénéficie principalement d'influences méditerranéennes avec un fort taux d'ensoleillement sur l'année. De manière générale le climat est sec : avec en moyenne 700 mm de précipitations annuelles, il s'agit de la région la plus sèche des Alpes du sud. Les températures se situent aux alentours de 25-28° l'été et atteignent des valeurs négatives l'hiver. Elles restent cependant, au niveau des principaux villages (situés vers 800-1000 mètres d'altitude) assez douces. Des différences de températures importantes peuvent être observées entre le jour et la nuit.

Au niveau géologique, la commune est principalement installée sur des terres noires.

La commune de Baratier est située dans le bassin versant de la Durance. Celle-ci marque la limite nord de la commune. Le torrent des Vachères longe la commune à l'est.

Risques

La commune de Baratier dispose d'un Plan de Prévention des Risques Naturels qui couvre une partie de son périmètre. Le PPR a été approuvé le 24 juillet 2012 et modifié par arrêté du 22 février 2018. Pour les zones non couvertes par le Plan de Prévention des Risques Naturels, il existe une cartographie informative réalisée par la DDT05.

Ressources

La compétence « eau potable » est exercée par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique Eau de l'Embrunais.

La commune de Baratier dispose d'un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) effectué en 2005.

Deux sources servent à l'alimentation en eau potable de la commune. Des périmètres de protection sont identifiés autour de chaque source, ils sont déclarés d'utilité publique. L'alimentation en eau potable sur la commune est complétée par un maillage avec la commune d'Embrun. L'eau provient alors d'un pompage dans la Durance.

Pollutions et nuisances

La compétence assainissement des eaux usées est exercée par la communauté de communes, avec les missions suivantes :

En assainissement collectif (AC) : la collecte des eaux usées par un réseau public puis leur épuration dans une station d'épuration ;

En assainissement non collectif (ANC) : des contrôles obligatoires prévus par la réglementation à la mise en œuvre d'une nouvelle installation d'ANC et tout au long de sa vie.

La commune de Baratier est reliée à la station d'épuration intercommunale d'une capacité de 30 000 EH.

Réchauffement Climatique

Sur la commune de Baratier, la principale source d'émissions de gaz à effet de serre est le routier, sa part est plus importante que la part qu'elle occupe à l'échelle départementale. La N 94 est effectivement la voie de circulation principale des Hautes-Alpes. On note ensuite la part importante des activités résidentielles et tertiaires parmi les sources d'émissions de gaz à effet de serre.

Continuités écologiques

Au regard du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, il existe sur une grande partie de la commune deux réservoirs de biodiversité (espace de bonne fonctionnalité écologique peu impacté par l'activité humaine). La trame verte identifie également un corridor écologique.

Ce corridor concerne une petite partie de la commune à l'est du centre historique de Baratier. Le SRCE identifie le torrent des Vachères en temps qu'espace de mobilité.

Biodiversité et protections réglementaires dont Natura 2000

La commune de Baratier est traversée par le site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin ». Il couvre une petite partie du territoire communal, au sud-est du chef-lieu.

Le territoire n'est pas couvert par d'autres périmètres de protection réglementaire de la biodiversité : hors réserve naturelle ou de biosphère.

Deux périmètres d'inventaires ZNIEFF sont décomptés sur la commune :

- ⇒ La ZNIEFF « Massif des Orres - tête de la Mazelière - Aupillon - Grand Parpaillon - ubac de Crévoux » couvre une grande partie du territoire communal (au nord).
- ⇒ La ZNIEFF « Mares et zones humides de l'adret de Saint-Sauveur entre Baratier et les Manins » couvre une petite partie du territoire communal, au sud-est du chef-lieu.

Deux zones humides sont inventoriées sur la commune : l'une d'elle s'articule autour du torrent des Vachères, l'autre est composée de deux secteurs situés entre le chef-lieu et La Mure.

Paysage

Baratier présente un paysage de plaine, puis de paysages forestiers le long de son versant et enfin des espaces de pâturages et de roches nues en altitude. Il s'agit d'une commune ouverte sur le grand paysage, offrant des panoramas exceptionnels mais qui s'offre aussi à la vue des communes riveraines et des visiteurs.

Patrimoine architectural et urbain

La commune de Baratier possède un patrimoine bâti intéressant, reflet de l'évolution historique de la ville.

Il n'y a pas, sur le territoire communal de Baratier, d'élément protégé au titre de l'inventaire des monuments historiques.

Cependant le village possède un patrimoine bâti remarquable : l'église Saint-Chaffrey, la halle en mélèze construite en 2007 sur la place du village, le domaine des clôtures avec sa maison de maître et son kiosque, le front bâti surplombant le torrent des Vachère, une maison remarquable au titre du patrimoine du XX^e siècle. A échelle plus fine il faut également souligner l'architecture de certaines façades de maisons ; leurs alignements, ou encore la présence de murets en pierre ou de fontaines.

Consommation d'espace

Analyse de la consommation d'espaces NAF à 10 ans

Sur Baratier, le bilan des surfaces consommées sur les 10 dernières années (2006-2017) est de 5,9 ha toutes constructions confondues dont 3,7 ha à destination d'habitations.

Capacité de densification et de mutation des espaces bâtis au PLU

Le PLU offre une capacité de surface restant à bâtir en zone constructible de 3,6 ha dont 2,5 sont mobilisables à vocation principale d'habitation et 1,1 à vocation économique.

Les zones urbaines sont contraintes dans les espaces déjà identifiés comme urbanisés par la base de données Ocsol 2006 légèrement réactualisée au regard du bâti construit ces 10 dernières années

Dispositions relatives à la densification et la limitation de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La surface restant à bâtir a été réduite de 1,83 ha à destination d'habitat entre le POS et le PLU de 2019.

Les capacités d'accueil du développement prôné par le PLU sont de 2,5 ha à vocation principale d'habitation et 1,1 à vocation économique.

Le PLU prône un projet de développement à 10 ans afin d'assurer une réflexion sur le développement et l'aménagement de la commune sortant des logiques électorales en planifiant une réflexion couvrant au moins deux mandats.

Le PLU est donc compatible avec l'analyse de la consommation d'espace à 10 ans, voire comme fixé dans les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, l'objectif d'utiliser dans les 10 ans à venir moins de 70% de la surface consommées au cours des dernières années est mis en œuvre par la taille de la surface ouverte à l'urbanisation.

Justifications des choix retenus

Le rapport de présentation s'attache dans un 1^{er} temps à expliciter les choix retenus au PADD aux regards des enjeux du diagnostic territorial.

Il vient justifier le besoin en foncier pour répondre aux objectifs de développement de la commune retenus au PADD.

Il vient ensuite justifier les choix retenus pour établir le zonage et le règlement, la cohérence des OAP avec les objectifs du PADD et il finit par la justification des emplacements réservés, des bâtiments en zone agricole autorisés à changer de destination et des éléments identifiés au titre du L151-19 et L151-23.

Explication des choix /Environnement et solutions de substitution

Le rapport de présentation détaille les effets et incidences du plan sur l'environnement incluant les incidences sur le site Natura 2000. L'ensemble de cette analyse est résumé dans les pages qui suivent.

Conséquences du PLU sur l'environnement / Mesures mise en œuvre

Modération consommation espace/ densification/ lutte contre étalement urbain

Le PLU s'inscrit bien dans un objectif de modération de la consommation d'espace, de densification et de lutte contre l'étalement urbain :

- ⇒ utiliser dans les 10 ans à venir moins de 70% de la surface consommée au cours des dernières années est mis en œuvre par la taille de la surface ouverte à l'urbanisation
- ⇒ acter de la nécessaire modération de la consommation de l'espace par l'ouverture, pour les 10 ans à venir, d'une surface constructible ouverte à l'urbanisation inférieure à celle consommée au cours des 10 dernières années. Toujours dans le sens de la modération, la densité en logements à l'hectare devra être équivalente à celle constatée sur les 10 dernières années
- ⇒ lutter contre l'étalement urbain en confortant la vocation des espaces existants.

Préservation de la qualité urbaine, architecturale et patrimoniale

La commune a fait le choix d'un règlement architectural relativement peu contraignant sur la construction neuve, dans la mesure où une cohérence avec le bâti environnant est respectée. Elle a tenu en parallèle à identifier et soumettre à prescriptions plus fortes certains éléments patrimoniaux de la commune.

La préservation du patrimoine architectural et urbain de la commune est assurée par l'application du PLU de 2019.

Préservation de l'activité agricole

Les enjeux agricoles sont retranscrits aussi bien au niveau du zonage que du règlement. Cette retranscription se fait notamment par un classement en différents secteurs de la zone agricole :

- ⇒ Les terres à très fort potentiel et à fort potentiel sont majoritairement classées en Ai, totalement inconstructible,
- ⇒ Les terres situées au sud du village et des poches au nord sont classées en Aa, constructible pour les constructions nécessaires à l'activité agricole. L'objectif est de permettre l'émergence de projets de diversification et de pluriactivité qui peuvent s'avérer nécessaires au maintien de l'activité. En Aa, les mesures prises au règlement s'inscrivent en faveur du soutien à l'agriculture et à l'installation de nouveaux agriculteurs.

Le respect d'une ouverture à l'urbanisation en fonction d'objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace adaptés aux besoins du projet de territoire, permet de préserver les terres agricoles.

Obligations de déplacement automobiles et alternatives

Les engagements retenus au PADD, les choix retranscrits au zonage des zones constructibles et les aménagements projetés tentent de limiter l'obligation du recours à la voiture individuelle.

Prévention des risques

Le tracé des zones constructibles tient compte du zonage du Plan de Prévention des Risques et des cartes d'aléas naturels établies par la DDT 05.

Le PLU de 2019 favorise pleinement la prévention des risques, et participe à la bonne information du public.

Prévention des pollutions

Le PLU de 2019 prend en compte la limitation des eaux de ruissellement par la limitation même des secteurs constructibles et il rappelle dans le règlement les principes de réduction de l'imperméabilisation des sols et de bonne gestion des eaux pluviales.

Dans un souci de lutter contre l'imperméabilisation des sols, le PLU de 2019 introduit la mise en œuvre d'un Coefficient de Biotope par Surface pour une grande partie des zones urbaines.

Préservation des ressources naturelles : Eau Potable

La capacité de développement issue de l'application du PLU de 2019 est compatible avec la ressource en eau potable.

Préservation des Espaces Naturels (y compris forestiers) et Paysages

L'application des choix opérés dans le zonage et le règlement du PLU de 2019 participe à la préservation du paysage dans le maintien de la lisibilité des différentes vocations du territoire.

L'application des choix opérés dans le zonage et le règlement du PLU participe à la préservation des espaces naturels et forestiers qui représentent 79,7 % du zonage PLU de 2019.

La réduction des surfaces constructibles et le choix de leur localisation participent à lutter contre l'étalement urbain et à préserver la lisibilité des éléments structurants du paysage baraton.

Préservation de la Biodiversité et incidence Natura 2000

L'application du PLU n'engendrera pas d'incidences négatives sur la préservation de la biodiversité,

Les choix et mesures retenus au PLU s'inscrivent en soutien à l'agriculture et permettent de lutter contre l'enfrichement et la fermeture des milieux.

Ils apportent également une amélioration dans la modération de la consommation d'espaces et la lutte contre l'étalement urbain, premier consommateur d'espaces agricoles et naturels. Ils participent par ailleurs à la préservation de la bonne fonctionnalité des continuités écologiques.

L'application du PLU de 2019 apporte donc une amélioration sensible de la prise en compte de la biodiversité en comparaison à l'application du POS.

L'application du PLU n'a pas d'incidences négatives sur le site Natura 2000 « steppique durancien et queyrassin ».

Continuités écologiques

Le zonage retenu au PLU de 2019 s'inscrit en compatibilité des enjeux de continuités écologiques identifiés au SRCE comme à l'approche TVB établie au diagnostic.

Les choix et mesures retenus au PLU de 2019 apportent une amélioration de la prise en compte et la préservation des continuités écologiques au regard des conséquences de l'application du POS.

Lutte contre le changement climatique et adaptation

Les choix et mesures retenus au PLU de 2019 apportent une amélioration de la prise en compte des enjeux de transitions écologiques en comparaison des conséquences de l'application du POS.

La réduction de la surface constructible ouverte au POS par rapport à celle du PLU de 2019 constitue la première mesure d'évitement.

Critères de suivi et évaluation

Le rapport de présentation définit un ensemble de critères et indicateurs permettant de suivre les effets du plan sur l'environnement et de guider l'évaluation réglementaire du PLU à minima tous les 9 ans.

METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La démarche d'évaluation environnementale des plans et programmes a été introduite en 2000 par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain). Elle s'est renforcée et est devenue obligatoire pour la quasi-totalité des communes du département en 2010 et 2014 avec les lois ENE (Engagement National pour l'Environnement) dite loi « Grenelle II » et ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové).

La commune de Baratier étant traversée par un site Natura 2000, elle relève de l'obligation d'évaluation environnementale du PLU au titre du code de l'urbanisme.

Tout au long de la démarche d'élaboration du PLU, l'équipe municipale ainsi que son bureau d'étude ont eu le souci constant de prendre en compte les interactions entre les choix d'urbanisme et l'environnement, l'objectif étant de permettre à la commune d'arbitrer ses choix d'urbanisation et de développement dans une approche globale de développement durable.

Ainsi la méthode d'approche de l'équipe s'est appuyée sur les finalités poursuivies par une démarche d'AEU (approche environnementale de l'urbanisme) à savoir :

FINALITE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement : maîtrise de l'étalement urbain, forme urbaine, densité, mixité fonctionnelle, cheminements doux...
- Maîtriser les consommations et la demande en énergie des bâtiments
- Promouvoir les énergies renouvelables
- Anticiper les effets et adaptation au changement climatique

FINALITE 2 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES

- Modérer la consommation d'espace, et en particulier sur les terres agricoles
- Réduire les pressions sur les écosystèmes, sur les paysages, etc.
- Economiser et gérer les ressources naturelles.
- Assurer le maintien des continuités écologiques
- Préserver le patrimoine paysager, naturel et culturel.
- Mener des actions de valorisation.

FINALITE 3 – EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS

- Réduire les impacts potentiels de l'environnement urbain sur la santé publique (bruit, qualité de l'air, ...).
- Favoriser la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (logement social, accessibilité des personnes à mobilité réduite, ...).
- Permettre une offre de services de qualité, adaptés à la population.

FINALITE 4 – COHESION SOCIALE ET SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET GENERATIONS

- Assurer la cohésion territoriale (cohérence entre les niveaux territoriaux, mixité fonctionnelle, identité culturelle, ...).
- Assurer la cohésion sociale (mixité sociale et intergénérationnelle, offre de lieux d'échange et de dialogue, etc).

FINALITE 5 – UN DEVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES

Gérer l'usage de l'espace de façon adaptée à une évolution vers des modes de production et de consommation responsables : agriculture urbaine et périurbaine, gestion de l'eau et de l'assainissement, collecte et traitement des déchets.

La démarche d'élaboration du PLU de Baratier comprend une démarche d'intégration des notions de développement durable au sein du projet de PLU.

Dans cette optique de développement durable, dès la phase de diagnostic amont du territoire, l'équipe s'est attachée à définir le cadre des « invariants » venant s'inscrire comme « colonne vertébrale » des choix de développement du PADD :

- Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement : Garantir la pérennité des espaces participants à cette fonctionnalité : sites inventoriés en raison de leur richesse en termes de biodiversité, espaces et activités agricoles, ripisylves des cours d'eau, forêts.
- Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.
- Maitriser le développement de l'habitat dans l'espace et dans le temps : se donner les moyens d'agir sur la forme urbaine de certains secteurs pour répondre aux objectifs de préservation des terres agricoles, des qualités environnementales et paysagères du territoire.
- Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain.
- Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire.
- Veiller à ce que tout projet prenne en compte les zones humides en particulier celles inscrites à l'inventaire départemental.
- Définir une stratégie foncière à court, moyen et long terme.
- Anticiper les enjeux énergétiques.

Ainsi, le projet de PLU, dès l'élaboration du PADD a mis en place des mesures d'évitements des incidences prévisibles par la retranscription des « invariants et enjeux » mis en relief par le diagnostic du territoire.

Ces mesures d'évitements seront prolongées par un ensemble de choix et mesures mis en place afin de limiter l'impact du PLU sur l'environnement, voire améliorer la situation au regard du POS antérieur et du RNU.

La traduction des mesures d'évitements et de réduction a été retranscrite au sein des choix opérés au zonage et règlement.

Dans un second temps, il s'est agi de vérifier en particulier les incidences prévisibles sur les habitats et espèces protégées sur les secteurs de développement potentiel de l'urbanisation. Cette analyse s'est effectuée par des visites de terrains et l'exploitation des données disponibles.

Les choix d'ouverture à l'urbanisation ont été analysés afin de déterminer les effets notables envisageables. Cette analyse s'est appuyée sur l'établissement de critères, indicateurs et modalités permettant d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures d'évitements ou des mesures compensatoires appropriées. Les critères et indicateurs ainsi définis seront repris pour l'analyse des résultats de l'application du plan et notamment pour suivre les effets du plan sur l'environnement.

Les mesures d'évitements ayant abouties à la sélection des secteurs présentant le moins d'enjeux, combinées aux réductions des surfaces constructibles n'ont pas rendu nécessaires la mise en place d'analyses, ni d'inventaires faune – flore complémentaires.

L'évaluation environnementale n'est pas une démarche standardisée, sa prise en compte a été proportionnelle aux enjeux du territoire communal de Baratier.

Le degré d'analyse a été fonction de la complexité et de la sensibilité environnementale du territoire abordé par la prise en compte des données disponibles.

Approche Environnementale de l'Urbanisme et Développement Durable

ENJEUX GLOBAUX D'AMENAGEMENT

Gestion économe des espaces

Prise en compte des impacts induits

Solutions techniques spécifiques, innovantes

ENJEUX SECTORIELS D'AMENAGEMENT

Environnementaux

- Gestion des ressources
- Protection du milieu
- Maîtrise des flux et pollutions
- Protection paysages

Economique

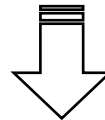
- Rationalisation des réseaux et équipements
- Maîtrise des coûts et des charges

Sociaux économiques

- Attractivité et amélioration du cadre de vie
- Prévention des risques et de l'exposition des populations
- Intégration quartier à la ville

Sociaux

- Participation, implication
- Intégration et mixité
- Appropriation
- Identité culturelle



ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Solidarité dans le temps

Ne pas reporter la résolution des problèmes sur les générations futures

Précaution – Prévention – Responsabilité

- Identifier en amont les problèmes et impacts induits
- Adapter le projet aux contraintes
- Prendre la mesure des conséquences de ses choix

Transversalité - Participation - Implication

Associer acteurs compétents, interdisciplinaires et acteurs locaux
=> faire ressortir des solutions intégrées et adaptées au contexte

Subsidiarité - Réversibilité

- Vérifier adéquation entre échelle (territoire et projet) et solution
- Anticiper les évolutions possibles et assurer les capacités d'adaptation